

**Sommaire**

- Ouverture de la séance publique**  
- M. Fernand Etgen, Président
- 7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 et modifiant :**  
1° la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines ;  
2° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;  
3° la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;  
4° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances ;  
5° la loi modifiée du 1<sup>er</sup> février 1939 sur l'impôt dans l'intérêt du service d'incendie ;  
6° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession ;  
7° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;  
8° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;  
9° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;  
10° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;  
11° la loi modifiée du 14 mai 1997 relative à la participation à des institutions financières internationales ;  
12° la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;  
13° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant  
a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;  
b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;  
c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;  
14° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;

- 15° la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;
- 16° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;
- 17° la loi du 19 décembre 2008 portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement, portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux, modifiant : la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc., la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep, la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement ;
- 18° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
- 19° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
- 20° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
- 21° la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours ;
- 22° la loi modifiée du 23 décembre 2016  
1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;  
2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;

- 23° la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;
- 24° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;
- 25° la loi du 15 décembre 2020 relative au climat  
et portant abrogation de la loi modifiée du 22 décembre 1993 ayant pour objet la relance de l'investissement dans l'intérêt du développement économique  
et  
7667 - **Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)**  
- Discussion générale (suite) : M. Fernand Kartheiser (intervention de M. André Bauler) (dépôt des motions 3 à 8) - (interventions de M. Gilles Baum, M. André Bauler et M. Marc Baum) - M. David Wagner (dépôt des motions 9 à 12) - M. Sven Clement (dépôt des motions 13 à 15) - M. Gilles Roth (interventions de M. Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Mars Di Bartolomeo, M. Marc Spautz et M. Gusty Graas) (dépôt de la motion 16) - M. André Bauler - M. Michel Wolter (intervention de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances) - M. Gusty Graas  
- Prises de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur (interventions de Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Gusty Graas et M. Marc Spautz) - M. Michel Wolter (parole après ministre) - M. le Ministre Pierre Gramegna - M. Gilles Roth (parole après ministre) (interventions de M. Max Hahn, M. Marc Goergen et M. André Bauler) - M. le Ministre Pierre Gramegna - M. Laurent Mosar (parole après ministre) (interventions de M. Claude Haagen et M. Georges Engel) - M. Mars Di Bartolomeo
- 3. Ordre du jour**  
- M. Fernand Etgen, Président (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
- 4. 7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 [...]**  
et  
7667 - **Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)**  
- Discussion générale (suite): M. Gilles Baum (interventions par M. Mars Di Bartolomeo et M. Gilles Roth)  
**Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna, Mme Taina Bofferding et M. Henri Kox, Ministres.**

(La séance publique est ouverte à 15.01 heures.)

**1. Ouverture de la séance publique**

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

De Mëtteg fuere mer weider mat den Debatten iwwert de Staatsbudget 2021 an iwwert d'Programmation financière pluriannuelle. An ech ginn direkt d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser.

**2. 7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 et modifiant :**

- 1° la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines ;
- 2° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
- 3° la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;
- 4° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances ;
- 5° la loi modifiée du 1<sup>er</sup> février 1939 sur l'impôt dans l'intérêt du service d'incendie ;
- 6° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession ;
- 7° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
- 8° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
- 9° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
- 10° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;
- 11° la loi modifiée du 14 mai 1997 relative à la participation à des institutions financières internationales ;
- 12° la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;
- 13° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant  
a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;  
b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;  
c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

14° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;

- 15° la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;
- 16° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;
- 17° la loi du 19 décembre 2008 portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement, portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux, modifiant : la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc., la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep, la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement ;
- 18° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
- 19° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
- 20° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
- 21° la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours ;
- 22° la loi modifiée du 23 décembre 2016  
1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;  
2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;
- 23° la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;
- 24° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;

25° la loi du 15 décembre 2020 relative au climat et portant abrogation de la loi modifiée du 22 décembre 1993 ayant pour objet la relance de l'investissement dans l'intérêt du développement économique

**7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)**

*Discussion générale (suite)*

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools merci, Här President. Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och ufänken, wéi d'Kolleege vir-drun et scho gemaach hunn, an dem honorabelen Här François Benoy e grousser Merci soe fir säi Budgetsrapport. Et ass ëmmer eng ganz grouss Aarbecht, fir esou e Rapport ze maachen, et verlaangt ganz vill Investissement, ganz vill Seriö - an dat muss ee besonnesch ervirhiewen.

Ech wéilt awer och soen, datt am Här Benoy sengem Rapport direkt e puer Punkte sinn, déi ech hei wéll speziell ënnersträichen, well se politesch och interessant sinn.

Dat Éischt ass, datt den Här Benoy eis gesot huet, datt nach esou vill Wunnraum disponibel wär: fir 300.000 Leit. Ech erënnere mech, an dat mat enger gewësser Satisfaktioun, well et ass nach net esou laang hier, datt déi gréng Partei gesot huet, omei, de Wuesstum an all dee Populationswuesstum an esou weider, dat wär e grousser Risiko fir d'Natur, fir d'Ëmwelt, fir alles, an elo gesi mer eng gewësse Satisfaktioun fir ze soen, 300.000 wär an de Perimetere- ren ouni Weideres nach méiglech. Dann hätte mer schonn eng Populatioun vun 900.000!

Dat Zweet, wat ech wéll ervirhiewen, ass, datt den Här Benoy - sauf erreur de ma part - gesot huet, datt an dësem Budget - dee gréngsten, dee mer jee haten - 1,1 Milliarde fir Klima an esou änlech Projete virgesi wären. Dir korrigéiert mech, wann ech dat net richtig héieren hätt! Mee dat ass enorm vill Geld an engem Budget, deen en Defizit vun 2,4 Milliarden opweist! Also musse mer och déi Ausgaben hannerfroen - an dat wäerte mer och maachen.

An dat Drëtt ass: Ech constatéieren, datt den Här Benoy vun engem demokrateschen Defizit geschwat huet. En huet geschwat vun der Participatioun an der Gesellschaft, der Inklusioun och vun eisen auslännesche Matbierger. Mee et gëtt en demokrateschen Defizit hei am Land, Här Benoy an Är Kolleege vun deene Gréngen! Dat ass zum Beispill deen, datt d'Circonscription Osten oder d'Circonscription Norden hei am Parlament net genuch representéiert sinn. Dat ass en demokrateschen Defizit! Et gëtt där nach. Et gëtt awer och en demokrateschen Defizit bei deene Gréngen, well, wien e Resultat vun engem Referendum net unerkennt, wéi

Dir et hei maacht, well Dir probéiert e Wee laanscht de Referendum, laanscht déi 80 % ze fannen, bei deem ass och en demokrateschen Defizit feststellen! Et gëtt awer keen demokrateschen Defizit am Hibleck op d'Participatioun vun eisen auslännesche Matbierger, well all déi kënne Lëtzebuurger ginn an dann un alle politesche Prozesser deelhue-len!

Den Här Benoy huet a senger Ried eebe ganz vill Gewicht op eng gréng Ideologie geluecht. En huet dat laang begrënnt. Och d'Madamm Josée Lorsché huet dat de Moie ganz laang gemaach. A mir wëlle weisen, datt dat, wat hien eis proposéiert, éischter schuet wéi notzt. Et ass eng net realistesch Politik, si ass net realisabel! A well se weeder realistesch nach wierklech realisabel ass, ass se emol net wën-schenswäert!

Mir wëllen lech weisen - an do kommen ech herno drop zrëck -, datt déi Politik, déi hei proposéiert gëtt, eigentlech d'Zukunft vun deene jonke Leit hy-pothekéiert an datt se der Ëmwelt ënner Ëmstänn méi schuet wéi notzt. Mir als ADR, mir sti fir e ganz engagéierten Ëmweltschutz, awer eeben een, dee realistesch ass an dee schlussendlech net méi schuet, wéi en notzt.

De Budget kënnt an enger Zäit vu grousser Onsécherheet. Mir hu Problemer am Welthandel, mir mussen eis Relatiounen mat den USA nei definéieren ënnert deem neie President - och dat gëtt schwie-reg -, mir stinn nom Brexit an enger Neidefinitioun vun eisen internationale Relatiounen, notament fir d'Finanzplaz. Alles dat sinn natierlech Elementer, déi fir eng virsichteg Budgetspolitik plädéiere loos-sen.

An och weinst där sanitärer Situatioun kënnt en an engem ganz schweieren Ament. Mir hunn en ekono-meschen Abroch - et ass beschriwwé gi mat enger Gréisstenuerdnung vu 4 % -, de Chômage ass op iwwer 7 % geklommen an d'Regierung huet dann och déi Clause pour „circonstances exceptionnelles“ aus dem Gesetz vun 2014 gezunn, déi et erlaabt, deenen normale Budgetsreegelen ze derogéieren an dann eeben d'Norme vum europäesche Stabili-téitspakt net ze applizéieren, an déi Objectifs à moyen terme, déi mëttelfristeg Finanzplanung, ka se och net méi réaliséieren.

Ech ginn och deene Recht, déi viru mir hei stoungen a gesot hunn, datt d'Regierung keng Reserven uge-luecht huet a besseren Zäiten. Dat schéngt mer wierklech e Faktum ze sinn, deen net ka kontes-téiert ginn. Fir eis géllt nach ëmmer: „Gouverner, c'est prévoir“, an dat heescht eeben, datt een an Zäiten, wou een lwwerschëss huet, Scholden of-baut, spuert an eebe fir méi schlecht Zäite Geld uleet. Dat ass net gemaach ginn!

Den ekonomesche Réckgang, dee mer dëst Joer hunn, ass zu engem groussen Deel op politesch

Decisiounen zrëckzeféieren, déi am Kontext vun enger sanitärer Kris geholl goufen. Am Ufank vun dëser Kris, wéi mer nach net woussten, wat op eis géif duerkommen, hate mir als ADR och all déi Moosname matgestëmmt, déi deemools geholl goufen - den État de crise an de Lockdown -, ob-scho mir och schonn deemools de Lockdown anescht gehandhaabt hätten, wéi d'Regierung et gemaach huet. Mir hätten et zum Beispill och deemools deene kleng Geschäft - ënnert deenen néidege Sécherheetsbestëmmungen - erlaabt, opzebleiwen, an net nëmmen deene groussen.

Mee den zweete Lockdown, dee mer elo hunn, dee fanne mer an der Applikatioun net richtig. Mir si géint eng Ausgangsspär - vun där mer eis nach ëmmer froen, wat se iwwerhaapt soll bréngen -, mir sinn dergéint, datt den Horeca-Secteur, Kultur a Sport komplett zougemaach ginn. Déi Leit leiden dorënner! Et gëtt - an den Här Engelen huet dat hei e puermol gesot - keng kloer Justifikatioun, fir dat ze maachen! Et ass wierklech eng ekonomesch Kris, déi zum Deel selwer produziéiert ass a wou de sanitäre Benefiss zweifelhaft ass.

Mir hätten also, wa mer elo an dëser Situatioun d'Soe gehat hätten, sécher manner negativ ekonomesch a sozial Konsequenze gehat.

De Staat muss och oppassen, Här Finanzminister - an dat läit zum Deel an Ärer Verantwortung -, datt déi puer Administratiounen, déi géintiwier deene Betriber Scholden afuerdere kënnen, net gläichzäiteg kommen a Réckstänn afuerdere bei der TVA, bei anere Steieren, wou d'Betriber bewosst och duerch eng staatlech Aktioun an eng Situatioun eragedriwwen ginn, wou se vläicht herno mussen eng Failite erklären. Do muss de Staat einfach aner Méiglechkeete fannen! Et geet do net duer fir ze soen: „D'Administratiounen applizéieren d'Gesetzer.“ Da mussen d'Gesetzer eeben ugepasst ginn! Mee mir mussen kucken, datt mer sou vill wéi méiglech Betriber duerch dës schwéier Zäit kréien!

Déi ugespaante Situatioun an de Klinicken, déi huet natierlech och mat der Spidolsreform vun der LSAP ze dinn. Den Här Engel ass elo net hei, mee e lauschtert mer vläicht trotzdem iergendwou no. Mir hunn an der Publikatioun vum Statoc - och dat hat den Här Engelen hei scho virgelies - eng Reduktioun vun der Zuel vun de Better, net nëmme par rapport zum Bevëlkerungswuesstum, mee eng absolutt Reduktioun vun de Better vun 2.821 am Joer 2000 op 2.659 am Joer 2019. Dat ass einfach irresponsabel! An déi Situatioun an de Klinicken, déi ass och zum Deel där Spidolsreform geschëlt an et dierf een net esou probéieren ze maachen, als wär dat net ze maachen.

Mir hunn als ADR eng Proposition de loi gemaach, fir dat ze redresséieren. Firwat kommt Der net heihinner, mir huelen déi Proposition de loi direkt op den Ordre du jour, mir maachen de Rapport, mir kucken, datt mer den Avis vum Staatsrot kréien an da stëmme mer dat! Mir mussen d'Klinicke vu kënschtliche Limitatiounen vun den Zuele vun de Better befreien, fir déi sanitär Situatioun ze verbessern! An déi Inaktioun vun der Regierung an deem Domän, deem Schlësseldomän, dat kann een net novollzéien!

Mir hunn och massiv Defiziter do - an dat betoune mer ëmmer erëm -, wou de Staat eigentlech haapt-sächlech kompetent ass fir ze agéieren: am effentleche Raum. Mir haten Defiziter, wéi d'Situatioun an de Schoulen ugepaakt ginn ass, wéi se an de CIPaen ugepaakt gëtt - den Här Spautz hat de Moien nach op eng ganz opportun Manéier op déi Problemer opmierksam gemaach. Am effentlechen Transport hate mer grouss Press, wéi den Tram elo ageweit ginn ass, well e bis op d'Gare fiert, wou d'Leit dran zesummedréckt stoungen - an dat an Zäite vu Covid! An da sot Dir awer, mir sollen am Privaten, wou de Staat näischt verluer huet, ... do wëllt Der alles bis an de leschten Detail regléiere goen: wie wien dierf gesinn, d'Boma mat de Kanner oder net ... Awer wann et drëm geet, fir d'Leit fir eng Foto am Tram zesummenzedrécken, fir do eng Aweigung ze maachen, da sidd Der awer do! Dat geet net! Këmmert lech ëm den effentleche Raum a loosst d'Leit an hirem Privatliwen, an hirer Eegeverantwortung, an engem fräie Staat evaluéieren, wéi si et gär hätten!

D'Resultat vun dëser Kris ass natierlech och budgetär an ... Mee loosst mech vläicht ... Et ass awer nach vläicht wichteg, datt ech virdrun op déi Fro vun den Impfungen aginn. Déi Impfungen, an dat huet den Här Engelen och scho beschriwwen, dat kann hëllefen. Mee mir gesinn awer mat Suerg, datt den Drock op d'europäesch Medikamentenagentur vun Dag zu Dag klëmmt! Op rtl.lu wore gëschter, mengen ech, zwee Artikelen, wann ech mech gutt erënneren. Den Delai, wéini d'Medikamentenagentur dann elo soll hiren Accord fir den Impfstoff ginn, gëtt ëmmer no vir geréckelt. An dann ass et jo kloer, datt en enormen ekonomeschen a politeschen Drock do existéiert! Da gëtt gesot, jo, mir kréichen elo méi Zougang zu Donnéeë wéi bis elo - mee dat ass net kredibel! Et besteet einfach en Drock!

A mir soen: Et muss éischstens bei den Impfungen séchergestallt sinn, datt se fräiwëlleg sinn an datt net en direkten oder en indirekten Drock op d'Leit kann ausgeübt ginn, an zweetens, datt d'Sécherheet wierklech garantéiert ass.

Den Här Minister Gramegna huet de Moie gesot, jo, si wäere gratis - gratis fir d'Leit, awer net gratis fir de Staat. Majo, Här Gramegna, déi Suen, déi Dir hutt, dat sinn de Leit hir Suen! Déi Steiersuen, dat sinn all de Leit heibannen, all de Leit, déi eis dobaussen nokucken, et sinn deenen hir Suen! Also bezuelen d'Leit déi Impfung iwwer hir Steieren! Mee et ass net esou - ma Dir sidd Finanzminister, Dir misst dat wëssen -, wéi wann de Staat Suen hätt, déi net géife vun de Leit oder vun de Betriber kommen! Et ass net gratis, d'Leit bezuelen et iwwert d'Steieren! Awer et ass gutt, datt se net nach eng Kéier bezuele müssen, wa se sech wëllen impfe loosse.

Mir begleeden déi ganz Prozesser konsequent als ADR. Mir hannerfroen, well et ass eis Aufgab als Oppositionspartei, all Schrëtt, deen dës Regierung hält, ze hannerfroen. Et ass net richtig, wann - egal, och an enger sanitärer Kris - einfach alles akzeptéiert gëtt an net hannerfrot gëtt, wat vun der Regierung kënn! Mir hannerfroen - et ass eis Pflicht, et ass eis Aufgab, et ass eist Recht, d'Regierung ze kontrolléieren! Mir maachen dat konsequent. Mir kucken op déi perséinlech Fräiheeten an dëser Kris, mir kucken och op d'Reliounsfräiheet, och elo Chrëschttag, mir kucken op d'ekonomesch Fräiheet, d'Liberté de commerce an all d'Fräiheeten, déi an eiser Constitutioun verankert sinn. A mir hannerfroen alles, wat d'Regierung mécht, fir ze kucken, ob dat, wat se mécht, wierklech néideg ass an ob et effikass ass. Deier ass et souwisou.

Wësst Der, déi Lächer, déi elo duerch dës Kris am Budget entstinn, do gëtt et zwou Methoden, fir dat kënnen ze redresséieren - et gëtt der zwou, et gëtt der keng dräi! Déi eng ass: Et gëtt ee manner aus, fir ze kucken, de Budget an d'Gläichgewicht ze kréien. An déi aner ass: Et ännert een näischt oder et hält ee méi Scholden op, fir weider vill kënnen auszeginn. Ech soen lech ganz kloer: Eise Wee als ADR ass deen, mat den Depensé lues ze maachen, fir genau ze kucken, wou ee kann Depensé maachen - well op d'Scholde komme mer nach ze schwätzen, mir hu méi wéi genuch Scholden, mir kënnen net esou weidermaachen an ëmmer nëmme Scholde maachen an da soen: „Et gëtt keen anere Wee.“ Dach, et gëtt aner Weeër!

An dann déi Iddi, fir permanent d'Steieren ze erhéien. Ëmmer erëm solle Steieren agefouert ginn - an et ass eng richtig Course! déi gréng zum Beispill, déi féieren elo déi Kuelendioxidsteier an. Ech soen: Si féiere se an! A si féiere se och nach gläichzäiteg als e groussen Erfolleg! Eng Kuelendioxidsteier, déi jo och soll den Tanktourismus bekämpfen - den Tanktourismus, deen nach ëmmer eng vun deene wichtigste Recettë vum Lëtzeburger Staat duerstellt! Dat muss een also wëssen.

A wat ass eigentlech ... wat geschitt mat där Kuelendioxidsteier, fir den Tanktourismus ze bekämpfen? Et soll manner zu Lëtzebuerg getankt ginn, méi am Ausland? Et ass dem Klima komplett egal, ob zu Arel getankt gëtt oder zu Stengefort! Dat ännert an Ärer eegener Logik näischt, mee wou et eppes ännert, dat ass, datt et en dramateschen Abroch ass vun de Staatsrecettë vu Lëtzebuerg. Also hu mer och manner Suen, fir sozial Projeten ze finanzéieren, well och déi Sue falen net zum Himmel!

Wat Dir maacht, ass: Dir maacht näischt fir de Klima, well fir de Klima ass et keen Ënnerscheed, ob zu Arel oder zu Stengefort getankt gëtt, mee mir hu manner Suen an der Keess! An da schwätzt Dir nach vu soziale Kompensatiounsmoosnamen! Mee all déi Recetten, déi mer duerch Är Politik net kréien, déi feelen och am Staatsbudget, fir dat ze maachen, wat Dir lech eventuell virstellt.

Dat ass eng Verantwortungslosegheet! Dir kënnst eis dach hei net eng Politik als gréng verkafen, déi dem Klima iwwerhaapt näischt notzt an als Effekt huet, datt mer hei enorm Aboussen hunn, fir och fir sozial Leeschtungen kënnen ze bezuelen!

Dir wëllt och mat där Kuelendioxidsteier - dat ass och eppes typesch Grénges - de Leit virschreiwen, wéi se solle liewen. Et ass jo net nëmmen, datt Der an ekonomesch Prozesser an esou weider agräift, mee déi Desindexéierung, dat huet jo och e politeschen Zweck! Déi Leit, déi solle mam Auto fueren oder déi nach mam Auto fueren, déi ginn nach der-fir bestrooft! Dir wësst besser, wat gutt ass fir d'Leit, wéi d'Leit selwer! Mir denken dat net! Loosst de Leit hir Fräiheet!

Also déi Desindexéierung, déi droe mir net mat! Fir eis ass dat eng Indexmanipuléierung, wéi et vill anerer och gëtt, a mir soen: Déi Kuelendioxidsteier, déi soll am Index berécksiichtegt ginn! Aus soziale Grënn begreisse mer awer, datt weinstens e puer Kompensatiounsmoosname virgesi goufen. Awer mir soen och: Mir hätten och gär Kompensatiounen fir eis Baueren, mam Mazout zum Beispill. Och dat ass wichteg! Dat si Leit, déi dacks vergiess ginn, mee och si verdéngen et, vum Staat ënnerstëtzt ze ginn!

déi gréng hunn och déi nei Berechnungsmethod fir d'Autossteier mat um Gewëssen. Mir hunn déi net gestëmmt! Mir wëllen net, datt d'Autofuere systematesch méi deier gemaach gëtt! Mir sinn derfir, datt den effentlechen Transport ausgebaut gëtt, well mir sinn der Iwwerzeugung: Wann am effentlechen Transport e gutt Angebot besteet, da gëtt et en och benotzt. Awer mir verdeedege gläichzäiteg déi individuell Mobilitéit. Mir ginn net géint d'Autofueren aus Prinzip!

An ech soen et nach ëmmer, well mer et alkéiers hei soen: Mir si géint all Subventionéierung vun der Elektromobilitéit, soulaang déi op Kanneraarbecht an Afrika baséiert! Et ass eng moralesch Zoumudung, datt Dir hei permanent vu Mënscherechter schwätzt an datt d'Entreprisë sollen all méiglech moralesch Normen anhalen an datt de Pensiouns-fong soll all méiglech moralesch Normen anhalen - an de Staat, dës Regierung, déi hält iwwerhaapt keng an! Do ass e Widdersproch! Setzt lech emol an deem do Kontext mat lech selwer ausereneen!

Dir wëllt ... Dir hutt u sech hei bewisen - an Dir hutt et och gesot, den Här Benoy huet et gesot, anerer hunn et och gesot -, datt déi gréng eigentlech fir en omniprésente Staat sinn - dat heescht, fir e „staarke Staat“, an Ärer Terminologie. Nee, en ass omniprésente! Dir wëllt alles kontrolléieren, d'Ekonomie an och d'Privatliewe vun de Leit! Et ass schonn ëmmer eng Tendenz bei lech do: déi totalitaristesche! Mir refuséieren dat!

**(Brouhaha et hilarité)**

Mir refuséieren dat! An ekonomesch: Net nëmmen, datt Der politesch Problemer hutt, konzeptueller, mee ekonomesch hutt Der der och!

**(Brouhaha)**

Well Dir verkaaft eppes als Investitioun an de Staatsbudget, wat eng Depense ass! Dat sinn zwou verschidde Saachen! Eng Investitioun muss e Retour hunn, eng Depense huet kee Retour. An Dir vermëscht dat. Fir héich Depensen ze justifiéieren, sot Dir: „Alles ass en Investissement.“ Dat hält sech ekonomesch net!

Konzeptuell ..., ech ginn lech e Beispill: Dir schwätzt vu „Klimaverschmotzung“ - dat ass och esou e politesch Wuert. E politesch! Et kann een e Floss verschmotzen, et kann ee Buedem verschmotzen, et kann ee Waasser verschmotzen, awer de Klima ass eng statistesch Gréisst! Dat ass Statistik! An eng Statistik kann een net verschmotzen! Et kann ee se fälschen - dat brauch ech lech net ze soen! -, mee op jidde Fall ass de Klima eng Statistik an déi kann ee wuel veränneren. An de Klima verännert sech, duerch natierlech Ursaachen an och duerch mëschegemaachten Ursaachen, an engem Mooss, dat mer net genee kennen, awer et ass keng Verschmotzung, et ass eng statistesch ...

**(Interruption)**

... Entwécklung. Dofir ass dat Argument vum Polueur-payeur reng politesch, et entsprécht net enger reeller Situatioun!

**(Hilarité)**

D'LSAP wëllt méiglechst séier eng ...

**(Brouhaha)**

... lerschaftssteier an direkter Linn an eng Verméigenssteuer aféieren.

**(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)**

Här President, déi gréng si sou begeeschtert, et misst een hinne vläicht soen, datt se e bësse sollen nolauscheren. Mee d'LSAP wëllt sou séier wéi méiglech eng lerschaftssteier an direkter Linn an eng Verméigenssteuer aféieren. Mir liesen och, si wëllen och nach e Finanzausgläich un d'Nopeschregiounen bezuelen, dat ass och nach ganz deier - Gréisstenuerdnung ronn 100 Milliounen Euro.

Da soll d'Grundsteuer kommen - och dat ass schlussendlech eppes, wat warscheinlech geschwé jiddereen trëfft, well ech ka mer jo kaum virstellen, datt et fir vill Leit sollt méi bëlle ginn ... - an nach eng Spekulationssteuer, wou warscheinlech jiddereen, deen hei am Land en Terrain huet, geschwënn zum Spekulant erkläert gëtt!

Also mir hunn do eng Koalitioun vu Steiererhéijungsparteien: déi gréng, d'LSAP - da free mer eis: Wéi ass et da mat der DP mat de Steiererhéijungen?

■ **Une voix.** - Egal wat!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ma ech zitieren hei verschidde Politiker vun der DP an ech muss soen, wann Der déi Zitater héiert, da soen ech déi mat grousser Satisfaktioun, well dat sinn DP-Zitater, déi komplett op ADR-Linn leien, an dofir si se gutt.

**(Brouhaha)**

An ech fänken un ...

**(Brouhaha)**

... mat dem Här Minister Pierre Gramegna.

**(Brouhaha)**

Jo!

**(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)**

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Wannechgelift!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Den Här Pierre Gramegna sot: „Mat Steiere verdaut ee keng Kris, mat Steiere riskéiert een, d'Kris nach méi déif ze maachen.“ Wéi richtig, Här Gramegna! „Ech gesinn, wéi schlecht d'Entreprise dru sinn, a si soe mer dat all Dag. Wann ech hinnen elo géif soen, mir géifen d'Steieren och nach an d'Luucht setzen, si géife jo d'Welt net méi verstoen.“ Dat sot Der den 29. Abrëll.

En aneren, ganz respektéierte Kolleeg heibannen, den Här André Bauler, sot: „Steiererhéijungen a Krisenzäite si Gëft fir d'Reprise a géifen déi brutal Kris, déi mer de Moment erliewen, nëmmen nach verschlimmeren!“ Bravo, Här Bauler!

■ **M. André Bauler (DP).** - Wou Der Recht hutt, Här Kartheiser, do hutt Der Recht!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Majo!

**(Hilarité)**

Mir sinn eis komplett eens!

Den Här Bettel sot den 10. Dezember am Paperjam: « Toute hausse d'impôts serait comme un poison ». Mir sinn als ADR immens zefridde mat deenen Aussoen - mee firwat haalt Der lech dann net drun? Well d'Demokratesch Partei ass dach déi, déi all déi gréng an déi rout Steiererhéijungen, déi ech elo virdu genannt hunn, net nëmme matdréit, mee si setzt der nach selwer mat drop!

De Premier Bettel, dee kënnst den 21. Juli vum Conseil européen ganz houfreg heem an e kënnst mat neie Ressources propres fir d'EU, e kënnst mat enger Plastiksteuer, e kënnst mat enger Abéizung vu Schëff- a Loftverkéier a Klimaarrangementen an e kënnst mat enger Finanztransaktionssteuer an de Konkusiounen vum Conseil européen, eng Finanztransaktionssteuer, déi Gëft ass fir eis Finanzplaz - do kommen ech zrëck op dat Wuert „Gëft“ -, an ouni all Referenz op d'OECD! Well et wor bis elo, virun dem Här Bettel sengem Exploit am Conseil européen, fir eis kloer, datt mer eng Finanztransaktionssteuer nëmmen aféieren, wa Lëtzebuerg net singulariséiert gëtt, mee de Risiko op all gréisser Finanzplaz op der Welt verdeelt gëtt, op d'mannst am Kader vun der OECD. A fir dat ze ënnermauern a fir all Ambiguitéiten aus dem Wee ze raumen, Här President, ginn ech lech eng éischt Motioun an deem Sënn.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

**Motion 3**

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:*

- *datt eng Finanztransaktionssteuer der Finanzplaz Lëtzebuerg schuede géif an net effizient wier, wann dës net gläichzäiteg europa- a weltwäit op alle wichtige Finanzplazen agefouert géif ginn;*

- *datt esou eng Finanztransaktionssteuer, wa se eleng zu Lëtzebuerg agefouert gëtt, d'Gefor vun der Delokaliséierung vu finanziellen Transaktiounen op aner Finanzzentren, déi keng esou eng Steuer applizéieren, mat sech bréinge géif;*

- *datt et wichtig wier, sollt esou eng Steuer wierklech agefouert ginn, datt op d'mannst all Länner aus der OECD dat misste gläichzäiteg maachen, fir keng konkurrenzell Distorsiounen ze kréien,*

*fuerdert d'Regierung op,*

- *keng Schrëtt ze ënnerhuelen, fir zu Lëtzebuerg eng Finanztransaktionssteuer anzeféieren, wann dës net gläichzäiteg weltwäit op alle wichtige Finanzplazen agefouert gëtt, op d'mannst awer an alle Memberstaate vun der OECD.*

(s.) *Fernand Kartheiser.*

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Fir eis als ADR ass kloer: D'Finanztransaktionssteuer, dat gëtt et nëmmen op OECD-Niveau! Wéi ass dat méiglech, datt den Här Bettel do um Conseil européen ass, da léisst e sech do vun der belscher Premierministesch verrieden - ech weess net, ob elo den Här Bettel dat decidéiert huet oder déi belsch ehemoleg Premierministesch - an da kënnst en tëschenduerch heem, mécht hei e Regierungsrôt, obschonn en zwee Vizepremieren hei am Land huet, an da fiert en zrëck op Bréissel an da kënnst en heem an da seet en eis ganz houfreg, hien hätt sech agesat do bei Theeme vun der polnescher Bannepolitik. Mee eis ass dat egal! Wat eis interesséiert, ass, datt mer e Premier hunn, dee sech fir d'Interesse vun eisem Land a setzt an d'Finanztransaktionssteuer bekämpft a kuckt, datt mer net benodelegt gi géint-iwwer anere Länner! Dat ass seng Aufgab! An de Rescht ass vläicht sän Hobby, mee e geet net op Bréissel, fir Hobbyen ze fleegen, e geet op Bréissel, fir d'Interessie vum Lëtzeburger Land ze verdeeden-gen!

**(Brouhaha)**

Den Här Gramegna, dat sidd Dir, Här Minister, ...

**(Hilarité)**

... Dir hutt nämlech viru Kuerzem gesot, d'digital Steuer, do kéint Dir och dermat liewen, wann déi



reng europäesch wär. An och do soe mer lech: mir net! Mir hätten och gär, datt eng digital Steuer, wou wierklech déi grouss international Konzernener concernéiert sinn, datt dat och um Niveau vun der OECD geschitt an net nëmmen an Europa!

Wësst Der, an da gëtt et vill Gespréicher ëm Taxen, Douanestaxen, fir Dumping ze bekämpfen. Dat gëtt jo och da gesot, Sozialdumping, ekologeschen Dumping, a mir missten un der Grenz vun der Europäescher Unioun Taxen aféieren. Jo, dat kann ee maachen, mee et muss een awer wëssen, datt mir déi all bezuelen, op zwou verschidde Manéieren: Mir bezuelen déi als Gesellschaft an als Consommateuren.

Éischtens kréie mer d'Rechnung, well déi aner Staaten dann am Kader vun der Reciprocitéit selbstverständlech och Taxe géint europäesch Produiten aféieren. Dat heescht, mir gi manner kompetitiv, mir verléieren Undeeler um Weltmarkt, mir verkafe manner, mir gi méi aarm. Dat ass eng klassesch Thees an der Economie: Wien Taxen aféiert an ënner Taxe leit, dee gëtt u sech méi aarm dovunner, net méi räich.

Zweetens: All importéierte Produit gëtt eeben duerch déi Taxéierung och méi deier. Dat bezilt och jiddereen, dee Consommateur ass.

Et ass fir mech ganz schwéier nozevollzéien, datt hei ëmmer gesot gëtt, de President Trump, schrecklech, Unilateralist an net Multilateralist, e Protektionist, „America First“ an esou weider, an da gëtt kritisiert, wann Amerika Taxen aféiert - a mir als Europäer maachen et och! Hei gëtt dat als eppes Positives verkaft! Firwat ass et da schlecht, wann d'Amerikaner et maachen, a gutt, wann d'Europäer et maachen?

Mir als ADR - an dat wëll ech hei kloer soen -, mir si fir de fräie Welthandel! Mir sinn an deem Sënn eng richtig liberal Partei, fir den oppene Markt. Well nëmmen esou kënne mer eise Betriber, eisen Déngschtleecebetrëiber, ...

**(Brouhaha)**

...eisem Handel déi Chancë ginn, fir an engem kompetitiven Ëmfeld ze evoluéieren, mat deene beschméigleche Bedéngungen, fir un der Spëtzt ze bleiwen, fir sech ze behapten. Mir wëllen eis Entrepreneuren ënnerstëtzen a se net iwwer e Protektionismus mëttelfristeg oder laangfristeg schwächen an net eis Gesellschaft méi aarm maache wéinst Rezepten aus dem 19. Joerhonnert, wéi d'Gambiapolitik se hei wëllt maachen. D'Kafkraaft vun der Leit muss erhalen bleiwen!

Mir sinn als ADR ganz kloer eng Partei géint Steueran Taxenerhéijungen. Also wat ass eist Rezept? An elo lauschtert wannechgelift no, well elo kann et fir lech vläicht ganz interessant ginn!

**(Brouhaha)**

Manner ausginn ass net dat selwecht wéi Austeritéit! Manner ausginn ass net dat selwecht wéi Austeritéit, well et ass llicht gesot, si wëlte manner ausginn. Dat heescht, si spueren op d'Käschte vun der Leit. Nee, nee, nee! An et heescht och net, Investitiounen mat antizykleschem Charakter zrëckzeschrauwen! Och dat heescht et net!

Mir wëllen einfach Prioritäres virhuelen. Mir wëlle Saachen, déi net prioritär sinn, déi iwwerflësseg sinn, déi net direkt musse gemaach ginn, sträichen, zrëcksetzen an einfach de Budget esou upaken, datt mer kucken, datt mer d'Depensé mat de Recetten an Eeklang kréien, datt mer dat zesummeféieren. Dat verdängt an dat bedéngt politesche Courage - mir bréngen dee mat!

Et geet net, fir einfach ze soen: „Alles ass eng Investitioun“, wann et eng Konsumausgab ass. An et geet och net, wéi dat an Europa dacks probéiert gëtt, fir ze soen, mir missten d'Investitiounen elo aus de Budgetskrittären erausrechnen - wéi zum Beispill an der Defense oder och verschidde Saachen am Ëmweltberäich, dorobber komme mer zrëck -, well eis dat dann net passt oder well probéiert gëtt, dat erëm ze kommunautariséieren an esou weider. Eng Depense ass eng Depense, en Investissement ass eng Investitioun! Dat sinn ekonomesch zwou verschidde Saachen a mir hätte gär eng Eierleckeheet am Budget ouni Trickereien, fir do e falsch Bild vermëttelen ze kënnen!

Mir sollen net iwwer eis Verhältnisser liewen a mir hätte gär, datt de Budget am Gläichgewicht ass. Et gëtt einfach vill Beräicher, wou mir als ADR géif spueren. A wann ee vun lech d'Fro géif stellen, da géif ech em och direkt soen, wou. Mee wa keen d'Fro stellt, spueren ech mer déi Zäit a kommen op aner Punkten.

**(Interruption)**

Da stellt d'Fro, Här Baum, da stellt d'Fro! Well da gëtt et mer net op meng Riedezäit ugerechent.

Wa mer haut sollen eng Erhéijung vum Effectif vun ...

**(Brouhaha)**

... 1.000 Plazen am Staat stëmmen, dann ass dat och eng Konsequenz vum Wuesstum. Mat engem

Deel vun der Augmentatioun si mer d'accord - notament mat deene Leit, déi an de Sécherheetsberäich solle kommen -, awer mir kënnen den Ausbau vum Staat net permanent virundreiwen. Dat heescht nämlech, d'Fixkäschten am Staatsbudget fir d'Fonction publique ze vill héich ze schrauwen, an et heescht och, datt mer dem private Secteur Ressourcen, gutt Leit, ewechhuelen, dem private Secteur, deen dacks Schwieeregkeeten huet, an der Konkurrenz mam Staat genuch gutt Leit fannen ze kënnen, d'Liewen nach méi schwéier maachen. Mir müssen eis als Staat och kënnen aschränken.

Deen héije Wuesstum, dee mer am Abléck hunn, dee wëlle mer hei och uschwätzen. Ech kommen direkt drop zrëck, mee ech wëll lech awer nach e puer Beräicher nennen, wou mir als ADR wëlte méi ausginn - méi, awer dat sinn alles ganz kleng Ausgaben. Ech wëll se trotzdeem hei mentionéieren. Dat Ganzt summéiert sech net zu groussen Ausgaben, mee et schéngt mer awer politesch wichteg, lech Beispiller ze soen, wou mir als ADR wëlte méi ausginn.

Mir wëilten zum Beispill d'Mobilitéit vun deenen eelere Leit verbesseren, den Adapto, ob déi Leit eng Behënnerung hunn oder net. An et schéngt eis besonnesch wichteg, deenen eelere Leit och individuell Transportméiglechkeeten ze ginn an enger Zäit, wou d'Transports publics fir si potenziell gesondheetlech geféierlech kënne sinn. Dat heescht, all déi Efforten, déi d'Regierung gemaach huet, fir den Adapto ze reduzéieren, géife mer réckgäנגeg maachen.

Zweetens: Mir géifen de Chômage partiel am private Secteur bis zu engem bestëmmte Plaffong op 100 % eropsetzen. Mir géifen d'ADR-Elteregeld aféieren, fir d'Familljen ze stäerken, a bis dohin d'Kannergeld an d'Luucht setzen. Mir géifen de SAMU social aféieren an och e Foyer fir Männer an Nout. Mir géifen den Elteren, déi e Kand mat enger Behënnerung erwaarden, déi néideg Garantie ginn, fir datt si wëssen, datt si an hiert Kand e Liewe laang esou ënnerstëtzt ginn, datt si ouni Angscht an ouni Suerg Jo zu hirem Kand kënne soen. Mir géife jonke Meedercher, déi vläicht ongeplant an aneren Ëmstänn sinn, all Hëllef an all Ënnerstëtzung ginn, fir datt och si an aller Rou Jo zum Liewen an Nee zur Ofdreiwung kënne soen. Mir géifen dättelech méi an d'Sécherheet investéieren. Mir géifen eist Land méi staark a méi resilient maachen, mir géife Reserven a verschiddene Beräicher opbauen, logistesche a personell, an am Fall vun humanitäre Katastrophe wëlte mer méi ginn.

Alles dat si keng grouss Zommen, mee si hunn eng grouss politesch Bedeitung. An duerch d'Afféierung vum Elteregeld géife mer net nëmmen d'Famillje stäerken, mee mir géifen eis och vill sozial Problemer vum Hals huelen a mir géifen am Crècheberäich spueren, soudatt mer do wierklech ënnert dem Stréch och emol net méi Sue géifen ausginn, awer eis Gesellschaft besser maachen.

Mir hunn als ADR och de Courage fir ze soen, datt mer eis müssen de laangfristegen Erausfuerrung stellen, fir eis finanziell Gesondheet ze garantéieren, an dat sinn der fënnf: de Wuesstum an d'Pensiounssystemer, den europäesche Währungssystem, d'Scholden an dat budgetäert Gläichgewicht, de Logement an d'Zukunftsorientéierung vum Budget.

Éischtens: Mir müssen iwwer eis Wuesstumspolitik nodenken, fir se nei auserichten. De Wuesstum vun eiser Economie kënne mer nëmme steieren, mir dierfen en net weider erliden. Qualitative Wuessstum heescht un éischter Plaz, datt mir aus allen Automatismen erauskommen, déi eis zum Wuesstum zwéngen. Mir müssen eis Handlungsfräiheet zrëckgewannen. Mir kënnen net an engem System bleiwen, deen eis derzou zwéngt, all Joer 3-4 % Wuessstum ze hunn, fir eis Pensiounen kënnen ofzesécheren. Laangfristeg kann dat nëmme versoen! Doweinst musse mer elo iwwert d'Ofsécherung vun der Pensiounen nodenken a mir brauchen e Rentendësch. An deem Sënn, Här President, wëlle mer lech och eng Motioun presentéieren.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

**Motion 4**

*D'Chamber vun den Deputéierten:*

- stellt fest, datt

• d' Lëtzeburger Rentensystem op engem System berout, an deem ëmmer méi Salariéen néideg sinn, fir deene pensionéierte Leit hir Renten ze finanzéieren, an datt d'Ofsécherung vun der Renten dowéinst vun engem permanenten ekonomesche Wuesstem ofhängeg ass,

- ass sech bewosst, datt

• et dréngend néideg ass, am Interessi vun der laangfristeger Ofsécherung vun der Renten, datt den aktuelle System iwwerpréift, diskutéiert an, wann néideg, reforméiert gëtt;

• méiglechst fréizäitig Adaptatiounen vum System et missten erméiglechen, datt eng sënnvoll Reform keng materiell Abousse fir déi pensionéiert Leit géif bedeuten;

- fuerdert d'Regierung op,

• e „Rentendësch“ anzeberuffen an en ëmfaassen den Audit vum Rentensystem an Opdrag ze ginn, fir eng Reform vum Rentensystem am Sënn vu senger laangfristeger Ofsécherung ze erméiglechen.

(s.) **Fernand Kartheiser.**

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Zweetens: Als ADR wëlle mer och iwwert den europäesche Währungssystem schwätzen, well den Euro gëtt ëmmer méi zu engem Instrument, fir duerch d'Hannerdier eng politesch Unioun erbäizeféieren, ouni datt d'Populatiounen vun de Memberstaaten géife gefrot ginn. Dat ass eng Strategie, déi schifgeet. Mir erënneren eis un de Veto a Frankräich an an Holland beim Verfassungsvertrag. Mir si fir eng Reform vun den Target2-Salden a mir denken, datt et och méiglech muss sinn, datt e Staat zäitweileg aus dem Eurosystem erausklëmmt. D'EU-Kommissioun dierf an eisen Ae keen direkten Zougang zum Kapitalmarkt hunn. De Fonds de relance baséiert op enger Illegalitéit, dat ass leider esou, an dofir kënne mir en och net ënnerstëtzen. En ass eng laangfristeg Gefor fir de politeschen Zesammenhalt an der Europäescher Unioun.

Wa mer vum Euro schwätzen, Här Staats..., Här Finanzminister, pardon, mee dat ka jo nach kommen ...

**(Hilarité)**

Dann d'Évolution de la dette: Dir hutt eis de Moien hei an Ziedel ginn an dat war ganz interessant: eng Statistik iwwert d'„évolution de la dette publique en Europe“.

Dir hutt eis déi gewisen, warscheinlech mam Zil fir ze soen: „Ma mir Lëtzeburger, mir stinn nach ganz gutt do!“ Dat ass politesch legitim, mee u sech gitt Der eis hei eng Statistik an d'Hand, déi weist, datt d'Europapolitik an deene leschte Joren eigentlech komplett falsch war, well ech kucken hei Griicheland, Évolution de la dette publique. Déi wore jo an eng Kris komm an do goufen all méiglech Rettungspäck gemaach, een nom aneren, fir Griicheland ze retten. Deemoools hate se, ech weess net, 180 % vun der Schold an du louche se bal op 200 %. Wou ass dann d'Resultat vun där Politik?

Mir soen: Fir kënne kompetitiv ze sinn, fir sech kënnen ze reajustéieren, müssen déi südeuropäesch Staaten kënne fir eng Zäit aus dem Euro raus, well déi heite Statistik weist, datt déi Efforten, déi an deene leschte Jore gemaach gi sinn, eigentlech fir näischt waren.

D'Staatsscholden: Fir eis ass et kloer, datt déi Scholde vu Lëtzebuerg net dierfen iwwer 30 % vum Bruttoinlandsprodukt klammen, well mir hu jo déi Statistike gesinn, d'Zentralbank huet eis gesot: Si klammen 2022 scho méi héich a je no Szenario kann et souguer bis 36 % goen, relativ kuerzfristeg. Mir wëllen dat net! Mir soen, mir müssen ënner 30 % bleiwen, a mir wëllen, datt d'Scholde rembourséiert ginn! Mir wëllen, datt mer den Triple-A behalen, well dat essenziell ass! Ech héieren den Här Benoy an anerer soen, dat wär nëmmen esou e Referenzwäert an dat wär och alles net esou schlëmm an esou weider an esou virun ... Mir dierfen dat net maachen!

Mir musse kucken, datt mer eebe mat Verantwortung och no baussen dat Bild vun enger seriöser Finanzgestioun vermëttelen. Dat ass méiglech, mir müssen et maachen! Mir hätte gär als ADR, wa mer Scholden ophuelen, datt d'Kapital vun Ufank un zrëckbezuelt gëtt! Mir wëllen net an eng griichesche Verscholdungsspiral eraklappen. Mir kënnen eis dat als eng ganz kleng an eng ganz fragill Economie iwwerhaupt net leeschten! Mir kënnen eis net mat méi groussen Economie vergläichen an da sou maachen, als géife mer nach relativ déif leien oder wäit ewech vun de Maastrichtkrittären. Wa bei eis eppes un der Finanzsektor kënnt, dann hu mer e risego Problem a kierzter Zäit! Mir müssen einfach virsiichteg sinn.

Ech wëllt och dofir an deem Sënn eng Motioun hannerleeën, Här President, déi eis derzou opfuert, d'Scholden zrëckzebezuelen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

**Motion 5**

*D'Chamber vun den Deputéierten:*

- stellt fest, datt

• d'finanziell Situatioun vum Staat sech am Joer 2020 an héijem Mooss degradéiert huet an datt d'Scholdelaascht, souwuel an absoluten Zuelen ewéi och als Prozentsaz vum Bruttoinlandsprodukt, ganz séier klëmmt,

- fuerdert d'Regierung op:

• de Budget vum Zentralstaat nach bis Enn vun dëser Legislaturperiod an d'Gläichgewicht ze bréngen,

• am Budgetsjoer 2021 och Kapital op d'Scholden zeréckzebezuelen,

• am Fall vu budgetären Iwwerschëss dës Suen ze huelen, fir déi finanziell Situatioun vum Staat ze verbesseren an d'Scholden ze rembourséieren.

(s.) **Fernand Kartheiser.**

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci och.

Mir hunn e kloert Verspreechen als ADR - an ech wëll dat hei wierklech ënnersträichen - an dat Verspreechen, dat mir de Leit maachen, ass, datt mer de Budget an d'Gläichgewicht géife bréngen.

Mir wëllen och op d'Staatsquot oppassen, dat heescht, op de Prozentsaz, de Rapport tëschent den Depensé vum Staat an dem Bruttoinlandsprodukt. Och dee muss an engem vernünftege Mooss bleiwen, fir datt den Afloss vum Staat net ze vill predominant gëtt.

Vierte Punkt: Eis Zentralbank huet eis op eng weider ganz bedenklech Entwécklung opmierksam gemaach an dat ass déi Tatsaach, datt d'Schéier tëschent eise Bruttoinlandsprodukt an eise Bruttonationalakommes permanent auserneegeet. Dat heescht, mir exportéieren ëmmer méi Suen an d'Ausland, an dat ass e Problem fir eise Räichtum.

Dat huet natierlech ganz vill Ursachen. Mir kënnen déi meescht, mee et hänkt och mat der Logementsproblematik zesummen - selbstverständlich! - an och mat anere Froen: d'Attributioun vun der Sozialwunnengen, déi demografesch Kompositioun an d'Entwécklung vun eiser Populatioun hei am Land - do komme mer bei d'Integrationsfro - mat der Migration.

Mir müssen einfach eng gesellschaftlech Debatte doriwwer féieren, wéi mer kënnen den Exodus vun der Lëtzeburger an d'Grenzregiounen stoppen a wéi mir nees méi Lëtzeburger oder Leit, déi Lëtzeburgeresch schwätzen, kënnen iwwerzeegen a motivéieren, fir hei am Land ze wunnen. Den Enjeu ass ekonomesch, den Enjeu ass finanziell, mee den Enjeu ass och kulturell. Wéi ee Land mat wéi enger Identitéit wëlle mer deenen nächste Generationen iwwerloossen?

Domadder hänkt och zesummen, wéi dem Här Benoy seng Rechnung ... Mir huelen 300.000 Leit méi eran, mir hu Plaz - wéi eng Leit? A wat heescht dat fir d'Integratioun hei am Land? Wat heescht dat fir eis sproochlech Zesummesetzung? Wat heescht dat fir eis politesch Institutionen? Mir müssen dach all déi Saachen emol diskutéieren kënnen!

Mir wëllen als ADR all vertrieubar Optionen préieren, fir datt d'Leit sech hei am Land an Haus oder en Appartement kënne leeschten. Mir müssen d'Wunnen einfach erëm abordabel maachen an dat heescht, datt all déi Saachen, déi de Staat selwer verschëlt, fir d'Wunne méi deier ze maachen - wéi zum Beispill d'Augmentatioun vun der TVA op d'zweet Wunneng, wéi zum Beispill d'schrecklech iwwerdriwwen Krittäre bei der Bauvorschriften an all méiglech Oplagen, déi komm sinn, d'restriktiv Konditiounen fir un e Kredit ze kommen -, all déi Saachen, déi de Staat selwer ze verschëlden huet, wou e selwer d'Verantwortung huet fir d'Nout vun der Leit, fir un eng Wunnen ze kommen, wëlle mer réckgäנגeg maachen. A mir wëlle ganz vill Hëllef sou gestalten, datt se vill méi effikass sinn.

An och an deem Sënn, fir der Logement vun der Leit ze erliichteren, hu mir als ADR hei eng ganz Rei Propositionen opgeschriwwen, déi mer wëlte maachen an déi mer lech hei och a Form vun enger Motioun wëlle presentéieren. Dat geet wierklech vun der Erhéijung vun allméiglechen Hëlfe, Upassungen, déi scho laang iwwerfällg sinn, bis zu Dispositionen am Locationsrecht an ech mengen, datt eng Partei oder d'Parteien, déi sech wierklech derfir asetzen, fir der Logement abordabel ze maachen, dat hei eigentlech nëmme kéinten oder missten ënnerstëtzen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

**Motion 6**

*D'Chamber vun den Deputéierten:*

- stellt fest,

• datt déi héich Wunnengs- a Loyerpräisser eng vun den Hauptsaachen sinn, déi d'Kafkraaft vu ville Bierger substanzuell reduzéieren,

- fuerdert d'Regierung op:

• eng reegelméisseg Upassung vum Loyerassubsid un d'Deierecht virzehuelen;

• d'Revenugrenz aus dem Reglement iwwert d'staatlech Loyerassubsid (garantie locative) ëm 25 % no uewen ze revidéieren (z. B. 2,5 x de Mindestloun fir eng Eenzelperson);

• de bëllegen Akt op der éischter Wunneng vun 20.000 op 50.000 € eropzesetzen (dat entsprécht engem Kafpräis vu +/- 800.000 €);

• d'Revenu-Grenzen, déi am Reglement z. B. fir d'Utschafungssprimm definéiert sinn, ëm 25 % ze héijen (z. B. +/- 2 x de Mindestloun am Plaz vun 3.046 € fir eng Eenzelperson);

• den zoulässege Gesamtbetrag vun der TVA logement vun 3 % vu 50.000 op 100.000 € ze héijen;

• den TVA-Taux vu 17 % fir d'Zweetwunneng réckgäנגeg ze maachen an dës nees op 3 % ze fixéieren;

• bei der Locatioun um fräie Marché d'Kommissioun fir eng eventuell Agence net eleng op der Keefe/



Locataire ze iwwerdroen, mee dës soll zur Hall-schent vum Verkeef/Proprietär bezuelt ginn;

• eng Staatsgarantie fir eng 100-prozenteg Finanzéierung vun engem Haus anzeféieren - nieft dem Noweis vu reegelméissegem Erspuernesser oder engem Bauspuervertrag, wéi aktuell gereegelt, soll och d'Héicht vum reegelméisseg bezuelte Loyer fir d'Kreditwierdegkeet vum Keefer a Betreuer gezu ginn, fir datt hie ka fir eng Wunneng 100 % vum Kafpräis léinen;

• d'Zënssubventiounen beim Prêt hypothécaire vun 175.000 op 300.000 € eropzesetzen;

• d'Bau- a Kafprimm ze héijen: De Montant soll an Zukunft tëscht 1.000 an 12.500 € (aktuell: 250 bis 9.700 €) leien. Am Fall vun engem Appartement a Kopropriétéit oder engem Reienhaus soll dës Zomm ëm 40 % gehéicht ginn;

• d'Wunnengsbäihëllefen no uewen ze revidéieren an domat

• eenheetlech Konditiounen fir all Wunnengsbäihëllefen (z. B. Bauprimm, Zënssubventioun, Spuerprimm) ze assureéieren;

• Kompensatiounsangabe bei Niddregzënsen ze garantéieren: De Staat soll dat, wat hie bei der Zënssubventioun an Zënssbonifikatioun (wéinst dem niddrege Leetzëns) aktuell spuert, an de Wunnengsbau- an Acquisitiounsfong iwwerweisen;

• de Verkauf vun enger Wunneng un d'effentlech Handstierfräi ze maachen, wann dës fir erschwéngleche Wunnraum virgesinn ass;

• d'Sanéierung vun alem Wunnraum iwwert d'Klimabank ze geréieren.

(s.) Fernand Kartheiser.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Fënneftens de Budget: Mir mussen eist Land zukunftsfaeg maachen an de Budget ass e wichtegt Instrument, fir dat kënnen ze maachen. A wéi mécht een dat? Ma mir wëllen emol fir d'éischt eng massiv Ënnerstëtzung vu Wëssenschaft a Fuerschung an der Naturwëssenschaft, an der Mathematik, an der Informatik an an der Technologie, also, léif Kollegee vun deene Gréngen, net bei Gegenders, net bei Gedeesems an net bei Pseudowëssenschaft, mee an den haarde Wëssenschaften, do, wou et gëllt, do, wou mer a Konkurrenz si mat China, mat Korea, mat Japan, mat Indien, mat all deene Staaten, déi no vir kommen! Do ass et, wou et zielt, an den Technologien, an de Rescht kënn Der lech spueren! Op jidde Fall ass dat eppes, wat mir och ganz séier géifen änneren.

Mir wëllen eng konsequent Ënnerstëtzung vun der ekonomescher Diversifizéierung. Mir wëssen als ADR, datt mer eist Land musse reindustrialiséieren, a mir mengen dat och, mir wëssen, datt mer déi Ofhängegkeet vu China musse stoppen. Mir wëssen, datt mer an der Pharmacie, an der Chimie, an der Elektronik, an de Kommunikatiounstechnologien héichwäerteg Industrien an Europa mussen unzéien, also och hei zu Lëtzebuerg!

déi gréng zéie sech, si hu jo elo all méiglech administrativ Hürden, déi se do asetzen, fir u sech d'Reindustrialiséierung awer wëllen ze verhinieren. Da gëtt dat e bëssen an e gréng Vocabulaire vun Zukunft an Ëmwelt an esou weider agepaakt, awer u sech, wat si mengen, ass: Si wëlle keng Industrie! Ma mir wëllen Industrie! Mir wëllen Aarbechtsplazen! Mir wëlle Spëtzenttechnologie zu Lëtzebuerg! Mir wëllen un der éischter Plaz stoën! Natierlech passe mer op d'Ëmwelt op - all Mënsch, deen e bëssen e Gewëssen huet, passt op d'Ëmwelt op -, awer mir hätte gär, datt eist Land un der Spëtzt ass! An Dir bréngt eis zréck an d'Steenzäit!

Mir hätte gär e bewosst Striewen no administrativer Vereinfachung, eng voluntaristesche Ënnerstëtzung vum Entrepreneuriat, vun den Independanten - sot dach wannechgelift ee vun de sozialistesche Kollegen dem Här Kersch, datt mir als ADR fir déi Independantë sinn - a vun de Startups, déi Leit, déi Initiativen huelen, déi Risiken huelen!

Mir wëllen eng konsequent Ënnerstëtzung vun Zukunftstechnologien, vum Weltraumsektor - a firwat net och déi Iddi vun der Chambre de Commerce vun enger Medical Valley opgräifen? Och dat ass interessant! Awer mir wäeren net d'ADR, wa mer net géife soen: Wa mer op de Wee vun der medezinnescher Fuerschung ginn, da kann dat nëmme mat deenen héchsten eethesche Standarde sinn.

Mir begrëissen d'Reforme fir méi Steiergerechtkeet: d'Fonds d'investissement spécialisés, d'Stockoptions. Datt se stattfannen, ass eng gutt Saach. Mir haten dat och laang gefuerdert an et geet an deem Sënn an déi richteg Richtung.

Awer ganz zefridde si mer net, well mir musse wëssen, datt mer zum Beispill bei de Stockoptions an der Konkurrenz mat anere Finanzplaze sinn, mat anere Wirtschaftszentren an datt mer Lëtzebuerg mussen attraktiv halen, datt eeben eng bestëmmt Kategorie vu Féierungspersonal och muss kënnen materiell Virdeeler hunn, fir op Lëtzebuerg ze kommen, déi komme jo net wéinst dem Mëllerdall. Also musse mer kucken, datt mer wierklech, och wa mer

d'Stockoptions an aner, soe mer emol, finanziell Avantagen, reforméieren, net awer och gläichzäiteg eise Virdeel dropkéieren.

Wann et an dëser Legislaturperiod nach sollt zu enger Steuerreform kommen - et weess een ni! - dann däreft déi net zu de Laaschte vun de Famillje goen. Fir eis ass kloer, datt eng Individualiséierung eng Optioun ass, awer datt d'Famill steierlech soll bevirdeelt ginn. Mir wëlle keng ideologesch Reforme géint d'Famill, mee eng punktuell Besserstellung vun deene Leit, déi, méi wéi anerer, am Aarmutsrisiko sinn. Dat ass dat, wat mer eis vun enger Steuerreform erhoffen. Dozou gehéieren dacks d'monoparental Familljen, no hinne muss gekuckt ginn, och no de Wittleit, datt déi net onbedéngt no dräi Joer dann direkt reklasséiert ginn. A wat ganz wichteg ass, ass, datt mer de Kampf géint den Aarmutsrisiko breet uleeën amplaz en ideologeschen Haass op d'Famill, wéi d'Gambia e fleegt.

■ **Plusieurs voix.** - O!

(Brouhaha)

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Mir ënnerstëtzen ...

(Brouhaha général)

... d'Familljen ...

(Brouhaha)

... an hei, all déi Leit, ...

(Brouhaha)

... déi mengen, et wär net esou: Hei hu mer eng Motioun virbereet, fir d'Kannergeld ze erhéien, elo an net um Enn vun der Legislaturperiod - elo!

A fir ze soen, datt all déi Virdeeler, déi d'Leit an deene leschte Joren duerch d'Desindexéierung um Kannergeld verluer hunn - dat si jo ronn 20 % vum Wäert -, datt dat soll nobezuelt ginn ... Da gesi mer jo, wie sech zu de Familljen, wie sech wierklech dozou bekennt! Dir kënn jo ofstëmme!

(Brouhaha)

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Kartheiser.

**Motion 7**

*D'Chamber vun den Deputéierten:*

- stellt fest:

• datt d'Covid-Situatioun fir vill Familljen, Kanner a Jugendlecher och eng grouss finanziell Erausforderung ass;

• datt d'automatesch Indexéierung vun de Familljeprestatiounen 2006 ofgeschaaft ginn ass an datt déi Reformen zënterhier net genuch positiv Suite fir d'Kafkraaft vun de Familljen bruecht hunn;

• datt dowéinst eng dréngend Noutwennegkeet vun enger Revaloriséierung vun de Familljeprestatiounen besteet an datt déi esou séier wéi méiglech sollen enger automatescher Upassung un den Index ënnerworf ginn,

- fuerdert d'Regierung op,

• d'Kannergeld scho vum Budgetsjoer 2021 un ze indexéieren an de Wäertverloscht, deen déi Prestatioun zënter 2006 erfuer huet, dobäi voll auszegläichen.

(s.) Fernand Kartheiser.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Et kéint ee sech och iwwerleeën, wann een iwwer Steuerreforme schwätzt, ob een net sollt d'Investissementen an d'Entreprise steierlech méi favoriséieren. Bei eis am Land ass et esou, datt e groussen Deel vum ugespuerte Kapital an den Immobilien investéiert gëtt. Dat ass och an der Rei, mee et huet e gewësse Risiko, datt et iwwert d'Zäit zu enger Bulle immobilière féiere kann.

Dofir misste mer och iwwerleeën, ob mer net Ureizer solle schafen, fir an aner a méi produktiv Investitiounsméiglechkeeten am Beräich vun eisen Entrepreneuren ze investéieren.

Mir wëllen och, datt d'Steiertabell endlech muss reegelméisseg un d'Inflatioun ugepasst ginn. Déi kal Progressioun, verstoppte Steiererhéijungen si fir eis net akzeptabel. An och dowéinst hu mer, Här President, eng Motioun virbereet, ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- ... fir datt d'Steiertabell reegelméisseg muss un d'Inflatioun ugepasst ginn.

**Motion 8**

*D'Chamber vun den Deputéierten:*

- stellt fest:

• datt duerch déi sougenannt „kal Progressioun“ d'Akommes vun de Leit de facto progressiv no engem méi héije Steiersaz besteiert gëtt, esou datt mat der Zäit d'Kafkraaft ofhëlt;

• datt dovu grad dat klengt a mëttelt Akommes am meeschte vun der Progressivitéit vun der Steiertabell betraff ass,

- fuerdert d'Regierung op:

• der Chamber all zwee Joer e Rapport ze maachen, wéi sech déi kal Progressioun par Rapport zu der Kafkraaft vun de Bierger verhält;

• déi sougenannte „kal Progressioun“ doduerch ze kompenséieren, datt d'Steiertabell reegelméisseg un d'Inflatioun ugepasst gëtt, fir datt d'Kafkraaft vum Bierger erhalte bleibt an d'«*équité fiscale*» garantéiert ass;

• ze garantéieren, datt d'Bierger duerch eng Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun och effektiv vum Index profitéiere kënnen.

(s.) Fernand Kartheiser.

A schliisslech wëlle mer, wann dann eng Steuerreform kënn, och all d'steierlech Aspekter vun der Heemaarbecht, also vum Teletravail, och ënnersichen am Vergläich zu der traditioneller Aarbecht, fir kënnen e Vergläich ze maachen an ze kucken, wou mer müssen, am Interessi vun de Leit, déi Teletravail maachen, oder vun de Patronen, déi och fir d'Heemaarbecht müssen investéieren, ... wat do muss steierlech virgesi ginn.

Ech hat deene gréng Kollege ganz am Ufank versprach, mech e bësse mat hiren Theorien auserneezesetzen, mat den Energien an deenen 1,1 Milliarden, déi se elo do usetze fir Klima an esou Saachen - et ass jo net wéineg Geld! -, an emol e bëssen ze kucken, wat dat heescht.

Ech hat do dës Deeg iergendwou e Beispill gelies, dat wor net schlecht, well mir wësse jo, datt déi volatil, also déi alternativ, Energien, déi bei deene Gréng sou an der Moud sinn, déi industriell Wandanlagen an de Bëscher oder Solarpanelen, datt déi volatil sinn, datt se jo net fonctionéieren, wa grad kee Wand bléist oder keng Sonn schéngt. Elo ass et esou, datt deen Impfstoff vu Pfizer, hunn ech gelies, op 70 °C muss gekillt ginn. Wann een dat dann elo nëmme alternativ mécht an et ass grad kee Wand, tjo, dann ass den Impfstoff och gutt, fir ewechgehäit ze ginn.

Mir brauchen zouverlässeg Energien an ech wëllech hei mat dräi Theese konfrontéieren.

(Brouhaha)

Déi éischt Thees ass: Alternativ Energien hunn en eenorme Ressourcëverbrauch, schueden der Natur a si keng Léisung, fir den Energiebedarf vun der Gesellschaft ofzedecken.

Déi zweet Thees ass: D'Reduktioun vu minus 55 % u Kuelendioxidemissionen, déi d'Regierung wëllt realiséieren - d'Europäesch Unioun och -, ass e selbstmäerderesche Programm fir eis Economie an zerstéiert domat d'Zukunftsperspektive vun eise jonke Leit.

(Brouhaha)

An déi drëtt Thees ass: Souguer wa Lëtzebuerg an déi Europäesch Unioun all hir héichgestachen Ziler sou wéi geplangt sollten erreechen, da musse mer nach kucken, wat dann den Effekt vun deene Moosnamen op d'Klimaprojektiounen nom IPCC op d'Joer 2100 géifen duerstellen. Wat ass den Effekt vun enger potenzieller Temperaturerhéijung vun deene Moosnamen, déi hei proposéiert ginn - minus 55 % bei de Kuelendioxidemissionen - a wéi ass d'Käschten-Notze-Verhältnis?

Fir lech an all Mënsch et ze erlaben, sech e bëssen doriwwer ze dokumentéieren, setze mer dat zäitgläich mat menger Ried hei op eise Site adr.lu an all déi Dokumenter, déi ech elo ernimmen - ech fueren elo just ganz séier summaresch driwwer -, kann ee sech dann a Rou op deem Site ukucken an ech kann lech et, zum Beispill, nëmme staark recommandéieren!

Déi éischt Thees: Déi alternativ Energie sinn u sech keng vertrieubar Energiequell. Do huet e Lëtzebuerger Ingenieur, den Här Heinen, e Lieserbréif geschriwwen, dee wor och op rtl.lu, ganz interessant, well en huet nogerechert, wat dat bedeit - ganz interessant! -, an en huet sech zum Beispill d'Fro gestallt, wéi plausibel et ass, datt sech dës Strategie iwwerhaupt kéint duerchsetzen, a wat se fir eis Ëmwelt heescht. Majo, en huet dat nogerechert an am Lëtzebuerger Mix bräichte mer 40 Terawattstunden, fir eisen Energiebedarf ofzedecken. Dat heescht, mir missten eis Energiepotenzialer am Abléck dann ongeféier mat engem Facteur siwe multiplizéieren.

A wéi mécht een dat? Majo, ganz einfach: Fir dee kuelendioxidaarme Stroum, deen d'Regierung gär hätt, ze produzéieren - also mir schwätzen hei vu 40 Terawattstunden -, brauche mer also entweder eng Atomzentral an der Gréisstenuerdung vu Kettenuewen - ech huelen un, dat wëllt Der net - oder alternativ 8.000 industriell Onshore-Wandanlagen - 8.000! - oder 60.000 Hektar Photovoltaikanlagen, ëmgeréicht 600 km² - an engem Land vun 2.586 km²! Alternativ: 2 Milliounen Hektar Agrarfläch, fir Biogas ze verstroumen - 2.000 km² (veuillez lire: 20.000 km²) an engem Land vun 2.586 km². Komplett onrealistesht!

D'Käschte sinn natierlech och esou berechent, datt se eigentlech elo op deenen asiatesche Präis-

entwécklung baséieren, an déi kënnen nëmme gemach gi wéinst extreem niddrege Lounkäschten zum engen an zu schreckleche Konditiounen fir d'Natur op där anerer Säit, zum Beispill, fir déi rar Äerd aus dem Buedem ze huelen, déi mer brauchen fir Wandenergieturbinen - net all Typ dovun, mee op jidde Fall vill verschidden Typen dovunner brauchen déi rar Äerd, fir dat kënnen ze maachen, kënnen ze leeschten. A mir wësse jo net, wéi d'Präis-entwécklung an deene Beräicher ass.

Mir missten, fir dat do kënnen ze maachen, e puer Honnert Wandanlage pro Joer oder a kuerzen Zäitofstänn opriichten - komplett onrealistesht, souwuel, wat d'Plaz ugeet, mee och, well d'Leit et net méi wëllen! Mir hu jo och där Biergerinitiative géint industriell Wandanlagen an Däitschland. Et ass komplett surrealistesht!

D'Ëmsetzungszäit: No 20 Joer Ausbau vun alternativen Energie läit Europa bei 3 % Wandenergie an 1 % Photovoltaik. Wa mer an deem Rhythmus virmaachen, brauche mer e puer Honnert Joer, fir mat Äre Rezepten ze dekarboniséieren.

A puncto Klimaschutz ass et och interessant, d'Kuelendioxidemissionen pro Energieform ze vergläichen: Bei der Kärenergie sinn et pro Gigawattstonn 5 Tonnen, bei der Wandenergie 12 Tonnen, bei der Photovoltaik 48 Tonnen - och dat muss een am Kapp behalen, wann ee vun alternativen Energie schwätzt!

A schliisslech de Klimaplang, deen Dir eis presentéiert hutt: Déi 25 %, déi mer 2030 un alternativen Energie sollen erreechen, do gëtt mat Kooperatiounen, mat Biokraftstoffimporten, mat deieren Zertifikater geschafft, déi mer sollen am Ausland kafen. Awer wéi gesäit d'Realität aus? D'Realität gesäit esou aus, datt mer am Lëtzebuerger Energiemix mat deem, wat mer kënnen leeschten, 2030 bei 9 % alternativen Energie leien a bei deenen 9 % stellt d'Wandenergie 1,3 % duer. Dat muss ee wëssen!

Mir musse wëssen, datt mer all déi industriell Wandanlagen, déi dorëmer opgeriicht ginn, déi jo net grad schéi sinn, déi zum Deel, ech weess d'Zuelen net, mir hate Question-parlementaire gestallt, fir dat erauszefannen, wéi vill Vulle pro Joer dout gemaach ginn, wéi vill Kilo Insekten - dat sinn Tonnen Insekten pro Joer, déi dout gemaach ginn, duerch déi industriell Wandanlagen! A wat bréinge se fir eis Energieversuergung? 1,3 %! A fir lech d'Rechnung méi liicht ze maachen: Dat heescht, datt 98,7 % net doriwwer kënnen ofgedeckt ginn - an dat zu engem eenorme Präis!

Wësst Der, wann Der hei schwätzt, mir hätten am Budget 1,1 Milliarde fir Klima an esou weider, ma da rechent dat emol no! Mir huele Scholden drop op an Dir schwätzt vun Nohaltegkeet! Dat sinn déi nächst Generatiounen, déi dat musse bezuelen, fir 1,3 % vun der Stromversuergung duerch eng Energieproduktioun ofgedeckt ze kréien, déi och nach d'Vullen an d'Insekten futti mécht an eis Landschaften mat!

Zweet Thees: Déi minus 55 % si selbstmäerderesch fir eis Economie an do verweisen ech op zwou Quellen. Déi eng misst Der kennen, de Statec huet eis déi ginn, wéi mer an der Finanzkommission waren. Dat gesäit een net, mee wéi gesot, d'Leit kënnen dat ganz gär op adr.lu kucken.

A wat déi Statistik eis weist, ass ganz kloer: Fir déi Courbe vu Kuelendioxidemissionen bis 2030 ze realiséieren, brauche mer en dramatesche Réckgang - wéi mer en an der Covidkris haten - iwwert déi nächst siwen oder acht Joer bis 2030 an enger Gréisstenuerdung vun der Reduzéierung vum Bruttoinlandsprodukt pro Joer (veuillez lire: mat der Konsequenz vun enger geneesou grousser Reduzéierung vum Bruttoinlandsprodukt pro Joer, datt mer eng permanent ekonomesch Kris provozéiere mat alle soziale Konsequenzen!

Ma wéi wëllt Der de Leit dat duerstellen? Mir hunn elo schonn eng Augmentatioun vum Chômage! Et ass komplett irresponsabel! Et ass net realistesch! Ech gi mat de Leit op d'Strooss an d'Kollegen hei mat fir ze protestéieren, wann Aarbechtsplazen ofgebaut gi wéinst esou engem Projet, dee souwisou schlussendlech näischt bréngt!

(Interruption)

Mir hunn, mir hunn ...

(Interruption)

Oder Dir misst permanent d'Kuelendioxidsteieren an d'Luucht setzen, fir dat do ze erreechen.

Mir hunn lech och ... - a gitt e liesen! - en Artikel vum Vincent Bénard - dat ass e franséischen Ingenieur, dat ass e Spezialist fir den Impakt vu staatleche Moosnamen op d'Economie ze evaluéieren. An deene leschten 28 Joer ass de Kuelendioxidverbrauch am Duerchschnitt ëm 0,8 % pro Joer gefall. Mir missten dee Rhythmus versiwefachen, fir dat do kënnen ze erreechen - versiwefachen! Also eng Reduktioun vum Bruttoinlandsprodukt pro Joer vu minus 2,8 %, also eng permanent Covidkris!

Dann den drëtte Punkt: Wat géif dat do dann elo fir d'Temperaturerhéijung heeschen, wa mer dat do



alles géife maachen? Et ass jo dat d'Argument: Mir musse kucken, datt d'Welt net méi waarm gëtt, an dofir kucke mer elo, fir dat do alles ëmzesetzen. An do referéieren ech mech op de Björn Lomborg, dat ass e ganz ugesinnen internationale Professer fir Statistik, President vum Copenhagen Consensus Center, Stanford University. Hien huet dat nogerechent an e seet dann: Wa mer déi 55 % huelen, déi d'Europäesch Unioun do wëllt manner u Kuelendioxidemissionen emettéieren - dat sinn ëmgeréicht 12,7 Milliarden Tonne Kuelendioxid - a mir huelen déi a mir setzen déi an d'Klimamodeller vum IPCC an, vum Intergovernmental Panel on Climate Change ... Well Dir musst wëssen, wa mer dat rechnen: Et si minus 55 % europäesch Emissionen. An der Welt huet d'Europäesch Unioun ongeféier 9 % vun der Kuelendioxidemissionen - 91 % sinn Net-EU! D'Weltbevölkerung wiisst rapid, an Europa vläicht manner, an anere Regiounen méi, d'Entwécklung an deene Regiounen wiisst rapid, dat heescht, et muss een emol e Gesamtbléck huelen op dat, wat dat mécht.

An en huet et gerechent - ganz spannend! - a wësst Der, wat d'Resultat ass? Dir wësst et warscheinlech net: 0,004 °C! An da muss een nach wëssen: Dat heescht, wann dat d'Temperaturzil da géif erreicht ginn, datt mer et net géifen den 1. Januar errechen, mee den 11. Februar. Dat ass den Effekt, sechs Wochen! An et gëtt awer de Carbon Leakage, dat heescht, datt ganz vill Industrien, wa se ënnert deem doten ekonomeschen Drock géifen eraus aus der Europäescher Unioun goen an an eng aner Regioun produzéieren goen, da wär den effektive Gewinn 0,0017 °C, manner wéi 0,02°C - fir katastrophal Konsequenze fir eis Budgeten an eis Ekonomie!

Wësst Der, et muss een einfach wëssen, wat ee wëllt! A mir wëllen d'Ëmwelt schützen, awer mir denken dat bis zum Enn! Mir kucken: Wat bréngt wirklech eppes? Wéi kënnen mer dat maachen? Wéi kënnen mer de mënschlechen Afloss op d'Klimaentwécklung reduzéieren? Wéi kënnen mer eis Flëss an eis Loft schützen, awer op eng vernëfteg Manéier? Dir maacht reng Ideologie! Dir maacht domadder eis Ekonomie futti an dat huet absolutt kee Wäert!

Da kënnt nach de Präis vun deem Ganzen derbäi. D'Europäesch Unioun huet deen och evaluéiert, si huet eng niddreg Estimatioun geholl, mee bis 2030 kascht eis dat do ongeféier 5 Milliarden Euro - ech weess elo net mat den Traductionen, ech hunn den engleschen Text hei - oder Billiounen, pardon, „Billiounen“ ass warscheinlech déi richtig Iwwersetzung! Op jidde Fall, wat wichteg ass: dräimol méi, wéi d'Covidkris, inklusiv de Rettungsfong.

Also: Mir si wirklech mat lech um falsche Wee! Wa mer wëllen d'Ëmwelt schützen - a mir wëllen dat ganz, ganz decidéiert -, dann ass dat do net dee richtige Wee! Mir musse fuerschen. Mir sinn nach net op deem Punkt, wou mer wirklech wëssen, wéi mer kënnen effikass dekarboniséieren. Mir wëllen dekarboniséieren, awer mir mussen och wëssen, datt mer et mussen an engem Rhythmus maachen, wou mer eis Konkurrenzfähigkeit géintwärt anere wicthegen ekonomeschen Zentren an der Welt net verléieren. Mir musse kucken, datt mer dat verantwortungsvoll maachen, datt mer et konsequent maachen, datt mer den Ëmweltschutz ni a Fro stellen, awer och iergendwéi de Sënn fir d'Realitéit behalen.

De Problem bei deene Gréngen ass: Si maache reng Ideologie! Eng verantwortungsvoll Partei, déi mécht Ëmweltschutz mat ekonomeschem Geescht an et ass dat, wat mer wëlle maachen.

Et ass ganz kloer, Här President, datt dee Budget, dee mer presentéiert kruten, fir eis net akzeptabel ass. En ass am Defizit! Mir wëlle keng Defiziter, mir wëlle keng Scholde maachen, mir wëlle Scholden zréckbezuelen! Mir wëlle verantwortungsvoll, nohalteng Politik fir déi nächst Generatiounen maachen. Mir wëllen eng voluntaristesche Trajectoire gesinn, wéi mer kënnen mëttelfristeg Finanzziler realiséieren, wéi mer kënnen aus der Scholdefal erauskommen. Mir wëllen d'Kontabiliséierungsreegelen änneren, och vu groussen Depensen, fir datt mer do eng aner Approche kréien, a mir wëllen déi richtig Prioritéit setzen, ouni Ideologie, och am Beräich vun der Ëmwelt!

Fir eis als ADR ass dofir d'Positioun kloer: Dëse Budget ass fir eis net akzeptabel. Ech soen lech Merci.

■ **M. Jeff Engelen (ADR).**- Très bien! Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kartheiser. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen ...

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Här President, wannechge-lift!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Fir d'éischt freet awer nach den Här Gilles Baum d'Wuert. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Merci, Här President, dass ech där d'Wuert huelen.

Mir hunn elo eng rhetoresch staark Interventioun vum Här Kartheiser héieren. Iwwert de Fong, do

däerf jiddweree sech seng Meenung maachen, dat steet jiddwerengem zou. Ech hunn de Moien a menger Interventioun gesot, dass mer am Ufank vun der Kris, wéi mer an d'Kris eragaange sinn, d'Staatsfinanzen op stabil Feiss haten. Den Här Kartheiser huet e puermol hei de Wuesstum ... D'Fransouse géife soe „fustiger“, ech fannen elo dat Lëtzebuer-gesch Wuert net. Et ass am Fong dat, ...

■ **Une voix.**- Gäisselen!

■ **M. Gilles Baum (DP).**- ... wat den Här Gibéryen fréier ëmmer gesot huet: dee stramme Wuesstum, dee stramme Wuesstum, dee stramme Wuesstum! Ech wollt am Fong der ADR just ganz kuerz d'Fro stellen, wéi si sech géif virstellen, durch dës Kris ze goen, an där mer elo sinn, wa mer an all deene leschte Jore kee Wuesstum gehat hätten.

■ **M. Gusty Graas (DP).**- Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Merci, fir d'Wuert, Här President.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Gilles Baum. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Fernand Kartheiser.

(*Interruptions*)

Här President, ech si ganz frou iwwert déi Fro, well et erlaabt mer, nach eng Kéier ...

(*Brouhaha*)

... kloerzemaachen, ...

(*Brouhaha et coups de cloche de la présidence*)

Hei, wannechgelift, den Här Kartheiser huet d'Wuert!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- ... fir e puer Punkte vu menger Interventioun nach eng Kéier opze-gräifen an ze erklären.

Dat Éischt, wat mer gär hätten, ass, datt mer erëm kënnen d'Kontroll iwwer eise Wuesstum zréckkréien, datt mer net an engem Automatismus dra sinn, wou mer gezwonge sinn, op Däiwel komm raus 4 % bis 5 % Wuesstum pro Joer ze realiséieren, fir d'Pensiounen kënnen ze finanzéieren.

(*Interruption par M. Mars Di Bartolomeo*)

Dat ass dat, wat mir ënner qualitativem ...

(*Interruptions*)

Här Di Bartolomeo, wannechgelift! Ech kommen awer gär op Äre Rôle an där Saach zréck bei der leschter Pensiounsreform, wou d'LSAP d'Pensiounen gekierzt huet. Dat wor d'LSAP, déi dat gemaach huet!

(*Interruption par M. Mars Di Bartolomeo*)

A mir soen, mir hätte gär eng Pensiounsreform!

(*Brouhaha et coups de cloche de la présidence*)

Ech äntwerten elo emol dem Här Baum, Här Di Bartolomeo! Ech hu grad eréischt ugefangen, dem Här Baum ze äntworten! Also ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Kartheiser huet elo d'Wuert.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Voilà! Merci, Här President! Well den Här Baum verdéngt eng Äntwert!

Also den éischten Deel vun der Fro ass ganz einfach. Wat mir gär hätten, ass: Mir komme gär aus deenen Automatismen eraus, déi eis zwingen ze wuessen, well mer erëm gär eng Kontroll iwwer eis Politik hätten! Mir mussen einfach erëm eng Souveränitéit gewannen, fir eis Wuesstumspolitik selber kënnen ze decidéieren, ouni Automatismen - éischte Punkt. Dat wär schonn e richtig grouesse Progrès!

Den zweete Punkt hunn ech lech opgezeechent. Selbstverständlech brauche mer ekonomesche Wuesstum a jiddereen heibannen huet och geschwat vum PIB du bien-être an hei an do. Et ass net de Wuesstum per se, dee mer a Fro stellen - mee wéi wëlle mer en errechen? An do hunn ech lech eng ganz Rei Saachen opgezeechent, wou mer gär hätten, datt Lëtzebuerger wirklech Frontrunner ass, datt mer gutt sinn: d'Investitiounen an d'Zukunftstechnologien, Reindustrialiséierung a Secteuren, déi an Europa feelen, d'Entwécklung vu Spëtzenttechnologien, Medical Valley - all déi Optiounen hunn ech lech dach genannt! An et ass net, datt mer Wuesstumsgéigner wären, mir si Géigner vun Automatismen a mir si Géigner dovunner, datt mer mussen a Secteuren investéieren, déi net zukunftsorientéiert sinn. A mir brauchen, fir dat ze maachen - a loosst mech dat och kloer soen -, mir brauche genuch Energie, fir dat ze maachen. Et kann ee keng Industrie, et kann ee keen Handel, et kann ee keng florierend Ekonomie mat Aarbechtsplaze bedreiwen op Basis vu volatillem oder ongenügenden Energien, op Basis vun Energienetzer, déi zesummebréchen, well se weinst onzuverlässegen Energiequellen net kënnen geréiert ginn. Et muss een dat zesummen denken. Et muss ee wirklech de Courage hunn, dat unzegoen, Här Baum. An ech sinn iwwerzeegt, wann Dir lech weider zu de Prinzippe vun Ärer Partei bekennt, da géife mer och do en Accord fannen.

Den Här Di Bartolomeo, mengen ech, Här President, hat och eng Fro. Nee, en hat keng!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Nee, den Här Di Bartolomeo ... Dir iert lech, Här Kartheiser! Den Här Di Bartolomeo ass schéi brav!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dat ass ganz gutt! (*Hilarité*)

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Mee ech ginn awer nach eng Kéier d'Wuert zréck un den Här Gilles Baum.

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Entschëllegt, Här President, wann ech nach eng Kéier nohaken. Den Här Kartheiser huet a senger Interventioun gesot, e géif eis soen, wou d'ADR géif spueren.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo.

■ **M. Gilles Baum (DP).**- An do huet en och eng Mesure genannt an dunn ass en iwwergesprongen ...

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo.

■ **M. Gilles Baum (DP).**- ... zu de Mesuren - ech huele just d'Elteregeld - an duerno, Här Kartheiser, sidd Der awer net méi op déi Punkten agaangen, ...

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo.

■ **M. Gilles Baum (DP).**- ... wou d'ADR an dëser Situatioun géif spueren. An ech mengen, dat géif mech, a vläicht aner Kolleegen heibannen, awer wirklech interesséieren, wou d'ADR zu dësem Moment, an där finanzieller Situatioun, wou mer sinn, géif ...

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ma ganz gär, Här Baum! Ech hunn elo leider ..., meng Notten hat ech schonn op mengem Dësch, mee ech ginn lech trotzdeem spontan gär e puer Äntwerten dorobber.

Fir eis gëtt et e puer Grondprinzippen. Ech hunn lech gesot, mir hätte gär de Budget am Gläichgewicht, a mir hunn iwwert d'Jore schonn ëmmer erëm verschidden Optiounen an eisen Interventiounen opgezeechent. Ech ginn lech der hei e puer.

Am Beräich vun der Entwécklungshëllef hu mer gesot: Éischtens gëtt alles kontabiliséiert, wat mer no den OECD-Reegele vum DAC kënnen kontabiliséieren, a mir beschränken eis op déi 0,7 % vum Bruttonationalakomes, fir déi mer eis 1992 zu Rio de Janeiro engagéiert hunn.

(*Interruption par M. Gusty Graas*)

Mir maachen ... jo!

Här Graas, wann Der wëllt eng Fro stellen, stinn ech gär zur Verfügung!

Zweetens d'Bäitrag bei internationalen Organisatiounen: Dat ass eng Saach, wou mer onheemlech vill ausginn, an zwar disproportionéiert par rapport zu eiser Gréisst, par rapport zu anere Länner an enger änlecher Gréisst - den Här Gramegna weess dat ganz gutt.

Mir ginn dacks Contributiounen an enger Gréisstenuerdnung, déi méi ass wéi déi vun Ungarn oder vill méi grouse Staaten. Mir soen als ADR: Eis Contributiounen an internationalen Organisatiounen solle proportional sinn zu där richteger Gréisst, zu deem, wat eist Land ekonomesch duerstellt - an de PIB ass do net ëmmer e gudd Gradmiesser, well och par rapport zum PIB bezuele mer a villen Organisatiounen vill ze vill.

Bei der Europäescher Unioun, Här Gramegna, wäremir net dermat d'accord gewiescht - an do, mengen ech, sinn et 70 oder 80 Milliounen méi, déi mer dëst Joer bezuelen, vun den neie Ressourcen propres mol ofgesinn, well do kommen nach Iwwerraschungen -, datt mer einfach de Brexit kompenséieren do-duerch, datt jidderee méi bezilt. Mir hätten do aner Positiounen vertrueden. Eiser Meenung no muss d'Europäesch Unioun sech der Decken no strecken, wéi och e Staat. A mir hätten eis Contributiounen do elo net massiv erhéicht, mee mir hätte gekuckt, datt mer ongeféier op deem Niveau bleiwen, wéi d'Europäesch Unioun ouni United Kingdom géif do stoen, an dat hätt eis och hei ganz vill Suen am Budget gespuert.

Also: Entwécklungshëllef, Bäitrag bei internationalen Organisatiounen.

Drëtte Punkt: Mir hunn eng ganz Rei Politikberäicher hei am Land, déi reng ideologesch sinn a wou mer net d'accord sinn. Mir hu bei de Sozialisten, ech hu mer wéi gesot eng Rei Saachen opgeschriwwen, ech probéieren awer elo, dat kloer ze soen ... Mir investéieren ganz vill a Campagnen, zum Beispill vum Egalitéitsministère, wou mer Problemer hunn.

(*Interruptions*)

Well mer mengen, datt de Staat, ...

(*Interruptions*)

Ech weess, datt Dir ideologesch, ...

(*Brouhaha et coups de cloche de la présidence*)

... op där Linn sidd, ...

(*Interruption*)

... Dir gitt jo d'Suen dovunner aus. Ech ...

(*Brouhaha et coups de cloche de la présidence*)

Et gëtt och do einfach verschidde Weeër, fir dorunner erunzegoen. Mir hunn aner Prioritéit wéi Dir. A mir géifen also bei deene Saachen, ...

(*Interruption*)

... déi Dir do bedreift, aner politesch Usätz huelen.

Den Ausbau vum Staat: Mir si fir e staarke Staat, dee sech op seng Käraufgabe konzentréiert. E staarke Staat ass net e plethoresche Staat. Mir hätte gär, datt e Staat zum Beispill am Sécherheetsberäich genuch Leit huet, datt en do genuch Leit an deenen Administratiounen huet, déi zu den Haaptkompetenze vum Staat gehéieren: Steieren, Justiz, Sécherheet, Diplomatie, dat sinn d'Kärkompetenze vum Staat, d'Éducation, d'Gesondheet zu engem gudden Deel. Wat doriwwer erausgeet, dat muss einfach de private Secteur leeschten. An et ass einfach, ech hat gesot, mir mussen d'Staatsquot am A behalen a mir musse garantéieren, datt och de private Secteur ka genuch Leit rekrutéieren. Dat heescht, dee permanenten Ausbau vum Staat, dat ass eppes, wat mir net matdroen. Mir géifen zum Beispill kucken: Wéi eng Administratiounen si wirklech néideg? Wéi eng hunn eng Plus-value? An ech wëll just drun erënneren: Mir haten ëmmer erëm de Waasserkapp an der Éducation nationale kritiséiert. Mir haten zum Beispill kritiséiert, wéi deen Observatoire de la qualité scolaire agefouert ginn ass, vun deem een ni eppes héiert. Mir hunn dergéint gestëmmt, well mer gesot hunn: Wat soll dat bréngen? Jiddereen huet dach eng Meenung iwwert d'Qualité scolaire a mir brauchen nëmme mat concernéierte Leit ze schwätzen oder ze kucken, wat bei Pisa erauskënn oder bei anere Resultater, da wësse mer dat. Firwat brauche mer eng extra Administratioun?

Mir haten eng Question parlementaire gestallt, ech mengen, ech weess elo net, wéi gesot, ech hu meng Notten elo dohanne leien, mee ech mengen, an deene leschte Jore sinn zwanzeg oder drësseg nei Administratiounen gegrënnt ginn. Ass et dann illegitim fir ze kucken, wat dovunner wirklech néideg ass oder ob een net ka Saachen zesummeleien a kucken, wéi ee ka Saache besser maachen, mat anere Mëttelen, mat anere Prioritéiten? Mir wéilte keen entloossen, mir wéilten awer Leit vläicht re-affektéieren a beim Rekrutement lues maachen, fir datt mer och kënnen d'Ausgabe vum Staat am Grëff halen. An et gëtt där Beispiller nach.

A wa mer higinn ... an ech wär frou, wa mer kéinten eng Debatt eng Kéier heiriwwer féieren, wéi mer kënnen spueren! Well mir als ADR, mir si bereet. Dat freet eebe politesche Courage! An Dir hutt jo och un de Reaktiounen vun der LSAP gesinn, datt et heiansdo wichteg ass, och mat Courage zu Decisiounen ze stoen an net einfach aus Bequeemlechteitsgrënn bei deem „weiter so wie bisher“ ze bleiwen, well mir kënnen eis dat net méi leeschten.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Kartheiser, den Här André Bauler wëllt lech och nach eng Fro stellen.

(*Brouhaha*)

■ **M. André Bauler (DP).**- Merci, Här President, ech wollt den Här Kartheiser just froen: Dir hutt gesot, déi Schéier tëschent Produit intérieur brut a Revenu national brut, déi geet ëmmer méi auserneen. An Dir fannt dat net gutt? Hunn ech dat richtig gehéiert, wéi ech lech nogelasschert hunn, well ech hu versicht, lech attentivement nozelauschteren?

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, Här Bauler, Dir hutt dat richtig héieren.

■ **M. André Bauler (DP).**- Ech wollt lech just soen, a menger Bescheidenheet als Ekonomist: Et sinn zwee verschidde Konzepter. De Produit intérieur brut ass d'Zomm vun alle Méiwärter, déi geschaf ginn. Dat ass eng Approche produit. De Revenu national, dat ass dat nationaalt Akomes ...

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Akomes.

■ **M. André Bauler (DP).**- ... u sech.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo.

■ **M. André Bauler (DP).**- De Produit intérieur considéiert all déi Produktiounen, déi um nationalen Territoire gelescht ginn.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo.

■ **M. André Bauler (DP).**- De Revenu national: „national“ steet do fir d'Akomes vun de Residenten, ...

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo.

■ **M. André Bauler (DP).**- ... déi also hei um Lëtzebuerger Territoire wunnen. Et sinn zwee verschidde Konzepter.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo.

■ **M. André Bauler (DP).**- Intérieur kënnt nach derbäi, national ..., dat heescht déi Schéier, déi sech bilt, ass näischt aneschtens ...

(*Brouhaha*)

... wéi en Hiweis op d'Internationalisatioun ...



■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo.

■ **M. André Bauler** (DP).- ... vun eiser Economie. Reng ekonomesch gesinn huet et kee Wäert, do méi ze sichen. Ech wëll lech just drop opmierksam maachen, datt, wann de Produit intérieur brut net géif klammen, da wier warscheinlech de Revenu national brut och net geklommen.

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo.

■ **M. André Bauler** (DP).- Dat ass et. Dat wollt ech lech just soen, fir dat kloerzestellen.

(Brouhaha)

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Also, Här Bauler, ...

■ **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Ech verstinn elo, fir wat den Här Kartheiser net méi an der DP ass.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Wannechgelift!

(Coups de cloche de la présidence)

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- ... et géif mer net afalen, Här Bauler, Är Kompetenzen iwwerhaapt a Fro ze stellen - a scho guer net an der Economie! An ech respektéiere selbstverständlech déi Erklärung, déi ech och fir richtig fannen, déi Dir eis ginn hutt.

Ech wëll lech just opmierksam maachen op dat, wat d'Zentralbank gesot huet, wéi se eis dat do erkläert huet, an d'Zentralbank huet et och a mengen Ae richtig resuméiert, dat ass, datt en ëmmer méi groussen Deel vun eise Akommes hei am Land an d'Ausland fléisst. An eise Problem domadder ass, datt mer mussen, well dat ass jo och eng Belaaschtung op d'Zahlungsbilanz, Transferten an esou weider, dat wësst Dir, a mir mussen einfach kucken ..., well et ass eng laangfristeg Gefor och fir d'Gläichgewichter hei am Land, d'ekonomesch Gläichgewichter.

An dee Rasonement, dee mer féieren, ass, fir dat do ze erkennen, wéi Dir et och elo beschriwwen hutt, fir ze kucken: Musse mer et redresséieren? Wéi kënne mer et redresséieren? A fir eis ass et kloer, datt do eng Gefor läit. An dat ass eebe gutt, datt mer et esou thematiséieren. A mir wäre frou, wann aner Parteie sech och géifen där Analys uschléissen a soen: „Mir mussen doriwwer diskutéieren!“ Well et kann net gutt si fir eng Economie, datt eeben ëmmer méi e groussen Deel vun deem, wat hei erwirtschaft gëtt am Land, einfach an d'Ausland fléisst a Form vun Transferteleschtungen, wou mer dacks kee Retour hunn. An et ass eeben dee Problem, dee mer wollten uschwätzen. Ech soen lech Merci fir Är zousätzlech Erklärungen. Si wore richtig, si wore éclairéiert, mee wat mir soen, ass: Mir mussen dervunner ausgoen an da kucken, datt mer Léisunge fannen.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. An ech mengen, et wier elo d'Zäit, fir d'Wuert weiderzeginn ...

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Un den Här Di Bartolomeo.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- ... un den Här David Wagner.

(Brouhaha)

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Merci.

■ **M. David Wagner** (déi Lénk).- Merci, Här President. Et ass esou schéin nozelauschteren, wann zwou wirtschaftsliberal Parteie matenee streiden. Dat war eng richtig Scène de ménage.

(Hilarité)

■ **Une voix**.- Hutt Der eppes bäigeléiert?

■ **M. David Wagner** (déi Lénk).- A Scène-de-ménagen net.

(Hilarité)

■ **Une voix**.- Dat kenne mer alleguer.

■ **M. David Wagner** (déi Lénk).- Jo, jo.

(Brouhaha)

Merci, Här President. Déi heite Regierung, Här President, ass derfir bekannt, fir hir Politik op Sloganen ze baséieren. Ech wäert lech all déi aner Slogane vun dëser Regierung erspuren, fir op dee leschte Slogan vum Här Gramagna anzegoen, deen dës Budget betrëfft: „En ausseruerdentleche Budget fir eng ausseruerdentlech Zäit“. Et freet ee sech allerdéngs, wat un dësem Budget esou ausseruerdentlech soll sinn. Dat eenzeg, wat un dëser Regierung ausseruerdentlech ass, datt ass hir Onfäegkeet, mam Eescht vun dëser Zäit ëmzegoen. Macht d'Geschichtsbicher op a kuckt, wat an aneren Zäite fir aussergewöhnlech Mesurë getraff goufen, wann et eescht gouf. Denkt un de Roosevelt, denkt un de Front populaire!

D'Pandemie vum Covid huet eng weltwäit ekonomesch Kris lassgetrëppelt, déi souwisou fréier oder spéider agetraff wier. Ech hu gesot „lassgetrëppelt“, well et wier falsch ze mengen, datt mer ouni Covid keng Kris gehat hätten.

Virum Covid ware vill Ekonomiste sech eens, datt eng nächst Finanzkris op eis géif duerkommen. Déi

Kris war och en Zeugnis, datt déi westlech Welt, virop d'EU an d'USA, bei Wäitem keng Modellfunktion hunn an hir Schwächen duergeluecht goufen. An do konnt ee feststellen, wéi schwach de Spidolssecteur a ville Länner an Europa ass, Lëtzebuerg mat abegraff. Do konnt ee gesinn, wéi schwéier sech d'Regierungen an der EU gedoen hunn, fir deenen Äermsten ënnert d'Äerm ze gräifen. An den USA, déi jo fir e puer Europäer, kemescherweis, och nach e Virbild sinn, huet ee gesinn, wéi schwach se infrastrukturell sinn.

Här President, de Rapporteur huet gëschter, zu Recht, gesot, datt dës Pandemie net vum Himmel gefall ass, mee ganz kloer d'Resultat ass vun enger Zoonos, also enger Infektioun, déi vum Déier op de Mënsch iwwerspréngt, well d'natierelech Distanz tëscht den zwou Spezies net agehale gouf. An déi ofhuelend Distanz, d'Rodung vun den natierleche Bestänn stinn enk a Verbindung mam kapitalistesche Produktivismus a mam ongehemmte Wuerenexchange. Doraus hunn allerdéngs déi allermannst geléiert, wann ee gesäit, wéi déi weltwäit fräi Wuezirkulatioun weider gedoppt gëtt, ënner anerem duersch toxesch Handelsaccorde wéi de CETA.

De Covid huet also gewisen, datt den aktuell herrschende politesche Modell ausgelaf ass. Et ass also un der Mënschheet, en neien ze entwëckelen, awer ouni - a warscheinlech och géint - déi, déi bis elo d'Soen an d'Verantwortung droe fir dee ganze Misär. Mee zurzäit si mer nach am ale Modell gefaangen.

Här President, am Kontext vum Budget a vu villen anere Budgete gëtt vill vum Triple-A geschwat. Et ass haut nach net vill dovunner geschwat gi vu ville Virriedner, mee ech wollt e bëssen drop agoen, well ech mengen, et wier och net schlecht, och e bëssen ze erklären, wat et do mat deem Triple-A op sech huet, dee sech zu enger reegelerchter neier Aart vu Gottheet entwëckelt huet.

Den Triple-A, Här President, ass eng Nott, wéi an der Schoul: dräimol A+ fir déi Besch, dräimol C- fir déi Schlechtst. Vu datt d'Nationalstaate keen eegent Geld méi schafe kënnen a vu datt d'EZB op jidde Fall net direkt engem Nationalmember Geld léine kann, mussen d'Länner sech op den internationale Finanzmäert Geld léine goen. Et ass eng vu ville Méiglechkeeten, fir u Geld ze kommen.

Déi gutt oder schlecht Notten, déi d'Staate verdeelt kréien, komme vu sougenannte Ratingsagenturen, déi unhand vun enger ganzer Rëtsch vu Krittäre gutt oder schlecht Notte verdeelen. Jee besser d'Nott, ëmsou méi déif wäert den Zënstaax ausfalen an ëmsou méi einfach wäert e Land Accès fir international Finanzementer op de Mäert kréien.

E Land wéi Lëtzebuerg gehéiert zu deem klenge Club vu Länner, déi eng ganz gutt Nott hunn, esou gutt souguer, datt eisen Zënstaax negativ ausgefall ass, soudatt mer souguer bezuelt ginn, fir eis ze verscholden. Dat kléngt alles wonnerschéin. An dat kléngt och alles esou wëssenschaftlech, esou objektiv, esou neutral. Mee Economie ass ëmmer politesch a Politik ass net neutral. Et entspréngt engem politesche Choix. An et ass ganz kloer, datt déi verschidden Agencë politesch Choix maachen. Déi Agencen hunn all Nimm: Standard & Poor's, Moody's, Fitch Ratings etc. Et gëtt der och, déi e bësse manner bekannt sinn, wéi déi däitsch EuroRating Services oder déi chinesesch Dagong.

A si verfuere plus ou moins no deene selwechte Krittären an déi sinn en plus net ganz transparent, well jidderee kacht seng kleng Zëppchen. Ganz oft favoriséiere se hiert eegent Land, wat schonn en Zeechen ass, datt se net ganz objektiv sinn, mee ganz oft favoriséiere se déi Länner, déi éischer eng rigourens budgetär Politik féieren, fir net ze soen, eng richtig klassesch liberal Politik féieren, an dat ganz onofhängeg, ob d'Land gutt oder schlecht funktionéiert, ob d'Land vill oder wéineg Aarmut huet.

Zum Beispill: Déi zwou amerikanesch Agencë Moody's a Fitch ginn den amerikanesche Staatsobligatiounen weiderhin en Triple-A, obwuel d'USA total verschëlt sinn. Wa Moody's a Fitch den amerikaneschen Obligatiounen de selwechten Traitement wéi den italieeneschen oder spueneschen Obligatiounen géife ginn, da misste se déi staark degradéieren oder d'selwecht ëmgoe mat staark verschëlte Staate wéi dem Vereenegte Kinnekräich oder Australien.

Witzegerweis huet déi chinesesch Agence Dagong, déi manner bekannt ass, déi amerikanesch Obligatioun degradéiert. Also dorunner gesäit een: Den Triple-A seet strictement näischt iwwer d'Gesondheet vun enger nationaler Wirtschaft aus, au contraire, well de Combel vum Zynismus vun deenen Agencen, dee gouf jo no der Kris vun de Subprimes erreecht, well déi Agencen hunn zum Beispill de Risiko vun de Subprimes permanent ënnerevaluëiert. Par contre déi Länner, déi staark Kollateralschied vun dëser Kris hu mussen droen, wéi Griichenland ënner anerem, déi sinn nach méi staark ënnert de Contrôle vun deenen Agencë gefall.

Mir hei zu Lëtzebuerg, mir argumentéiere gären, datt mer den Taux vun 30 % zu Verscholdung net

wëllen depasséieren, well deen eis erlabe géif, den Triple-A ze behalen. An Europa gëtt et u sech nëmme sechs Länner, déi en Triple-A hunn - vun eis ofgesinn -, dat sinn eeben Norwegen, Däitschland, Holland, Schweden an Dänemark a vun deene sechs (veuillez lire: Norwegen, Däitschland, Holland, Schweden, Dänemark an d'Schwäiz, a vun deene siwen) huet just Lëtzebuerg eng Verscholdung vu manner wéi 30 %. Elo wäerte mer e bëssen driwwer leien, dat gëtt jo och toleréiert.

Wat ech domadder wëll soen, dat ass, datt déi Notte vun de Ratingsagence strikt politesch sinn an d'Länner an hiren demokratesche Rechter, fir souverän ekonomesch Choixen ze maachen, aschränken a souguer bestrofen. Keen huet se gewielt, fir dat ze maachen.

An da gëtt et ganz konkret, da soe se: „Dir kritt nëmme Accès op Liquiditéiten, wann Dir Är Investissementer op Spuerflam haalt.“ Massiv Investissementer brauche mer awer, mat oder ouni Covid. An dës massiv Investissementer bräichte mer schonn nëmmen, fir eng ganz Rei vu Services auszubauen, zum Beispill, wat d'Kannerbetreuung ugeet, déi zurzäit nach zum groussen Deel privat iwwerholl gëtt, awer mat Steiergelder beschenkt gëtt, mee massiv Investissementer bräicht een och, fir den ökologeschen Ëmbau vum Land ze sécheren am plaz, wéi d'Regierung et mécht, op privat Initiativ a Steiererlicherungen ze setzen, wéi wa mer an der Lag wieren, Steiererlicherungen ze verkraaften.

Mir sinn also an enger Zwéckmillchen gefaangen, wou engersäits déi sënnoos Krittäre vum EU-Stabilitéitspak - déi esou sënnoos sinn, datt se bei all zweeter Kris opgelackert musse ginn - engem de Rimm zoumaachen, wou Ratingsagencen, jee nach neoliberalerem Gutdünken, mat der Peitsch kommen an d'Nott degradéieren, wa mer emol net géifen déi 60 % Verscholdung, mee déi 30 % net géife respektéieren, a wou mer, wa mer méi mussen ausginn, wéi elo mat der Covidkris ..., da si mer genau op déi selwecht Agenturen ugewisen.

Här President, den Enkpass an der Santé hu mer jo gesinn. D'Kris vum Covid ass den Ausdrock vun engem Gesondheetssystem, dee scho virdrun op Limitte geschafft huet. Vu Kris ze schwätzen am Kader vu Covid ass d'ailleurs u sech net méi esou richtig, well d'Kris hate mer ganz am Ufank, Mäerz, Abrëll, wou mer vun der Pandemie iwwerrumpelt goufen. Elo hu mer erlieft, wou d'Schwächte vun eise Spidolssecteur sinn. An och wa mer net alles innerhalb vun e puer Méint aus dem Buedem gestampft kréien, musse mer esou séier wéi méiglech déi néideg Investissementer plangen a virhuelen. Mir brauchen Infrastrukturen. Mir brauche Personal. Do soll een net spueren, andeems een zum Beispill d'Infirmieren deet, aner Tächen ze iwwerhuelen, déi net zu hirer Aarbecht gehéieren! Dat gëtt et bal néierens! A wa mer ambulatorie ginn, dann, wannechgelift, och an engem ëffentleche Kader.

A Better: Bon, do gëtt et eng Polemik. Den Här Engelen seet: „Et gëtt net genuch Better!“. A virdrun ass den Här Spautz och dorobber agaangen. D'Koalition seet: „Ma dach! Et gëtt genuch Better!“ Ech weess, datt et an deem Beräich net nëmmen ëm Better geet, mee ëmmerhin, ech hunn et nogezielt, ech si kee Mann vum Fach a wann ee kee Mann vum Fach ass, da geet een emol kucken, wat d'Leit vum Fach soen, an do gesäit een - an do hält een zum Beispill bei dem Budget den Avis vun der Chambre des Salariés, wou jo Vertrieeder vum Gesondheitssecteur sëtzen - bon, déi beruffe sech op d'Carte sanitaire vun 2017 an déi seet, datt mer 2.183 Better hunn, Lits aigus, obwuel d'Programmation vun der Carte sanitaire vum Joer 2015 der 2.317 virgesinn hat, an dat, ouni déi galoppant demografesch Entwëcklung vum Land matanzeberechnen. Do stellt ee sech d'Fro: Wou si mer dann elo drun?

Et ass also evident, datt eise Plan hospitalier d'urgence muss revidéiert ginn, an dat geet iwwert d'Zuel vun de Better eraus. Et sinn dann eeben Infrastrukturen, dat si massiv Investissementer.

Här President, zanter datt d'Koalition d'Regierung stellt, gëtt se net midd ze behaapten, si géif esou vill investéieren wéi nach ni. Abee, d'Zuele vum Eurostat zum Beispill, déi schwätzen net onbedéngt déi selwecht Sprooch. An déi kucken d'Zuelen e bëssen anescht. Ënner anerem kucke si d'Zuele vum „investissement public net“. Wat heescht dat, den Investissement public net? Dat ass deen Invest, dee geholl gëtt, wann een all Investor, déi ee souwisou muss virhuelen, fir déi existéierend Infrastrukturen um Liewen ze halen, ewechrechent, zum Beispill den Entretien vun den Zuchschinnen, déi scho bestinn. Den Investissement public net, dat ass d'Schafung vun neien néidegen Infrastrukturen. An do brauch d'Regierung sech wierklech guer net ze bretzen, well zënter 2013 leie mer an enger For-schett tëscht 1,5 % an 2 % vum PIB. Mir hate schonn aner Zäiten. Tëscht 2002 an 2006 louche mer op 3 %, souguer lichter driwwer. A virdu louche mer schonn oft bei 2 %. Also kann een net, wéi d'Regierung dat mécht, behaapten, mir géifen esou faméis nei Investitiounen bedreiwen! Do gëtt et vill Mogelpackungen.

Et kéint een och doriwwer schwätzen, iwwert déi durabel Obligatiounen, déi och nach dat alles mat-aberechnen, wat an deenen dräi leschte Joren investéiert gouf, an der Education, an der Santé an esou weider, an dat gëtt alles agepaakt an durabel Obligatiounen. Ëm Gottes Willen!

A wat elo d'Avoiren ugeet, déi iwwert d'Fonds-spécialle furen, ma déi gi bis 2024, laut pluriannueller Aschätzung, erof, vu ronn 2 Milliarden op 1,1 Milliard. Natierlech gouf dat alles à la baisse revidéiert wéinst der ekonomescher Kris, déi sech ubaant. A kommt, mir nennen d'Kand mam Numm: Et ass eng Rezessioun, déi sech réellement ubaant!

Heescht dat, datt mer elo mussen ophale mat investéieren? A wann, wou hale mer op mat investéieren? A kënne mer eis iwwerhaapt erlaben, opzehale mat investéieren? Mir mengen net - am Géigendeel souguer! Wéi maache mer et dann? Gi mer erëm eng Kéier bei d'Finanzmäert schellen an der Hoffnung, datt eis Bonne Note eis nach Kreditwierdegkeet verschenkt? Ass dat eng gutt Politik? Ass dat eng durabel Politik? Mir mengen net.

Et gëtt awer en anere Wee, fir Geld ze fannen. D'ADR huet virdrun gesot: „Et gëtt nëmmen zwee Weeër: manner Depensen oder sech verschëlden“. Nee, et gëtt nach aner Weeër. Et gëtt zum Beispill de Wee, fir och do Sue sichen ze goen, wou se massiv sinn. Geld gëtt et op dëser Welt en masse. An och hei zu Lëtzebuerg. An ech mengen, hei am Plenum gëtt et der wéineg, déi dovunner wëlle schwätzen. Mir wëllen dovunner schwätzen. D'LSAP huet och ugefaangen, dovunner ze schwätzen.

De President vun der CSV schwätzt och dervunner, d'Gewerkschafte schwätzen dervunner a souguer 70 % vun der Bevëlkerung laut engem rezente Sondage: Räichtum muss besteiert ginn! Et kann net sinn, Här President, datt grad déi, déi am meeschte Räichtum hunn - niewebäi gesot: Et sinn och déi Räichst, déi déi gréisste Klimakiller sinn -, déi am meeschten hunn, déi sinn, déi bis elo am mansten zu der Léisung vun der sozialer an der ökologescher Kris bäigedroen hunn. Si hu wuel zur Kris bäigedroen, awer net zu hirer Léisung. D'Leit, déi an de Geschäfte schaffen, déi hunn hire Soll geleescht. D'Leit, déi am Gesondheits- a Flegesecteur schaffen, déi hunn hire Soll geleescht a schaffen elo nach un de Limitte vun hirer Gesondheet.

An déi Räich, wou waren déi Räich an dëser Kris? Si hu vläicht aus der Fënster geklappt a sinn duerno erëm schnell op hirem Computer checke gaangen, ob hir Aktien eropgaange sinn, well dat war jo och de Fall. Déi Räichst hu sech während dëser Kris beräichert. An déi Äermst, déi sinn nach méi arem ginn. Dat ass eng Realitéit, dat si keng karikatural Rumeuren. Wou war d'Solidaritéit vun deene Räichsten? À la limite ..., ech maachen hinne kee Virwurf, si bezuelen eeben déi Steieren, déi se solle bezuelen. Oft och manner. Oft och manner.

An dann héiere mer vun der Regierung: „O, ëm Gottes Wëlle keng Steiererhéijunge fir déi Räich. Dat ass Gëft fir d'Economie“. Mee et sinn déi sozial Ënnerscheeder, déi Gëft fir d'Economie sinn. Et sinn déi Ënnerscheeder tëscht Räich an Are, déi hei am Land ëmmer méi grouss ginn, déi Gëft fir d'Economie sinn. A wa mer scho bei de Steiererhéijunge sinn, well et gëtt ëmmer esou pauschal gesot: „keng Steiererhéijungen, keng Steiererhéijungen!“ Allez kommt, jidderee weess, wourëms et geet!

Eis als Lénk op jidde Fall geet et net drëms, déi kleng oder mëttelkleng Revenuen nach méi ze besteieren. Déi ginn elo scho bal net méi eens. An eis geet et och net drëms, kleng Geschäfte a richtig onofhängeg Aarbechter weider an de Steieren ze erstécken, si sinn net d'Grousskapital. Dat wësse mir och. Dat wësse mir d'ailleurs scho ganz laang. Am Géigendeel, Här President: Am plaz weiderhin deene Räichsten hei am Land all Zort vu steierleche Séissegkeeten ze ginn, misst een och grad no deene Leit kucken, déi de Kuch baken. An déi, déi de Kuch baken, dat sinn nun eeben déi schaffend Leit hei am Land. D'Aarmut klëmmt hei am Land. Ech hu keng Zäit, fir elo grouss mat Zuelen ze kommen. Dat maache mer oft genuch op dëser Tribün. An et ass x-mol dokumentéiert.

Dofir misst een awer eng ganz Rei Mesuren ergräfen. Eng dovunner wier d'Schafung vu gudden Aarbechtsplazen am ëffentleche Sektour. Do kann déi ëffentlech Hand am séiersten handelen. An et ass net esou, datt mer déi Services net bräichten. Dat heescht also och, datt mer massiv investéiere mussen. An dat sinn Investissementer, déi hei nach feelen. An dat betrëfft och apaart d'Jugend, déi am meeschte vun dëser Kris betraff ass, an apaart vun dëser Kris, déi elo ufänkt, et weess een net, bis wéini vill Jonker, déi elo an eng problematesch Situation kommen, wéi laang se nach an dëser problematescher Situation wäerte bliwen. Déi Jonk sinn nämlech déi, déi am mannste verdéngen hei am Land. Si sinn déi, déi déi onsécherst Plazen hunn. Si sinn och déi, déi déi Plazen hunn, wou den Teletravail am mannste méiglech ass, well een op der Plaz muss sinn, zum Beispill am Horeca-Beräich.

Mir brauchen e Plan d'urgence, fir géint d'Aarmut ze goen. Dat misst ee vun enger Regierung erwaarden a grad an esou enger exceptioneller Zäit.

■ **M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Très bien!

■ **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Mee et ass richteg, datt mir der Meenung sinn, datt de Räichtum, dee sech zu Lëtzebuerg iwwerall verstoppt ..., a wat vun de schaffende Leit erwirtschaft gouf, dat gehéiert de Leit erëm zrëck. Dat muss erëm zrëck bei d'Leit goen.

Also dofir brauche mer och ganz kloer eng Räichesteuer an eng weider Besteuerung vum Kapital. Et geet awer och net duer, well mer och seriö mussen ufänken, all déi verschidde steierlech Schlupflächer zouzemaachen, déi eis Legislatioun ëmmer erëm nees schafft - ouni et express ze maachen natierlech. Wéi vill Geld verléiert de Staat un Exoneratiounen, un Abattementen, un Deduktiounen? Alles Wieder, déi nëmmen deene Besserverdéngeer geleeft sinn.

Mir kennen en plus all déi steierlech Verloschter net. Den ehemolegen Direkter vun der Steierverwaltung, den Här Guy Heintz, huet an engem wierklech exzellenten Interview am „Lëtzeburger Land“ vu leschter Woch gesot, d'Steierverwaltung wier primär do u sech, just fir de Steiersaz festzelleen, awer net, fir déi steierlech Verloschter ze berechnen. E bleift awer net do stoen, den Här Heintz, well e seet nämlech net, datt een näischt soll maachen. E mécht souguer e Vorschlag: Et kéint een e Service schafen am Finanzministerium, deen déi Statistiken an Evaluatiounen géif maachen, an domadder kéint een och d'Regierung an d'Parlament besser beroden, fir eng besser Steuerpolitik ze maachen.

An ech mengen, mir bräichten esou séier wéi méiglech esou e Service, fir déi nächst Steierreform duerchzuféieren, wa méiglech. Den Knowhow, deen hu mer och hei massiv zu Lëtzebuerg.

An an deem Sënn géif ech dann och eng Motioun, eng éischt Motioun emol deposéieren, fir esou e Service ze schafen.

#### Motion 9

*La Chambre des Députés,*

- *considérant l'importance primordiale de fonder le débat démocratique sur la fiscalité sur des données précises, détaillées et fiables ;*

- *considérant que les données fiscales généralement disponibles se limitent principalement aux recettes totales ventilées par année et par les différentes catégories de prélèvements obligatoires ;*

- *considérant qu'une ventilation plus précise des données à l'intérieur des différentes catégories de prélèvement obligatoires serait favorable à un débat démocratique éclairé sur la fiscalité ;*

- *considérant qu'une évaluation précise du déchet fiscal des différentes dispositions fiscales existantes ou en discussion fait généralement défaut ;*

- *considérant qu'en l'absence de données fiscales détaillées ou d'un service dédié à l'élaboration de ces données, l'évaluation quantitative des différentes options politiques en matière fiscale est très difficile, y compris en ce qui concerne les mesures proposées par le Gouvernement ;*

- *considérant que les administrations publiques chargées de la collecte des impôts, taxes et autres prélèvements obligatoires ne sont pas mandatées ni outillées pour mener un travail de compilation, de traitement et d'évaluation statistiques,*

*invite le Gouvernement*

- *à créer un service dans l'administration dédié à la saisie, la compilation, le traitement et la publication de données fiscales détaillées, ainsi qu'à l'évaluation quantitative des dispositions fiscales existantes ou en discussion, qui poursuit comme objectif principal d'éclairer le débat public en matière fiscale.*

(s.) David Wagner, Marc Baum.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci.

■ **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Här President, no villem Drock vu verschiddene Parteien aus der Opposition - ech soe bewosst net „vun der Opposition“ - sollen an deem Budget zwou Steiernische reforméiert ginn.

■ **Une voix**.- Tipptopp.

■ **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Déi Éischt betrëfft déi sougenannte Stockoptions, déi duerch de System vun enger sougenannter Prime participative sollen ersat ginn. Ech ginn och dovunner aus, datt déi al Circulaire ofgeschafft gëtt. Et kéint ee laang driwwer sënneieren, ob déi Stockoptions tatsächlech do waren, fir sougenannten Talenter unzezielen. Wéi wa mer hei zu Lëtzebuerg keng jonk Talenter hätten! Ech hunn déi Diskussioun ëmmer e bësse frech fonnt, well et gëtt wierklech immens vill jonk Leit hei zu Lëtzebuerg, déi iwwerdiplo méiert sinn, déi keng richteg Aarbecht fannen. An da maache mer esou komesch Tricker mat de Stockoptions, fir Talenter an d'Ausland sichen ze

goen. Mir hu se hei! An déi Leit, déi sichen eng Aarbechtsplaz, eng fest Aarbechtsplaz! A si froen emol keng Stockoptions. Mee soit.

Ech kann elo net an d'Detailer goen, mee esou, wéi et ausgesäit, kann de Patron am Kader vun enger Ännerung vun de Plaffongen, déi steierentlaascht sinn, bis zu 5 % vu sengem Benefiss un déi Mataarbechter verdeelen, déi hien och wëllt. Mir mengen awer - och wa mer souwisou och géint de Prinzip vun der Prime participative sinn -, datt, wann déi Reform soll gestëmmt ginn, mat deem Budget, mer esou séier wéi méiglech derfir suerge sollen, datt och Personalvertriedunge misste matagebonne ginn.

Déi zweet Reform, déi betrëfft déi bekannt FISen, also déi Fonds d'investissement spécialisés, déi, graff gesot, et erlaabt hunn, datt Immobilien-Avoire quasi net besteiert goufen. Datt déi ugekënnegt Reform elo schonn derzou féiert, datt gréisser Promoteuren hir FISen ofbauen, beweist jo, datt se un Attraktivitéit verluer hunn. Elo sollen d'Plus-waluen ëm 20 % besteiert ginn, also hallef esou vill, wéi se elo kéinte besteiert ginn, mee dat ass an eisen Aen nach ëmmer net befriedegend.

Et gëtt awer nach aner Nischen. Eng dovunner gouf erëm eng Kéier vum Här Guy Heintz an enger Carte Blanche op RTL (veuillez lire: an engem Lieserbrëif op RTL) ugeschwat, an zwar déi, datt en Non-Résident via eng auslännesch Gesellschaft, deen awer hei zu Lëtzebuerg Immobilien huet, net op seng Plus-waluen oder Participatiounen besteiert gëtt. Ech mengen, dat ass bestëmmt genau esou e feste Skandal wéi dee vun de FISen an erëm esou eng Nisch, déi derzou bäidréit, datt d'Wunnengspräisser esou an d'Luucht jauwen.

Mir mengen, datt een déi Nisch soll zoumaachen an datt Lëtzebuerg sech BEPS-konform eng legal Basis soll ginn, fir déi Plus-waluen a Participatiounen uerdentlech ze besteieren.

D'DP seet: „Spekulatioun ass net gutt, mee déi gëtt et an dogéint kann een näischt maachen“. Mir soen: „Dach, et kann een eppes maachen. Wann ee Politik wëllt maachen, wann een d'Muecht huet, da soll een dat och ausnotzen.“

Op jidde Fall deposéiere mer och dozou eng Motioun.

#### Motion 10

*La Chambre des Députés,*

- *considérant que les enceintes internationales et notamment l'OCDE accordent à un État le droit d'imposer les gains réalisés par une personne non résidente à travers l'aliénation d'actions ou d'autres droits ou participations dans une entité, lorsque cette entité tire une certaine partie de sa valeur de biens immobiliers situés dans cet État ;*

- *considérant que le Luxembourg n'exerce actuellement pas le droit d'imposition susmentionné et que cela peut mener à des situations de double non-imposition de ces gains ;*

- *considérant la situation budgétaire difficile dans laquelle se trouve le Luxembourg à cause de la crise sanitaire et considérant que toute recette supplémentaire peut aider à surmonter cette crise ;*

- *considérant que l'attractivité du secteur immobilier luxembourgeois pour des personnes physiques et morales non résidentes, résultant des possibles situations de double non-imposition susmentionnées, peut mener à une pression supplémentaire sur l'évolution des prix immobiliers au Luxembourg,*

*invite le Gouvernement*

- *à proposer dans les meilleurs délais une adaptation du cadre légal qui vise à imposer de manière systématique les gains en capital réalisés par des personnes non résidentes à travers l'aliénation d'actions, de droits ou de participations dans des entités qui détiennent des biens immobiliers au Luxembourg.*

(s.) David Wagner, Marc Baum.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci.

■ **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Här President, et kéint ee vill zum Logement soen. A mir soen oft vill zum Logement, mee vu datt d'Zäit e bësse méi begrenzt ass, wollt ech awer nach e puer Wieder zu deem Amortissement accélére soen.

Ech mengen, ech sinn net deen eenzeg he am Sall, deen déi weider Steierfaveur fir Multipropriétaires deen Dag selwer entdeckt huet, wéi de Budget deposéiert gouf. Ech mengen, hei zu Lëtzebuerg ass et u sech relativ einfach erauszefannen, ob een zum „inner circle“ vun de Privilegiéierte gehéiert, wann een all Mount an der Press - oder, ech weess net, soss enzwousch - vun enger neier Nisch héiert, vun där ee bis elo nach ni iergendeppes héieren hat. Et wier iwwerhaapt gutt, wa mer an der Chamber emol e Relevé géife kréie vun all deene verschiddene fiskalen Nischen. Mech géif et awer brennend interesséieren, well et ass schéin a gutt, ëmmer déi spezialiséiert Press ze liesen, mee et wier gutt, wa mer déi an engem Coup géife kréien.

D'ailleurs, ech hu virun engem Joer eng Motioun deposéiert, déi e bëssen an déi Richtung geet an déi nach iergendwou e bëssen an der Finanzkommission heiansdo vergiess gëtt. Mee doriwwer kënne mer nach eng aner Kéier diskutéieren, mee ech vergiessen dat net.

Bon, engersäits geet deen Amortissement accéléré vu 6 % op 5 % erof, voire 4 %. Dat ass éischter gutt. Mee mir mengen, datt dës Steiernisch misst ganz ofgeschafft ginn, ganz dovunner ofgesinn, datt se net derzou bäigedroen huet, de Logement locatif méi bëleg ze maache fir d'Locataires, mee am Géigendeel zu enger weiderer Erhéijung vun de Logementspräisser bäigedroen huet. Wou also engersäits eng schlecht Iddi fir d'Locataires ofgeschwächt gëtt, gëtt dës schlecht Iddi erëm eng Kéier duerch eng Hannerdier agefouert. An dës Kéier gëtt den Amortissement erëm agefouert, fir energieetesche Renovatiounen.

Bon, dat freet déi gréng, déi an hirer Naivitéit mengen, do géif erëm eppes fir de Klima gemaach ginn.

Géifen déi gréng, fir déi mer jo vill Sympathie hunn, esou wéi fréier erëm e bësse méi politesch ginn a verstoen, wat Kapitalismus bedeit, da géife se agesinn, datt et e falscht Instrument ass fir energieetesche Sanéierung, mee erëm e gutt Instrument ass fir d'Groussbesëtzer, vu datt dat Instrument en plus net fir d'Egegünnung geduecht ass. Dat selwecht gëllt och fir d'Taxe d'abonnement, déi zu Lëtzebuerg scho phenomenal déif ass, ma si gëtt elo nach méi déif gesat fir sougenannt gréng Place-menter. Eng Pseudoëmweltmesure, fir eng richteg weider Steiererlichterung. Besser wier et gewiescht an Zäiten, wou mer esou vill Recettë brauche wéi nach ni, d'Taxe d'abonnement allgemeng méi an d'Luucht ze setzen an déi ze bestrofen, déi klimafeindlech investéieren, andeems se se nach méi an d'Luucht gesat kréien, also genau de Géigendeel ze maachen vun deem, wat vun dëser Regierung gemaach gëtt!

Léif Gréng, et ass net esou an dëser Welt, datt, wann déi Räich an d'Propriétaires manner Steiere bezuelen, datt se herno méi sozial handelen oder méi ekologesch oder méi durabel ginn oder méi fein ginn oder méi léif ginn, well wann Der engem Hai-fësch e Stéck bluddegt Fleesch gitt, da frësst en dat. A wann Der him nach eent gitt, da frësst en dat och. A wann Der net oppasst, dann huet e seng Kollege geruff an da gitt Der matgefrësst. Wéi géife se soen an „The Lord of the Rings“? „One does not simply give tax cuts to the rich.“

Här President, währenddeems d'Regierung d'Klimakris als Virwand hält, fir weider Steierkaddoen un déi Räich an un d'Kapital ze maachen, duerch den Amortissement accélére, duerch aner Steieravantages bei der energieetescher Sanéierung, duerch d'Taxe d'abonnement, ginn awer déi schaffend Leit bestrooft, wa se sech net klimakonform verhalten - Stéchwuert „CO<sub>2</sub>-Steier“. Et ass awer komesch, léif Regierung: Obwuel gewosst ass, datt et grad d'Kapital an déi héich Revenue sinn, déi déi gréisste Klimakiller sinn, kréie grad déi d'Muert, fir sech méi klimafrëndlech ze behuelen. Déi, déi am mannste Schold sinn un der Klimakris, déi schaffend Leit, déi kréien awer keng Muert, déi kréien de Knéppel. A wa se der bis mam Knéppel kritt hunn, da kënnt d'Regierung mat Plooschteren a Form vun der Allocation de vie chère oder mat engem Steierkredit. A vill vun hinne riskéieren, trotz deene Plooschteren, weider Geld ze verléieren.

Här President, de Problem mat der CO<sub>2</sub>-Steier ass, datt et déi falsch treëft an och net zu enger wierklech konsequenter Senkung vun den CO<sub>2</sub>-Emissiounen wäert bäidroen. De Problem ass deen an dat berechent jo och d'Chambre des Salariés - iergendeen muss dat jo maachen -, datt grad déi, déi am batterste vun der CO<sub>2</sub>-Steier beträff sinn, och wa se vum Aarbebüro Sue kréie kënnen - dat ass d'Allocation de vie chère -, nach manner Chancé wäerte kréien, fir genügend Kapital ze hunn, fir aus knaschtegen Technologien erauszekommen. Just eng kleng Saach viwech: Ech fannen awer och, datt d'Regierung sech net soll ze vill domadder bretzen, datt d'Äféierung vum gratis ëffentlechen Transport op hirer Mësch gewues wier an datt dat och nach eng grouss Iddi war, fir d'Klimaziler ze erreechen, well ech ka mech ganz gutt un zwee Ministeren erënneren, déi mer erkläert hunn, ech mengen et war 2017, wou mer eng Motioun deposéiert hatten, fir de gratis ëffentlechen Transport anzeféieren, ënner anerem och aus Klimaursachen, do krute mer vun zwee Ministeren erkläert, dat wier alles Quatsch. Déi zwee Ministeren, et waren déi selwecht wéi elo, déi hu geheescht Pierre Gramegna a François Bausch - a François Bausch! Ech wëll just d'Leit drun erënneren: De gratis ëffentlechen Transport, deen ass géint de Wëlle vun deene Grénge duerchgesat ginn - géint de Wëlle vun deene Grénge duerchgesat ginn! An ech mengen, datt den Drock, dee mer ausgeübt hunn, wierklech eppes domadder ze dinn hat.

Mee währenddeems d'Gratuitéit vum ëffentlechen Transport an der Festleung vum Index bäibehale gouf, ass awer anerersäits d'CO<sub>2</sub>-Steier net mat dran aberechent. Mir als Lénk sinn awer der Mee-

nung, datt déi Neutraliséierung vun der CO<sub>2</sub>-Steier am Index eng staark antisozial Mesure ass an e Gefuddels mat der Präisdeierecht.

Dofir, Här President, wëll ech och hei nach eng Motioun deposéieren, an där mer fuerderen, datt d'CO<sub>2</sub>-Steier och an den Index integréiert gëtt.

#### Motion 11

*La Chambre des Députés,*

- *vu l'introduction en 2021 d'une « taxe CO<sub>2</sub> » sur les produits énergétiques à hauteur de 20 € par tonne de CO<sub>2</sub> et dont le montant sera porté à 25 € en 2022 respectivement à 30 € en 2023 ;*

- *vu l'article 8 paragraphe (2) de la loi budgétaire qui dispose que la « taxe CO<sub>2</sub> » perçue sur les produits énergétiques vient en déduction des prix de ces biens relevés par le Statec pour rétablissement de l'indice des prix à la consommation publié sur la base 100 au 1<sup>er</sup> janvier 1948 ;*

- *considérant que cette déduction signifie la neutralisation, au niveau de l'échelle mobile des salaires, de l'impact de la hausse des accises sous forme de taxe CO<sub>2</sub> ;*

- *considérant que cette neutralisation augmentera l'écart entre l'indice des prix et l'indice neutralisé et fera reculer la prochaine tranche indiciaire de plusieurs mois ;*

- *considérant que les augmentations subséquentes du montant de la taxe CO<sub>2</sub> augmenteront l'écart entre l'indice des prix et l'indice neutralisé encore davantage ;*

- *considérant que l'échelle mobile des salaires est un instrument préservant le pouvoir d'achat des salarié(e)s et des retraité(e)s,*

*invite le Gouvernement*

- *à faire les modifications législatives nécessaires afin d'inclure la hausse des prix des produits énergétiques due à l'introduction de la taxe CO<sub>2</sub> dans le mécanisme de l'échelle mobile des salaires.*

(s.) David Wagner, Marc Baum.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci.

■ **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Här President, sinn déi sozial Mesuren, déi d'Regierung geholl huet, wierklech esou sozial? Déi 10 % Erhéijung vun der Allocation de vie chère ass a Wierklechkeet keng richteg, well zanter 2009 ass déi Allocation net vollstänneg un den Index adaptéiert ginn. Déi 10 % maachen d'Entkoppelung vum Index also knapps wett. D'Mindestlounerhéijung, dat ass déi, déi am Gesetz virgesinn ass, fir sech un déi generell Präisentwécklung ze adaptéieren. Et wier e Skandal gewiescht, déi net unzuhuelen, mee et ass nach bei Wäitem keng richteg Mindestlounerhéijung, also et ass kee grouse Worf. Et ass just de Minimum syndical, dee gemaach ginn ass.

An eng aner Saach, wou d'Leit Geld verluer hunn a wou een och op d'Regierung waart: d'Famillenzoulagen, déi och vum Index ofgekoppelt ginn, obwuel d'Regierung de Gewerkschafte schonn am Joer 2014 versprach hat, déi Zoulagen erëm un den Index ze koppelen. Dat heescht, datt zënter 2014 d'Famillien ëm 7,7 % un Zoulage verluer hunn. Fir dat erëm gutt ze maachen, deposéieren ech dann och hei nach eng Motioun, déi d'Regierung oprëfft, sech un dat ze halen, wat se versprach huet, an d'Desindexéierung vun de Famillenzoulagen ze kompenséieren mat enger direkter Erhéijung vu 7,7 %. Dat misst de Staat 74,5 Milliounen kaschten, also e Véierel vun engem Militärsatellit, fir a grénge Sprooch ze schwätzen.

An der Motioun fuerdere mer, dovunner ofgesinn, datt d'Zoulagen och ab elo weiderhin un den Index gebonne ginn.

#### Motion 12

*La Chambre des Députés,*

- *considérant,*

• *que certaines mesures sanitaires de lutte contre la pandémie de la Covid-19 ont des dégâts économiques et sociaux dont notamment le renforcement des inégalités touchant les ménages avec enfant(s) à charge ;*

• *que les réformes des prestations familiales engagées depuis 2006 ont eu pour conséquence une diminution du pouvoir d'achat des ménages avec enfant(s) à charge bien avant l'émergence de la pandémie de la Covid-19 ;*

• *qu'une revalorisation des prestations familiales et leur adaptation automatique à l'index est un instrument important pour renforcer le pouvoir d'achat des ménages avec enfant(s) à charge et pour éviter des pertes de pouvoir d'achat à venir ;*

• *qu'en 2014, le gouvernement a promis dans un accord avec les syndicats la réintroduction d'un mécanisme d'adaptation automatique des prestations familiales à l'index ;*

• *que ce mécanisme fait toujours défaut ce qui a provoqué une cumulation de pertes de pouvoir d'achat des ménages avec enfant(s) à charge à travers les années,*



- vu la proposition de loi du 28 octobre 2020 de la Chambre des Salariés concernant la revalorisation des prestations familiales,

invite le Gouvernement

- à appliquer une revalorisation minimale immédiate de 7,7 % de toutes les prestations familiales qui correspond à une prise en compte de l'évolution des prix depuis 2014 et faisant passer l'allocation familiale de 265 à 285 euros ;

- à réintroduire sans délai un mécanisme d'adaptation automatique des prestations familiales à l'évolution des prix.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

■ **M. David Wagner (déi Lénk).** - Här President, all déi Fuerderunge sinn, aneschtens wéi d'Steier-erlichterunge fir déi Räich, keng Kaddoen, mee just gerecht Mesuren, fir deene schaffende Leit de Minium zréckzeginn, wat hinnen zeguttkënn.

Am Kader justement vum Projet de loi vun der Erhéijung vum Mindestloun ass e puermol déi Expressioun gefall, et misst een de Mindestlounempfänger, déi manner schwaach sinn, ënnert d'Äerm gräifen, oder ech weess net méi ganz genau, wat fir en Term gebraucht gouf.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Mindestlounempfänger si keng schwaach Leit. D'Mindestlounempfänger si Leit, déi schaffen. D'Mindestlounempfänger gehéiere warscheinlech zu deene Leit hei am Land, déi am meeschte schaffen. D'Botzfraen - kann ee mir erklären hei am Sall, wéi ee ka justifizéieren, datt eng Botzfra, déi fierchterlech vill schafft, méi meeschtens wéi déi aacht Stonnen, déi vum Gesetz virgesi sinn, an de Rescht en plus net bezuelt kritt, datt déi mat engem onqualifizéierte Mindestloun muss auskommen? Stellt lech emol vir, mir hätte keng Botzfraen. Mir géifen am Dreck liewen. Mir all. Si hunn eng immens Utilitéit. Eng Botzfra huet eng immens Utilitéit! An datt mer nach ëmmer hei toleréieren, datt esou Leit, déi wierklech richtig schaffen, mat engem Mindestloun ofgespeist ginn, datt ass irresponsabel! Dat ass net akzeptabel! An et ass kee Kaddo, wann een hinnen den Index gëtt, wann een de Mindestloun erhéicht. An ech menge souwisou, eng Botzfra verdéngt vill méi wéi de Mindestloun, vill méi.

An all déi Leit, déi um Bau schaffen, wat verdéngen déi? Wat géife mer maachen ouni déi? Déi sinn och no um Mindestloun. An déi ginn och drangsaléiert op der Aarbecht. An d'Aarbechtsrecht gëtt net kontrolléiert, dat wësse mer jo och all. Ma wat géife mer ouni déi Leit maachen? Wat géife mer bauen ouni all déi Leit? Ech mengen, et däerf een net vergiessen, datt et grad si sinn, déi de Kuch baken.

An, jo, virdrun hat den Här Engel gemengt, et wier e bësse schockant gewiescht, datt ech an engem Kloertext d'Finanzplaz mat engem Monster verglach hunn. Ech war net ganz inspiréiert, ech hätt och kënnen „e Béischt“ soen, „e Werwolfe“, ech weess net. Mee bon, ech sinn net ëmmer topp. Jo, ech stinn derzou. Je persiste et je signe. An an deem Kontext: Ech hunn ëmmer den Androck, datt mir hei an dëser Chamber ëmmer missten der Finanzplaz Merci soen. Ech soen deene Leit Merci, deene klengen Hänn, ville jonke Leit, déi fir d'Finanzplaz schaffen, déi och meeschtens guer net vill verdéngen, also op jiddwer Fall net dat verdéngen, woufir se schaffen oder woufir anerer eppes domadder verdéngen.

Mee ech mengen, wann ee wierklech muss Merci soen, da muss een deene Leit Merci soen, déi wierklech do ware während dëser Kris, virun dëser Kris a mat deene mer aus dëser Kris wäerten erauskommen, an dat sinn eeben d'Leit aus dem Fleege-secteur, Gesondheessecteur, datt sinn d'Leit vum Botzpersonal, datt sinn all déi Leit, déi derfir surgen, datt mer kënnen akafe goen, dat sinn all déi Leit, déi un de Limitte schaffen, an dat sinn all déi Leit, déi sech keng Wunneng méi kënnen leeschten, wéinst der Spekulation, déi op der Finanzplaz fabrizéiert gëtt a wou net gehandelt gëtt vun dëser Regierung. Dat sinn all déi Leit, deene musse mer Merci soen! An ech soen lech ganz éierlech: Der Finanzplaz soen ech net Merci. Dat iwwerloossen ech der Regierung.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wagner.

■ **M. David Wagner (déi Lénk).** - An Dir hutt verstanen, datt mer dëse Budget net matdroen.

(Brouhaha)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Den nächsten age-schriwwene Riedner ass den honorablen Här Sven Clement.

(Brouhaha)

Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass am Moment schwéier, wann net souguer onméiglech, virausze-

soen, wéi déi nächst Wochen a Méint ze maachen an ze packe sinn. Dëst si mer eis alleguerte besosst a mir hunn dat och am Hannerkapp behalen, wéi mer dëse Budgettext analyséiert hunn. Ech soen dofir hei dem Rapportier grad wéi dem Minister Merci fir hir ausféierlech Erklärungen zu engem Text, deen dach an der Incertitude entstanen ass.

Mee och wann et schwéier ass, musse mer eis Recettë fir dat kommend Joer andeelen an ofschätzen, wat mer u Sue brauchen, fir eist Land och nach duerch de Rescht vun dëser Pandemie ze bréngen. D'Politik muss och an dëse schwéieren Zäiten e Plang hunn. De Plang vun der Regierung läit elo vir. An och wa mer mat ville Mesuren averstane sinn, esou bleiwen awer Kriticken a Froen op, op déi ech dann hei wëll agoen.

Fir d'éischt wëll ech awer op déi verschidde wichtege richteg Mesuren agoen, déi mir Piraten ënnerstëtzen.

Mir Piraten fannen et gutt, datt ab dem nächste Joer eng elektronesch Steierkaart soll agefouert ginn, déi den Aarbechter net méi muss all Joer un de Patron schécken. Et ass eng kleng Mesure, mee et spuert vill Pabeier, entlaascht d'Steierverwaltung a spuert soumat Suen op allen Niveauen.

Mir fannen et och gutt, datt de Plaffong fir d'Be-steuerung vum Revenu vu Fotovoltaikanlagen erop-gesat gëtt, well mir Piraten si grondsätzlech derfir, datt op all Daach mat südlecher Ausrichtung soll eng Fotovoltaikanlag ubrecht ginn. Hei misst awer och de Staat bei sengen eegene Gebaier mam gudde Beispill virgoen.

Da begrësse mer et och, datt de Logementsbudget erhéicht an de Mobilitéitsbudget héichgehal gëtt.

Ganz positiv ass an dësem Budget och, datt de Justizministère e Budget krut, fir Experten ze bezuelen, déi hëllefe sollen, de Gesetzesprojet fir d'Jugend-schutzgesetz ze iwwerschaffen, well mir wëssen et alleguerten: Den éischten Entworf war mat enger Rei Dispositionen, déi offensichtlech géint d'Kanner-rechter verstouss hunn, schliisslech alles anescht wéi zefriddestellend.

Datt de Bildungsminister an e Service spécial investéiere wëllt, fir et de Kanner aus dem Ausland méi einfach ze maachen, fir an eistem Schoulsystem Fouss ze faassen, kënnen mer och grondsätzlech ënnerstëtzen. Mir wëllen awer umierken, datt et wichtege ass, datt dëse Service bei der Integration vum de Kanner hëllefe soll an net, esou wéi et zum Beispill bei verschiddene Centres de compétences de Fall ass, derzou féiert, datt dës Kanner duerno deelweis vum Rescht vun de Schüler getrennt ginn. Dat ass eng Entwécklung, déi eis Suerge mécht, an do sollte mer oppassen, datt mer ënnert dem Deckmantel vun neien a moderne Begrëffer net e Réck-schrëtt maachen, wat d'Inklusioun ugeet.

Leider ginn et awer nach vill méi Saachen, mat deene mer net d'accord kënnen sinn. Fir d'alleréischte hätte mir Piraten eis gewünscht, datt dëse Budget op méi ofziilt wéi nëmmen de Status quo. No groussen Ukënnegungen um Niveau vum Klimaschutz a méi sozialer Gerechtegkeet fält de Bilan hei éischter ernichternd aus. De Finanzminister huet ganz richtig gesot, datt aussergewöhnlech Zäiten och aussergewöhnlech Mesuren erforderen. Vill Aussergewöhnlech gesinn ech hei awer net.

Fänke mer mat der kontroverster Mesure un, der CO<sub>2</sub>-Steier. Mir Piraten fuerdere méi aktiven Asaz vun der Regierung, wat de Klimaschutz ugeet. Dofir si mer am Prinzip och averstane mat enger Steier, déi op dem Ausstouss vun CO<sub>2</sub> baséiert. Allerdéngs hätt hei misse séchergestallt ginn, datt dës Mesure net déi Leit trëfft, déi um Enn vum Mount souwisou scho virbäi an hannerwidder sinn. Jo, d'Regierung huet ugekënnegt, d'Allocation de vie chère ëm 10 % an de Crédit d'impôt ëm 96 Euro ze erhéien. Dësen Ausgleich geet duer, fir mat engem Auto, deem am Schnëtt 6,5 Liter op 100 Kilometer géif verbrauchen, 27.000 Kilometer am Joer ze fueren. Een, deen also zu Wolz wunnt an an der Stad schafft, ass domadder net méi wäit gefuer wéi vun doheim op d'Schaff. Do derbäi kommen dann nach d'Trajecten an de Supermarché oder soss enzwoosch an net ze vergiessen den Heizungsmazout.

Leit mat Sue kënnen sech nei an effizient Autoe leeschten a müssen heefeg och nach manner Kilometeren fueren, well se sech en Haus oder eng Wunneng méi no bei hirer Aarbecht leeschte kënnen. Wiem d'Sue feelen, dee muss dezentral wunnen, kann do oft net vun engem séieren an enk getakten éffentlechen Transport profitéieren a muss sech mat sengem alen Auto zefridde ginn, well d'Suen einfach net duergt fir en neien. Dës Leit kënnen sech och mat den aktuelle Primme keen Elektroauto kafen oder hiert Doheim méi energieeffizient maachen. Si wäerte weider mat hirem alen Auto bis op d'Aarbecht fueren an och weider mat Mazout hëtzen, well eng modern Pelletsheizung an onerreechbare Luxus ass.

Déi Leit, déi elo schonn net iwwert d'Ronne kommen, wäerten duerch déi nei CO<sub>2</sub>-Steier nach méi an d'Strüeweile kommen. Den Ausgleich, deen d'Regierung proposéiert an als Sozialmesure verkafe wëllt,

geet einfach net duer. Dat nennt een nämlech: mat där enger Hand huelen, wat ee mat där anerer gëtt. Ouni also en appropriéierten Ausgleich, deen net just duerget, wann een en neien Hybrid firt, mee och d'Méikäscht beim Heize matabezitt, kënnen mer hei net vun enger sozialverträglicher Klimapolitik schwätzen.

Allgemeng huet d'Regierung Problemer, hir Mesurë sozialgerecht ze gestalten. Wat d'Primmen an d'Subsiden ugeet mengt d'Regierung et oft gutt, mee ënnerstëtzt am Endeffekt awer just déi Leit, déi souwisou scho genuch hunn. Dat geet vun der Primm fir d'Elektroautoen, déi mer schonn e puermol heibannen ugeschwat hunn, bis zum super-reduzierten TVA-Taux vun 3 %, wann ee säin Haus besser isoléiert. Dës Mesurë sinn am Fong gutt, mee si hëllefen deene Leit näischt, déi sech keen Eegenheem kënnen leeschten an net all fënnef Joer en neien Auto kënnen kafen. Ech soen et nach eemol: Mir Piraten stinn hannert dem Prinzip vum Pollueur-payeur a mir si fir eng CO<sub>2</sub>-Steier. Mee dës Steier muss esou konzipiéiert sinn, datt se net nach méi sozial Ongerechtegkeeten hei am Land schafft! Mir wëssen alleguerten, datt mer hei scho genuch Problemer hunn, a kënnen d'Ongläichheeten dach elo net nach eegenhänneg onforcéiert verschäerfen. Dofir kënnen mer dës Mesure, sou, wéi se hei presentéiert ass, net ënnerstëtzen.

Dat eenzeg, wat eis an dësem Kontext tréisch, ass de Fait, datt d'Präisser vum Mazout, Bensinn an Diesel am Moment duerch d'Coronakris extreem niddreg sinn, also och mat der neier Steier nach net un d'Präisser vu virun der Kris erukommen. Dat gëtt eis Zäit, fir an de kommende Méint hei nach déi dréngend néideg Upassungen ze maachen. A mir hoffen, datt d'Regierung sech hei wäert asiichteg weisen an Entlaaschtunge fir sozial schwaach Menagen nokommen.

Datt d'Bensinnspräisser aktuell esou niddreg sinn, wäert awer och en Afloss op d'Effektivitéit vun dëse Mesuren hunn. Eigentlech geet et jo dorëms, d'Präisser ze hiewen, fir en Ureiz ze schafen, fir d'Leit derzou ze beweegen, den éffentlechen Transport ze huelen oder méi heefeg zu Fouss ze goen, mam Vélo ze fueren, bref, anescht wéi mam motoriséierten Einzelverkéier ënnerwee ze sinn, fir esou héich Präisser un der Zapsail ze vermeiden. Et ass dofir net unzuhuelen, datt dës Mesuren am Joer 2021 schonn e signifikativen Afloss op de Konsum vun de Leit wäerten hunn. Dat bedeit leider awer och, datt den Impakt op d'Klima limitéiert wäert sinn. Mee ëmmerhi wäerten d'Suen aus där neier Steier fir eng effektiv Klimapolitik benotzt ginn, also dat hoffe mer elo emol, genee wësse mer dat nämlech net esou wierklech. Leider ass nämlech nach ëmmer net ganz kloer, wat mat deene Suen herno konkret gemaach gëtt.

Och d'BCL seet an hirem Avis zum Budget, datt hir d'Detailer zu den Dépense vum der CO<sub>2</sub>-Steier feelen an datt de Budget misst méi detailléiert iwwert déi verschidde Mesuren an hir Konsequenzen oplären. Dat ass näischt Neies, dat bedauere mer all Joer, mee leider probéiert d'Regierung alljoers, mat schéinen Zuelen ze beandrooken, ouni déi konkret Informatiounen iwwert den Asaz vun de Gelder ze ginn.

Här President, d'CO<sub>2</sub>-Steier ass leider net déi eenzeg Mesure aus dësem Budget, déi Deel vun enger ambitionéierter Klimapolitik soll sinn an am Endeffekt awer nëmmen e limitéierten Effekt op d'Ëmwelt, mee dofir awer e groussen Impakt op d'sozial Ongerechtegkeet wäert hunn. Do ass jo nach déi nei Tax d'abonnement fir gréng Fongen.

Mir haten am Oktober déi grouss Diskussioun iwwer méi Steiergerechtegkeet hei am Land. Dee Moment sot ech, datt et net ze erklären ass, datt ee bei Fongen nëmme muss een Honnertstel Prozent Steiere bezuelen. Elo huet d'Regierung nogebessert an ab nächstem Joer muss ee vun all Fong dann elo sage und schreibe 0,05 % Steiere bezuelen.

Mee datt elo nëmme keen op der Finanzplaz a Panik verfält, datt et vläicht ze vill Steiere géife ginn: Et gëtt am Budget jo elo déi nei Disposition, fir Fongen, déi zu 50 % aus grénge Produite bestinn, dann awer nëmme mat ganz, ganz sozialen 0,01 % ze besteieren. Esou sollen dann d'Finanzinstitute motivéiert ginn, fir mat méi nohaltegen Aktien an Obligationen ze handelen. Privatleit a Betriber hei am Land musse ronn 3.000-mol méi héich Steiere bezuelen op hir Salären an hire Gewënn. Esou gesäit sozial Gerechtegkeet net aus!

An dann ass jo och nach d'Gefor vum Greenwashing, och wann eis de Finanzminister do net zoustëmmt - a sengen Aen ass et jo Green Promotion -, well wat ass dann iwwerhaupt e grénge Finanzproduit? Ass dat zum Beispill e Produit, deen de Climate Finance Label LuxFLAG kritt huet? Vläch.

Sechs Produite kruten dee Label, wann ech d'Lëscht vum September vun dësem Joer kucken. Dat kléngt op den éischte Bëck net schlecht. De Problem ass awer, datt dës Produiten ënner anerem vun Investmentfirme wéi BlackRock gemanaged ginn. BlackRock ass weltwäit fir hir mënschen- a ëmweltfeindlech Geschäftspolitik bekannt. Si in-

vestéiere méi wéi 6 % vun hire Suen an ExxonMobil. Dank dësem Gesetz wäerte BlackRock a Co 50 % vun engem Fong a Pétrolsfirmen, Kuelekraaftwierker a Waffe stieche kënnen an trotzdeem nach vun dëser Steiererlichterung profitéieren, soulaang déi aner 50 % ëmweltfrëndlech ugeluecht sinn. Sécher, 50 % Pétrol si besser wéi 100 %. Mee ass e Fong, mat deem zur Hallschent a klimaschiedegend Firmen investéiert gëtt, wierklech gréng? Fir mech ganz kloer: nee!

Wat mer hei hunn, ass alt nees net méi wéi e Steier-schlupflach fir déi Räich, eng Méiglechkeet, fir weider vun engem extreem niddrege Steiersaz ze profitéiere fir déi, déi sou vill Suen hunn, datt se sech et leeschte kënnen, einfach emol en Deel dovunner net ze benotzen an a Fongen ze investéieren. All deenen anere gëtt gesot, datt elo net de Moment ass fir eng Steierreform. D'Wittfraen a -männer, déi, nodeems se hire Partner verluer hunn, méi héich besteiert gi wéi virdrun, musse waarden.

D'Piraten fuerdere säit Joren eng Steierklass fir jidderen a freeë sech, datt de Budgetsrapporteur do där selwechter Meinung ass. D'Steierreform ass dëst Joer net komm. An deemno wéi laang eis de Covid och d'nächst Joer nach wäert an Otem halen, wäert se dann och nach e puer weider Joren op sech waarde loossen. Mee déi Räich kënnen hir Suen a vermeintlech gréng Fonge parken a vun engem weidere Steierschlupflach profitéieren, e Schlupflach, dat duerch e gréngen Ustrach als Ëmweltmesure duerchgoe soll, mee virun allem eng Mesure fir eis Finanzplaz ass.

Wat allgemeng déi gréng Politik vun der Regierung ugeet, wëll ech hei just kuerz ervirhiewen, datt bis 2024 eng Erhéijung bis op 0,72 % vum PIB um Niveau vum Defensebudget geplangt ass. Jo, bref, d'Uniforme sinn zumindest gréng.

Här President, d'lescht Joer hat ech während menger Budgetsried schonn eemol drop higewisen, datt en héije Budgetsposen net onbedéngt zu enger Verbesserung um Terrain féiert. Deemoools hat ech kritiséiert, datt de Klimafong zwar an de vergangene Joren ëmmer e grouss Budget hat, mee mat engem groussen Deel vun de Suen näischt gemaach gouf.

An dësem Budget sinn elo 11 % méi fir de Logementressort virgesinn. Dat ass e gudden Ufank, wann dann och wierklech eppes mat de Sue gemaach gëtt. Ob 11 % duerginn, fir den aktuellen Eerausforderunge gerecht ze ginn, ass eng aner Fro. Warscheinlech net, mee mir loossen eis gäre vum Géigendeel iwwerzeegen. Mee d'Zuele schwätzen eng kloer Sprooch.

Fir de Fong fir Konstruktiounen sinn 2021 insgesamt 150 Milliounen Euro virgesinn. Zum Verglach: Rezent, de Moien, huet een op enger grousser Internetplattform en eefel Ar Bauterrain zu Ueweraanwe fonnt, dee ronn 2 Milliounen kascht. De Staat kéint also higoen an dëst Joer aacht an ee Véierels Hektar Terrain zu deem Präis kafen, awer näischt méi drop bauen, well d'Sue wiere fort. Soe mer, e géif d'Hallschent dovunner kafen, dann hätt en nach e puer Suen.

Mee an deene meeschte PAGen hu mer dann Densitéitsbeschränkungen. Wa mer net grad um Kierchbiere bauen, si mer da limitéiert op iergendeppes zwëscht 20 a 25 Unitéiten den Hektar. Dat heescht, wa mer och nach déi aacht Hektar hätten a mir géifen all d'Suen investéieren, fir dorop ze bauen, kéinte mer maximal 200 Unitéiten do dropsetzen. Ech loossen déi Zuele emol am Raum stoen, fir einfach de Kontext ze ginn, datt 150 Milliounen zwar gutt kléngt, 11 % besser kléngt, mee et am Endeffekt eng Dréps op e gliddege Steen ass.

Dat wier, wéi gesot, en Ufank, awer och nëmmen, wann dës Projekte séier géife realiséiert ginn, well, si mer éierlech: Wat d'Plangen an d'Baue vu groussen Bauprojeten ugeet, hu mer hei zu Lëtzebuerg net dee beschte Bilan virzeweisen. Et dauert einfach ëmmer alles ze laang a gëtt duerch Verzögerungen dann awer nach e bësse méi deier wéi geplangt.

Dofir hei nach eemol den Appell, net nëmme schéi Mesuren um Pabeier ze presentéieren, mee se herno an d'Wierklechkeet ëmzesetzen.

Dat zielt och an de Beräicher Mëttelstand an Tourismus, wou de Budget och d'nächst Joer soll héichgehal ginn a wou de Budget fir d'Entwécklung vum Tourismussecteur versiwefacht gëtt. Mir begrëissen d'Ënnerstëtzung vun dëse Secteuren, déi schwéier getraff goufen, an hoffen, datt déi extra Ausgaben herno och wierklech do ukommen, wou se gebraucht ginn.

An dat zielt och am Beräich vun der Digitalisation, wou de Budget fir Seminairen a Journées d'études zéngmol méi héich ass wéi nach 2020. Bei esou héije Budgetsposen mussen dann herno och einfach Resultater ze gesi sinn.

Ech kéint elo nach weidermaachen, mee ech mengen, de Message ass kloer. An alle Beräicher musse dës héich Ausgaben de Leit um Terrain hëllefen an et mussen herno och konkret Resultater erauskommen.

Grad an der aktueller Situatioun seet d'Politik gären, datt se keen am Stach léisst, datt mer solidaresch duerch dës Kris ginn. Jo, et goufen eng ganz Rei Aïdë fir déi verschidde Secteuren op d'Bee gestalt - mir wäerten déi nächst Deeg der nach e puer ze stëmmen hunn -, mee jidderee weess, datt Selbststänneger aus de Beräicher Kultur, Commerce oder Horeca och mat den aktuellen Aiden um Strueweile sinn.

Grad, wat d'Kultur ugeet, ass et wichteg, jonke Kënschtler, Museker, Dänzer a Schrëftsteller wärend dëser Kris Perspektiven ze bidden, wa mer net wëllen, datt mer no der Kris eng ganz Generatioun u jonke Kulturschafende verluer hunn, well hir Existenzängschte wärend der Pandemie esou grouss waren, datt se decidéiert hunn, hirer Leidenschaft net méi nozegoen an en aneren, méi sécheren Job ze wien. Eng Gesellschaft ouni Konscht, Musek a Literatur ass eng Maschinn. Si ka produzéieren, mee si reflektéiert net a si stellt sech net a Fro.

An esou enger Gesellschaft gëtt och de Mënsch zu enger Maschinn an esou wëlle mer net liewen. Dofir ass et wichteg, datt mer an d'Kultur investéieren, an dat besonnesch wärend der Kris, mee och doriwwer eraus. Mir begreissen dofir ausdrécklech all d'Ausgaben, déi a Covidhëllef fléissen am Beräich vun der Kultur an och an allen anere Secteuren. Mir hunn an dësem Haus fir all dës Mesurë gestëmmt, déi de Betriber an de Privatleit duerch d'Coronazäit sollen hëllefen. A fir eis ass et dann och essenziell, datt net nëmmen de Chômage partiel, mee och aner Covidhëlfe iwwert den 31.12. eraus verlängert ginn.

Mir stéieren eis awer e bëssen un der Duerstellung, datt dës Covidaiden Investitiounen wieren. Dës Hëllef sinn awer keng Investitiounen, si erhalte just de Status quo. Si suergen derfir, datt esou mann wéi méiglech Leit net méi vun hirer Aarbecht liewe kënnen a sou mann wéi méiglech Geschäfte musse faillite umellen. Ënner enger Investitioun verstinn ech eng Ausgab, mat där een eppes Zousätzlech fir d'Zukunft erreeche wëll. Datt hei sinn Nouthëlfe. Domat probéiere mer, esou gutt et geet, de Status quo ze erhalen. Kommt, mir sinn do éierlech mat eis selwer! Doriwwer eraus brauche mer an Zukunft Mesuren, déi méi cibléiert sinn an nach méi spezifesch déi grouss Problemer hei am Land viséieren. D'Investitiounen mussen héichgehalte ginn a mussen héichgefuer ginn.

Mee niicht Investitiounen geet et net duer, Geld auszeginn, et muss een och derfir suergen, datt d'Staatsfinanze gesond bleiwen. De Finanzminister huet gesot, datt keen déi aktuell Kris hätt kënnen virausgesinn. A jo, Här Minister, Dir hätt absolutt Recht! Keen heibannen a warscheinlech och déi weénegst Leit op der Welt hätte sech dës Pandemie virstelle kënnen. Mee mir wousste jo awer, datt d'Wirtschaft zycklech ass, datt op gutt Phasen och emol schlechter géife kommen. Dofir hu mer an de vergaangene Joren ëmmer gesot, datt mer eis gewünscht hätten, datt d'Regierung Sue géif op d'Säit leeë fir méi schlecht Zäiten, amplaz mat der Strenz iwwert d'Land ze goen. Elo hätte mer dës Sue gutt gebrauche kënnen. Fir dës Feeler keng weider Kéier ze maachen, musse mer, soubal et eis nees méiglech ass, ufänken, nees e bëssen eppes op d'Säit ze leeë bezéiungsweis eis Scholden ze reduzéieren. Well déi nächst Kris ass just eng Fro vun der Zäit!

A wéi d'Madamm Hansen och schonn erkläert huet, hu mer hei gesinn, wat mat eiser prozentualer Schold geschitt, wann eis de PIB an de Keller fält, a wéi séier ee kann eisen Triple-A a Gefor bréngen. Well just op de klammende PIB ze setzen an esou d'Scholden ze relativéieren, schéinzeschwätzen an -zerechnen, ass geféierlech an de Leit Sand an d'Ae gestreet.

Vun der LSAP gouf heibannen de Jeff Bezos an Amazon ugeschwat. Datt de Georges Engel Amazon hei verurteelt, ass awer e bëssen Duebelmoral. Amazon krut 2003, wéi se hei op Lëtzebuerg komm sinn, en Extradeal, wat d'Steieren ugeet. D'EU-Kommissioun huet virun e puer Joer decidéiert, datt duerch deen Deal mat der Regierung mindestens 250 Milliounen u Steieren ze mann bezuelt gi sinn. Wann een also dem Bezos säi Räichtum kritiséiert, da muss een och erwänen, wien de Chef vun Amazon op d'mannst zum Deel derfir ka Merci soen.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Richtig!

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'sozial Ongerechtegkeeten zu Lëtzebuerg klamme weider. Mir gesi momentan net nëmmen de Misär vun den Independanten, déi wäerten hire Buttek oder hir Restaurante mussen zoumaachen, mee och d'Ongerechtegkeet, wat d'Bezuelung vun den essenziell wichtige Beruffer an dësem Land ugeet.

Jo, am Verglach zum Ausland verdéngt eist Santéspersonal gutt, mee d'Käschten, fir zu Lëtzebuerg wunnen a liewen ze kënnen, sinn och extreem héich. Derbäi kommen haart Aarbechtskonditiounen an déi doru gebonne gesondheetlech Problemer, déi net ewechzeschwätze sinn. Dofir brauche mer sou séier wéi méiglech eng grouss ugeluech-

ten Diskussioun iwwert d'Aarbechtskonditiounen an d'Ausbildungsméiglechkeeten am Gesondheets- a Fleegeesecteur. An dofir soen ech och de Kolléeg vun der CSV Merci, datt se dës Sujet op den Ordre du jour setze gelooss hunn. An ech hoffen, datt mer séier derzou kommen an net erëm duerch iergendwellech Urgencemesuren dru gehënnert ginn, fir driwwer ze schwätzen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Budget hätt wéi all Joer kënnen genotzt ginn, fir strukturell Verännerungen unzedriewen, mee dës Chance gouf net genotzt. De Budget orientéiert sech nach ëmmer um PIB an un der Croissance vum Land, obwuel gewosst ass, datt dat, wat dës Zuelen aussoe kënnen, begrenzt ass. Ech kann hei nëmmen der Cour des comptes an hirem Avis zoustëmmen, datt sech d'Politik soll um Bien-être vun de Mënschen orientéieren an net nëmmen um wirtschaftleche PIB.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Just well de PIB an engem Land klëmmt, heescht dat schliisslech net, datt et der Bevëlkerung och besser geet. Dat hunn d'Kolléeg vun déi gréng virun zwee Deeg op hire soziale Medien an enger Grafik scho ganz gutt erkläert. Ech kann hinnen do also just zoustëmmen, wa se soen, datt d'Erhéijung vum Bruttoinlandsprodukt net onbedéngt zu engem bessere Liewe fir d'Leit féiert. Si sinn ëmmer wëllkomm, sech der Opposition unzeschleissen, wa se wëlle méi gerecht Budgetsmesuren afuerderen.

Eis Budgetspolitik sollt dofir net prioritär zum Zil hunn, d'Heicht vum PIB ze erhalen an domadder eisen ongerechte System um Lafen ze halen, mee dës Relanceplang sollt an éischer Linn de Leit dobaussen hëllefen a méi en nohaltegen an inklusive Gesellschafts- a Wirtschaftsmodell virundriewen.

Do wieren och scho kleng Mesuren duergaangen, fir dësem Zil méi no ze kommen. Eng ganz konkret Hëllef fir vill Leit dobausse wier d'Méiglechkeet, e Steierabatement anzeféiere fir Leit mat geréngem bis mëttlerem Akommes, wa se weinst der Pandemie am Homeoffice hu misse schaffen. Aktuell kënnen Leit, déi doheem e Raum hunn, dee se aleng fir hir Aarbecht notzen, do also zum Beispill extra e Raum als Büro ageriicht hunn, vu Steiererlicheitunge profitéieren. Leit, déi keng Plaz doheem hunn, fir e ganze Raum just fir ze schaffen ze notzen, kënnen dëst net. Dat ass an eisen Aen net gerecht! An an deem Kontext reechen ech dofir hei och eng Motioun an, déi fuerdert, datt och déi Leit, déi keen eegene Büro doheem hunn, vun enger Steiererlicherung kënnen profitéieren, wa se vun doheem aus hu misse schaffen.

### Motion 13

*D'Deputéiertechamber stellt fest:*

- dass am Circulaire LIR 105/2 vum 16.03.1998 festgehalten ass, dass d'Frais d'obtention och „dépenses relatives à l'entretien d'un cabinet de travail à domicile“ abegraifen;

- dass am Arrêt vum Tribunal administratif 25655 Follgendes festgehalten ass: « l'utilisation du cabinet de travail déclaré par le demandeur [sert] exclusivement ou de manière prépondérante à acquérir, assurer et conserver des revenus au sens de l'article 105 LIR précité, et à défaut d'autres preuves fournies de manière à justifier que les frais dont il fait état sont exposés dans l'intérêt exclusif ou quasi exclusif de son activité professionnelle »;

- dass de Stateg a sengem Pressecommuniqué n° 15 vum 19. Mee 2020 d'Resultater vun enger Etüd iwwert den Teletravail matgedeelt huet. Aus der Etüd geet ervir, dass den Teletravail sech am Verglach zu 2019 verdräifacht huet;

- dass vill Leit opgrond vun der Covidkris gezwonge waren, méi vun doheem aus ze schaffen, an dobäi Käschte kënnen ugefall si fir d'Heize vu Raim, déi soss den Dag iwwer eidel gewiescht wieren, a fir Bürosmiwelen;

- dass laut Stateg d'Locatairen am Joer 2011 an der Moyenne 83,1 m<sup>2</sup> Wunnraum zur Verfügung stoen haten an dat oft net duergeet, fir ee Raum eenzeg an eleng als Büro ze notzen, esou dass sech an de leschte Méint vill Leit en Aarbechtseck an engem Raum hu missen ariichten, deen och nach fir aner Aktivitéite genotzt gëtt.

Aus dës Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- eng Steiererlicherung am Sënn vum Artikel 105 vum LIR, fir d'Joren 2020 an 2021, och deene Menagen ze erméiglechen, déi keng Plaz fir een eenzele Büroraum doheem hunn, andeems pro Dag, deen eng Persoun vun doheem geschafft huet, e gewësse Forfait fir den Homeoffice vun de Steieren ofgesat ka ginn.

(s.) Sven Clement.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - A wéi mer iwwert déi Homeoffice-Regelung oder iwwert den Abatement fir de Bureau à domicile recherchéiert hunn,

hu mer emol d'Base légale dovunner gesicht. A léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hale mech fir een, dee relativ gutt mat Sichmaschinnen eens gëtt, dee sech am Internet ermëfent an deen eng Anung huet, wéi een Informatiounen, déi ëffentlech misste sinn, géif fannen. Et kéint ee jo souguer dervun ausgeen, datt alles, wat d'Steiere betrëfft, och um Site vun der Steierverwaltung ze fanne wier. Bref, de Bureau à domicile, deen een an de Frais d'obtention kann ofsetzen, baséiert op enger Circulaire vum Direkter vun der Steierverwaltung vun 1998.

Et ass d'Circulaire 105-2. An dës Circulaire steet net um Site vun der Steierverwaltung. Si steet och net op Legilux. Et fënn ee se schlussendlech, wann ee ganz laang sicht, als Upload vun engem privaten Notzer op enger amerikanescher Plattform, fir PDFen ze hosten. Dat muss der Iech virstellen, wien also wëllt wëssen, wat d'Konditiounen sinn, fir säi Bureau à domicile ofzesetzen, muss als Éischt emol wëssen, datt et déi Méiglechkeet gëtt. Da muss e wëssen, mat wéi engen Termen e sicht. An da muss en enger amerikanescher Plattform trauen, datt dat tatsächlech déi richtig Circulaire ass. De User huet och nach derbäigeschriwwen: « Veuillez vérifier si toujours en vigueur. »

Bon bref, mir hunn ugeruff op der Steierverwaltung.

### (Hilarité)

De Mann um Telefon huet eis gesot, jo, dat wier eng gutt Fro, e géif eis zréckruffen. Et huet zwou an eng hallef Stonn gedauert, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bis d'Steierverwaltung eis zréckgeruff huet an eis zu eiser Freed konnt soen: „Jo, déi Circulaire gëllt nach.“ Glécklecherweis hate mer schonn eng Kopie online fonnt, well soss wier et net méi duergaangen, fir d'Motioun matzäiten ze schreiwen.

Här President, aus deem Grond reechen ech eng weider Motioun an, déi de Minister géif opfuere, d'Steierverwaltung ze instruéieren, all aktuell nach géltg Circularen och op hirem Site ze publizéieren.

### Motion 14

*D'Deputéiertechamber stellt fest:*

- dass d'Regierung an hirem Koalitionsaccord festgehalten huet: « Dans le but de débureaucratiser et de rendre plus efficaces les processus administratifs, les efforts entrepris jusqu'à présent en matière de numérisation de toutes les étapes de travail des administrations publiques seront poursuivis et intensifiés, aussi bien en interne qu'en contact avec les citoyens et les entreprises »;

- dass am Circulaire LIR 105/2 vum 16.03.1998 festgehalten ass, dass d'Frais d'obtention och „dépenses relatives à l'entretien d'un cabinet de travail à domicile“ abegraifen;

- dass de Circulaire LIR 105/2 net um Site vun der Steierverwaltung am Recueil de circulaires ze fannen ass.

Aus dës Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- all d'Circularen, déi nach a Vigueur sinn, um Site vun der Steierverwaltung am Recueil de circulaires ze publizéieren, och déi, déi virum Joer 2000 publizéiert goufen.

(s.) Sven Clement.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Am virleschte Punkt wëll ech dann awer weider beim Thema Transparenz bleiwen.

Wéi scho gesot feelen eis nach ëmmer Informatiounen zur CO<sub>2</sub>-Steier, mee awer och zu den Dépense vum de Fonds spéciaux. Hei huet d'Cour des comptes wéi all Joer - et ass e bëssen eng Kassett, déi hänke bliwwen ass -, gesot, datt se méi Informatiounen bräicht, fir d'Situatioun kënnen anzuschätzen. De Premier sot, et misst een, Zitat: „d'Luucht dohinner bréngen, wou et däischter ass“. Ma ech wier frou, wann dann an Zukunft d'Luucht géif op dës onduerchsichteg Fonge geriicht ginn, fir datt d'Cour des comptes an Zukunft hirer Aufgab als Contrôleur och ka seriö nokommen.

Fir selwer haut schonn eppes ganz Konkreetes zum Thema Transparenz bäizetroen, hunn ech awer nach eng weider Motioun an déi betrëfft och e bëssen indirekt d'Chamber. D'Chamber - an da si mer erëm bei den Internetsitten - huet en Internetsite, deen nei gemaach gëtt. A wien d'Avisen zum Budget sicht, dee muss eng Zäitche sichen. An een, deen am Internet géif nom Budget sichen, lant héchstwarscheinlech, éier en um Chamberssite beim Dossier lant vum Budget, um Site vum Finanzministère, dem budget.public.lu. Dofir, Här President, hunn ech eng Motioun matbruecht, déi géif de Finanzministère invitéieren, fir voll Transparenz ze schafen an de Biergerinnen a Bierger, déi sech och fir d'Avise vun der Zivilgesellschaft interesséieren, dës net nëmmen um Chamberssite ze verëffentlechen, mee se och um budget.public.lu zur Verfügung ze stellen.

### Motion 15

*D'Deputéiertechamber stellt fest:*

- dass d'Regierung an hirem Koalitionsaccord festgehalten huet, dass: « De plus, le contenu des sites officiels des administrations publiques sera rendu accessible à tous les citoyens, en le présentant notamment en plusieurs langues, ainsi qu'en langage facile. Les services en ligne des différentes administrations seront conçus de manière à être compréhensibles et faciles à utiliser pour tous les citoyens », an an dësem Sënn och de Site budget.public.lu opgestallt huet;

- dass d'Organes consultatifs des pouvoirs publics zu all Budget een Avis ofginn an dësen ënner anere m d'Chambre des Députés schécken;

- dass och aner Organer an Organisatiounen ewéi zum Beispill d'Lëtzebuergesch Zentralbank een Avis zum Budget kënnen ofginn;

- dass dës Avisen ee wichtegt Instrument sinn, fir d'Deputéiert esou gutt ewéi méiglech iwwer all d'Aspekter vum Budget ze informéieren;

- dass dës Avisen och kënnen den intresséierte Bierger, deen de Budget op verständlech Aart a Weis op budget.public.lu presentéiert kritt, iwwer all dës Aspekter informéieren.

Aus dës Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

1. d'Avise vun de verschidden Organer, déi um Site vun der Chambre des Députés publizéiert ginn, och um Site budget.public.lu vum Finanzministère ze verëffentlechen.

(s.) Sven Clement, Marc Goergen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Eis Bierger si vill méi interesséiert un der Politik, wéi dat heiansdo duergestallt gëtt. Sécherlech ass déi faméis Politikverdrossenheet e Problem, mee dat heescht awer net, datt mer de Leit keng anstänneg an einfach zougänglech Informatiounen sollen zur Verfügung stellen, well mer mengen, et géif ee se jo souwisou net kucke goen, oder wann, da wier een Expert genuch, fir se do ze fannen, wou se ze fanne sinn.

Vill Leit sinn interesséiert a géife sech gären abréngen, mee hinne feelt leider oft d'Zäit, fir dat ze maachen. An dofir sollte mir als Chamber, sollte mir als Politiker iwwert d'Chamber eraus et de Leit esou einfach maache wéi méiglech, fir sech ze informéieren, fir sech ze dokumentéieren.

Ech sinn och doriwwer ganz houfreg a ganz frou, datt de Budgetsrapporter a senger Ried an a sengem Rapport eis Propos vun engem Biergerrot, dee mer jo och als Proposition de loi deposéiert hunn, opgegraff huet an als eng vu sengen Aktiounen proposéiert huet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et géifen nach eng ganz Rei weider Punkte ginn, zu deenen een eppes soe kéint an zu deenen ech och eppes soe wëllt, mee d'Riedezäit vun enger Partei mat zwee Memberen an der Chamber ass begrenzt an de Budget esou déck, soudatt een einfach net op all Punkt agoe kann. An dofir kommen ech dann zum Schluss.

Mir wëssen alleguerten, datt dëst e ganz besonnesche Budget ass an datt 2021 e schwéiert Joer fir Lëtzebuerg an d'ganz Welt wäert ginn. Och wann e Vaccin geschwé prett sollt sinn, esou weess dach awer keen, wéi genau et wäert virgoen. Mir hätten eis virun deem Hannergrond e Budget gewünscht, dee méi ambitionéiert géint d'sozial Ongerechtegkeete virgaange wier an och e méi staarke Fokus op ökologesche Aspekter geluecht hätt. Dës Budget huet zwar e gréngen Ustrach, mee wann een ënnert dës Couche faarf kuckt, gesäit een, datt do net vill ass, wat zur Errechung vun eise Klimaziler bäidréit. Wat een do gesäit, ass méi, wéi de Superreiche gehollef gëtt, fir sech mat falsche grénge Versprechen de Steieren ze entzéien. Mir kënnen eng Rei positiv Usätz an dësem Budget erkennen, mee déi gi bei Wäitem net duer, fir déi offensichtlech Ongerechtegkeeten auszegläichen, déi mat dësem Budget toleréiert, zementéiert an zum Deel souguer nei geschaf ginn. Dowéinst wäerten d'Piraten dës Budget net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Ganz gutt.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll ufänken an dem Budgetsrapporter vun dësem Joer, dem François Benoy, en ausdréckleche Merci soen. Dir hutt e ganz gudden Budgetsrapport gemaach, well Dir hutt eigentlech déi grouss Erausforderungen, deenen eist Land sech ze stellen huet, och genannt, nämlech d'Investissement; Dir hutt genannt eng nohalteg Ekonomie, Dir hutt genannt d'Erausforderungen op sozialem Plang an Dir hutt och zum Schluss erausgehewen stabill Staatsfinanzen, fir eeben déi Relance no dëser Kris kënnen ze maachen. Felicitatioun!



A wat ech extreem appreciéiert hunn: Dir hutt lech och d'Méi gemaach, fir zousätzlech zu Ärer gudder Analys eng ganz Rei vu Recommendationen ze maachen, konkreter Natur. Domat exposéiert ee sech ëmmer, mee et huet een awer de Meritt, dass een, egal wou ee sëtzt - op dëser Säit oder op där anerer Säit vun dëser Chamber -, e Bäitrag geleescht huet am Iddiewettbewerf. An dat ass net nëmmen een, dee sech op dës Deeg fokusséiert, mee dee geet och iwwer déi nächst Méint an iwwer déi nächst Jore weider.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och de Chambre-professionellen, de Beruffskummeren, Merci soen, well déi extreem fundéiert a gutt Analyse gemaach hu vun der aktueller Situatioun vun onse Staatsfinanzen, grad ewéi eng Lëtzeburger Zentralbank, eng Cour des comptes an och en nei geschafene Conseil national des finances publiques. Dat si ganz gutt an déifgräifend Analyse vun dem Staatsbudget a virun allem och vun der Situatioun vun onse Staatsfinanzen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech soen awer gradesou daitlech, wann ech d'Rieden souwuel vun dem Staatsminister virun zwee Méint héieren hunn grad ewéi déi vun dem Finanzminister vu Mëtt Oktober vun der Presentatioun vun dësem Budget, dass ech dann net onbedéngt d'Impressioun hunn, dass een den Eescht vun der Situatioun mat klorem Bléck viru sech huet.

Dat, wat mer héieren hunn, souwuel vun dem Staatsminister wéi och vun dem Finanzminister, dat war fir mech éischter eng Show, eng Show nom Motto - an de Moien ass et eigentlech nach eng Kéier bekräftegt ginn -: „Kuckt emol, mir sinn déi grouss Maacher! Juncker a Frieden, déi hunn d'Land widdert d'Mauer gekéiert, an et trëppelt een nach eng Kéier richtig no. Mir hunn eng kopernikanesch Finanzrevoloutioun vollbruecht!“

An et kënn een dann, wéi een dat och schréfflech am Oktober festgehalen huet: „Lëtzebuerg ass mat gesonde Staatsfinanzen an déi Kris hei eragaangen“, dicit Pierre Gramegna. De Staatsminister Bettel: „Et bleift bei engem historeschen Defizit“ - 4,4 Milliarden -, „dee sech eenzeg an eleng“, ech zitieren de Staatsminister, „duerch d'Kris erkläert.“ Den Här Gramegna, fir nach just ee Saz ze zitieren, dee fiert virun: „De Gesamtvolum vum Stabiliséierungspak ass op 11,2 Milliarden Euro an d'Luucht gaangen!“

Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech ganz kloer: Dës Aussoe si faktuell falsch! Ech wäert dat och an deenen nächste Minutte faktebaséiert - well et ass jo dat, wat ëmmer gefrot gëtt -, beleen.

A wann ech dat soen, dann ass dat keng Schwaarmolerei vun enger CSV. Et ass och keng Austeritéit-sapproche vun enger CSV, wéi eis dat oft vu munchem Majoritéitspolitiker ënnerstallt gëtt. D'Regierung beschreift an eisen Aen eng Duerstellung vun der Situatioun vun eise Staatsfinanzen, wat éischter, opgrond vum Eescht vun der Lag, eng Verschönerungspolitik ass.

Et ass eigentlech wéi bei engem Auto, wou d'Karosserie mëttlerweil kräfteg rascht, jo, schonns zum Deel futti ass an nach versicht gëtt, dat mat engem oppolierte Lack ze vertuschen. An déi kopernikanesch Finanzrevoloutioun, Dir Dammen an Dir Hären, déi riskéiert tût ou tard, sech zu engem richtige „Rohrkrepierer“ ze entwéckelen.

Dat, wat mech bekräftegt huet, fir et de Moien nach eng Kéier ze soen, dat war ganz einfach déi Interventioun vun dem Fraktiounsresident vun der Lëtzeburger Sozialistescher Aarbechterpartei, dem Här Georges Engel. Den Här Engel huet hei eng Ried gehalen, wéi wann d'Sozialisten ni an enger Regierung gewiescht wieren, wéi wann d'Sozialisten ni mat enger CSV regéiert hätten!

Den Här Engel huet dunn herno gesot: „Jo, gesitt Der emol“, an ech hunn et nach eng Kéier verifiéiert mam Marc Spautz, „mat der CSV, do war d'Resultat minus 500. Mat Gambia ass d'Resultat plus 500.“ An da seet en herno: „Cherchez l'erreur!“

Also, Här Engel, mat allem Respekt, mir gesinn eis als CSV net als en Iertum, als eng Erreur vun der Neizäit an der Lëtzeburger Politik. Ech soen lech dat ganz kloer! Dat ass keng Verbattertheet, mee mir stinn ...

**(Interruption)**

... zu de gudden an och zu de manner gudde Resultater vun enger CSV/LSAP-Regierung, enger Regierung Juncker/Asselborn 1 an enger Regierung Juncker/Asselborn 2.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Ech soen lech ganz riicht eraus, Här Engel: Ech mengen, dass munchereen - an ech denken do zum Beispill un den Här Asselborn an ech denken un d'Mady Delvaux a vläicht un anerer, déi heibanne sëtzen -, wéi Der dat gesot hutt, vläicht beschämend an de Buedem gekuckt hätt.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- A wann Der an Ärer Erhabenheet, Här Engel, gären hätt ..., also am Numm

vun der CSV-Fraktioun entschëllegen ech mech dann och fir all dat, wat d'Häre Juncker, Frieden, Biltgen an anerer, déi heibanne sëtzen, dann alles fir d'Lëtzeburger Land falsch gemaach hunn. Ech soen lech dat riicht eraus. Mee si stinn zu deene Leeschtungen, déi se gemaach hunn. An ech mengen, dass och munchereen am Land dat haut och nach appreciéiert.

Op jidde Fall: Déi, déi esou denke wéi Dir, déi zum Beispill e Militärsatellitt awer richtig an de Sand gesat hunn - 140 Milliounen Euro futsch! -, déi zum Beispill sech mat dem Moundstëbs ameséiert hunn - Sue futtil -, déi zum Beispill net opgehalen hunn, fir ze mengen, den CSV-Mief, dee misst eraus, déi, wat hunn déi gemaach? Ma déi hu sech scho längst aus dem Stëbs gemaach!

**(Hilarité)**

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Déi stinn net méi hei op dem Stëbs! Déi stinn och net méi hei op dem Terrain! An déi stinn och net méi zu Ärer Regierung!

Dir Dammen an Dir Hären, wann ech déi Äusserung vun der Lëtzeburger Sozialistescher Aarbechterpartei haut de Moien héieren hunn, dann ... Ech sinn nach net esou laang an der nationaler Politik, mee laang genuch, fir mech kënnen un de Schwanegesang vu Juncker/Asselborn 2 ze erënnere. Do war et och esou!

Wësst Der, wéi et méi enk ginn ass, no engem Mutterter Kongress - deemools war et och eng Kris -, wësst Der wéi et do war? Du waren d'Sozialiste fir all Guddes an der Regierung responsabel, a fir all Schlechtes war et d'CSV. An ech fäerten, fir dem Här Finanzminister an dem Staatsminister hir Partei, d'OP, dass et hinne vläicht eventuell änlech wäert ergoen.

Well um Enn, wann d'Konte gemaach ginn, da wäerten d'Sozialiste d'Land, d'Welt an d'Leit gerett hunn an der Covidkris, obschonn d'Statistiken en eenzege Chaos beleen. An d'Zuele ginn ëmmer méi schlëmm, souwuel, wat de Stierftaux ubelaangt, wéi och, wat d'Zuel vun den Infektiounen ubelaangt am Verglach zu deenen anere Länner. An Dir, Här Gramegna, ech mengen, Dir wäert herno do stoen, deen eenzeg an eleng fir eidel Keese responsabel ass an deen déi meeschte Schold an der Nokrichszeit am Lëtzeburger Land en chiffes absolut wäert gemaach hunn. An, ech mengen, duerfir steet dat Wuert „Rohrkrepierer“ haut méi wéi richtig an dëser Ried.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Dir Dammen an Dir Hären, nun zu de budgetäre Fakten.

„En historeschen Defizit, dee sech eenzeg an eleng duerch d'Kris erkläert“, gëtt gesot. De Gesamtvolum vun dem Stabilitéitspakt: 11,2 Milliarden, ass och op dëser Chambertribün de 15. Oktober (veuillez lire: de 14. Oktober) behaupt ginn, 3,3 Milliarden Euro eleng un Hëllef fir Betriber a soss Leit, déi vun der Kris geplot ginn.

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt jo gesot, ech misst faktebaséiert schwätzen, dat maachen ech och. An ech zitieren, fir dat ze widerleeën, en Avis, Säit 35 - et kann och jiddwereen dat dann noliessen -, vun dem Conseil national des finances publiques, dee vun deenen 989 Milliounen Euro, déi eleng sollten an de Chômage partiel gefloss sinn, dann nach zrëckkënnst a seet: „Mee déi droen net de Remboursement vun den Entreprisë Rechnung.“

An déi Remboursement, Dir Dammen an Dir Hären, wësst Der, op wivill dass déi sech belaf hunn? Op 445 Milliounen Euro! Dat heescht, an där Zuel vun 989 Milliounen Euro, déi ... An ech maachen net d'Injure, fir d'Revue-de-pressé vun all där Zäit ze zitieren, déi och bei der grousser Opinion publique esou eriwewerkomm sinn, dass bal 1 Milliard eleng an de Chômage partiel gefloss wier. Dat ass an der Realitéit eng hallef Milliard - richtig! - manner, eng hallef Milliard, well d'Entreprises dat schonns bis dato zrëckbezuelt hunn.

Da soen ech lech och, dass et net richtig ass, fir ze behaupten, et wiere 4,59 Milliarden Euro u Reporte vu Steieren an d'Sécurité sociale gefloss. Och dat ass net richtig! De Finanzminister beleet et d'ailleurs selwer an Dokumenter, déi en dann, gewollt oder ongewollt, der Finanzkommissioun iwwermëttelt huet, nämlech Enn November.

Wësst Der, wat do vu Reporte geschitt sinn? 605 Milliounen Euro. Also, d'Differenz, ganz kloer: 4,59 Milliarde sinn ugi ginn a 605 Milliounen Euro gouf et Reporte vu Steieren an d'Sécurité sociale.

Dir Dammen an Dir Hären, e Report vu Steiere vun enger TVA - wann de Staat déi méi séier zrëckbezitt, dann ass dat fir mech net e Report. Well esou, wéi den Enregistrement d'TVA, déi geschëlt ass, muss andreiwen, esou huet e gradesou gutt d'Responsabilitéit, fir d'TVA, déi net geschëlt ass, déi also ze vill ofgefouert ass, zrëckzebezuelen, well de Staat huet jo kee Recht drop.

Dir Dammen an Dir Hären, Steieren, Direktsteieren oder Sécurité sociale, och do gëtt gesot: „Mir gi gnädeg mat de Leit ëm.“ Mir kréien aus dem Secteur iwwer déi lescht Woche ganz aner Réckmeldungen. Mir goufe vun de Big Four ugeschwat, dass sech do richtig Dramen ofspillen. Den Här Mosar huet net fir näischt lech, Här Finanzminister ... An ech appreciieren, dass Der mat enger Mënschlechkeet mat Ärer Äntwert un déi Fro vum Här Mosar erugaange sidd.

Wat ass de Problem? Et gëtt effektiv Entreprises, déi iwwer déi Fréijoers-, iwwer déi Summerméint, well se keng Suen haten, déi Avancen, déi geschëlt sinn, opgestockt hunn, mee am Hierscht an am spéiden Hierscht goufen déi awer gradesou mat enger Drasteschkeet agefuert. Dat waren net nëmme Suen, déi opstounge vun den Entreprises, mee wat ass een higaangen, wat sécherlech engem Receveur rechtlech zeguttkënnst? Mee et mécht een eppes, wat d'Leit net do bausse wëssen, a vill Betribsleiter och net, nämlech, dass an der Steiergesetzgebung e sougenannten Appel en garantie, en Haftungsbescheid, kann ausgestallt ginn.

Wat heescht dat? Mee, dass een, dee Gerant vun enger Entreprise ass, am Zweifelsfall och muss, obschonn et zwou verschidde Personnalité-juridique sinn, fir geschëlte Steiere selwer opkommen. A mir krute Saache rapportéiert, a mir hu kee Grond, drun ze zweifelen, wou Leit gesot hunn: „Da sprangen ech!“ Wou Leit gesot hunn - Bierger hei am Land! -: „Da sprangen ech!“, well se keen Auswee méi wëssen!

Wësst Der, wann een näischt huet, well ee säi Betrib net konnt féieren, well de Staat engem e vläicht zougemaach huet, well elo net déi Optrag kommen, déi ee sech erwaart ... Jo, wann een näischt huet, da kann een näischt ginn!

An ech géif lech nach eng Kéier drëm bieden, Här Finanzminister, nach eng Kéier mat där Mënschlechkeet ëmzegoen, grad eng Woch viru Chrëscht-dag. Wa Kris ass, dann ass et Kris fir jiddwereen. Dann ass et och Kris fir d'Leit an da muss een d'Leit och lieue loosse. Et ass lieuen a lieue loosse. Well, wat hu mer dervun, wa Leit net méi do sinn? Mir hu Leed an de Familjen a mir hu Betriber, déi souwiesu dann och faillite sinn.

An dee leschte Punkt, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass dee vun de sougenannte Garantien vu Prëten. 3,39 Milliarden sinn do ugin am Stabiliséierungspakt. Wat ass bezuelt ginn? Ganzer 260 Milliounen Euro! Den Här Benoy hat a sengem mëndleche Rapport gëschter souguer vun enger Zuel geschwat, déi nach ënnert deenen 260 Milliounen Euro läit.

Wouhier kënnst déi Differenz? An ech ka mech nach gutt erënnere: Déi éischt Diskussioun, déi mer haten am Stabiliséierungspakt, dat war net hei am Gebai, mee et war do iwwer op dem Krautmaart, wou mer nach a verschidde Säll repartéiert waren, dunn huet den Här Laurent Mosar zu deem Projet de loi geschwat an en huet gesot: „Här Finanzminister“ - ech hunn et nach esou am Kapp -, „ech kann lech garantéieren, dass déi Garantien do net vill ofgefrot ginn, well de Präis, dee muss bezuelt gi fir déi Staatsgarantien, dee bei enger Bank dann zousätzlech gefrot gëtt, deen ass ze héich, soudass déi Garantien do absolutt net attraktiv sinn.“ An ech mengen, bis elo ass genau dat agetrueden.

Dat, wat ech do mat deenen dräi Beispiller wëll soen: Wann een, wéi zu Ufank vun dëser Kris de Staatsminister, grouss deklaréiert: „Mir hätte gären eng Unité nationale“, „Et kascht, wat et kascht“, „Hei muss Majoritéit an Opposition zesummeschaffen“, ma Dir Dammen an Dir Hären, dann ass déi elementairste Saach, wann een eng Blockbildung huet, déi ee selwer och nach wëllt, vun 31 géint 29 - 31 géint 29, wann een ëmfällt, ass et fäerdeg, dann ass et fäerdeg! -, dass een op d'Opposition zougeet.

A wann een op d'Opposition zougeet, sief dat beim Covid, sief dat beim Budget, dann ass eng elementar Obligatioun, dass ee mat oppene Kaarte spillt, dass ee seet: „Voilà, hei sinn déi Chifferen, déi mer bis elo mat guddem Gewëssen hunn. Mir deelen déi mat lech.“ Jiddweree ka sech an engem Chiffer ieren. Dat ass absolut normal. Dir schafft méi wéi zielef Stonnen den Dag, aner Regierungs-kollegen och, d'Beamte schaffen, mee ech mengen, de Wëllen, dat soen ech lech riicht eraus, Här Gramegna, deen ass emol net do, fir dat do ze maachen.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Dir Dammen an Dir Hären, en zweet Zitat: „Lëtzebuerg ass mat gesonde Staatsfinanzen an déi Kris hei eragaang.“ Fakt ass: D'Staatschold ass net, wéi vu mir eng Kéier ier-temlecherweis an enger grousser Dageszeitung gesot ginn ass, vun 18 op 28 Milliarden Euro an d'Luucht gaangen. Dat sollt e Verweis op d'Steigerung vum PIB sinn, mee déi ass noweislech - hei ass et, ...

**(M. Gilles Roth montre une documentation.)**

... Säit 48 vun dem Rapport vun der Cour des comptes - awer vun 12,5 Milliarden Euro am Joer 2018 op ronn 19 Milliarden Euro - schätzungsweis, et kann nach driwwerleien - zum Enn vum Joer 2021 an d'Luucht gaangen.

Dat, wat dobäi stëmmt, dat ass emol net den absolute Chiffer, mee dat, wat weesentlech ass, an dat ass vu munch engem Orateur hei, ech mengen, vun der ganzer Opposition, ugefouert ginn, souwuel vun de Kollege vun déi Lénk bis zur ADR, nämlech dass déi Steigerungsrat vu 50 % ... An dräi Joer geet eis Staatsschold ëm 50 %, relativ gesinn, an d'Luucht - 50 %! Dat musst Der lech emol virstellen! Ech mengen, dat ass den Eescht vun der Lag, dee mer musse gesinn.

Da wëll ech lech och soen: Déi Erreuren, déi sinn net elo geschitt, mee déi sinn an deene Jore virun der Kris geschitt. Do kann een also net argumentéieren, dass elo den Defizit sech eenzeg an eleng duerch d'Covidkris erkläert.

Ech ginn lech och do e konkreet Beispill.

**(M. Gilles Roth montre une documentation.)**

Dat sinn d'Statistike vun Eurostat.

Dat sinn d'Statistike vum Eurostat. Déi ka jiddwereen um Internetsite nokucken. Wat seet den Eurostat? Majo, an deene fette Joren 2017, 2018, 2019, wou et iwwerall an Europa gutt gaangen ass, dat war de Post-crise vun 2008/2009, do ass bis 2013 bezuelt ginn an ab 2014, 2015, 2016 ass et Gott sei Dank a sämtlechen europäesche Memberstaate besser gaangen. Wat seet dës Grafik? Dës Grafik seet: Vun 2018 bis 2019 ass an dräi europäesche Memberstaaten d'Staatschold an d'Luucht gaangen, an dat am Verglach zu dem PIB. Wou ass dat? Mee dat ass zu Lëtzebuerg, niewent Litauen a Rumänien. A sämtlechen aneren europäesche Memberstaaten ass d'Staatschold ofgebaut ginn an deenen Zäiten. An duerfir ass dat virdu gesot ginn, ech mengen, den Här Kartheiser hat et gesot: „Ma mir hätten d'Sue geholl a mir hätte Staatschold ofgebaut an deene fette Joren.“ Dat ass dat, wat antizyklus Politik ubelaangt.

Souguer Portugal a Griicheland - Portugal a Griicheland, déi extreem touchéiert waren an der Kris vun 2008 -, stinn hei ënnert deene Memberstaaten, deenen hire PIB an der Relatioun erofgaangen ass.

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Gitt emol dohinner d'Infrastrukture kucken, well dat do ass awer ...

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Also, Här Baum, ...

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Wat ass da mat de Suen gemaach ginn?

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- ... ech hunn lech net ënnerbrach, ech wëll lech just soen, dass, wann Der an de Raum ronderëm Lissabon fuert, bis uewen op Porto, ech mengen, do ass den Zoustand vun den Autobunne weesentlech besser wéi deen op verschidene Plaze bei eis am Lëtzeburger Land.

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Da fuert emol zu Lissabon zéng Kilometer eraus oder zu Porto, da kuckt Der emol, ob et ...

**(Brouhaha)**

■ **Mme Simone Beissel (DP).**- Mir hunn eng vun deene gréissten ...

■ **M. Gilles Baum (DP).**- ... do ass wéi zu ...

**(Coups de cloche de la présidence)**

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ...

**(Brouhaha)**

... Här President, ...

**(Coups de cloche de la présidence)**

... Dir Dammen an Dir Hären, da gëtt jo invoquéiert ...

Ech hunn lech schwätze gelooss, Dir hutt nach genuch Riedezäit, da kënnst Dir oder en anere Kolleg vun der DP roueg hei optrieden.

„Eis Schold ass manner héich wéi an anere Länner“, gëtt gesot. Mee, Dir Dammen an Dir Hären, Fakt ass, dass mer eng oppen Economie sinn. Mir sinn e Land vu 625.000 oder 650.000 Awunner. A mir kënnen net eng antizyklus Politik maachen, wou mer d'Wirtschaft no Keynes'scher Aart ustimuléieren. Wann an Däitschland, bei Mercedes, bei Audi, bei BMW, wou allkéiers iwwer 100.000 Leit schaffen, wann déi e Konjunkturprogramm lancéieren, dann zielt dat net nëmme fir déi Betriber do, mee fir déi ganz Sparten, déi Zouliwener dervu sinn, inklusiv d'ailleurs fir eenzel Lëtzeburger Betriber.

Dat hu mer awer net zu Lëtzebuerg, well mer net esou grouss sinn. Da kënnen mir also net einfach vun eis eleng decidéieren, dass elo d'Wirtschaft erëm mat engem Konjunkturprogramm soll grouss-aarteg ugefacht ginn. An aus deem Grond warnt eigentlech jiddwereen, dass mer net kënnen einfach soen: „Mir vergläichen eis mat deenen aneren europäesche Memberstaaten a mir leien nach lagement ënnert de Maastricht-Krittären!“ Well déi Länner, wou op eemol d'Schold ëm 50 % an deene



leschten dräi Joer an d'Luucht goug, déi sinn op enger Hand opzezielen. An et ass d'ailleurs dat, wann Der sot, dat hei wier eng politesch Bewäertung. Déi kann et och sinn! Ech wëll lech just soen ...

**(Brouhaha)**

Dir sot mat Recht: „Dat ass Äert gutt Recht.“ Ech wëll lech just soen, zu där änlecher Konkusioun kënnt awer eng staatlech Institutioun.

**(M. Gilles Roth montre un document.)**

Nämlech op der Säit 49, ech muss jo faktebaséiert schwätzen, vun dem Avis vun der Cour des comptes, déi eigentlech, fir et op Lëtzebuergesch ze soen - ech maachen net d'Injure, fir dat ze paraphraséieren -, ganz kloer seet, et misst opgepasst ginn op d'Explosioun vun der Schold. A si seet ganz kloer, dass een net kann higoen, wat zu Lëtzebuerg éischtmoleg de Fall ass, dass d'Schold nämlech net méi gemaach gëtt, fir Investissementer ze bezuelen, mee dass d'Schold gemaach gëtt, fir d'Dépense-courante vum dem Staat ze bezuelen. An dass Der dat ganz subtil gemaach hutt, wat kengem opgefall ass, wat awer am Gesetz, deem éischte Covidgesetz, drasteet: Et huet een nämlech eng Dispositioun aus dem Kontabilitéitsgesetz vun 1999 ausgeklamert, fir dass dat iwwerhaupt rechtlech géif goen. Do ass ausgeklamert ginn, dass Scholden, Emprunt därefen ausschliesslech gemaach ginn, fir Investissementer ze finanzéieren.

Zu enger selwechter Konkusioun kënnt eigentlech och de Conseil d'État, deen nach eng Kéier dee Seuil vun der 30%-PIB-Schallmauer belicht, an e seet ganz kloer, et misst een no der Kris direkt déi Moossname fannen, fir déi Schold erëm erfroze-dreiwen. An dann och nach eng Kéier, fir faktebaséiert ze schwätzen, Säit 17 aus dem Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics.

**(M. Gilles Roth montre un document.)**

Dat ass jo awer erstaunlech. Wat schreiwen déi? Déi schwätze vun enger „explosion“, enger „explosion de la dette publique“!

**(Interruption)**

Si schwätze vun enger „dette perpétuelle“. An dat ass jo awer net onbedéngt den Usus vun der Staatsbeamtegewerkschaft an hirer Beruffskummer. Mee firwat maache se dat? Jo, déi wësse firwat! Déi wësse firwat. 80-80-90, deen Accord ass ewechgeholl gi bei deem vieregten Accord salarial. An ech ka mech awer ganz gutt erënneren, dass gesot gouf vun deene representative Gewerkschaften, an deem Fall der CGFP: „D'leschte Kéier war et fir déi Staatsbeamten, déi an de Beruff agestiege sinn, an déi nächste Kéier fléisst et an eng Gehaltsopbesserung.“ Ma déi wësse ganz genau, dass, wann eng Schold explodéiert, dass dann net vill ze huelen ass, da gëtt et weéng Augmentatioun vun de Léin, well déi finanzéiert ee jo dann op Puff. An et gëtt och ganz weéng aner Anneemlechkeeten an engem nächste Gehälteraccord.

Dir Dammen an Dir Hären, eis Konkusioun ass duerfir als CSV: Mir sinn net mat gesonde Staatsfinanzen an dës Kris eragaangen! An dat si keng Fakenews vun der CSV, et si keng Fakenews vun deenen aneren Oppositionsparteien, déi dat, vun déi Lénk iwwert d'Piraten bis zu der ADR, allegueren an hire Rieden haut festgestallt hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn lech och ganz kloer d'Explikatioun, wat de Feeler ass. Kuckt emol, an deene fette Joren 2018, 2019, wat ass geschitt? D'Steier, d'Lounsteier, déi ass ëm duerchschnëttlech 10 % an d'Luucht gaangen. Dat hat näischt mat der Augmentatioun an deem Sënn vun der Lounmass ze din, mee dat hat ganz einfach eppes dermat ze din, dass d'Lounmass méi séier an d'Luucht gaangen ass an dass de Steiertariff net deementsprechend adaptéiert ginn ass. Dat heescht, d'Leit hunn zwar méi verdéngt, mee si hu praktesch d'Hallschent dem Staat derbäi ofginn.

Et gëtt nach méi kokass bei der Betrëbssteuer. 2013 bis 2016 hate mer duerchschnëttlech ëmmer esou 1,65 Milliarden Euro Recettë pro Joer um Niveau vun der Betrëbssteuer, 2017 op eemol 400 Milliounen Euro weider, an engem Joer. 2018 kënnt et nach besser: 800 Milliounen Euro. 2019: iwwer 1 Milliard Euro méi wéi véier oder fënnf Joer virdrun, am Duerchschnëtt. Ma déi Suen, déi sinn net einfach esou eragereent. Mee et wousst een awer, wat d'Ursaach dervu war, et ass iwwerengs och hei gesot ginn: Dat ass d'elektronesch Erfaassung vun de Benefisser vun de Betriber, déi och dee Moment elektronesch besteiert goufen.

Wat ass geschitt? Mee et huet ee ganz einfach Réckstänn aus deene Jore virdrun op eemol mateneen, zesummen, akasséiert. Jo, an do ass et verpasst ginn, an ech huelen et nach eng Kéier, den Apel fir den Duuscht op d'Säit ze leeën, well et wousst een, dass déi Recettën do vun de Steieren - iwwerengs hunn d'Plan-pluriannuellen dat och ausgewisen - net rekurrent géife weider an d'Luucht goen. An amplaz den Apel fir den Duuscht ze huelen, amplaz en Deel op d'Säit ze setzen, fir a méi schlechten Zäite Scholden eventuell ofzedecken,

wat ass geschitt? Et ass eng Halligalli-Politik gemaach ginn, gratis hei a gratis do! Jo, den Tun krut eppes, de Pier krut eppes an de Misch huet och eppes missen an der Dräierkoalitioun kréien.

Et ass souguer esou wäit gaangen, Dir Dammen an Dir Hären, mam gratis öffentleche Bustransport: De grénge Minister François Bausch, ech ka mech nach erënneren, 2018, et muss esou am September, Oktober gewiescht sinn, huet hie gesot, hie wier net derfir, dass den öffentlechen Transport géif gratis ginn, als fréieren Eisebunner kann ech dat verstoen. Wat näischt kascht, ass näischt! Wat ass geschitt? Hie selwer huet, ënnert dem Drock vun dem Regierungsprogramm, missen de gratis öffentlechen Transport aféieren. Ech weess net, ech soen dat och haut riichter aus, ob dat onbedéngt déi beschte Léisung war. Ob een elo zwee oder dräi Euro bezilt fir e Busticket oder net, mee dann huet een zumindest de Respekt, dass och dat eppes kascht an dass déi Leit, déi mat engem fueren, och eng Aarbecht leeschten.

**(Brouhaha)**

An dat ass mat Recht gesot ginn, well e Bus, e Gelenkbus ze féieren, dat ass eppes, wat net onbedéngt einfach ass.

Dir Dammen an Dir Hären, wat de Problem domadder ass: Jo, mir kréie keng Steiererlichterungen, well ech weess net, wéi mer déi finanzéieren, et sief héchstens op Puff. A weider Sozialleeschungen, ech hunn dat jo schonn haut héieren, do kommt Der elo domadder, mat wat solle mer dat bezuelen, et sief op Puff? Mëttelfristeg kënnt Schold derbäi. Well ech gesinn net, wann een defizitär ass ëm 2,5 Milliarden Euro an et lafen nach 3,7 Milliarden Euro Präten aus, wat geschitt? Majo et finanzéiert een erëm Prête mat Präten. Elo kënnt Dir natierlech hanner virgehalener Hand soen: „D'Leit, deenen ass d'Schold vun enger Gemeng, deenen ass d'Schold vun engem Staat quitschegal.“ Mee wann d'Leit bis spatzkreien, dass et näischt méi an der Lountut, an der Paitut bäigëtt, wann d'Leit bis spatzkreien, dass se keng Steiererlichterunge kréien, wann d'Leit bis spatzkreien, dass et op de soziale Leeschungen „nada“ ass, dann hu se séier dat Spill do duerchkuckt.

An ech mengen, gradesou frou, wéi se sinn, dass se soen: „Dat betrëfft mech jo net, déi Schold“, gradesou rose gi se, wa se déi Leeschungen, déi se sech all an engem Rhythmus vun dräi bis véier Joren erwaarden, wa se déi net méi kréien.

An, Dir Dammen an Dir Hären, déi grouss Perdanten - an et ass dat, wat jo net richtig ass, dass grad dann déi al, almoudesch, wéi mer ëmmer dohigestallt ginn, CSV lech dat muss soen -, déi grouss Perdante vun där Scholdespiral, an där mer elo sinn, dat ass net déi nächst Generatioun, mee dat sinn déi Jonk vun haut, well déi kënnen sech keen Haus leeschten. Déi kënnen sech normalerweis emol keen Appartement, kee Logement leeschten! An dat sinn déi, déi dës Scholden hei ënner Steieren oder ënner Netreduktioun vu Steiere müssen zrëckbezuelen.

**(Brouhaha)**

Dir Dammen an Dir Hären, et ajoutéiere sech zu all deem nach eng ganz Rei vun Ongerechtegkeeten. An erlaabt mer, och zu enger bësse fortgeschrittener Stonn op eng Rei vun dësen Ongerechtegkeeten awer anzegoen.

D'Manipulatioun vum Index: Also, wann ech elo de Sozialistekongress vu Mutfert nach am Kapp hunn, do war ech just an der Chamber, wou eng Rei Deputéierten, kann ech lech soen, Dir kennt se, ech kenne se och ganz gutt, do ze ziddere souzen, ob déi Koalitioun CSV/LSAP nach géif weidergoen oder net ... Hautdesdaags jäischen d'Sozialisten zwar: „Fangeren ewech vum Index!“, mee si akzeptéieren hei stillschweigend, wahrscheinlech an der Blockbildung 31 géint 29 - wat akzeptéiere se? -, dass, wann de gratis Bustransport kënnt, wat natierlech fir de Staat oder d'Staatsfinanze favorabel ass, dass dann den Index net belascht gëtt.

Am Kloertext ass direkt - wat ass et, dräi oder véier Méint? - den Index scho laang no hanne verréckelt ginn, well déi Leeschung natierlech gratis ass. Et ass awer net jiddwereen, deen an deem selwechte Mooss wéi hei an der Stad oder an dem Speckgürtel vun der Stad vun dem gratis öffentlechen Transport profitéiert.

**(Brouhaha)**

A wann et dann awer ëm d'CO<sub>2</sub>-Steier geet, wat jo eng Steuer ass, wat maachen d'Sozialiste mat - Artikel 8, mengen ech, vun der Loi budgétaire -: Déi ass indexneutraliséiert. Dat heescht, do, wou d'Leit eigentlech missten, wat jo den Objet vun dem Index ass, d'Kafkraaft kompenséiert kréien, do sinn d'Sozialiste mat d'accord a soen: „Majo, dat ass kee Problem!“ A wann ech de Moien de Finanzminister jo héieren, da seet deen: „Majo, soss géifen déi Räich ëmmer méi kréien.“

Okay, okay. Ech erënnere mech nach un al Diskusiounen, wou mir eis emol an der CSV net eens waren: Dat war déi vun der Deckelung vum Index! Mee ech weess awer, wéi radikal - an ech gesinn den Här

Wolter do sengerzäit als Parteipresident vun der CSV - do d'Positioun vun der Lëtzeburger Sozialistischer Aarbechterpartei war.

An d'Chambre des Salariés, ech muss jo faktebaséiert schwätzen, ...

**(Interruption)**

... jo, jo, ...

■ **Une voix.** - A jo!

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - ... d'Chambre des Salariés, déi kënnt op der Säit 82 (veuillez lire: Säit 79) vun hirem Avis, deen iwwerengs exzellent ass, ech muss dat éierlech soen, liest deen Avis vun der Chambre des Salariés, et ass en exzellenten Avis, mat, ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Dann hu se eppes Guddes gemaach an der Chambre des Salariés.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Jo. Et ass en exzellenten ...

**(Interruption)**

Bréngt mech elo net aus dem Konzept, Här Di Bartolomeo.

**(Hilarité)**

Ech muss jo laachen, sot Der, da wier ech méi sympathesch.

**(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)**

Also, d'Chambre des Salariés, déi kënnt zur Konkusioun, Dir hutt dat jo dann och gelies: « Contre toute attente et sans concertation » - „sans concertation“, dat heescht, si sinn emol net gefrot ginn, « la taxe carbone sera intégralement neutralisée dans l'échelle mobile des salaires ». Bon, dont acte.

Dir Dammen an Dir Hären, komme mer zu dem Aarmutsrisiko an ech si frou, dass de François Benoy gëschter och a senger Interventioun den Aarmutsrisiko erwänt huet.

2008, mat Konstellatioun „déi béis CSV“, Aarmutsrisiko: 72.000 Leit ënnert der Aarmutsgrenz. 2019, d'CSV längst an der Opposition: 122.000 Leit. 122.000 Leit liewen hei am Land ënnert der Aarmutsgrenz. Dir Dammen an Dir Hären, dat ass bal ee vu fënnf, deen ënnert der Aarmutsgrenz leeft. D'Bevölkerungszuel vun 2008 bis 2019 ass ëm 24 % an d'Luucht gaangen. D'Aarmutsgrenz, Dir Dammen an Dir Hären, ass vun 2008 bis 2019 ëm sage und schreibe 69 % an d'Luucht gaangen - 69 %!

Wat d'Nopeschlännner fäerdegbruecht hunn, mir kucke jo ëmmer sou hochnäseg op déi erof - dat sinn d'Belsch; d'Belsch, d'Fransousen an déi Däitsch -, déi hunn et fäerdegbruecht, hir Aarmutsgrenz erfrozesetze respektiv zumindest stabill ze halen. Zu Lëtzebuerg ass se carrement explodéiert. Och do recommandéieren ech d'Säite 54 bis 64 vun dem Avis vun der Chambre des Salariés: « Les inégalités, la pauvreté et l'exclusion sociale au Luxembourg », fir faktebaséiert ze schwätzen.

Dir Dammen an Dir Hären, faktebaséiert wollt ech awer och eppes erwänen, wat mech de leschte Mëttwoch hei an dëser Chamber op dëser Plaz extreem schockéiert huet, an ech hunn et opgeschriwwen, gëschter Owend, als Beleg, d'Chambersitzung vum 9. Dezember 2020: „Dës Prime unique war fir d'DP d'Konditioun, fir der Erhéijung vum Mindestloun hei zouzestëmme“, ass hei vun der Spriecherin vun der DP op dëser Plaz gesot ginn. Dir Dammen an Dir Hären, wat hu mer gestëmmt? Mir hunn de leschte Mëttwoch, also haut virun aacht Deeg, d'Augmentatioun vun dem Mindestloun ëm 2,8 % decidéiert. Wat richtig ass: Et ass keng Obligatioun vun der Chamber, fir deem nozekommen, wann déi normal Lounentwécklung déi Jore virdrun deem entsprach huet. Et ass awer, hunn ech mer soe gelooss, déi lescht 45 Joer, mengen ech, bal ëmmer à l'unanimité esou decidéiert ginn. Wann ech dann awer dat do héieren, dass eng DP, als Regierungspartei vun dem Premierminister, dee jo do ass, fir d'Leit zesummenzehalen, wann ech do aus dem Mond vun der DP-Spriecherin héieren, dass d'DP nëmme wëllt enger Mindestlounerhéijung zustëmme, wann d'Patrone 500 Euro Prime unique kréie fir Leit, déi ëm de Mindestloun schaffen, a wa se duerch d'Covidkris en Deel vun hirem Benefiss beanträchtegt hunn, da muss ech ganz éierlech soen, da schockéiert dat mech. Dat schockéiert mech!

An et gëtt ëmmer vun de Leit dobausse behaupt: „Jo, déi Parteien, et ass souwisou alles Speck a Schwéngfleesch, an déi Politiker ...“ Nujee, ech erspieren lech alleguerten d'Kommentarer, déi sou op der Place publique iwwer eis oder aneren, ...

■ **Une voix.** - Mir héiere se jo och!

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - ... Dir héiert se och, gemaach ginn. Da muss ech lech ganz éierlech soen: Da gëtt et awer nach vläicht e subtilen, mee en daitlechen Ënnerscheed zwëschent enger Chrëscht-lecher Sozialer Vollekspartei an enger liberaler DP!

■ **Une voix.** - Gott sei Dank.

■ **Une autre voix.** - An nach méi wéi een.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Jo.

Här Graas, de Jean Spautz, 90 Joer, ...

■ **Une voix.** - Jo.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - ... ganz kloer am Kapp, héich respektéiert, seet nach haut: „Bei eis an der Partei, do huet den Aarbechter seng Plaz, grad wéi den Dokter, den Affekot an de Geschäftsmann seng Plaz huet.“

**(Interruption)**

A bei eis, do kënnt keng esou eng Ausso zustanen. Do ass et net esou, dass dem Aarbechter seng Meritter sollen honoréiert gi sous condition, dass de Patron och nach Benefisser huet. Well den Aarbechter, Dir Dammen an Dir Hären, deen huet net déi Lobby, deen huet net déi Lobby, weeder hei nach op anere Plazen, fir seng Fuerderungen an dat, wat hie sech erwaart, kënnen duerchzesetzen.

**(Brouhaha)**

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - A mir diskutéieren hei, ...

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - ... mir diskutéieren hei, ...

**(Brouhaha)**

... Dir kënnt lech herno aschreiwen, Här Baum, mir diskutéieren hei ëm wat? Ëm 60 Euro de Mount - brutto! Well wann d'Leit d'Sécurité sociale bezuelen, se ginn och nach drop besteiert, kréie se nach 44 Euro. Déi 60 Euro brutto de Mount, Dir Dammen an Dir Hären, brutto de Mount an der Lountut, an dësen Zäiten - gitt emol eng Kéier kucken, wat zu Lëtzebuerg alles kascht. Et kann dach net sinn, dass mer eng Konditionalitéit maachen, fir dass deen ee 60 Euro a senger Lountut bäikritt viru Chrëschttag, an deen aneren, an dat ass net nëmme een, drénkt Wäiner, déi dee selwechte Präis hunn, iwwert déi Feierdeeg. Dat kann net sinn! Well den Aarbechter, deen hätt jo da vläicht och emol d'Recht fir ze froen, ob munchereen, wann en dat drëtt oder dat véiert Appartement zu Knocke huet oder e Chalet an der Schwäiz oder Yachten, ...

**(Brouhaha)**

... Yachten op der Côte d'Azur, ob déi alleguerte bis op de leschten ...

**(Coups de cloche de la présidence)**

... Dibbelchen no der Lëtzeburger Steuerregelung besteiert wieren.

**(Brouhaha)**

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Op jidde Fall, dat maache mir net mat!

■ **Une voix.** - Très bien!

**(Brouhaha général)**

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - De Wirtschaftsminister hat jo emol eng Yacht!

**(Coups de cloche de la présidence)**

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, ...

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Sidd Der fir geséichert Aarbechtsplazen? Jo oder neen? Sot dat emol fir d'éischt, ier Der esou Aussoe wéi déi dote maacht.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Dir schéngt nach op Ärer Positioun ze beharren!

**(Brouhaha)**

Da komme mer zu den Alengerzéier. Alengerzéier, Dir Dammen an Dir Hären. O Mamm, wat héieren ech do? „Déi réckstänneg CSV! Mir maachen elo alles aneschtens. Mir maachen d'Fënstere grouss op. De Mief vun der CSV, dee muss eraus, well dat ass bei den Damme souwisou nëmme KKK.“ Wéi ass et? Kanner, Kierch a Kichen?

**(Interruption)**

A Kichen, jo, ...

■ **Mme Simone Beissel (DP).** - Kanner, Kichen, Kierch.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Jo, jo. Dir sot et richtig, Madamm Beissel.

**(Brouhaha)**

Mee lauschttert emol: Mir sinn net esou réckstänneg! Mir sinn net esou réckstänneg, mir hu just gären de Choix. Mir hu gären de Choix! Mir hätte gären, dass Männer wéi Fraen en héijen Taux d'employabilité zu Lëtzebuerg hunn, Männer wéi Fraen!

Ech wëll awer just an deem Kontext erënneren, dass grouss Errungenschaften, fir dass d'Familljeliewe sech mat der Aarbecht kann zesumme kombinéieren, geschitt sinn ënner CSV-Fiederféierung.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Wien huet dann d'Éducation précoce hei am Land agefouert?

War dat mat enger CSV-Regierungsbedeeligung? Jo, dat war eise Ressort.



Wien huet dann d'Maison-relaisen agefouert hei am Land? War dat ënner CSV-Regierungsbedelegung? Jo! Wien huet de Partenariat, de sougenannte „Pacs“, dann agefouert? Dat war ënner enger CSV-Regierungsbedelegung.

**(Brouhaha)**

Dat war net den Här Biltgen, dat war dee villgeschmäten Här Luc Frieden. 2004 ass de Gesetzesprojet gestëmmt ginn.

**(Brouhaha)**

Jo, jo, dat ass esou.

An dann, Dir Dammen an Dir Hären, de Mariage pour tous hei am Land, ënner wat fir enger Fiederféierung ass dee gebuer? Ënnert dem François Biltgen, deemools Justizminister, ...

**(Brouhaha)**

... an dem Paul-Henri Meyers.

**(Coups de cloche de la présidence)**

De Paul-Henri Meyers huet dee Projet begleet. A wann 2013 déi Saach net an d'Bréch gaange wier, da wier den Text och nach gestëmmt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ...

**(Interruption)**

... Dir kënn lech elo och, Här Graas, Dir kënn lech hei elo evertuéieren, mee ech erënneren lech da ganz einfach un eent vun Ären Hauptwalversprechen, dat Der och an de Koalitionsaccord geschriwwen hutt, nämlech dat, ech weess et scho mëttlerweil auswenneg: „Ob Der bestuet sidd, ob Der gepacst sidd, ob Der gescheet sidd, ob Der getrennt sidd, ob Der alengerzéiend sidd, ob Der Wittfra sidd oder Wittmann sidd“ - elo hunn ech se bal alleguer derbäi - „de Jonggesell, jiddweree soll an där selwchter Steierklass besteiert ginn a kee soll dobäi verléieren!“

Maja. Dat heescht jo ganz einfach, nach Adam Riese: Jiddweree muss an der Steierklass 2 besteiert ginn! An duerfir ass meng konkreet Fro un de Finanzminister, am Kontext vun der Individualiséierung vun de Steuerrechter, ...

**(Brouhaha)**

... wat mer och guer keng onsympathesch Iddi fanen: Mee sot eis an Ärer Interventioun, déi Der muer oder, jo, muer maacht, wat dat kascht. Well Dir hutt dat jo elo de Leit siwe Jore versprach. Wat kascht dat? A wéi wëllt Der dat konkreet bewierkstellen? An a wat fir enger Zäitrumm? Dat sinn déi dräi Froen, do hätte mer just gär vun lech muer eng ganz kloer Äntwert, vu dass et ee vun deene wichtigste Projekte vun där Legislaturperiod ass, mee da mussst Der och op deem Projet kloer Faarf kënnen bekennen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer bei Ongerechtegkeete sinn, da wëll ech och ee vun de Point-pharé vun dësem Gesetzesprojet, dem Budget, uschnéiden, dat ass dee vun der CO<sub>2</sub>-Steier. Ech wëll et virop soen: Viru 14 Deeg hu mer op där Plaz dat nei Klimagesetz matgestëmmt als CSV, well mer der Meenung sinn, dass fir all Partei - dat ass op jidde Fall eis Meenung als Vollekspartei - d'Klimapolitik Partie integrante muss vun all Politikgestaltung sinn, an do zielen absënns d'Vollksparteien derzou! Dass mer verschidden aner Meenungen hunn, ech mengen, dat muss méiglech sinn. Mir sinn och prinzipiell, ech soen dat nach eng kéier hei, net géint eng CO<sub>2</sub>-Steier als Prinzip. Mir sinn awer der Meenung, dass déi CO<sub>2</sub>-Steier zu dësem Zäitpunkt falsch ass, wou se agefouert gëtt. Mir hätte léiwer gesinn, dass déi an där globaler Steuerreform agefouert gi wier.

An den drëtten Punkt ass den, dass mer der Meenung sinn, dass déi CO<sub>2</sub>-Steier, wéi se elo virgeluecht ginn ass, op ettleche Punkte sozial wierklech ongerecht ass, an ech wëll lech dat och kloer ënnermauern.

Mir hunn, oder Dir hutt, d'lescht Joer mat dem Budget hei zwee Cent Akzisenerhéijung gestëmmt. Schonn 2020 ..., ech mengen, et war virun der Covidkris, oder am Mäerz, wéi déi agefouert ginn ass. Et huet eigentlech d'Leit net vill dobausse beëiert, well se vill méi mam Covid beschäftigt ware wéi mam Rescht. Mat där CO<sub>2</sub>-Steier, do kommen op de Bensinn an op den Diesel nach eng kéier 5 Cent derbäi, 5 Cent Akzisen. Elo sot Der: „O, wat si 5 Cent? Fir d'Leit ass dat eng Tut am Cactus!“ Pardon, an engem groussen Supermarché sinn et 5 Cent. Déi kommen op all Liter bäi. 2022 geet et nach eng kéier an d'Luucht an 2023 geet et nach eng kéier an d'Luucht.

Dat, wat fir eis awer vill méi grav ass - an ech weess net, ob jiddweree sech däreer bewusst ass, well et gëtt ëmmer gesot: „Dat geet op de Sprit!“ -: Mee wësst Der, an ech zitieren hei der Chambre des Salariés hiren Avis, dass den Heizungsmazout 16 % ab dem 1. Januar um nächste Joer méi deier gëtt? 16%! An et ass virdru schonn ugeklongen: Am ländlechen Raum, do kann net jiddweree, virun allem net eeler Leit, sech erlaben, säin Haus, wat da vläicht 40, 50 oder méi Joren huet, vu Grond op

Buedem energieatesch ze sanéieren. Déi hunn déi Suen net. Se kënnen sech emol kee Brûleur leeschten, dee kascht zwëschen 10.000 an 12.000 Euro! Wat hunn déi Leit? Ma déi hu keen anere Choix, well de Gas emol vläicht op eenzelne verluerene Plazen net läit, déi müssen um Mazout 16 % méi bezuelen. Dat heescht, deenen hir Mazoutsrechnung, déi gëtt 16 % méi deier. Wann d'Haus schlecht isoléiert ass, da si se séier op 2.000 bis 3.000 Euro Mazout pro Joer. Ma rechen 16 % derbäi, dat si 540 Euro, 540 Euro fir d'Leit, ob se aleng dostinn oder net. Elo kënn Der soen: „Mee se kënnen sech jo op de Gas richten!“ De Gros vun d'Leit geet op de Gas, wat jo och eng Absurditéit ass. Fréier hu mer d'Leit op de Gas gedréckt, elo mussen se op eemol erëm elektresch hëtzten. Virun 30 Joer, wéi se elektresch gehëtzt hunn, du krute se gesot: „Majo, Dir sidd jo veréck, fir op Elektresch ze goen, d'Cegedel huet emol iwwerhaupt net déi Capacitéiten, fir esou vill elektresche Stroum dohinner ze bréngen.“

D'Gasrechnung: 10 % méi deier! Ech hu mer awer soe gelooss, dass eng ganz Partie Handwerker, an absënns d'Bäckeren, net mat Elektresch kachen oder d'Bréidercher baken. Déi maachen dat mat Gas. Also, dat kascht net nëmmen den Handwerker eng Hellewull, mee dat gëtt jo iergendwéi repercutéiert op déi Präisser.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Den Diesel geet 11 % an d'Luucht, de Bensinn geet 10 % an d'Luucht. Also Dir hutt eng extreem gutt orchestréiert Kommunikatiounspolitik gemaach, well d'Leit hu just am Kapp: „O, dat sinn déi puer Cent an d'CSV, déi reegt sech just doriwwer op!“ Mee hei geet et ëm de Mazout mat derbäi plus den Diesel. An da si mer séier op 800 bis 1.000 Euro pro Joer.

An dann muss ech soen, déi 96 Euro, do gëtt jo gesot: „Beim Steierkredit setze mer déi bäi.“ Mee dat ass de Steierkredit pro Joer. Dat sinn 8 oder - wat gëtt et? - 8,5 Euro de Mount, déi decke largement net déi Méifrais, déi een huet. A virun allem: E Steierkredit, ab 40.000 Euro versteierbaart Joresakommes hält dee jo of a bei 80.000 leeft den op 0. Dat heescht, allegueren déi Leit, déi keng sozial Moosnamen hunn, déi net verbëllegt kënnen wunne goen, mee déi Loyer bezuelen, ëm 2.000 Euro ronderëm d'Stad als Alengerzéier, déi kréien dat nach zousätzlech opgebrummt. A mir hu jo scho 50 % vun deene Leit, déi an der Aarmut sinn!

An aus deem Grond, Dir Dammen an Dir Hären, plädéiert d'CSV och elo mat Nodrock nach eng kéier derfir, wéi eng ganz Rei vun anere politesche Parteien hei, a mir wäerten déi Motioun vun der ADR och mat ënnerstëtzen, dass och d'sozial Prestatiounen, ob dat Kannergeld oder aner Leeschtungen sinn, grad a Krisenzäite sollen no uewen ugepasst ginn. Fir eis ass dat en Deel vum Investissement. An dat ass en Deel vum Investissement an eng Cohésion sociale. Well wat hu mer dervun, wann d'Leit keng Sue méi hunn a si ginn herno allegueren op d'Strooss stoen? Dann hu mer och näischt geschafft.

An de Clou, ...

**(Brouhaha)**

... Dir Dammen an Dir Hären, dat ass jo den, dass d'Zentralbank gerechent huet, dass de Staat nach Sue verléiert, mat där CO<sub>2</sub>-Steier, wéi se elo ausgeüert ass. D'Zentralbank kënn, fir et kuerz ze maachen, op e Verloscht vu ganzer 178 Milliounen Euro, dee sech nämlech doraus ergëtt, dass d'Leit natierlech manner tanke ginn an dass doduerch manner Akzisen erakommen an dass zousätzlech nach muss dee Steierkredit vu 50 Milliounen, nämlech fir déi 96 Euro ze finanzéieren, bezuelt ginn.

Mir fannen dat foncièrement ongerecht, well net all Mënsch sech en Eko-Émbau ka leeschten. Net all Mënsch huet dee selwechten Accès zum gratis ëffentlechen Transport, virun allem am ländlechen Raum, virun allem am Norden! A wann d'Leit vum Norde bis an d'Stad schaffen kommen oder se schaffen op Schichten, da kënnen se nuets net zu Fouss op den Zuch lafen an dräi Stonne waarden, bis dass den nächsten Zuch oder den nächsten ëffentlechen Transport kënn.

An de Clou bei där ganzer Saach, dat ass jo den: Déi eng, déi kënnen bezuelen, vun dem Geréngverderger bis zu dem Spëtzeverderger, mee de Spëtzeverderger, deen huet zumindest eppes dervun: Dee kann, wann en dat da wëllt, sech zum Beispill elo e flotten Elektroschlitt op dem Festival kafen, 175.000 Euro, do gëtt et Nobelmarken, déi och nach gutt fieren. Dee freet dann e Subsid vun 8.000 Euro un an dee kritt den. De Geréngverderger, dee ka sech kee Subsid erfroen, well e keng Suen huet, fir den Elektroauto ze kafen.

Da wëll ech lech just eng kéier soen, wivill dass dat ausmécht. A wa mer scho bei der Individualiséierung vun de Steiere sinn: Et gëtt jo nach Leit, déi Sue verdéngen zu Lëtzebuerg. Dat kënn der no rechnen, op dem Calcul-Barème vun der Lëtzebuerger Steierverwaltung. Eng Koppel, ob déi bestuet ass an der Steierklass 2, respektiv wa se getrennt ass an der Steierklass 1 an 1A, wësst Der, wat d'Dif-

ferenz ass zwëschen der Steierklass 2 an de Steierklassen 1 an 1A? 16.000 Euro! Wat sinn déi 16.000 Euro? Dat sinn zweemol 8.000 Euro! Dat heescht, wann déi, ouni dass se op dem Här Gramegna seng Individualiséierung waarden, sech de Januar op dem Autosfestival zwee Elektroautoe kafen, dann hu se déi Differenz zwëschen 2 an 1 an 1A zrëck. Fannt Der dat gerecht? Ech muss lech soen: Ech fannen dat net gerecht! An déi Politik, Dir Dammen an Dir Hären, déi dréit eng CSV net mat.

Iwwert d'Pression fiscale diskutéieren mer eng aner kéier. Déi ass op jidde Fall iwwert déi lescht véier Joer, noweisbar vun der OCDE, an d'Luucht gaangen. Mir si mëttlerweil an der Pression fiscale vun den eenzelne Bierger zu Lëtzebuerg iwwer 40 %.

Stockoptions: e kuerzt Wuert derzou. Mir begreissen et, dass dee Stockoptions-Regimm endlech Schluss huet.

Ech muss lech ganz éierlech soen, Här Gramegna: Ech sinn awer erstaunt, am Kontext vun der Blockbildung, wéi d'CSV eng Motioun agereecht hat 14 Deeg virun der Presentatioun vun dem Budget, wou Der dann d'Ofschafe vun dem Stockoptions-Regimm proposéiert hutt, dass do d'Blockbildung 31, dat heescht, d'Gampiarteien, géint déi Motioun vun der CSV gestëmmt hunn. Déi hunn dergéint gestëmmt! Dat heescht, u sech waren déi 31 Deputéierte vu Blo-Rout-Gréng eigentlech derfir, dass de Stockoptions-Regimm net géif ofgeschafft ginn, mee dass dee géif verlängert ginn, well aneschtens kann ech dee Vott net deiten.

Da wëll ech lech soen: An do sinn ech awer hellhéiereng ginn! Zum Beispill den Avis vun der Chambre de Commerce, Ärem fréieren Employeur, wou Der Direkter dervu waart, wann Der dee liest - Dir hutt en de Moien och zitéiert, mee Dir hutt en net ganz zitéiert -, stellt d'Chambre de Commerce sech nämlech folgend Froen: Si seet, et wier en Effet d'annonce gewiescht vun dem Finanzminister, fir déi Stockoptions ofzeschaffen. An da seet se, fir dat richteg ze maachen, misst een e Gesetz huelen, fir dass een och déi néideg Rechtssécherheet géif ginn, wat, mengen ech, rechtlech falsch ass. An et sinn eng Rei vu Juristen heibannen, déi wëssen, dass ee mat engem Gesetz keng Circulaire ofschafft, well de Staatsrot do direkt géif eng Opposition formelle maachen.

**(Interruption)**

Jo. Mee dat, wat d'Chambre de Commerce seet a freet, dat ass: Ass déi Stockoptions-Circulaire, wéi se elo besteet, schonn ofgeschafft? Gëtt et eng Circulaire vun der Direktesch vun der Steierverwaltung, déi déi Circulaire, déi d'Stockoptions agefouert huet respektiv amendéiert huet, ofschafft? Ech weess dat net. Sot mir dat! Mir hätten op jidde Fall gär vun lech eng kloer Äntwert. A mir wäerten net akzeptéieren, dass elo, eng 15 Deeg virum Oflaf vun dësem Joer, déi Circulaire net ofgeschafft gëtt, well mir wëllen net an déi Situatioun kommen, dat soen ech lech ganz riicht eraus, wéi d'Chambre de Commerce da seet zum Schluss: « [...] donne à considérer qu'il faudrait alors régler le sort des contrats warrants en cours, notamment pour les bonus » - et misst een eigentlech soe „pour les bonis“ - « 2020 payés en 2021, en octroyant une clause dite de “grand père” ».

Also, wann dat do d'Résultats des courses waren, da soen ech lech riicht eraus: Dat war net esou, wéi mir dat verstanen hunn! Mir hätte gären, dass d'Stockoptions ee fir alle Mol op den 31. Dezember dëst Joer ophalen. A mir hätten och gären, dass de Finanzminister kloer hei Positioun bezitt an dass en eis confirméiert, dass vun der Steierdirektesch déi Circulaire, déi fréier bestanen huet, ofgeschafft gouf.

D'Prime participative, ech komme geschwënn zum Schluss, d'Prime participative, jo, do huet de Staatsrot näischt gesot. Mir fannen et awer e bësse kokass, dass, wann Der an engem Betrib zwee Leit hutt, loosse mer soen e moderat oder e mëttelt Akommes, e Revenu vun 100.000 Euro, an den een, dee kritt déi 100.000 Euro sous forme vu Salaire bezuelt, an den aneren, dee ka bis zu 25.000 Euro als Boni bezuelt kréien. Wësst Der, wat d'Differenz herno am Netto ass? Deen, dee vun dem Patron gesot kritt: „Du kriss 25.000 Euro vun deenen 100.000 Euro als Boni bezuelt“, deen huet herno um Enn vun Joer 5.000 Euro netto méi a senger Lountut wéi den, deen net vun deem Regimm ka profitéieren.

**(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)**

Mir fannen dat doutéis, well hei eigentlech de Patron selwer decidéiert iwwer e Steierbevirdeelungsregimm.

Zum Amortissement bei de Mietwunnengen: Do soen ech lech riichteraus, do hate mer ënnerschiddlech Diskussiounen bei eis an der Partei! Ech wëll awer lech an de Leit dobaussen och emol eng kéier kloer soen, wat dat heescht, dee Régime d'amortissement accéléré bei de Mietwunnengen. Also, wann Der en Appartement da kauft - an elo sot Der: „Wouvu schwätzt den?“ - mee kuckt emol eng kéier d'„Lëtzebuerger Wort“ an aner Zeitungen, wat d'Ap-

partementer mëttlerweil dorëmmer am Land kaschten -, huele mer en Appartement, fir et einfach ze maachen, vun 1 Millioun Euro, wat d'Konstruktioun kascht, well den Terrain gëtt net aberechent: Deen, deen e puer Su op der Säit huet, wat mécht den? Dee setzt da seng Scholdzënsen, loosse mer soen 2 %, fir et ronn ze maachen, 20.000 Euro d'Joer, vun de Loyeren of. Loosse mer och nach soen, e kritt 3,5 % Loyer, 5 %, dat ass largement iwwerdrinnen, dat kréien d'Leit net méi, e kritt 35.000 Euro Loyer. Vun deene 35.000 Euro setzt en emol 20.000 Euro als Scholdzënsen of. An dann ass et awer net geden. Dann huet e bis elo, niewent deenen 20.000 Euro Scholdzënsen, och nach eng kéier 60.000 Euro pro Joer Amortissement ofgesat, dat heescht, en hat u sech en negative Revenu. An e konnt den op aneren Akommesarten, zum Beispill enger Pensioun, engem Revenu de profession libérale, also vun engem Fräiberuffler, engem Bauer oder engem Salaire ofsetzen.

Elo sot Der mat Recht: „Wien huet dat dann agefouert?“ Jo, dat ass 2002 ënner enger schwaarzbloer Koalitioun agefouert ginn. Mee et ass mat Recht de Moien drop higewise ginn, dass natierlech déi Plus-walen 2002 net an deem Mooss um Marché immobilier waren, wéi dat haut ass. An duerfir, dat soen ech lech riichteraus, Här Finanzminister, begreisse mer, dass Der dëse Regimm do ofstuuft, dat heescht, vu 6 % op 4 % Amortissement erfogt. Wat mer eis awer gewënscht hunn, an ech ginn lech do de Feedback e bësse vun engem erweiderte Krees, och vu Memberen, déi soen: „Wa mer dat do gewosst hätten!“ Et hätt een dat do och kënnen éischer annonceréieren, loosse mer soen, zum Ufank vun dem Joer, well d'Leit awer elo e bëssen domat iwwerrascht ginn. Dat betrëfft natierlech net den, deen eng Rei vun Appartementer huet, mee loosse mer soen, dee Mann oder déi Fra oder déi Famill, déi sech en Appartement ugeschafft hunn iwwert dee Wee, fir zum Beispill hir Pensioun opzebesseren, dat fanne mer bei Geschäftsleit, dat fanne mer bei Privatleit, Fräiberuffler, déi si vläicht do e bëssen iwwerrascht. Nichtsdestotrotz mengen ech, dass am Sënn vun der Gerechtegkeet, vun der Steiergerechtegkeet, déi Moosnam total an der Rei ass.

An ech ginn och op deem Punkt nach kuerz dann op de Logement an. Mir verlaangen, dass d'Inneministesch, déi elo haut dankbarerweis hei ass, dass déi bis zu dem 15. Oktober 2021, dat heescht, viru Beginn oder zu Beginn vun dem nächste Legislaturjoer, e Projet de loi déposiert iwwert d'Reform vun der Grondsteuer. Dat gëtt jo och annoncéiert als ee vun de Projet-pharé vun dëser Koalitioun. Abee dann: Weisen zielt!

A mir kënnen net méi akzeptéieren, ech soen lech dat riichteraus, Madamm Minister, dass Dir ëmmer kommt: „Mir schaffen drun!“ Mee wann een esou eppes an e Walprogramm schreift, an et ass jo net esou, dass Dir den Inneministère eréischt zënter zwee Joer hutt, neen, den Inneministère ass am Besëtz oder ass gefouert vun der LSAPP zënter 2013, mee da mussst Der jo kloer Iddien hunn. A mir hätte gären, dass Der dat op den Dësch leet.

An dréckt och elo net d'Responsabilitéit op d'Gemengen a sot: „Mir mussen waarden, bis dass déi lescht Gemeng hire PAG huet.“ Well ech soen lech: Bis 2023 huet net déi lescht Gemeng hire PAG! Well wa se een huet an e gëtt herno beim Verwaltungsgericht annulléiert, da sot Der erëm: „Jo, si hunn nach net hiren definitive PAG.“ Dir kënn och abstrakt e Projet de loi déposéieren, onofhängeg dervun, ob déi lescht Gemeng hire PAG ajustéiert huet oder net. An an deem Sënn, Här President, iwwerreechen ech lech och eng Motioun, wou mer d'Inneministesch dozou opfuereeren.

**Motion 16**

*La Chambre des Députés,*

- *rappelant*

• *que durant la dernière législature, le Gouvernement avait pris l'engagement de réformer l'impôt foncier dans le cadre d'une réforme globale des finances communales ;*

• *que cette réforme était censée assurer aux collectivités locales un revenu stable contribuant au financement des infrastructures locales ;*

• *qu'un des objectifs avérés de ladite réforme consisterait également à établir une équité certaine entre les contribuables et permettre une affectation plus économe des ressources foncières,*

- *relu dans ce contexte les termes de l'accord de coalition 2018-2023 : « La réforme de l'impôt foncier, qui devra contrecarrer la spéculation foncière, sera reliée à la refonte des plans d'aménagement généraux (PAG) "nouvelle génération". Une tranche exonérée sur l'impôt foncier qui grève les biens immobiliers habités par leurs propriétaires sera introduite. La réforme de l'impôt foncier donnera l'occasion de remplacer et de simplifier le système de la taxe communale spécifique d'occupation ou de non-affectation à la construction de certains immeubles. »*



- *rappelant qu'en décembre 2019, Madame le Ministre de l'Intérieur ajoutait que cette réforme ferait partie du paquet de réforme fiscale annoncé pour 2020 ;*

- *déplorant que cette réforme fiscale a été reportée sine die par les responsables gouvernementaux, ce alors même que selon les mêmes personnes, les travaux y relatifs se trouvaient déjà au printemps à un stade avancé ;*

- *notant toutefois que, d'après les informations à notre disposition, la réforme de l'impôt foncier serait finalisée avant la fin de la présente législature ;*

- *rappelant que la détermination de l'impôt foncier se fait toujours à partir de la « valeur unitaire » à déterminer par l'Administration des contributions directes ;*

- *rappelant également que la base de calcul de la valeur unitaire n'a pas été revue depuis 1941 ;*

- *notant dans ce contexte*

• *que dans un arrêt d'avril 2018, la Cour constitutionnelle allemande a invalidé le mode de calcul de la taxe foncière en relevant que les valeurs de référence sont restées inchangées depuis plus d'un demi-siècle et entraînant ainsi une rupture du principe d'égalité entre les contribuables ;*

• *que cet arrêt est transposable au Luxembourg, alors que notre régime date de l'époque de l'occupation nazie du Luxembourg,*

- *relu les recommandations du rapporteur budgétaire en matière de réforme de l'impôt foncier,*

*invite le Gouvernement*

- *à déposer d'ici la fin de la présente session parlementaire, soit avant le 15 octobre 2021, un projet de loi portant réforme de l'impôt foncier.*

(s.) Gilles Roth, Martine Hansen, Marc Lies, Laurent Mosar, Marc Spautz.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Dir Dammen an Dir Hären, wann Der erlaabt, an dat ass de Schluss vu menger Ried, elo kënt jo d'Fro: „Majo, wat hätt Dir da gemaach?“, da ginn ech lech fënnef, sechs konkreet Pisten, déi besonnesch de Logement betreffen. De Marc Lies huet der schonns eng Rei ugefëiert gehat. Ben, mir hätten eigentlech erwaart, duerfir hu mer och eng Motioun gemaach gehat, dass den Zukunftsfong, deen do dran ass, och Suen investéiert hätt an den Akaf vun Terrainen. Dat ass eng konkreet Fuerderung. Dat hätt mir gemaach. Mir hätten déi 140 Milliounen Euro, wou de Satellitt an de Sand gesat ginn ass, och an den Ukaf vun Terraine gestach.

Da ginn ech lech och eng konkreet Proposition vum der CSV, wat d'Spekulation ubelaangt. Et gëtt jo vill vu Spekulation geschwat. Mir héieren: „Mir müssen hei a mir müssen do“, mee ech hunn awer keng konkreet Iddien héieren. Abee, am Iddiewettbewerb, wéi de François Benoy dat och gemaach huet, do kënt Der dermat d'accord sinn oder net, Dir kënt et och kritiséieren, mee zumindest hu mer eng konkreet Proposition op deem Punkt gemaach. Wann een en Appartement keeft a wann een dat zwee Joer hält, dee Meerwäert, deen ee bei deem Appartement huet, an dat kann an déi honnert Dausenden Euro goen au vu vun der Evolution vun den Immobiliepräisser, dann kritt een no méi wéi zwee Joer do e reduziéierte Steiersaz, deen ass net méi 40 %, mee 20 %. Mir sinn als CSV der Meenung, dass een, fir dass een an de Genoss vun deem reduziéierte Steiersaz vun 20 % kënt, déi Immobilie net nëmmen zwee, mee fënnef Joer muss halen. A wann ee se viru fënnef Joer verkeeft, dass een da mat dem normale Steiersaz besteiert gëtt. Dat ass eng konkreet Propos, déi mer als CSV wëlle maachen, och am Sënn, fir géint d'Spekulation virzegoen.

Eng weider konkreet Proposition - Dir hätt jo gäre konkreet Propositionen: Eppes, wat et de Moment an der Stad Lëtzebuerg gëtt, kee weess et, oder déi mannst wëssen et, et gëtt et awer do, an et huet jo keen, souwuel vun der Majoritéit wéi vun der Opposition, sech vun där Disposition getrennt, sou dass ech dervun ausginn, dass se parteiwwergräifend akzeptéiert ass: D'Stad Lëtzebuerg huet eng Surtaxe communale. Wat heescht Surtaxe communale? Wann Der an der Stad Lëtzebuerg en Immeuble de rapport oder e Local de commerce kaaft, da bezuelt Der do 6 % Enregistrement, mee Dir bezuelt der Stad Lëtzebuerg nach eng Kéier - d'Madamm Beissel néckt - 3 % zousätzlech Droit d'enregistrement. An da steet awer an deem selwechte Reglement eng Disposition, déi seet nämlech, wann Der e Bauterrain kaaft, e Bauterrain, dee fäerdeg do läit, wou Der kënt muer drop bauen, wann Der dee kaaft an Dir deklaréiert net bei dem Akt, dass Der op deem Bauterrain bannent fënnef Jore baut, dass Der dann och musst déi 3 % zousätzlech Droit d'enregistrement bezuelen.

Déi kritt Der allerdéngs erëm, och wann Der et net bei dem Acte notarié deklaréiert hutt, wann Der bannent fënnef Jore kënt noweisen, dass Der drop gebaut hutt. Ech fannen, oder mir fannen, dat eng fair Propos.

Ech ginn lech e konkreet Beispill: Wann Der e Bauterrain hutt, dee fäerdeg ass, loosse mer soen, dee géif 400.000 Euro kaschten - dann ass et nach e klengen! -, da bezuelt Der eng zousätzlech Tax vun 3 % vu 400.000, dat sinn 12.000 Euro, wann Der sot: „Ech bauen net an deenen nächste fënnef Joren drop“. Dat ass eng eemoleg Tax. Wann Der no véier Joer baut, kritt Der d'Suen erëm. Wann Der den Terrain méi laang haalt, jo, da sinn déi 12.000 Euro fort.

Elo muss ech lech ganz éierlech soen: Mat der Wäertsteigerung vun den Terrainen an engem, dee sech kann erlaben, en Terrain vu 400.000-500.000 Euro - haut sinn alt Terraine vun enger Millioun ugefëiert ginn -, fir deen esou laang kënnen ze halen, bon, da kritt e jo Plus-value drop an dann ass e jo net an der Nout vu Geld an och net an der Nout vun enger Wunneng, si mir als CSV, als Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei, der Meenung, dass een dat och kéint bezuelen - eng weider konkreet Proposition zu enger Spekulation!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Bei der Grondsteuer hu mer kee Problem, dass déi berechent gëtt no der Bebaubarkeet vun engem Terrain. Ech explizéiere mech: Et heescht jo „Grondsteuer“, et heescht net „Bausteuer“ - „Grondsteuer“! Mee wann ee sech et kann erlaben, op engem Terrain vun 8 Ar e Bungalow vun 120 Meterkaree ze bauen, e kéint awer eng Maison bifamiliale oder eng Maison trifamiliale bauen, an d'Luucht do bauen, wou e weesentlech méi Wunraum géif schafen, jo, da leescht dee sech jo gären dee Confort. Mee si mer der Meenung, dass deejénigen, ob deen e Bungalow drop baut oder ob en eng Maison trifamiliale mat Logement drop baut, dass en do déi selwecht Grondsteuer soll bezuelen?

Eng weider konkreet Moosssnam ass déi: Mir sinn a Krisenzyklen, mir hätt jo gären, dass männer spekuléiert gëtt mat den Immeubles. Mir sinn der Meenung, dass eng ganz Rei vun Entreprisë schlecht dru sinn, richtig schlecht dru sinn! Déi brauche Friemkapital an da kréie se net alles vun de Banke geléint. Mir sinn zum Beispill der Meenung, dass een do, änlech no dem System vun dem Capital-risque, Zertifikater kéint kréien, wann een a Start-uppen, a PMEen investéiert, déi mengetweegen och nach nohalteg schaffen, nohalteg Gebailechkeete maachen, dass een da Certificats de capital-risque kritt vum Staat, wou een eng Steuerbonifikation dofir kritt.

Ech hu schonns gesot: Bei den Investitiounen si mir der Meenung, dass och d'sozial Kohäsion eng Investitioun ass. A mir hätt kee Problem, wann och do, et ass de Moien e Chiffer genannt ginn, oder virun, e Chiffer vun an déi 40 Milliounen, wann dat och e bësse méi héich wier, dass d'Sozialleeschungen, sief dat d'Kannergeld oder aner Sozialleeschungen, dass déi géifen no uewe geféiert ginn.

Wat d'Tariffgestaltung op de Steieren ubelaangt, do reservéiere mer eis eis Positioun. Mir sinn der Meenung, dass een och muss an Zukunft drun denken, dass d'Kafkraaft vun de Leit net duerch eng iwwerméisseg Steuerbelaaschtung geschmälert gëtt. An duerfir soe mir, dass mer eis Proposition op den Dësch leeën, wann déi Etüd, déi den Här Bauler an der Finanzkommission zesumme mat dem Finanzminister proposéiert huet, op dem Dësch läit.

Zur Konkusioun: De Budget, Dir Dammen an Dir Hären, deen huet eng Presentatioun kritt, déi eigentlech der finanzieller Situatioun vun dësem Land zu dësem Zäitpunkt net an d'Ae kuckt. Et ass, fir eis, e Budget vun de verpasste Chancen an der Vergaangenheet. Et ass e vergiess ginn, en Apel fir den Duuscht op d'Säit ze leeën. Amplatz Scholden ofzebaue gouf Halligalli gemaach. Jiddweree krut dat, wat e gäre gehat hätt, a virun allem, fir den Dräierblock zesummenzehalen.

Et ass e Budget, dee keng kloer Visioun huet fir d'Zukunft, mat engem zäitlech strukturierte Plan de relance. An et ass e Budget social, deen net ausgewogen ass an deen zu enger breeder Belaaschtung vu besonnesch der Mittelschicht wäert bäidroen. An et sinn e puer Happy Few, déi profitéiere vu Steuerbonien an Ökoprimmen. An dat fanne mir sozial net gerecht. An esou e Budget kënnen mir als Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei net matdroen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Une voix.** - Bravo!

(Brouhaha)

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och dem Här Roth. Den nächsten agedroene Riedner ass den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech meng Ried ufänken, wollt ech fir d'éischt dem Budgetsrapporteur François Benoy Merci soe fir seng Fläissarbecht, déi en als Budgetsrapporteur gelescht huet, souwéi och de Kolleegen a Kolleeginnen aus der Finanz- a Budgetskommission fir déi konstruktiv kritesch

Zesummenaarbecht. Och merci dem Här Finanzminister fir seng Erklärungen an och all deenen Institutionen, déi mer begéint hunn, mat deene mer konnten e ganz opschlossräichen Austausch féieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, en aalt Spréchwuert seet: „Wann de weise Mann mam Fanger op de Mound weist, da kuckt dee männer weisen op de Fanger.“ Dës Riedensart erënnert eis drun, dass mer eigentlech gutt oppasse sollen, dass mer waakreg solle bleiwen, fir alles genee ze analyséieren, an dat Weesentlecht, d'Zusammenhäng net aus den Ae solle verléieren.

Sou ass et och mat de statistesche Schätzungen, déi mer dëser Deeg héieren a liesen. Net, dass mer alles a Fro solle stellen, wat mer déi lescht Wochen an der Finanz- a Budgetskommission gezielt kruten, mee dass mer vill méi de Kapp aus dem Gestrépp vun den Zuelen an den Estimatiounen strecken, fir nëmmen net de Bléck fir dat Ganzt ze verléieren a fir gewëss ze sinn an ze bleiwen, dass näischt méi sécher ass wéi dat Onséchert. Well kee vun eis weess, wat an dëser Kris nach alles op eis duerkomme wäert.

Schliisslech geet et mat dësem Budget drëm, fir Land a Leit op d'Zukunft virzubereeden. Vill méi geet et awer och drëm, fir am Joer 2021 sou vill wirtschaftlech a berufflech Existenze wéi méiglech ze retten.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et kann een et net dacks genuch soen: De Budget 2021 schreift sech an een aussergewöhnlechen, jo, historiesche Kontext an. Net nëmmen ass de wirtschaftlechen a soziale Kontext extraordinär, mee dëse Budget ass et och!

Wann ee kuckt, wéi déi makroekonomesch Previsiounen an de leschte Méint gewieselt hunn, versteet een, dass mer a relativ ongewëssen Zäite liewen an Hypotheesen ëmmer nees müssen iwwerschafft ginn. Héchstwahrscheinlech och an de kommende Méint, wann een drun denkt, dass an Däitschland en totale Lockdown gemaach ginn ass, a sécherlech wäert dat och nach eis Statistiken, wat de Wuesstum ugeet, beaflossen.

Och wann déi lescht Schätzung vum Stateg manner dramatesch kléngen, wéi dat nach virun e puer Méint de Fall war, ass a bleift d'Situatioun eescht an d'Joer 2021 wäert nach ganz vill Onsécherheeten a vläicht och Iwwerraschunge mat sech bréngen.

E progressive Retour zur Normalitéit an eise Liewen ass sécher net garantéiert. Näischt wäert méi si wéi virum März 2020, virun allem, wat eis Wirtschaft betrëfft. Mir müssen eis däers elo scho bewosst sinn - mir sinn dat och - an däreren d'Aen effektiv net virun de Realitéiten zoumaachen.

Mir kënnen dowéinst frou sinn, dass mer an deene leschte Joren eng zukunftsorientéiert Finanzpolitik an dësem Land gemaach hunn, déi eis, contrairement zu deene meeschten anere Länner an der EU, d'Méiglechkeet ginn huet, fir mat engem gewësse Sputt an dës dach awer séier schwéier Kris eranzegeen, e Sputt, deen eis dëst Joer erméiglecht huet, fir e Stabiliséierungs- a Relanceplang opzestellen, wéi et der eigentlech nëmme weéng an der Europäescher Unioon gouf, e Sputt, deen et méiglech gemaach huet, dass mir séier Moosssnamen op d'Bee stelle konnten, fir dës Kris ze meeschteren, mee awer och fir eis längerfristeg Ziler net komplett aus den Aen ze verléieren. Dee Sputt war do, well mer 2018 an 2019 nees zanter Laangem budgetär Iwwerschëss verzeechne konnten. Dat niéiert jo och keen. An et wier sécher nach méi Spillraum do gewiescht, wann d'Regierung zum Beispill manner investéiert hätt. Ma dat war awer net hire Choix, well se eebe wollt, dass mer Akzenter setzen, fir an Zäite vun engem rasante Wandel op méi Pläng d'Land op d'Zukunft virzubereeden, e Land, dat mer zum Beispill a Saache Mobilitéit nei opstelle wëllen oder deem seng effentlech Infrastrukturen et den Ufuerderunge vun der Zäit unzepasse gëllt.

Och wann an de leschte Méint verschidden Erausforderungen, wéi zum Beispill déi dach spierbar klimatesch Verännerungen, net méi sou am Fokus stoungen, heescht et, oder heescht et net, fir et emol esou ze formuléieren, dass déi eigentlech net méi existéiere géifen! Ganz am Géigendeel!

Mir als demokratesch Fraktioun, d'DP-Fraktioun wuel gemierkt, freeën eis driwwer, dass d'Regierung sech weiderhin am Sënn vun enger qualitativ orientierter Entwécklung, konsequenten Investissementer a puncto Solidaritéit, spréch sozialer Sécherheet, Logement, Nohaltegkeet an infrastruktureller Attraktivitéit, engagéiert. Ganzer 2,8 Milliarden Euro - dat entsprécht 4,3 % vum PIB - si fir d'nächst Joer budgetiséiert. Dat entsprécht engem nach méi héije Montant wéi déi ordinär Investissementer fir d'Joer 2019.

Datt d'Investissementer weider héichgehele ginn, ass déi richtig Entscheidung. Et wier ouni Zweifel de falsche Moment gewiescht, fir grad elo, matzen an enger vun deene schlëmmste Krisen, déi d'Welt zanter de Pétrolskrise vun 1973/1974, 1979/1980, Dir erënnert lech, erlieft huet, déi staatlech Depen-

sen erfzeschrauwen. Et wier falsch gewiescht, fir eise Betriber an hire Leit, déi sech eeschthaff Sueren ëm hir Zukunft maachen, männer Optrag ze ginn, just fir no der schwaarzer Null ze kucken oder den Defizit a Grenzen ze halen. Wier de Staat do massiv op d'Brems getrueden, hätt dat bedeit, dass Aarmut an Aarbechtslosegkeet séier geklomme wieren.

An Däitschland si se an deene leschte Joren op déi schwaarzer Null zougefuert. Si hu se och erreecht. Et ass just driwwer gestridde ginn, ob et eng schwaarz oder eng rout Null wier. Mee gitt awer net an Däitschland kucken, wéi gewëssen Infrastrukturen, Brécken, Stroossen, Schoulen, Spideeler, Maison-relaisen do ausgesinn - an deen enormen Nohuelbedarf, deen Däitschland um Niveau vun der Digitaliséierung ze verzeechnen huet! An dat mierkt ee grad elo an der Kris, souwuel um Niveau vum Tele-travail wéi och vun de Schoulen.

D'Investissementer vum nächste Joer wäerten eise Land hëllefen, fir duerch dës Kris ze kommen an d'Relance anzuleeden, jo, se ze beschleunegen. Doriwwer eraus wäerten eis dës Investissementer et erméiglechen, fir eis Wirtschaft méi widderstandsfäeg ze maachen.

Et ass ëmmer gefrot ginn an de leschte Wochen a Méint: „Wou huet Der déi Suen hier?“ Ma hätt mer dëst Joer keng Coronakris gehat, wier eis Staatschold op manner wéi 20 % am Verglach zum PIB zrëckgaangen. 20 % Verschëldung par rapport zu eise Raichtum konnten zanter 2011 net méi erreecht ginn, an dat trotz Rekordinvestissementer iwwer all déi Joren. Et kann, jo, et wëllt een och ëmmer nees um déi Iwwerschëss am Zentralstaat erënnere. 2018 an 2019 - ech hunn et gesot - gouf et hei Excedente beim Zentralstaat. Och dat war zanter der Bankekris/Finanzkris, zanter 2008, net méi de Fall.

Ech dréien eng Kéier d'Zäit kuerz zrëck an den Ufank vum Joer 2013. An deem Joer ware mer an engem relativ favorablen Ëmfeld, wann een dat mat haut vergläicht. Mir haten 3,7 % Wirtschaftswuesstem. An deem Joer ass de Staat awer dräimol Sue léine gaangen: eemol am März 2013 fir 750 Milliounen Euro, eemol am Juli fir 2.000 Milliounen, also 2 Milliarden Euro, an dann nach eemol am August 2013 fir 300 Milliounen Euro - also ronn 3.000 Milliounen Euro Scholden an deem memorabele Joer 2013.

Mir hunn et hei, wéi ech scho gesot hunn, mat enger vun deenen heftegste Krisen aus eiser Geschicht ze dinn, wann net souguer där heftegster. Eng Kris, während där de Staat fir de Chômage partiel vu bal 400.000 Salaréien opkomm ass an opkomme wäert, Betriber an Independante massiv ënert d'Aerm gegräff huet a weider gräift, fir se virum Schlëmmsten, dem sozialen Ofstig, ze schützen.

Jo, dës Regierung huet misse Sue léine goen. A mir kënnen frou sinn, dass si et net gescheit huet, fir sech d'Mëttelen ze ginn, fir ze verhënneren, dass d'Leit ouni Aarbecht dostinn an eisen Tissu économique a Stécker gerass gi wier, amplatz dass se nogekuckt hätt, wéi eng dach gréisstendeels gesond Economie, wann een emol vu gewëssene strukturelle Verännerungen a bestëmmte Branchen ofgesäit, denke mer zum Beispill un d'Medienindustrie, dass also eng duerch d'Bank dach awer gréisstendeels gesond Wirtschaft eng krank Wirtschaft gi wier, well et un Ofsaz gefeelt hätt. Quasi all europäesch Staaten a Regierungen, egal, wat fir eng Faarf se hunn an haten, wat fir eng politesch Konstellatioun, hunn dat och net anescht gemaach.

Jo, mir hunn an dësem Joer en Emprunt vun 2,5 Milliarden Euro am Kader vun der Covidkris müssen ophuelen. Jo, mir hunn en nohaltegen Emprunt vun 1,5 Milliarden an dësem Joer opgeho. Mir hunn awer am Mee misse fréier Laaschten aus dem Joer 2010 an Héicht vun 2 Milliarde refinanzéieren.

Et gouf och behaupt, dass eis Scholden an dësem Joer esou schnell wéi a kengem aneren EU-Land an d'Luucht gaange wieren. Dat léisst sech à la lumière des faits awer guer net bestätegen. Ganz am Géigendeel: Mir gehéiere bei der Progressioun souwéi och beim Niveau vun der Staatsschold zu de beschte Schüler, europäesch Statistiken an Zuelen à l'appui. Den Här Finanzminister huet eis dat jo och de Moien unhand vun europäeschen Date gewisen. Hien huet dat fir d'Joren 2019 par rapport zu 2021 gekuckt.

Kommt, mir maachen eng kleng Rees! Kommt, mir maachen e virtuelle Tour duerch Europa, fir ze kucken, wat do lass ass, wat d'Progressioun vun der Staatsschold an dësem Joer betrëfft! Wann ech 2020 mat 2019 vergläichen, sou läit dës bei eis hei zu Lëtzebuerg bei ongeféier 5,4 Prozentpunkten, an Däitschland bei 11 Prozentpunkten, an der Belsch bei 18 Prozentpunkten, a Frankräich bei bal 20 an an Italie bei quasi 27 Prozentpunkten. Anescht ausgedréckt wäert sech d'Staatsschold an Däitschland zweemol méi, a Frankräich dräimol méi an an Italie fënnemol méi erhéije wéi hei zu Lëtzebuerg.

An opgepasst: Och a Prozenter ass eis Progressioun eng vun deenen niddregsten an der Euro-



päescher Unioun. Wat den Niveau vun der Verschëldung ubelaangt, steiere mer op eng Verschëldung par rapport zu eisem PIB, eng Verschëldung vum Zentralstaat vu 27,4 % am Joer 2020 op 29,4 % d'nächst Joer zou. Dat mécht kee frou. Dat ass awer nach ëmmer ënnert dem Maastricht-Krittär vu 60 %. Als kleng Verglach: Par rapport zu der Wirtschaftsleeschung wäert d'Veerschëldung an Däitschland méi wéi zweemol méi, an der Belsch 3,5-mol méi, a Frankräich bal véiermol méi an an Italie méi wéi fënnefmol méi si wéi bei eis.

Jo, och d'nächst Joer wäert kee Rekordjoer fir d'Staatsfinanze sinn, mee den Draft Budgetary Plans no, déi jo bei der Kommissioun vun de Memberstaaten hannerluecht goufen, wäert Lëtzebuerg den niddregsten Defizit an der EU hunn. Och wann eis Finanzsituatioun am Verglach mat de Länner ronderëm spierbar besser ass, ass elo sécherlech net de Moment fir Steuererleichterungen. An et ass awer och scho guer net de Moment, fir spierbar Steuererhéijungen, déi eendeiteg Gëft fir eis Ekonomie an hir Relance wieren, déi also all Politik vun Opschwung géifen am Keim erstécken.

Jidderee versteet och, datt grad elo matzen an der Kris net de Moment ass, fir iwwer eng generell Steuerreform ze schwätzen. Mir freeën eis dowéinst émsou méi, datt de Finanzminister beim Depot vun deem Budgetsprojert eng Rëtsch qualitativ Mesuren ugekënnegt hat. Dëse Budget setzt an dëse schwierigen Zäiten op Moossnamen, déi sozial méi gerecht, transparent an durabel an dofir grad elo sënnavoll sinn.

Ech wëll vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir nach eng Kéier drun ze erënneren, datt mir mat deem Gesetzesprojert der Ongerechtegkeet bei der Besteuerung vu Lëtzeburger Immobilien an de FISEn en Enn setzen. Et ass och virdru gesot ginn an och begrësst ginn, esou, wéi och de Koalitiounsaccord et virgesinn huet. Och wäert den aktuelle System vun de Warranten, wéi mir hei zu Lëtzebuerg soen, méi bekannt ënnert dem Regimm vun de Stockoptions, ofgeschaaft an duerch méi fair Systemer ersat ginn.

Bei deenen neien Instrumenter vun der Prime participative an der Prime d'impatriation kënnen mer engersäits séchergoen, datt et zu kengem Mëssbrauch méi kënnt an datt mer nach ëmmer e kompetitiven Hiewel hunn, fir héich spezialiséiert Aarbechtskräften aus dem wäiten Ausland, déi mer heiheim ëmmer brauchen, also déi mer och heiheim net hunn, op Lëtzebuerg ugezunn ze kréien, fir datt si d'Méiglechkeet kréien, hei ze innovéieren, an derzou bäidroen, datt de Standuert weider diversifizéiert gëtt. Anersäits schafe mer mat der Prime participative e gerechten an transparente System, fir de Lounempfänger d'Méiglechkeet ze ginn, um Benefiss vun hirem Betrib, an deem se schaffen, bedeelegt ze ginn.

Här President, als DP-Fraktioun begrësse mer et och ausdrécklech, datt de Finanzminister an dëse strapaziéierten a schwierigen Zäiten all Mount d'Chamber iwwert d'Entwécklung vun der budgetärer Situatioun informéiere kënnt. Dëse Monitoring ass nëideg. Sāi Virgänger, de Luc Frieden, huet dat deemools och am Kontext vun der Banken- a Finanzkris gemaach. Esou, wéi scho gesot: Och wann de Statec eis viru Kuerzem manner pessimistesche Zuele fir dëst Joer virgestallt huet, mir sinn nach net iwwert de Bierg an d'nächst Joer wäert, wéi ech éinescht gesot hunn, nach eng Rei Risike mat sech bréngen.

Wa mer Scholde maachen, mussen mer och soen, datt de Finanzminister net einfach esou Scholde mécht, well e moies opsteet an op eemol beim Kaffi an engem gudde Croissant mat Gebeess aus dem Naturpark Our ...

**(Hilarité)**

... et eng gutt Iddi géif fannen, fir d'Veerschëldung an d'Luucht ze dreiwien, nëmme well d'Zënse den Moment negativ sinn.

D'Finanzpolitik a Scholde maachen, dat ass kee Selbstzweck, a scho guer net an dësen Zäiten. Et geet ëm d'Rettung vun Aarbechtspulzen, jo, et geet ëm Mënschen an et geet ëm hir Familljen. Et geet drëms, datt d'Leit och an Zukunft hir Aarbechtspulze behalen. Si gëllt et ze schützen! Et geet drëms, derfir ze suergen, datt Existenzen, kreativ Initiativen a Liewenswierker net zerstéiert ginn. Et geet drëms, fir d'Humankapital, also déi menschlech Kompetenz, d'menschlech Fertigkeiten, d'menschlech Intelligenz, eis wichtegst Ressource hei zu Lëtzebuerg, a Brout an Aarbecht ze halen. Et geet drëms, fir eise Standuert weider attraktiv ze halen. Well ouni déi menschlech Imaginatioun, ouni Talenter vun no a wäit, ouni Aarbechter an Handwerker, déi all Dag schwéier op engem Chantier oder an engem Atelier schaffen an d'Aerm allmoies müssen eropstréppen, fir datt et eis all heibanne gutt geet, ouni all dës Leit kéinte mer de Standuert Lëtzebuerg vergiessen an et kéint een de Schlëssel ënnert den Teppesch leeën.

Mir sollen dofir als Chamber zesumme mat der Regierung derfir suergen, datt mer déi Mënschen, déi

an eisem Land wierken a sech Dag fir Dag ploen, ob Salaré, Selbstännegen oder Patron vun engem Betrib, datt mer si all net am Stach loossen an hinnen d'Zouversicht ginn, datt mer un en neien Opschwung mat enger neier durabler, dauerhafter Dynamik gleewen. Dat ass de Wille vun der Regierung an all deenen, déi se doranner bestärken a begleede wëllen.

Ech wëilt zum Schluss nach eemol op d'Spréchwuert zrëckkommen, dat ech am Ufank vu menger Ried zitéiert hat: „Wann de weise Mann mam Zeigefanger op de Mound weist, da kuckt dee manner weisen op de Fanger.“

Ech denken, datt mir all heibannen zu deene gehéiere wëllen, déi net esou enk geréppt sinn an op den Zeigefanger kucken. Wa mir méi wäit kucke wéi den Zeigefanger, wa mer de Bléck fir dat Ganz, fir d'Zukunft vun eis all behalen, wa mer wëssen, datt d'Schold, déi huet misse gemaach ginn, kee Selbstzweck ass, kee Selbstzweck därer sinn, mee derfir do ass, fir Existenzen an eng virun der Kris grëssendeels gesond Ekonomie ze retten, wa mer wëssen, datt en Austeritéitsprogramm déi falsch Entscheidung an der Kris gewiescht wier, well se an Zukunft weesentlech méi Scholde mat sech zéie géif, wéi déi, déi mer elo 2021 mussen maachen, fir esou vill Aktivitéite wéi méiglech ze stäipen an ze retten, wa mer also all dat genee betruuechten, dann hu mer verantwortungsvoll gehandelt, verantwortungsvoll a wäitsiichteg fir eis selwer a fir déi, déi no eis kommen.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och dem Här Bauler. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

**(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)**

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mäi Frënd, de Gilles Roth, deem ech ausdrécklech fir eng exzellent fundéiert Ried hei wëll felicitéieren, virun e puer Minuten op d'Geschicht agaangen ass an op dat, wat en nennt ..., déi Geschichten, déi de Finanzminister a puncto Finanzcapacitéit, Endettement, Reserven an deene leschten Deeg, Wochen, Méint a Joren zum Beschte ginn huet, sinn ech un d'Vergangenheet erënnert ginn, well ech war derbäi 2008.

Ech weess net, ob der nach vill derbäi sinn heibannen, déi 2008 derbäi waren a vir un der Positioun hei an der Chamber, wéi d'Kris ausgebrach ass. An et gëtt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ganz grouss Differenzen tëscht der Aart a Weis, wéi probéiert ginn ass, d'Kris 2008/2009 bis 2012 ze geréieren, an der Aart a Weis, wéi d'Kris haut geréiert gëtt.

Well 2008 sinn et Reserve ginn. 2008 hat déi deemoleg Regierung, déi sech d'ailleurs doranner a kenger Sekonn ënnerscheet huet vun där vu virdrun, nämlech CSV/DP, duerno CSV/LSAP, nom Crash vun 2001, der Internetbulle an esou weider, derfir gesuergt, dass fir zwee Budgetsexercicer, nämlech fir d'Budgetexercicer 2008 an 2009, Reserven - Reserven! - zur Verfügung stoungen, fir kënnen antizyklesch Politik ze maachen, net Scholden, op déi ech nei Scholde leeën, mee Reserven, déi ech während zwee Joer gebrauchte konnt, ier ech mech hu misse verschëlden, fir géint d'Kris virzegoen - déi éischt grouss Differenz!

Déi zweet grouss Differenz, Här President, dat ass, dass mer 2009 eng grouss Debatt an der Chamber haten iwwert d'Zukunft vun eisem Land a wéi mer mat där Kris géifen ëmgoen an dass am Virfeld vun där Debatt mat allen Oppositionsparteien Diskussionen geféiert gi sinn, fir ze kucken, wéi mer dat gemeinsam géife steieren. Et ass also net an engem Dräierclub decidéiert ginn, wéi d'Zukunft vum Land géif ausgesinn 2008/2009!

An dat hat zur Konsequenz, dass d'DP - ech mengen, ech kéint mech nach erënneren, dass den Här Meisch deemools d'Ried gehalen huet an der Chamber - sech ëffentlech d'accord erkläert huet mat den Optiounen, déi geholl gi sinn deemools a wou mer gesot hunn - ech wëll de Keynes elo net zitéieren, deen d'ailleurs ni méi wéi dräi, véier Joer an der Realitéit seng Berechtigung aushält: „Elo huele mer fir d'éischt d'Reserven, da verschëldet mer eis a mer ginn eis d'Wuert, dass mer fir 2012 déi antizyklesch Politik opheieren an nees kucken, an déi aner Richtung ze kommen.“

Den drëtten groussen Ënnerscheed: 2012 hate mer nach eng Majoritéit an der Chamber, déi hir Responsabilitéit geholl huet, contrairement zu deem, wat mer haut hei gesinn, hir Responsabilitéit dahingehend, dass, wéi d'Regierung dat, wat se 2009 versprach huet, net agehalen huet, déi zwou Majoritéitsfraktiounen an der Chamber d'Regierung quasi derzou forcéiert hunn, hire Budget ze readaptéieren, fir en an d'Lot ze bréngen, dass also d'Chamber hiren Deel derzou bäigedroen huet, fir ze verhënnern, dass mer an eng Scholdespiral géife kommen, déi eist Land net packt.

An ech ka généralement all europäesche Verglach quelconque iwwer Scholdepolitik aushalen, mee mir als Land net, well mir als Land, wa mer iwwer e gewësse Prozentsaz vu Verschëldung erausginn, net méi wäerten à même sinn no engem gewëssene Moment, fir an engem rasonablen Delai an ënnert deene Méiglechkeeten, déi mer hunn, nees dohinner zrëckzekommen, wou mer virdru waren. An dofir ass et fir mech eigentlech „erste Bürgerpflicht“, fir sécherzestellen, dass mer net an déi Verschëldung - an ech mengen och, net op déi Moossen -, därerfe kommen, an deene mer elo scho sinn.

Dass mer elo um Enn vum nächste Joer bei quasi 30 % ukommen, ass awer d'Konsequenz vum véierte Punkt. Dat ass, dass an deene gudde Joren, déi no 2013 komm sinn, soi-disant de Punkt null, wou et jo esou schrecklech war ... - ech hu virdrun erkläert, firwat dass et schrecklech war, wéi den Här Gramegna Finanzminister ginn ass: Well mer et an de Joren 2016, 2017, 2018 an 2019 verpasst hunn, déi Reserven nees opzestocken, déi mer elo kéinte gebrauchen, fir zumindest emol d'Joer 2020 ze packen, ...

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - ... an dass mer dat Joer 2020 elo net packen ouni grouss Verschëldung, well mer eebe keng Reserve geschaf hunn. Mir haten d'Moyenen, fir eis Reserven ze schafen an deene gudde Joren, mir hunn et net gemaach! Dat ass erstmaleg an der Geschicht vum Lëtzeburger Land no den 90er-Joren, no deem, wat 2001 war, an no deem, wat 2013 war, dass net dervu profitéiert ginn ass an deene gudde Joren - an et ass schonn an der Bibel vun deene siwe fetten a vun deene siwe more Jore rieds gaangen -, fir eis déi Reserven ze schafen, déi eis et elo erlaabt hätten, Här Finanzminister, op déi Reserven zrëckzegräifen an dann - wat ech nämlech fäerten, ass, dass d'Kris eis nach laang wäert begleeden, nach déi nächst zwee oder dräi Joer - d'nächst Joer an eng Situatioun ze komme fir ze soen: „Elo huele mer déi Verschëldung op, déi noutwendeg ass, a mir ginn eis d'Wuert, soubal déi Kris eriwuer ass, fir nees dohinner ze kommen, wou mer virdru waren!“

Et war guer net Deel vu menger Ried, dat, wat ech elo gesot hunn, mee ech muss ganz éierlech soen, déi Aart a Weis, fir déi Zäit 2008-2012 esou duerstellen, wéi Dir, Här Gramegna, dat an deene leschte Jore systematesch maacht, entsprécht a kengster Weis enger historiescher Wourecht. Dir hutt 2013 eng Situatioun an de Staatsfinanze virfonnt, net, well d'CSV schlecht gewirtschaft hätt, mee well dës Chamber 2009 mat de Stëmme vun alle Parteien decidéiert huet, dass mer während véier Joer géifen antizyklesch Politik maachen an da kucken, dass mer nees géifen dohinner kommen, wouhier mer géife kommen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Ech kommen dann zu deem, wat ech eigentlech preparéiert hunn: d'Gemegefinanzen, déi a mengen Aen Deel sinn, e wichtige Deel vun engem Budget. An ech wëll der Madamm Minister ausdrécklech Merci soen, dass se sech Zäit geholl huet, si huet elo e ganzen Nomëtten hei misse verbréngen. Nee, ech wende mech net u si eleng, ech wende mech och u si, mee ech wende mech och un de Finanzminister an ech wende mech eigentlech un déi ganz Regierung an ech wende mech eigentlech och un d'Majoritéit insgesamt, déi 31, vun deenen ech ganz genau weess, dass de Gros, well se Gemegepolitiker sinn, genau wëssen, wat d'Situatioun ass, nämlech, dass mer amgaange sinn, eis Gemengen an eng Situatioun ze entloossen, an där d'Gemengen dee groussen, wann net souguer dee gréissten, Verléierer vun dëser Kris wäerte sinn, wann net géigegesteiert gëtt, wann de Gemengen net déi Moyenen zur Verfügung gestallt ginn, déi noutwendeg sinn, fir dat kënnen ze maachen.

Firwat soen ech dat? Well d'Gemengen deen zweete Pilier am Staat sinn. D'Gemengen hunn zum Deel eenzel Kompetenzen, Eegekompetenzen, si hunn zum Deel partagéiert Kompetenzen mam Staat a si féieren zum Deel Missiounen vum Staat aus, mee de Staat als Zentralstaat an d'Gemengen eigentlech als zwou Saachen ze consideréieren, déi näischt mateneen ze dinn hätten, ass falsch. An d'Gemengen elo an där Situatioun ze loossen, an déi se amgaange sinn ze kommen, net all, awer ganz vill, ass a mengen Ae falsch.

Iterativ ass probéiert ginn an deene leschte Wochen a Méint a Kommissiounssitzungen, och vum Syvicol aus, d'Inneministesche derfir ze sensibiliséieren. Déi Persoun, Dir Dammen an Dir Hären, déi a mengen Aen d'Gemengen an der Regierung ze vertrieben huet an och hir Interëten ze vertrieben huet, huet dat net gemaach. Dofir wenden ech mech elo och un den Här Finanzminister. Ech wëll lech derfir sensibiliséieren, lech an Är Kollegen an der Regierung, dass Der amgaange siddm 420 Milliounen Euro aus dem Circuit erauszehuelen. 420 Milliounen ass de Chiffer, dee mer gesot kritt hunn. Ech kann lech haut net soen, wou e wäert

landen. E ka bei 380 landen, e ka bei 360 landen, e kann awer och bei 500 landen. Dat hänkt dervun of, wéi sech en fin de compte déi Situatioun, déi wirtschaftlech Situatioun, déi finanziell Situatioun, déi steuerlech Situatioun, an deenen nächste Wochen a Méint wäert entwéckelen. Mee 420 Milliounen aus dem Circuit erauszehuelen, ouni Kompensatioun, an engem Moment, wou d'Budgete vun de Gemengen am Dezember vum leschte Joer gestëmmt waren an d'Investitiounsprogrammer fir d'Joer 2020 an déi Joren drop gestëmmt gi sinn, féiert zu dramatesche Konsequenzen!

Wat ass d'Realitéit um Terrain? D'Realitéit um Terrain ass, dass mer e puer Gemengen hunn, ech soen elo emol, ech soen et ganz fein, deenen et ganz gutt geet - ganz gutt geet! -, déi massiivst Reserve geschafen hunn an deene leschte Joren. Da gëtt et eng Rei vu Gemengen, ech schätze se op ongeféier 20 bis 25, déi sech en Apel fir den Duuscht, déi sech emol méi konsequent, emol manner konsequent Reserve geschaf hunn an déi elo eigentlech dat maachen, wat d'Regierung hätt misse maachen, nämlech, sech vun deene Suen, déi se kruten, en Deel op d'Säit ze leeën, fir se ze gebrauchen an deenen Zäiten, wou et net esou gutt ass. An dann hutt Der e gudden Deel vun de Gemengen, an ech schätzen déi op 50 bis 70, an dat sinn haaptsächlech déi kleng Gemengen, déi keen Apel fir den Duuscht hunn, historiesch, déi vun der Hand an de Mond liewen, deenen hir Budgeten eigentlech nom Rhythmus vun den Dotations étatiques dotéiert ginn, déi Projekte maachen en fonction vun de Suen, déi de Staat hinnen zur Verfügung stellt, déi keng eege Mëttelen hunn an och net d'Méiglechkeet hunn, sech eege Mëttelen ze schafen. Bei deene gi relativ séier - menge Rechnungen no - d'Luuchten do aus, well kleng Gemenge si vill méi exposéiert ewéi grouss a bei der leschter Finanzreform, mir hunn et deemools scho gesot, sinn déi kleng Gemenge weesentlech méi schlecht ewechkomm wéi verschidde grouss Gemengen, wann ech et an der Relatioun kucken.

Ech hu mer erlaabt, an deene leschten Deeg einfach aus der Zeitung eraus ze huelen, an ech soen, et war d'„Lëtzeburger Wort“, well déi hunn esou e Questionnaire gemaach bei all Gemeng, an deem se d'Gemenge gefrot hunn: „Wat sinn da bei lech déi wichtegst Elementer?“ Ech hu probéiert, emol erauszefannen, wat dann nach den Excedent am Ordinär ass, woubäi ech wëll soen, dass en Excedent am Ordinär, also d'Recetten am Ordinär an d'Recetten am Ordinär och nach net ëmmer dat selwecht sinn, well et si Gemengen, déi kënnen elo, fir den Ordinär dohinzustellen, op Reserven zrëckzegräifen, et si Gemengen, déi kënnen dat net, an et si Gemengen, déi mussen elo schonn an d'Veerschëldung goen. An et sinn der vill méi, wéi een eigentlech mengt.

Dat heescht, ech huelen de Bruttochiffer, mee ech kann net novollzéien, zum Beispill bei der Gemeng Eschduerf 13 Milliounen Recetten am Ordinär, wivill dovun eventuell aus enger Reserv komm sinn a wivill ...

■ **Une voix.** - Esch/Sauer.

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - ... Esch/Sauer, pardon, jo, Esch/Sauer, wivill dovun aus enger Reserv komm sinn oder net, wa se eng haten. Mee ech stellen awer fest - mat all deene Kollegen, mat deenen ech geschwat hunn -, dass sech an der Reegel d'Capacité d'investissement vun de Gemenge vun engem Joer zum aneren ëm d'Hallschent reduzéiert huet. A wann Der d'Gemengerotssitzunge vun deene leschte Wochen intensiivst nokuckt, noliest, da stellt Der fest, dass dat duerch d'Bank an alle Gemengen de Fall ass, an all eenzelne Buergermeeschter oder Schäffen oder Conseiller, deen hei sëtzt, ka sech jo rememoréieren, wat an deene leschten zwou Woche war.

Wann ech den Excedent kucken, deen nach do ass, ech hunn elo hei 15, mengen ech, eng 15 Gemengen opgeschriwwen aus deene leschte véier Deeg, da geet den Excedent am Ordinär - deen ass nach an enger Bandbreit vu 5 %, 5 % am Ordinär, dat muss Der lech virstellen! - erop. Mat déi héchst, déi ech matkritt hunn, dat war d'Gemeng Betzder: 19,6 %.

5 % Excedent am Ordinär huet eng Gemeng, déi hei duerch zwee Membere vertrueden ass, dat ass eng Nopeschgemeng vu mir, 86,8 Milliounen Recetten a 84,2 Milliounen Depensen. Dat mécht fir eng Gemeng A bei 17.000, 18.000 Leit am Ordinär nach en Excedent vu 4,4 Milliounen aus. A virun allem, wéi d'Buergermeeschtesche gesot huet, ass den lwwerscho vum engem Joer zum aneren bei där Gemeng ëm 72,5 % erofgaangen. Wann ech also den Excedent vun där Gemeng huelen an ech huelen den Excedent, dee se d'lescht Joer nach fir ze investéieren hat, ass en ëm 72,5 % erofgaangen.

D'Gemeng Diddeleng, och hei vertrueden, Excedent am Ordinär: 7,1 %, dat entsprécht 7,3 Milliounen. Déi Gemeng hält elo schonn, fir de Budget kënnen ze equilibréieren, hunn ech gelies, en Emprunt vun 20 Milliounen op. Dëst Joer hält se e schonn op. Et sinn eng Rei Gemengen, déi huelen dëst Joer scho



Kreditte op, fir hir Programmer ze maachen. Et sinn eng Rei Gemengen, déi wäerten dat d'nächst Joer musse maachen.

Ech kann lech d'Beispill vun enger Gemeng, déi ech relativ gutt kennen, erklären. Mir haten d'lescht Joer an där Gemeng, wou ech Buergermeeschter sinn, am Ordinär en Excedent vun 12 Milliounen. Mir hunn dëst Joer am Ordinär nach en Excedent vu 6 Milliounen. Mir verléieren, viraussichtlech, wann déi 420 Milliounen an d'Circulaire vun der Ministesch sech esou bewahrheiten, 6 Milliounen Euro. Wat si 6 Milliounen Euro fir eng Gemeng, déi e Budget vun 43 Milliounen huet? Dat si 50 % vun hirer Finanzcapacitéit! 50 % vun hirer Investitionscapacitéit si vun engem Joer zum aneren an där Gemeng, där ech virstinn, ewechgebrach, ouni dass dës Majoritéit, ouni dass dës Regierung, déi quasi all Mënsch ënnert d'Äerm gräift, deen hei zu Lëtzebuerg op iergendeng Aart a Weis Business mécht - a mir maache jo och Business, Business fir eis Bierger -, sech eng Sekonn op de Gedanke versteift huet fir ze soen: „Ma mir mussen déi Gemenge finanziell ënnerstëtzen!“

Et geet jo net duer fir ze soen: „Et ass dëst Joer, wou mer verléieren“. D'Prognose sinn: d'nächst Joer 6 % derbäi, iwwernächst Joer 6 %. Da steet am „Lëtzeburger Wort“, jo, de Buergermeeschter hätt gesot, et géif dann d'nächst Joer ëm 0,4 Milliounen an d'Luucht goen. Dat ass eng falsch Duerstellung. Dat ass eng falsch Duerstellung an deem Sënn, dass déi sechs Milliounen, déi fort sinn, net erëmkommen. Déi kommen net erëm! Déi verléieren ech d'nächste Kéier nach eng Kéier a souguer bei 6 % verléieren ech déi nach eng Kéier! Dat Joer drop verléieren ech se nach eng Kéier. An ech si sécher, dass ech se dräimol wäert verléieren. An ech si sécher, dass déi meescht Gemenge se dräimol wäerte verléieren!

Dat heescht, de Manque à gagner par rapport zum Budget, deen ech d'lescht Joer zum Schluss vum Joer gestëmmt hunn, dee wäert sech an der Prognose haut, nämlech plus 6 % pro Joer iwwert déi nächst zwee Joer, op 20 Milliounen belafen. A wa sech déi Prognose net erfëllt, wa mer nëmmen e Wuesstum vu 5 % oder 4 % oder vun 3 % oder vun 2 % hunn, da geet dat bis op 25 Milliounen Euro. Dat ass d'Hallschent vun de Suen, Dir Dammen an Dir Hären, déi déi Gemeng à même ass ze investéieren. Dat sinn awer och Suen, vun deene mer ausgaange sinn, alleguer, fälschlecherweis vläicht, ausgaange sinn, dass duerch eng Kontinuitéit vun der Politik, dass ... - do maachen ech wierklech der Regierung kee Virwurf, dofir ka se net, si ka just derfir, wa se de Phänomen net erkennt an de Gemengen net hëllef, dofir ka se! -, an dofir wäerte mer eisen Investitionsprogramm net kënne maachen. Oder mir musse léine goen. Or, déi meescht Gemenge wäerte léine goen. Si wäerte léine musse goen, well mer an der Hallschent vun der Period sinn a jiddweree weess jo, dass 2023 eng Decheance ass. A jiddweree weess jo, dass mer allegueren als Buergermeeschtere gären hätten, dass mer fir 2023 déi grouss Saachen do stoen hunn, déi mer am Interêt vun eise Bierger wëlle maachen.

Ech ginn lech nees d'Beispill vun där Gemeng, déi ech d'Éier hunn ze presidéieren: 21 Milliounen fir eng Schoul, also mat Maison relais, 10 Milliounen fir e Festsall, dee mer scho säit Jore geplangt hunn an enger vun eisen Uertschaften, an 10 Milliounen fir eng Strooss, déi zwee Kilometer mécht, déi erop duerch d'hallef Gemeng geet, wou d'Ponts et chaussées eis elo gesot hunn, dass se domadder géifen ufänken. Dat sinn 42 Milliounen Euro op dräi Projeten. Déi sinn allegueren entwéerd un, do leeft de Bagger, oder et geet am März un. An Dir gesitt jo kee Buergermeeschter elo zu Ponts et chaussées soen: „Elo macht Der eis Strooss, nodeem Der eis se schonn zéng Joer versprach hutt? Elo si mer net méi mat!“ Mir hunn also de Choix an et sinn och e puer Gemengen, déi dat gemaach hunn. D'Gemeng Keel, ass mer opgefall, déi hunn en Extraordinär vun 13 Milliounen nëmme gestëmmt. Do huet de Buergermeeschter a senger Presentatioun gesot: „Alles, wat net iergendwéi elo ugefaangen huet, dat leeë mer elo emol e Joer oder zwee zréck“. Ech wëll awer soen, dass de Gros vun de Leit dat net ka maachen. An och hie mécht seng Projeten, déi u sinn, mee de Gros vun eis ass a risegen Investitionsprogrammer dran, déi mer net kënnen zréckleeën.

An och do gëtt et jo en Effet multiplicateur: Wann ech soe sechs Milliounen plus sechs Milliounen plus sechs Milliounen, da muss ech dervun ausgoen: 420 Milliounen plus 420 Milliounen plus 420 Milliounen, ech landen also plus/minus iergendwou an enger Forschett tëschent enger Milliard an 1,4 Milliarden, jee nodeem, wéi d'Finanzsituatioun ass op d'Joren 2020, 2021, 2022, déi aus dem Gemengeselector erausgeholl ginn. An da sinn ech nees bei mengem éischte Saz: „D'Gemenge sinn awer Deel vum Staat.“ D'Gemenge maachen en Deel vun deenen Aarbechten, déi de Staat gären hätt. Mir hunn eege Kompetenzen! Oui! Mee mir hunn awer ganz vill gedeelte Kompetenzen! A mir executéieren eng ganz Rei Saache pour compte de l'État!

Gitt Der dann dervun aus, dass mer keng Schoule méi solle bauen, wa mer keng Suen zur Verfügung hunn? An ech schwätzen net fir meng Gemeng. Ech schwätzen eigentlech fir déi 102 Gemengen, déi be-trafft sinn. Mir mussen dach à même gesat gi vum Staat, deen eng ganz aner Finanzcapacitéit huet, deen och eng ganz aner Capacitéit huet, fir mat deenen internationale Marchéen ze verhandelen, ëm déi et geet, fir gutt Emprunten ze kréien. De Staat muss dach de Gemengen ënnert d'Äerm gräfen! Ansonste wäerte mer soss näischt kréien, wéi dass déi Schold, déi de Staat elo net mécht iwwert de Budget an déi e senge Gemengen zur Verfügung stellt, dass d'Gemengen déi wäerte maachen a sech domadder hiren Ordinär ruinéieren, an zwar ganz zolidd ruinéieren! Well Dir musst wëssen, dass, wann Der 20 Milliounen léint op 20 Joer - an dat ass net ze vill, bei deem, wat ech esou gelies hunn an deenen eenzelne Gemengen -, dass dat eng Milliounen am Ordinär d'Joer Retour d'investis-sement ass. An enger Situatioun, wou mer keng Zënse musse bezuelen, belaauscht et den Ordinär, wéi ech lech gesot hunn: Esch/Sauer: 2,3 Milliounen am Ordinär, Leideleng: 1,3 Milliounen am Ordinär Excedent, Housen: 3,1 Milliounen, Betzder: 3,3 Milliounen, Steesel: 3,1 Milliounen, Kielen: 3,5 Milliounen, Nidderaanwen - räich Gemeng -: 4,7 Milliounen Iwwerschoss am Ordinär.

Ma kënnt Der dann dervun ausgoen, dass mer eng Millioun, zwou Milliounen am Ordinär weider musse verkraaften, well mer Emprunte musse maachen an engem Moment, wou Der eis, an enger ganzer Rei vun Domänen, nei Chargé gitt, nei Responsabilitéite gitt, wann ech kucken, wat am Schoulweise geschitt, wann ech kucken, wat bei de Maisons relais geschitt, wou mer eigentlech vum Staat als Geme-nge - a mir maachen dat jo gär, mir maachen dat jo gär, well mer et solle maachen -, permanent méi Chargen operleucht kréien, ouni dass mer déi Chargen de Gemenge rembourséieren?

Ech kommen nach op e puer aner Domänen, Här Finanzminister. Well Dir sidd mat responsabel ...

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ëmmer!

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - ... fir dat, wat geschitt. Nee, Dir hutt den Daum drop, Dir hutt den Daum op de Suen! D'Madamm Inneminister kéint lech dat soen, wat ech lech elo gesot hunn, mee Dir sidd deen, deen decidéiert. Et ass de Conseil de Gouvernemen, deen decidéiert, sur proposition vum Finanzminister.

D'Kläranlagen, d'Kläranlagen, geet keng Späicher-licht op? Kläranlagen! Meng Gemeng an deenen nächsten dräi Joer: 10 Milliounen Euro - just d'Kläranlagen! Drëtt Stuf, véiert Stuf, Ausbau, etc.; 30 % ginn an der Reegel zurzäit d'Soumissionne bei de Kläranlagen an d'Luucht, 30 %, par rapport zu deem, wat an den Devise steet.

De Subsid ass awer vun 90 % op 50 % erofgesat ginn. D'Fro ass also, Dir Dammen an Dir Hären, bei deem, wat elo amgaangen ass ze geschéien, bei de Schoulen, déi mer musse bauen, bei de Stroossen, déi mer musse bauen, bei all deene Saachen, déi mer musse bauen: Kënne mer dat dote schëlleren? D'autant plus dass déi 50 % jo scho laang keng 50 % méi sinn, well jo alles gekappt gëtt - et gëtt alles gekappt! En fin de compte, wann Dir haut an eng Kläranlag investéiert - mir sinn zu Péiteng do an engem Verband mat véier Gemengen dran -, da leie mer, entre-temps, ënner 40 % Subsid, wann et fäerdeg ass. D'Madamm Beissel, si ass och respon-sabel fir eng Kläranlag a gëtt mer ausnamsweis emol eng Kéier Recht. Mee dat ass e reelle Problem, well do schwätze mer vun Honnerte vu Milliounen Euro, déi de Gemengeselector muss oprén-gen, an de Staat, deen emol an der Zäit 90 % dovun-ner bezuelt huet, wat ech als richteg empfonnt hunn, entzitt sech eigentlech senger Responsabi-litéit a wälzt Aufgaben op d'Gemengebudgeten of, mat deenen d'Gemengen en fin de compte net eens ginn.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - D'Schoulen, genau dee selwechte Phänomen: ganz weéng Subsiden. Dach, d'Ministesch huet elo gesot, déi eenzeg Konzessioun, déi mer kruten, de Subsid fir öffent-lech Gebaier, dee geet elo vu 35 % op 40 % an d'Luucht. Ech hunn dat emol bei mir ausgerechent: 21 Milliounen fir eng Schoul mat Maison relais, déi ech muss bauen, well de Staat gären hätt, dass ech se bauen, dat ass eng Millioun. Elo sinn ech dank-bar fir all Millioun, déi ech kréien. Ech si wierklech dankbar, fir all Millioun, déi ech kréien! Mee wann ech der 25 verléieren an ech kréie vum Staat eng kompenséiert vun deene 25, dann hunn ech der nach ëmmer 24, déi ech net méi hunn. Also geet déi Millioun, déi jo als déi grouss Geschicht do erkläert gëtt, wou gesot gëtt: „Ma de Staat ënnerstëtzt d'Gemengen awer fantastesch“, dat ass net emol eppes ..., dat ass net emol eng Drëps op de waarme Steen, iwwert déi mer do diskutéieren.

D'Museksschoulen, wou déi Gemengen, déi eng Museksschoul hunn, wëssen, dass mer de loin net méi bei deem sinn, wat de Staat versprach huet als

Participatioun bei de Museksschoulen - maachen d'Gemengen dann d'Museksschoulen, d'Conserva-toiré fir sech? Si maache se dach, well en Optrag vum Staat do ass, well de Staat dat gären hätt. A si maachen dat natierlech och fir hir Bierger. Mee bei der Lounentwécklung, déi mer hunn, bei den Ent-wécklung vum de Käschten, déi sech an deem ganze Beräich do entwéckelen, geet den Delta, de Gap tëschent deem, wat erakënnt, an deem, wat s de aus dengem eegene Budget muss bezuelen, dee geet därmoossen an d'Luucht, dass et ëmmer méi komplizéiert wäert ginn, fir dat ze maachen.

D'Maisons relais: 75 % an der Theorie kréien d'Ge-mengen erëmbezuelt fir d'Fonctionnementskäsch-ten. Et ka roueg een de Fanger an d'Luucht stre-cken, dee 75 % kritt. Mir si meilwäit vu 75 % ewech, well och do gëtt alles gekappt. Do gëtt dat gekuckt an dann, wann s de dech hei net schécks a wann s de net genuch Kanner ..., wann d'Kanner net kommen, da gëss de jo och nach penaliséiert vun deem Ganzen. Mir si meilwäit vu 75 % Ënnerstët-zung. Also eng weider Charge, eng weider Charge, déi an deene leschte Joren op d'Gemengen ofge-dréckt ginn ass a mat där d'Gemengen net eens ginn!

Leschte Punkt: d'Pompjeswiesen. Hutt Der ge-kuckt, wat fir eng Progressioun d'Pompjeswiesen an deenen eenzelne Budgeten dëst Joer huet? A mir sinn nach laang net do ewech. Et ass iwwer fifty-fifty geschwat ginn. De fifty-fifty, dee gëtt et guer net, well mir sinn als Gemenge während dräi Joer a Virleeschung gaangen, ier iwwerhaapt de fifty-fifty - wann et dann e fifty-fifty war - eriw-er-komm ass. D'ganz Protection civile gëtt haut i-wert deen dote Wee bezuelt. D'Gemengen hunn ni missen en Euro an der Protection civile bezuelen. Haut bezuere mer eigentlech 50 % vun der Protec-tion civile. Still und heimlich ass et geschitt. Still und heimlich gëtt de Budget vun de Gemengen eropgesat!

Ech sinn der Meinung, an dat ass meng Fuerde-rung, dass mer eng Mise à plat totale misste ma-chen, eng Mise à plat totale vum Fonctionnement vum Mengesystem mat allen Ënnerstëtzen, well ech nennen dat eng Ënnerstëtzung, déi de Staat de Gemengen zur Verfügung stellt, wa se sech investitiounsméisseg - a si musse jo duerno och nach d'Folgekäschte droen - am Interêt vum Land bedeelegen. Mir missten eng Analys maache fir ze kucken, ob déi Subsiden, déi ausbezuelt ginn, tant soit peu, nach an der Richtung leien, vun deem, wat eigentlech de Gesetzgeber gär gehat hätt, wéi en déi Tauxe festgeleecht huet. A wa mer feststel-len, dass mer net méi bei deenen Tauxe sinn, mee da mengen ech, da mussen déi noutwendeg Rea-daptatioun gemaach ginn, fir dass d'Gemengebud-geten net méi mat 5 % am Ordinär oder 12 % am Or-dinär erauskommen, wat bei enger Gemeng, déi 30 Milliounen Budget huet, nach eng Capacitéit vun dräi oder véier Milliounen ausmécht.

An dofir fuerdere mir och, dass d'Regierung, dass de Staat, dass de Staatsbudget d'Gemenge kom-penséiert, net fir alles, mee fir en Deel vun deem Ausfall, deen dëst Joer war. Ech gesinn d'Madamm Hartmann, ech hunn dat haut gesinn an der Zeitung, Dir hutt nach eng Millioun, eng Millioun am Ordinär. Déi Gemeng, wou si dran ass - eng grouss Ge-meng -, déi huet am Ordinär nach eng Millioun Ex-cedent. Wësst Der, wat Der mat enger Millioun ma-acht am Excedent? Domat macht Der net emol eng Strooss. Wann Der eng Strooss wëllt maachen, da gitt Der Sue léinen an nächster Zäit. An ech fannen, dass de Staat déi besser Plaz wär, fir pour compte vun de Gemenge léinen ze goen an de Gemengen da Suen zur Verfügung ze stellen a se an de Bene-fiss dovunner kommen ze loossen. An ech sinn der Meinung, dass de Staat och ouni Retour eigentlech de Gemenge misst en Deel zréckbezuelen.

An ech hunn nach eng Fro, ech hunn déi an der Kommissioun gestallt, ech hu keng Äntwert kritt vun der Ministesch, dofir stellen ech lech se, Här Gramegna: Wäre et net eng Iddi - dat wär nämlech eng zousätzlech Méiglechkeet, fir de Gemengen ën-nert d'Äerm ze gräifen -, dass een, änlech wéi Dir dat macht, en Aussetze vum Remboursement vum Emprunt, deen elo geholl gëtt, opgrond vun der Kris-situatioun, dass een dat während zwee oder dräi oder véier Joer kéint maachen, dass mer also net bei deenen 20 Milliounen, déi mer musse léine goen, eisen Ordinär zousätzlech nach eng Kéier ëm eng Millioun belaauchten, mee dass mer eigentlech e Moratoire géife kréien, dat muss natierlech mat de Banke verhandelt ginn, vun deem Moment un, wou mer eigentlech eréischt de Remboursement vun der Dette géifen ufänken, dat als Krisenhëllef, net als eppes, wat éiweg soll goen, mee wat eis awer géif ganz vill hëllef?

Ech géif ofschléisse mat zwee anere Sujeten. Niewent de Kläranlagen, de Schoulen, der Maison relais, dem Pompjeswiesen, dem Fait, dass net kompenséiert gëtt, dem Fait, dass ..., an dat géif ech nawell ganz gären och hunn, wann déi 102 Gemengen elo era sinn ..., dat musse mer an der Finanzkommissioun eng Kéier kucken, wéi sech de Bilan vun de Gemenge verschlechtert huet tëschent 2020 an 2021 an allen Hisiichten.

Zweetleschte Sujet: Grondsteieren. De Gilles Roth huet de Gros derzou gesot, de Gros. Et ass dach awer ganz interessant, d'Nuancen an dëser Majori-téit ze gesinn, Nuancen an dëser Majoritéit, wou eng Inneministesch an enger Kommissioun seet: „O, dat mat där Grondsteier, dat ass alles schéin a gutt, mee et ass awer d'Responsabilitéit vum Här Gramegna. Also wat mer kënne maachen als Inté-rieur, mir kënnen Hëllefstellung ginn. Mee ier mer awer Hëllefstellung ginn, waarde mer emol, bis dass dee leschte PAG vun dëser Generatioun do ass“. Dee leschte PAG vun dëser Generatioun, dat heescht op Escher, dass bis 2023 näischt geschitt, awer guer näischt geschitt! Da ginn ech dervun aus - well et ass jo esou, wéi dat da fonctionéiert -, dass zwee Méint virun de Wale mat grousssem Trara eppes an de Circuit geet an da gëtt gesot: „Jo, et ass awer elo ze spët, fir nach eppes ze maachen.“ Dofir ënnerstëtzen ech de Gilles Roth, wann e seet: „Mir hätte gären e Projet de loi virum Oktober 2021!“

An elo kënnt, Här Cruchten, meng zweet Fuerde-rung, mir haten och mam Här Gramegna doriwwer geschwat, nämlech an der Finanzkommissioun. An heiansdo ass et jo gutt, wa se zu zwee hei sinn, an heiansdo ass et jo gutt, wann s de mat deenen zwee separat schwätzt, well den Här Gramegna, deen huet eis gesot: „Bopp, bopp, bopp, ech hunn iwwerhaapt näischt domadder ze dinn, dat ass den Interieur. Et ass um Interieur, fir dee Projet de loi ze maachen“, dat huet den Här Gramegna gesot. Dat ass awer de Contraire vun deem, wat d'Madamm Bofferding zielt: „Ech leeën eng Hand mat un, mee d'Responsabilitéit vun deem Dossier, déi läit beim Interieur.“ Esou ass et, deen ee wëllt et net ma-chen, deen anere wëllt et net maachen! Et steet am Koalitionsaccord. Bréngt et, wannechgelift, dass mer eng Diskussioun kënnen doriwwer féieren.

An en allerleschten Dossier, fir mengem Frënd, dem Laurent Mosar, awer och Recht, also Genüge, ze doen: dat Trauerspill mam Droit de préemption. Dat huet elo iwwerhaapt näischt mam Budget ze dinn, mee et ass einfach, fir d'Saach ofzeschléissen, dat Trauerspill mam Droit de préemption, wéi den In-terieur amgaangen ass, an engem wichtege Dossier déi falsch Decisiounen ze huelen, an de Gemengen et in fine onméiglech mécht, eppes, wat mer gären hätten, kënnen ze exercéieren, dat ass a mengen Aen och net akzeptabel.

A wann Der e puer Ursache gäre gehat hätt, firwat dass mer dëse Projet net stëmmen, an den Här Roth huet eng ganz Rei Propositionne gemaach - ech hunn net vill Propositionen héieren -, déi sech areien a ganz vill Propositionen, déi mer an deene leschte Wochen a Méint iwwert de Covid an d'Be-kämpfung vun Covid gemaach hunn, wéi een an deenen eenzelne Secteure soll virgoen, wann ech alles dat beienee kucken an ech kucken, dass Der engem weesentlechen Acteur, sans discussion - sans discussion! -, wann net dem zweetwichtes-gen Acteur an dësem Land, wann et drëm geet poli-tesch, wirtschaftlech Investitiounsstabilitéit ze be-halen, de Gemengen, net ënnert d'Äerm gräift, an dëser Kris, dann hutt Der net verstanen, dass et ëm d'Zukunft vun eise Land geet.

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wolter. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här Präsident. Ech wollt zum Schluss nach kuerz op zwee Sujeten ze schwätze kommen, déi aus der Siicht vun der DP awer eng gewësse Wichtigkeet hunn an déi och am Budgetsrapport mat verschafft goufen: éischters d'Fonction publique, domat verbonnen natierlech d'Fro zu engem effikasse Staat, an dann zweetens awer och d'Landwirtschaft.

Wat d'Fonction publique ubelaangt, do muss ee wëssen, datt op de leschten Dezember 29.320 Leit beim Staat geschafft hunn an dovunner ware 40,8 % (veuillez lire: 47,4 %) Männer, 52,6 % Fraen, 18.500 Leit haten de Statut vum Fonctionnaire, 8.000 vum Employé public an 3.200 (veuillez lire: 2.465) vum Salaré. Am Enseignement hu mer 14.400 Leit a bei der Police 2.200. D'Masse sala-riale läit bei plus ou moins 2,9 Milliarden Euro. An ech mengen, eleng déi Chiffere weise jo awer schonn, wat fir eng Importanz de Staat awer huet, net nëmmen am Fonctionnement, mee och bei sen-gem Impakt op de Budget.

Dann ass jo virgesi fir d'nächst Joer, dat ass jo am Budget esou zréckbehalen, dat iwwert den Nume-rus clausus nach sollen 1.026 Posten derbäikom-men, ënner anerem 280 fir d'Police, 122 Giischer-cher a 45 Leit fir d'Armée. Natierlech, wa mer de Budget vun der Fonction publique e bësse méi ge-nee analyséieren oder insgesamt d'Administration centrale, dat mécht engem natierlech Suergen. Ech mengen, de Finanzminister weess dat vill besser. Mir hunn am Joer 2020 en Defizit vu iwwer 5 Mil-liarden. D'Joer 2021 wäert plus ou moins mat en-gem Defizit vun der Administration centrale wéi



gesot vun 2,7 Milliarden ofschléissen, dat si 4,2 % vun dem PIB. Dat ass natierlech d'Resultat vum Covid, dat wësse mer alleguerten, datt dat do-duerch bedéngt ass. Ech mengen, de Budget stoung leider, muss ee jo soen, ënnert dem schlechten Zeeche vun deene vergaangene Méint an et schéngt esou, wéi wa mer eis och nach déi nächst Wochen a Méint misste mat där Pandemie hei ron-drëmpleen.

Et ass awer trotzdem da grad an esou Momenter wichtig, datt een op en effikasse Staat kann zrëck-gräifen. Et däerf een net vergiessen, datt de Staat u sech jo och ganz vill Déngschtleschtunge fir de Bierger erleedegt, mee op där anerer Säit awer och derzou bäidréit, datt d'Ekonomie ka virun allem dréien, wat natierlech och ganz gäre vergiess gëtt.

Duerfir muss och permanent un engem effikasse Staat geschafft ginn. Ech denken hei natierlech och un éischter Linn emol un d'Formation an do sinn awer an dësem Budget eng ganz Rei Saache virgesinn. Ech wëll zum Beispill drop hiweisen, datt 950.000 Euro fir eng Rei vun Étuden- an Experte-fraisen dran ageschriwwen sinn, wou et haaptsächlech och ëm d'Kommunikatiounsstrategie geet an awer och, fir dem INAP eng nei pedagogesch Ausrichtung ze ginn.

Ech wollt dann awer och ..., well och - e war elo just heibannen, elo de Moment net - de Police-Minister hei ass, wat awer och ganz wichtig ass fir eis, ech mengen de Volet Sécherheet, op deen ech elo net méi hei am Fong aginn, mee et ass awer och kee Geheimnis, datt dat fir d'Demokratesch Partei natierlech e besonneschen Aspekt ass, op dee mer ëmmer ganz genee kucken, datt och do d'Formation eng ganz wichteg Roll spillt. An ech hunn och do mat Satisfaktioun festgestallt, wéi gesot, datt 900.000 Euro virgesi sinn. Mir hunn natierlech de Problem, datt mer d'Formation vun eise Police-agenten hei zu Lëtzebuerg vläicht nëmme begrenzt kënnen maachen a fir méi spezifesch Formationen müssen an d'Ausland goen, wat awer och ganz kloer ass an och ze verstoen ass.

Zu engem gudden Fonctionnement vun engem Staat dréit natierlech och d'Digitaliséierung bäi an och do ginn immens Efforten an deene leschte Jore gemaach. Ech mengen, grad elo hu mer an deene leschte Wochen a Méint gemierkt: Wa mer d'Digitalisatioun net gehat hätten, dann hätte mer déi Kris, an där mer eis elo momentan bewegen, mat Sécherheet net kënnen esou effikass geréieren. An dowéinst ass et eemol méi bewisen, datt mer müssen an déi Richtung investéieren. Ech wëll nëmmen drop hiweisen, zum Beispill de myguichet.lu, wat fir eng séier Déngschtleschtung e ka maachen, oder zum Beispill déi Rendez-vousen, déi een elo muss huelen, fir an déi eenzel Centren ze goen, fir sech testen ze loossen, datt een dat alles kann online maachen. An dat klappt jo gréisstendeels exzellent, soudatt een awer ëmmer déi Verbesserungen hei soll ënnersträichen.

Si hunn awer och gewisen, déi lescht Wochen a Méint, wéi wichtig datt den Teletravail ass, dat ass haut schonn an e puer Aussoen hei matgedeelt ginn. Ech mengen, och beim Staat sinn do Efforte gemaach ginn. Ech wëll drop hiweisen, datt den Artikel 19bis vum Statut vun de Beamten et och erlaabt, datt en Deel vun der Aarbecht kann doheim gemaach ginn. Et ass natierlech ëmmer eng Decisioun vum Chef vun der Verwaltung, deen déi muss huelen. Mee awer, mir mussen och verstärkt an Zukunft nach op d'Informatiounstechnologie insgesamt setzen.

Natierlech wësse mer och, datt den Teletravail op géigesäitegem - muss ee scho soen - Vertraue berout. Et däerf een och elo net ze vill nëmmen euphoresch dem Teletravail an d'Ae kucken. Mir wëssen, datt dat och ka mat enger Rei vun negativer Konsequenze behaft sinn. Ech denken zum Beispill un eng sozial Isolatioun, déi net auszeschléissen ass an déi sech awer do kéint bemierkbar maachen. Mee insgesamt ass et awer onni Zweifel e Virdeel. Et sinn eng ganz Rei positiv Saachen, déi sech aus dem Teletravail erginn an dowéinst si mer och ganz kloer derfir, datt dat nach soll ausgebaut ginn.

Ech erënneren hei och un eng Circulaire vum 2. Juli 2020, wou u sech och de Marc Hansen, zoustänneg Minister, d'Beamten encouragéiert huet, fir op den Teletravail zrëckzegräifen. Dat kënnen maximal dräi Deeg d'Woch sinn, dat kann da stonneweis geschéien oder och ganz Deeg.

Den 19. Oktober war och eng Kommunikatioun iwwer den interne Réseau, déi 900 Destinatären erreecht huet. Dat waren natierlech un éischter Linn d'Verwaltungscheffen. Et muss een awer nach ëmmer hei feststellen, datt et och eng Rei Beamte beim Staat gëtt, déi nach net hir perséinlech E-Mail hunn.

Da wëll ech och drop hiweisen, datt de CGPO, also de Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État, elo en Zäitmanagementsystem entwéckelt huet, deen och géif erlaben, wann e bis en place ass, fir méi genee Statistiken iwwert den Teletravail ze kréien, well, loosse mer eis kengen

Illusiounen higin, och wann déi Pandemie - an déi wäert jo och eng kéier zu engem Enn kommen - eriwuer ass, da wäerte mer awer mat Sécherheet nach ëmmer iwwert den Teletravail schwätzen.

Ech wëll och drop hiweisen, à propos Digitaliséierung, datt mer do international emol guer net esou schlecht dostinn. Bon, am Digital Economy and Society Index, dem DESI, vun der EU-Kommissioun si mer zwar elo op der zéngter Plaz, et ass also nach e gewëssene Spurt no uewen. Mee ech wëll awer och drop hiweisen, datt et och nach eng aner wichteg Statistik gëtt, déi ass vum World Economic Forum, a wat déi rechtlech Ramebedéngungen ugeet, do si mer op der zweeter Plaz hannert den USA a viru Singapur.

Déi Fro, déi sech natierlech muss an där ganzer Diskussioun hei ëmmer gestallt ginn, a si ass jo och vum Budgetsrapporteur a sengem Rapport ugeschnidde ginn, dat ass: Wivill Staat brauche mer? A wéi ee Staat brauche mer? An haut si jo eng Rei Kolleegen hei defiléiert an déi hunn och net zu Onrecht gesot: „Mir brauchen e staarke Staat!“ Jo, mir sinn och der Meenung, mir brauchen e staarke Staat, besonnesch an dësen Zäiten.

Mee et muss een awer nach eppes hannendrun hanken: Et geet net nëmmen duer, datt een e staarke Staat huet, mee et muss een och e flexibel Staat hunn. An ech mengen, dat differenziert eis vläicht heiansdo vun aneren, déi sech méi einfach nëmmen op dat Wuert „staark“ konzentréieren. Majo, e staarke Staat kann nëmme staark sinn, wann en och flexibel ass, an dat hu mer an deene leschte Wochen a Méint zur Genüge bewisen. An dowéinst ass et och gutt, datt mer eng Rei Gesetzgebungen hei geholl hunn. Ech erënneren zum Beispill un eng, déi mer um Niveau vun der Fonction publique geholl hunn de leschten 29. Mee, wou et ëm d'Schafe vun der Réserve de crise gaangen ass. Mee et ass awer wichtig, datt mer e gudden Equiliber fannen zwëschen engem Staat, deen sech natierlech ëmmer muss op seng Käraufgaben konzentrieren, deen awer a gewëssenen Zäiten doriwwer eraus ka goen, op där anerer Säit awer och engem Staat, dee sech net ze vill an den Oflaf vun normale Weeër amëscht. Ech denken hei virun allem natierlech och un d'Ekonomie. Et muss awer ëmmer nach e gewësse Fräiraum bestoen. Et ass also och wichtig, datt mer eng Ekonomie hunn, déi esou mann wéi méiglech Contrainten ënnerläit, an do ass eeben den Equiliber, deen een ëmmer erëm muss fannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dann awer kuerz och nach op d'Landwirtschaft ze schwätze kommen, e Sujet, deen elo hei net weider traitéiert ginn ass. Dat ass keng Kritik. Mee de Budgetsrapporteur ass awer do am Detail drop agaan, wat jo och net ganz iwwerraschend ass. Ech mengen, et ass jo kloer, datt seng Partei, dat ass awer elo guer net pejorativ gemengt, sech jo och mat der Landwirtschaft méi am Fong ausernee-setzt, zwar heiansdo dat e bëssen duerch en anere Brëll gesäit, mee dat ass natierlech och hiert gutt Recht. Ech wëll just hei ënnersträichen, datt natierlech fir eis als Demokratesch Partei d'Landwirtschaft traditionell ëmmer eng wichteg Plaz anhëlt an eiser Warneemung vun der Politik dobaussen.

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens heibannen: D'Landwirtschaft steet viru ganz groussen Defien. Déi lescht Méint hunn och ganz kloer gewisen, wéi wichtig et ass, datt een eng relativ autonom Landwirtschaft huet, an datt mer frou waren, datt mer eng Landwirtschaft hunn, déi eis Produkter a gewëssen Zäite geliwwert huet.

Et sinn och ganz vill Leit, déi elo mengen, mir missten d'Chance notzen, fir d'Landwirtschaft ëmzeorientéieren. Dat ass net ganz falsch, mee et soll een net ëmmer nëmme mann Fanger op d'Acteuren an der Landwirtschaft weisen a si am Fong geholl opfuederen, sech ze änneren. Natierlech, et soll een net alles ze vill schéiereden, natierlech sinn do eng Rei Saachen, déi en anere Wee mussen kréien, en Dräi kréien, mee et muss een awer och éierlech sinn: De Konsument huet och seng Verantwortung. An de Konsument muss bereet sinn, vläicht an Zukunft och emol aner Produkter ze konsuméieren, déi eebe méi e regionalen oder en nationale Charakter hunn. Also d'Offer muss scho stëmmen, mee d'Nofro natierlech och.

An dann däerf een natierlech och net vergiessen, datt jo awer d'Offer sech och um Niveau vun haaptsächlech enger Rei vu Point-de-venten an deene leschte Jore verbessert huet, an dat ass och ganz gutt an dat soll och an Zukunft nach méi ënnerstëtzt ginn.

Et ass e bësse schued, an och de Rapporteur huet dat a sengem Bericht ënnerstrach, datt am Fong geholl net all d'Potenzial vun der Diversifizéierung vun der Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg genotzt gëtt, an ech zitéieren do ganz gär, wat e geschriwwen huet: « Surtout au niveau de la production de légumes et de fruits, nous sommes fort dépendants d'importations. Selon le Ministère d'Agriculture, nous ne produisons que 5 % des légumes et seulement 1 % des fruits consommés au Luxem-

bourg. » Dat gëllt och nach fir aner Beräicher vun der Landwirtschaft. Mee Dir hutt awer ganz Recht an ech mengen, et ass och e bëssen ze bedauern! Do läit also nach vill Potenzial! An d'Fro ass ëmmer erëm ze stellen: Firwat brénge mer et net fäerdeg, déi Tauxen am Fong geholl an d'Luucht ze setzen an u sech och nach méi Eegeproduktioun dann hei zu Lëtzebuerg ze maachen?

Ech begrëssen awer och, datt elo entre-temps och e sougenannten Ernährungsrot jo agesat ginn ass. Dee soll och eng besser Koordination tëschent den Acteuren aus der Landwirtschaft, awer och der Liewensmëttelbranche hierstellen, well haut däerf een d'Landwirtschaft natierlech net méi esou eleng isoléiert gesinn. D'Landwirtschaft ass e weesentlechen Acteur ginn an eise dagdeegleche Liewen, well mer eeben och vill méi den Aspekt vun an och vill méi eis Konzentratioun op Qualitéitswuer leeën, wat och richtig ass.

Ech mengen, do sinn nach an deene leschte Joren awer och eng Rei vun Efforte gemaach ginn, fir méi Nohaltegkeet an d'Landwirtschaft eranzubréngen. An engem Mount wäerte mer en adaptéiert Agrargesetz och hei stëmmen an do si jo awer eng Rei wierklech wichteg Moossnamen virgesinn, interessant Aiden. Ech wëll nëmmen op eng hiweisen, zum Beispill, datt an Zukunft fir d'Moderniséierung vun engem Stall net méi d'Produktioun eleng am Vierdergrond steet, mee och d'Wuel vun den Déieren. Och dat ass e Qualitéitssprong an och dat soll een dann hei ënnersträichen.

Dann däerf ee jo net vergiessen, an dat steet jo och an der Regierungserklärung, datt mer eis bis 2025 dat héicht Zil, muss ee scho soen, gesat hunn, datt 20 % -mindestens 20 % - vun der Agrarfläch solle biologesch kultivéiert ginn. An der Rifkin-Etüd ass geschwat ginn, datt deen Taux bis 2050 bis op 100 % soll erpogoen. Ech soe ganz éierlech: Quitte datt een da leider net méi hei steet, mee et muss een awer schonn en extreem groussen Optimist sinn, fir datt mer dat Zil erreechen, wat awer net soll verhënneren, datt ee soll natierlech dohinner schaffen.

An dann däerf een och net vergiessen, datt dëst Joer de PAN-Bio 2025, also de Plan national vum Bio (ndlr: Plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique), och elo emol op d'Schinn gesat ginn ass an datt och en éischte Kredit an dem Budget virgesinn ass, an dee beleeft sech op 525.000 Euro an en ass och non limitatif.

D'Propositionen da vum Rapporteur, fir an den éffentleche Kantine nach méi Bioprodukter ze benotzen, déi kann een nëmmen honnertprozenteg ënnerstëtzen. Et ass och e bëssen ze bedauern, ech soen dat ganz éierlech, datt mer et awer nach net fäerdegbréngen, fir op allen Niveauen, wou de Staat, wou d'Gemenge responsabel sinn, do nach méi regional Produkter, lokal Produkter a virun allem biologesch Produkter unzebidden. De Moment läit d'Relatioun bei zwéi Fënnfeltel fir Bio, dräi Fënnfeltel fir sougenannt konventionell Landwirtschaft. Do ass also och nach e gewëssene Spurt no uewen.

Ech wëll dann awer och hei un de Paquet de relance fir d'Landwirtschaft erënneren, dee sech op 5 Milliounen Euro beleeft, an do geet et jo virun allem och ëm d'Promotioun vun de Bioprodukter. Natierlech kann ee sech d'Fro stellen: „Gi 5 Milliounen duer?“ Et wäert kaum ee soen: „Et geet duer!“ Déi meescht wäerte soen: „Et kéint een nach méi maachen.“ Jo, richtig! Et kéint een nach méi maachen!

Et sinn eng 933 Betriber, déi do och eligibel sinn, an déi kënnen dann Ënnerstëtzung kréie vun 1.000 bis 5.000 Euro. Ech denke virun allem awer och un, loosse mer emol soen, paralandwirtschaftlech Acteuren, déi awer eng wichteg Roll spillen, u Wäistufen, u Reitställe, u Léierbaueren, Häff, déi natierlech besonnesch elo och vun der Pandemie immens betrafft sinn, an datt si eng Ënnerstëtzung zegutt hunn, ass jiddefalls net méi wéi normal.

D'Diskussionen, wat d'PAC ubelaangt, also déi gemeinsam Agrarpolitik, déi wäerten natierlech d'Landwirtschaft och hei zu Lëtzebuerg ganz staark beaflossen. Do ware jo déi lescht Wochen a Méint ganz haart Diskussionen. An et muss ee virun allem hei och dem Europaparlament eng bonne Note aussprechen, datt si et fäerdegbruecht hunn, awer och do nach eng Rei Verbesserungen no uewen, haaptsächlech wat d'Biolandwirtschaft ubelaangt, ze erreechen.

Ech wëll dann nach kuerz och nach op de Klimaschutz agoen, well wa mer vu Klimaschutz schwätzen, denke mer natierlech och ganz séier un d'Landwirtschaft. Ech mengen, och dat ass e weesentlechen Aspekt am Rapport gewiescht. Et däerf een och net vergiessen, datt ronn 10 % vun den Dreifhausgasen eebe grad aus der Landwirtschaft kommen. An hei zu Lëtzebuerg gëtt geschat, datt ronn 700.000 Tonnen d'Joer un deene Gasen awer emetiert gi bedéngt duerch d'Landwirtschaft.

Mir wëssen och do, ouni de grouse Spezialist ze sinn: Wa mer manner Ammoniak hätten, hätte mer do och schonn de Problem deelweis geléist. Dat géif natierlech och heeschen, datt mer d'Ranner-

zuucht missten erofsetzen. Déi ass ongeféier fir 46 % vun den Emissiounen responsabel. An deem Kontext muss een natierlech och iwwert d'Ausbrénge vun der Gülle diskutéieren, datt do och besser Techniken agesat misste ginn.

Da gëtt ganz vill iwwert de Plan national intégré en matière d'énergie et de climat geschwat. Och do misst d'Landwirtschaft verstärkt mat integréiert ginn. D'Zil ass jo eng Reduktioun vu 55 % vun den Zäregase bis 2030 par rapport zu 2005.

Ech kommen awer do net derlaanscht, e Wuert iwwert d'Biogasanlagen ze verléieren, grad d'Biogasanlagen, déi vill Potenzial hu fir d'Zukunft. An do huet een awer e bësse mat Bedauere mussen feststellen, datt do e gewësse Konflikt zwëschen der Biogasvereinigung an dem Energieminister elo entstanden ass. Ech wëll dat elo net hei verléieren. Ech hoffe just, ... 2017 hate mer 29 där Anlagen, elo hu mer der awer nëmmen nach 16. Ech mengen awer, dat dierft net d'Entwécklung sinn! Dat misst just émgedréit sinn! Do wier ech allerdéngs frou, wann den zoustänneg Minister awer vläicht sech där Problematik nach méi am Kär elo géif unhuelen a kucken, wéi een déi Situatioun do awer ka verbesseren.

Wa mer iwwer Landwirtschaft schwätzen, si mer ganz séier natierlech och beim Gaspillage alimentaire. Et gëtt geschat, datt an der Europäescher Unioun ronn 88 Milliounen - Milliounen! - Tonne Liewensmëttel einfach esou ewechgehäit ginn. Dat ass einfach inakzeptabel! Wa mer dat an de Kontext setze vum ganze Planéit, wivill Leit do emol net 100 Gramm hunn, fir sech ze ernären, dann däerf ee sech net weider do mat deem Problem ophalen. Mee bon, ech mengen, mir sinn do alleguer och mat en Deel vun deem Problem.

Et ass awer dann och virgesinn, wéi gesot, am Budget, fir déi nohaltig Landwirtschaft nach méi ze promovéieren. Et sinn eng Rei Kreditter, op déi ech elo net wëll am Detail weider agoen.

Ofschléissend awer mäi Merci dann awer un de Rapporteur, de François Benoy. Ech hat d'Chance, och eng kéier Budgetsrapporteur ze sinn. Dat sinn zwar elo 20 Joren hier. Et mengt een, et wier gëschter gewiescht. Esou gesäit een, wéi d'Zäit vergeet. Ech weess, wat dat bedeit! An ech weess, datt dat eng Fläissaarbecht ass! An ech weess, datt dat ganz vill Engagement ass! Et ass nach deen een oder deen anere Kolleeg heibannen, deen eng kéier Budgetsrapporteur war. Duerfir e ganz grouse Merci!

Ech hunn dee Rapport net Wuert fir Wuert gelies, awer zimmlech am Detail. Ech fannen et och gutt, datt Der eng Rei eege Propositionen maacht. Dat soll och engem Budgetsrapporteur zoustoen. Bon, mat Sécherheet ass ee mat där enger oder anerer net esou ganz d'accord, méi um steierlechen Niveau, mee déi Diskussioun wäert ech elo net hei féieren. Awer trotzdem, mäi Respekt fir Är Aarbecht! Et ass e ganz gudder Rapport gewiescht, deen ee mat Sécherheet net muer einfach esou am Schaf wäert verléieren. Ech hunn och ganz gutt fonnt, datt vill Informatiounen dra waren a vill Grafiken do. Dat ass, wéi gesot, och fir ee vu baussen, dee sech wëllt mat der Politik méi auserneesetzen, awer hëllefärch.

An an deem Sënn, ech mengen, de Fraktiounschef Gilles Baum huet de Moie schonn den Accord ginn, net nëmmen zum Budgetsrapport, mee insgesamt zum Budget, an an deem Sënn soen ech lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Graas. D'Regierung huet d'Wuert. Fir d'éischt den Här Finanzminister Pierre Gramegna. Här Gramegna, Dir hutt d'Wuert.

**Prises de position du Gouvernement**

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här President. Léif Regierungskolleegen, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech wäert siwe Punkten uschneiden a versichen, zu enger Rëtsch Froen oder Kommentare Stellung ze huelen an awer och e bëssen de Fazit vun der Diskussioun ze zéien.

Zum Éischen, mengen ech, kann ee feststellen, dass mer op eng ganz Rëtsch Sujete vill Konsens hunn. Do, wou, mengen ech, en absolute Konsens besteet, dat ass bei den Investissementen, déi héichgehele gi sinn. Ech mengen, dat huet all Mënsch begrësst. An all Mënsch gesäit, wéi wichtig dass dat ass.

En zweete Punkt, wou och vill Konsens ass, dat ass, dass een natierlech begrësst, dass déi Mesure vum Chômage partiel, déi jo och déi deierst Mesure ass vun dem Offiedere vun der Kris, och ënnerstëtzt gëtt.

Ech wëll derbäi awer ënnersträichen, dass mer an deem Mechanismus am Ufank vun der Kris eppes ganz Spezielles gemaach hunn. Dat war eng Iddi, déi mer an der Regierung diskutéiert haten, fir de Chômage partiel par anticipation auszebezuolen, fir den Entrepreneuren entgéintzekommen. Dat war fir de Mäerz, den Abrëll an de Mee. A firwat hu mer dat



gemaach? Jo, well ganz vill Entreprises eis gesot hunn, dass se Schwieregkeeten hätte mat dem Zoumaachen, mat de Liquiditéiten. A wat ass do geschitt? Majo, d'Entreprises hu preventiv Demandé gemaach a si hu missen aschätzen, wéi vill Leit dann an de Chômage partiel géife falen. An dann ass vum Summer u kontrolléiert ginn, wéi vill Leit da wirklech am Chômage partiel waren, an do hunn natierlech misse Remboursementer gemaach ginn.

A vu dass hei en Deputéierten dat esou an e Liicht gestallt huet, wéi wa mer hei mat den Zifferen net géife riicht spillen ... Ech mengen, dans un premier temps, hu mer all déi Depensen, déi am Chômage partiel getäget gi sinn, opgefouert, an à partir du moment, wou mer festgestallt hunn, wou den zoustännege Ministère festgestallt huet, dass ze vill ausbezuelt ginn ass, ass natierlech gefrot ginn, dass d'Entreprises dat Geld sollen zréckbezuelen. Ech mengen, wann ee wëllt intellektuell korrekt sinn, da muss een dat awer och soen! Et ass awer elo esou presentéiert ginn, wéi wa mer géifen d'Zuelen artificiel an d'Luucht schrauwen. Mir hunn iwwerhaupt keen Interêt, d'Zuelen artificiel an d'Luucht ze schrauwen, an dat ass ganz einfach, wat do geschitt ass!

Elo si mer an der zweeter Phas vun der Pandemie. Ech hunn lech de Moien och d'Zuele ginn, wéi vill Entreprises - 4.200, wann ech mech elo richtig erënneren, op jidde Fall iwwer 4.000 Entreprises - elo erëm Chômage partiel froen, an da wäert déi Zuel elo méi héich sinn, wéi mer vläicht anticipéiert haten.

Well ech esou transparent sinn - well d'Chamber mech dat richtegerweis freet, an d'Regierung freet mech dat och -, ginn ech all d'Zuelen, déi ech zu engem Moment x hunn. A wann ee mer awer da wëllt et Stréck draus maachen, dass ee mer dann ee Mount duerno seet: „Elo ass Är Zuel méi kleng oder méi grouss wéi dat, wat Der gesot hat“ - jo, wat soll ech dann do maachen? Dann hätten ech vläicht Interêt, ech géif lech soen: „A sechs Méint ginn ech elo mol eng Zuel, wann alles ofgerechent ass“, ma da kréien ech gesot: „Dir sidd net transparent!“ Also egal, wéi een et mécht, schéngt et, mécht een et falsch!

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Zu de Subventiounen fir d'Entreprises: och eng grouss Zoustëmmung. Dat ass nämlech gutt fir d'Entreprises, et ass och gutt fir d'Salariéen. Och do gëtt an d'Vitriinn gestallt, dass déi Zuelen, déi genannt gi sinn, vläicht iwwerméisseg héich wäeren.

Do muss ech zwou Saachen derzou soen: Déi Zuel, déi mer uginne hunn, déi ass abstrakt ausgerechent. Wa mer soen, d'Entreprise kënnen Hëllef kréien, da seet ee sech: „Maja, wann déi Entreprises, déi eventuell dovunner kéinte beneficiéieren, all eng Demande géife maachen, da géif et 100 kaschten. Wann awer nëmmen 1/3 vun den Entreprises déi Hëllef ufreet, jo, da kascht et nëmmen 1/3.“ A fir dann ze soen: „Dir hutt 100 affichéiert an et ass nëmmen 1/3 ausbezuelt ginn“ - jo ... Op jidde Fall hoffen ech, dass dat net als Kritik gemengt ass! Ech soe just: Dat ass eng Tatsaach! Et ass nëmmen 1/3, deen dat da gefrot huet, an dann ass et eeben 33 amplat 100. Ech gesinn och do net, wou de Problem ass! Mir mellen déi Saachen och op Bréissel, der Europäescher Kommissioun, no engem Standard vu Rapporten, wéi all Länner et maachen.

Bei de Garantien ass et och esou. Mir hunn d'Garantië fir 2,5 Milliarden an d'Gesetz vun Abrëll geschriwwen. Elo kréien ech, ... elo gëtt gesot: „Et ass awer nëmmen zu 260 Milliounen ausgenotzt ginn!“ Mee tant mieux! Léiwer esou, wéi wa mer nëmmen 260 Milliounen an d'Staatsgarantie geschriwwen hätten an et wäeren 2,5 Milliarden héich Problemer gewiescht!

Wat heescht dat, „et sinn nëmmen 260 Milliounen“? Dat sinn der 260 ze vill, ech hätten léiwer, et wär null! Wann da vun 260 Milliounen vun där Staatsgarantie beneficiéiert gëtt - an dat si jo Entreprises, déi Schwieregkeeten haben -, firwat ass déi Zuel relativ kleng? An ech muss lech soen, am Ausland ass se vill méi héich, zum engen, well mer mat de Banken en Accord ausgehandelt hunn, fir dass se - am Kader vun der Staatsgarantie - sou kulant wéi méiglech solle sinn, fir Moratoire fir sechs Méint ze ginn. A mat engem Taux vu bal 95 % - op d'mannst 90 % - hunn d'Banken den Entreprisë Moratoire vun der Bank kréien, jo, da freet se net d'Staatsgarantie! Dat heescht, mir hunn hei op d'Existenz vun engem staarke Bankesecteur opgebaut, fir justement iwwert dee Wee schonn en Deel ofzefiedere. Voilà, dat zu de Subventiounen fir d'Entreprises.

Zweete Punkt: d'Fiskalitéit: Do wär ganz, ganz vill ze soen, mee ech stellen awer fest, dass eng Rëtsch Mesurë plütôt breed gedroe sinn iwwert d'Regierungsparteien ewech. De Fonds d'investissement spécialisé, Stockoptions, dat, mengen ech, gëtt vun all Mënsch begréisst. Dozou och eng Informatioun: De 14. Dezember, dat heescht elo dës Méindeg, ass déi Circulaire vun der Steierverwal-

tung fir d'Zukunft annulléiert ginn, ouni Période de transition oder Mesure de transition.

Wat den Taux d'amortissement accéléré ubelaangt: och relativ grouss Konsens, wat mech en fait wirklech freet, well et war e bëssen eppes wéi eng helleg Kou, wou een net hätten sollen, net hätten kënnen, net hätten missen drugoen. Ech si frou, dass jiddereen agesäit, dass dat eng gutt Saach ass.

D'TVA-Mesurë sinn och gréisstendeels, mengen ech, parteiwwergräifend begréisst ginn. Si si ganz wäertvoll, souwuel déi vun de 6 % fir Energie- oder Environnementinvestissementer wéi - an en fait ass déi Mesure iwwerhaupt vu kengem kommen-téiert ginn, mee dat ass déi, déi am deiersten ass, an déi, déi am meeschten Effet wäert hunn - dass een elo no zéng Joer de super Taux réduit vun 3 % op der TVA ka kréien, soss waren et 20 Joer. Dat ass och eng Mesure, déi relativ „deier“ wäert kaschten, mee op där anerer Säit d'Propriétaires awer och wäert incitéieren, dat ze utiliséieren.

Zu der Taxe d'abonnement mengen ech och, dass dat jo gréisstendeels ënnerstëtzt ginn ass. Ech wëll derzou e puer Saache soen. Wéi funktionéiert dat? Et ass esou: Fir deen Taux réduit kënnen ze kréien, muss de Fong beweisen, wouran en investéiert, a wat fir eng Avoiren, déi no de Krittere vun der Europäescher Kommissioun soutenabel sinn. Dat Wuert, dat an der Kommissioun gebraucht gëtt, ass „Taxonomie“. Et muss also taxonomiegerecht sinn. An de Fong muss dat alljoers verfolgegen an dokumentéieren. Et geet also net duer, dass en, wann en ufänkt, seet: „Ech hunn elo 30 % soutenabel Investissementer gemaach“, a wann en dat da fënnel oder zéng Joer hält, dass dat dann an der Rei wär. Nee, e muss dat alljoers dokumentéieren. An dofir fannen ech, dass et wirklech eng Mesure ass, déi plütôt an d'Richtung geet, fir soutenabel Investissementer ze fërderen, well dat da vum Fong selwer muss dokumentéiert ginn. Fir de Staat ass also keng Bürokratie dermat verbonnen, de Staat huet keng Aarbecht dermat. De Staat kritt déi Dokumentatioun, déi déi Fonge souwisou musse maachen, fir och de Label kënnen ze kréien.

An dann: Et ass een Deputéierten, dee fonnt huet, dass dat immens ongerecht wär, dass een da mat deem Taux géif erofgoen - an et muss ee wëssen, dass mir dat eenzegt Land sinn, warscheinlech op der Welt, op d'mannst an Europa, dat esou eng Taxe d'abonnement huet. An ech kann lech soen, d'Fongenindustrie ass net ëmmer begeeschtert, dass se dat muss bezuelen, a si soen eis heiansdo: „Wann et esou weidergeet, jo, da ginn déi Fongen an-zwousch anescht hin, wou et iwwerhaupt keng Taxe d'abonnement gëtt!“

Also déi Taxe d'abonnement kann een och wirklech, wirklech net vergläiche mat deem, wat e Salarie op sengem Salaire bezillt oder e Propriétaire op sengem Loyer. Do vergläicht een zwou komplett verschidde Saachen.

An da kommen ech zu enger Fro, déi oft erëmkënn, wat de Chiffre vu verschiddene Steiermesuren ubelaangt, ob dat Steiermesurë sinn, déi solle Recetten abréngen, oder ob dat Mesurë sinn, déi Erlichterunge bréngen. Jo, dat ass net ëmmer einfach, well, loosse mer emol rasonéieren: Op der CO<sub>2</sub>-Steier, ... ech weess net, wéi vill Pétrol d'nächst Joer verkaaft gëtt. Ech weess och net, wat den Effet vun der Erhéijung ass. Ech weess net, wat d'Nopeschlänner maachen. Ech kann nëmmen eng Schätzung maachen, soen ech, dat heescht de Statec oder d'Steierverwaltung oder de Finanzministère.

Ech kéint mer d'Liewen och einfach maachen an lech soen: „Dëst Joer hu mer 300, 400 Milliounen Liter Bensinn an Diesel manner verkaf.“ Da géif ech soen, ech huelen einfach d'Zuel vun dësem Joer an ech soen: „D'nächst Joer ass dat selwecht“, an da multiplizéieren ech dat mat 5 Centimes: Loosse mer soen, ronn 20 Milliounen mol 5 Centimes gëtt 100 Milliounen Euro Recetten (veuillez lire: gëtt 1 Millioun Euro Recetten). Da schreiwen ech dat dran an da kréien ech déi ëmgekéiert Debat an da kréien ech virgeworf - oder d'Regierung kritt virgeworf -: „Dat ass eng arbiträr Zuell!“ „Wie garantiéiert lech, dass Der d'nächst Joer esou vill Liter verkaaft?“ „Et ass iwweroptimistesesch“ oder „iwwerprudent“.

Da fannen ech et méi éierlech ze soen: „Et ass schwéier ze chiffriéieren.“ Ech ginn dat och gären zou. An et si jo zwou Institutiounen, op jidde Fall d'Zentralbank an, ech mengen, och eng aner Institutioun, déi dat ausgerechent hunn, a si kommen zur Konkusioun - déi mech net wonnert, mee fir déi ech awer och net géif meng Hand an d'Feier leeën -, dass mer 2022 mat dëser Mesure warscheinlech keng nei Recetten erakréien.

Ech wëll hei wirklech nach eng Kéier drop hiweisen an ech hunn et och a menger Ried de Moie gesot: Et geet hei wirklech net ëm nei Recetten! Et geet hei ëm de Klima! An ech sinn, enfin, déi dräi Parteien si sech honnertprozenteg eens, an ech mengen, si hunn och net laang gebraucht, fir sech doriwwer eens ze ginn, dass mer dat heiten net wëlte retardéieren, well de Klimaschutz, deen ass

urgent an d'Covidkris huet jo gewisen, dass d'Activité humaine jo esou wichteg ass, a si huet esou vill contribuéiert, dofir hu mer dat gemaach.

An da wollt ech awer och op d'sozial Kompensatioun insistéieren, wat d'CO<sub>2</sub>-Steier ubelaangt. Ech muss soen, dass ech erstaunt sinn - wirklech erstaunt sinn! -, dass de Crédit d'impôt, dee mer hei maachen, esou vill vun der Oppositioun kritiséiert ginn ass. Dat ass wirklech eng vun deene gerechtste Methoden, mat deenen een deenen Hëllef kann, déi méi schwaach Revenuen hunn.

Ech war virun e puer Méint op der OCDE, ech hat en Echange mat der OCDE an do hu mer iwwert deen do Sujet geschwat. Do huet d'OCDE mech gefrot, wéi mer dat da wëlte sozial offiedereren. An dann hunn ech hinnen erkläert, mir géifen dat iwwert de Crédit d'impôt maachen. An dann hu se mech gefrot, wéi dat da fonctionéiert. An dann hu se mer gesot, an déi sinn net bezuelt, fir mer dat ze soen: „Ma wat hutt Dir Chance, dass Dir esou en Instrument hutt, well dat huet bal keen!“ A mir hunn dat Instrument och nach net laang, mir hunn et jo eréischt 2016 hei an der Chamber gestëmmt - Dir hutt et gestëmmt - an et ass 2017 agefouert ginn.

Et ass sozial gerecht - Dir wësst jo, wéi et fonctionéiert - an ech kann einfach déijéineg net novollzéien, déi onbedéngt gären hätten, dass et soll an den Index kommen, beim beschte Wëllen net, well do verfeelee mer zwee Ziler: Zum Éische verfeelee mer d'Zil, dass mer do eng sozial Gerechtegkeet mat abréngen, well da beneficiéiert jo jiddereen. Also Verschiddener, déi dat soen, reegen sech op, dass d'Leit ganz vill Geld verdéngen - majo, wann eng Indexbranche kënn an een huet 100.000 Euro Pai, dee kritt e Mindestloun bai! Also kann ech net novollzéien, dass ee léiwer d'Augmentatioun duerch déi CO<sub>2</sub>-Steier, ... kann ech net novollzéien, dass een dat wëllt an den Index loossen an dann och nach de Crédit d'impôt parallèll kritiséieren! Beim beschte Wëllen, dat kënn bei mir net an de Kapp! Et ass vläicht ze spët den Owend.

(**Hilarité**)

Dat Zweet, wat ech och wëll derzou soen, ass: Kommt, mir sinn eis dach och am Kloten: Wa mer et an den Index géife setzen, da géif et jo komplett ofgefiedert ginn an da wär et jo net dissuasiv! Da bréngt et just, dass mer d'Inflatioun ukuerbelen, an d'Leit, majo, si kréien dat iwwert den Index erëm. Ma neen, mir hätte jo gär, dass d'Leit manner fueren! Dat heescht, déi Mesuren, déi mer mat der rietser Hand maachen, maache mer mat der lénker Hand erëm nichteg - dat mécht absolutt kee Sënn!

(**Brouhaha**)

Drëtte Punkt - den Defizit -: Also als Finanzminister sinn ech wirklech net begeeschtert, en Defizit vun 2,7 Milliarden ze hunn, wirklech net! Ech muss lech soen, bis d'lescht Joer konnt ech ëmmer mat gudden Norichte kommen - dat huet déi eng gefreet, déi aner genervt.

(**Brouhaha**)

An elo kommen ech mat enger schlechter Noriicht, wou iwwerhaupt kee Mënsch dermat zefridden ass - dat ass jo och ganz normal. Mee am internationale Verglach schloe mer eis awer nach ëmmer gutt. Mir hunn och mat 2,7 Milliarden, de Rapporteur hat dat och selwer ënnerstrach, en Defizit vun 3 % par rapport zum PIB, wat souguer de Reegle vun Europa géif entsprechen, wa se an dëser Period nach géife gellen - eng vun de Reegelen! Mir halen déi vum Objectif à moyen terme net an, wéi och richtig ënnerstrach ginn ass. Mee et gëtt engem awer e bëssen en Ordre de grandeur: Trotz där schlechter Situation si mer bei 3 % vum PIB! Do si ganz vill Länner, déi géifen dreemen, ...

(**Brouhaha**)

... an esou enger Situation nëmmen 3 % Defizit ze hunn! A wéi gesot, dat mécht mech net zefridden, mee et muss een dat awer e bësse relativiséieren.

Zum Defizit wollt ech och soen, wéi gesot, dass den Objectif à moyen terme de Moment iwwerhaupt net a Kraaft ass an dass déi Clause échappatoire, „escape clause“ op Englesch, effektiv fir d'Joren 2020 an 2021 zielt.

Da kommen ech elo zu deem Sujet, deen d'Gemiddler, mengen ech, am meeschten opgehëtzt huet, dat ass dee vun der Dette. An ech muss lech soen, ech hat mer virgeholl, ... mir hu schonn de Moie vill driwwer geschwat, ech hat geduecht: „Jiddereen huet sech e bëssen doriwwer ausgelooos, elo wäert ech net laang drop insistéieren, jiddereen huet säi Message gemaach.“ Mee mat deem, wat elo nach zum Schluss gesot ginn ass, muss ech verschidde Saachen awer an de Kontext setzen.

Ech erënnere mech och ganz gutt un d'Kris vun 2008 an et gëtt jo oft hei widderholl, wou ech dee Moment war, mee dat war eng Plaz, wou ee sech och vill mam Staatsbudget ofginn huet. An ech weess, dass d'Chambre-professionellen allegueren 2008 an 2009 d'Regierung an hiren Avisen ënnerstëtzt hu fir ze soen: „Dat hei ass esou eng speziell Situation, mir verstinn, dass ee sech elo muss verschëlden.“ Mee vun 2010 un hunn déi Chambre-

professionellen all gesot: „Mee elo muss awer eppes gemaach ginn!“, wat awer dann net geschitt ass! Soit, mee dat ass jo elo net dat Wichtigst.

Den Här Wolter war och ganz aktiv déizäit an hien huet elo just hei op dëser Tribün gesot, dass d'Regierung deemools Reserven hat. Mir war dat deemools net opgefall! Dofir hunn ech mer elo geduecht: „Däi Gediechtnes trübt dech e bëssen oder et ware Reservë wéi an der gudder aler Zäit: Déi stoungen op engem Kont an et wousst keen et.“ Mee dat war net méi ..., dat war an den 80er-Joren an an de 70er-Joren, du war dat nach méiglech. An ech hunn dann elo ganz séier nogekuckt, wat de Rapport vum Finanzministère 2008 seet: Majo, 2008 huet de Lëtzeburger Staat 2,7 Milliarde geléint - 2,7 Milliarden! Dat ass awer elo en grande contradiction mat deem, wat hei behaupt ginn ass!

(**Brouhaha**)

2010 sinn 2 Milliarde geléint ginn an 2012 1 Milliard. Dat mécht also, dass zwëschent 2008 an 2013, dat si fënnel Joer, 5,9 Milliarde (veuillez lire: 5,7 Milliarde) geléint gi sinn, fir hei elo mat den absolutten Zifferen ze hantéieren, wat ech, en fait, net déi bescht Method fannen, mee vu dass déi jo déi ganzen Zäit vun der Oppositioun gebraucht gëtt, huelen ech se och emol eng Kéier. 5,9 (veuillez lire: 5,7 Milliarde) derbai, par rapport zu de ronn 5, déi do waren, mécht 2013 11 Milliarden. Eh bien, vu 5 Milliarden op 11 Milliarden a fënnel Joer, dat ass eng Progressioun vun 80 % (veuillez lire: eng Progressioun vun 120 %)!

Zwëschent 2014 an 2020, dat si sechs Joer, an do huelen ech och nach d'Joer 2020 - dat heiten! - mat derbai -, ass d'Schold vun 11,3 op 16,2 eropgaangen, also mat deem heite Joer derbai! Dat ass eng Augmentatioun vu 5 Milliarden an dat si 44 %, bal d'Hallschent, wann ee wëllt mat absolutten Zuele spillen.

(**Brouhaha**)

Mee ...

■ **Une voix.**- Très bien!

... ech wëll ...

(**Brouhaha**)

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- ... hei insistéieren, an ech bleiwen derbai: Et ass vill méi wichteg, iwwert d'Dette par rapport zum PIB ze schwätzen! All international Organisatioun mécht dat! An et ass och esou, wéi mer gemooss ginn. An ech hunn dat elo just, ... well esou vill Attacke komm sinn, déi ech net gerecht fannen, och wat de Passé ubelaangt, hunn ech dat Spillchen dann och elo eng Kéier gemaach, mee et ass net korrekt. An ech bleiwen derbai! Wéi gesot, ech hat net wëlle, immens drop ze insistéieren. Ech hu mech deemools, wéi ech dee Stull do krut, misse mat der Finanzlag beschäftegen. An et huet mech, ... et amusiéiert mech net, ze soen, dass dat deemools net agreabel war, dass d'Situatioun net gutt war. Dat muss een akzeptéieren. Mee ech wëll mer awer och elo net soe loossen, fënnel oder sechs Joer duerno, dass d'Situatioun deemools gutt war! Dat kann een einfach net hinhuelen, einfach net!

A fir dann elo ze insistéieren, mir hätte schlecht gewirtschaft bis 2019 - majo, d'Zuele soe jo genau de Contraire: 2018 528 Milliounen Excédent an 2019 60 Milliounen! Voilà, zwee Exercicer hannere-nee positiv - virun der Kris. Dat seet jo alles aus! Oder?

An ech soen nach just zum Stéchwuert „TVA électronique“, wou jo näischt gemaach gi wär, fir dat ze anticipéieren, obwuel den Datum gewosst war ...

An dann, muss ech soen, dann ass een e bëssen traureg gestëmmt, wann d'Diskussioun esou verdréit gëtt, well dat ass jo net dat, wat mer hei brauchen! Mir mussen hei virukommen an dëser Kris, allegueren zesummen!

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Ech bedauern, zum Deel - ech sinn och, mengen ech, net vill derfir responsabel -, wann d'Oppositioun am Ganze fënn, dass net genuch mat hir dialogéiert gi wär. Dat soll een dann zur Kenntnis huelen. Dat soll een zur Kenntnis huelen an esou enger Phas! An esou enger Phas muss ee kucken, zesummenzehalen. Dat kann ech ganz gutt novollzéien. Mee dofir awer net alles verdréien!

Jo, ech hu mat menger Ekippe am Finanzministère a mat der ganzer Regierung 2014 eppes gemaach mat 258 Mesuren, wat „Zukunftspak“ geheescht huet. Ech si mer herno eréischt, 2016, 2017, wéi e schonn zum Deel executéiert gi war, bewosst ginn, wéi kéng ech war, an d'Regierung war, fir dat ze maachen. Mir sinn och immens kritiséiert ginn, dass mer dat géife maachen. 258 Mesuren! Mir hunn tëschent 800 an 900 Milliounen Euro Depensen a Recetten zesumme gemaach, dat huet deemools 1,3 % vum PIB korrespondéiert, 1,3 %!

Zur selwechter Zäit hat Frankräich Problemer, fir déi 3 % anzehalen - a wat weess ech nach alles, wou se net an der Rei waren. Do ass mäi Kolleg



vun deemools, de Michel Sapin, all sechs Méint an den Eurogroup komm an huet gesot: „A, elo hu mer erëm Mesuré geholl!“ An am Ufank hunn ech emol guer net dru geduecht, dat an de Kontext ze setzen. Mee ech soen lech, déi Mesuren, déi d’Fransouse geholl hunn, eh bien, déi waren déi dräi Joer hannereneen manner par rapport zum PIB wéi dat, wat Lëtzebuerg gemaach huet - a Lëtzebuerg huet den Triple-A an huet alles agehalen!

An do ass et mer bewosst ginn, dass mir zu Lëtzebuerg kapabel sinn - an dat hu mer och an der Vergaangenheet mat anere Finanzministere gemaach -, wann et enk gëtt, zesummenzehalen a Mesuren ze huelen - op der Säit vun den Depensen an op der Säit vun de Recetten.

An ech soen lech, dee Moment kënn nach eng Kéier, wou mer eis mussen zesummesetzen, well mat deenen Defiziter, déi mer hunn, do kommen Decisiounen op eis duer, déi net agreabel sinn. Et ass elo net de Moment, fir vu Steiererhéijungen ze schwätzen, et ass och net de Moment, fir vun Depensëkierzungen ze schwätzen, mee et ass kloer, mat engem Defizit vun 2,7 Milliarden, deen déi nächst Jore lues erfoget, dass mer dat musse seriö huelen. Ech hunn dat och, ... et war och dee leschte Saz vu menger Ried haut.

Ech mengen, ech loosse et elo bal derbäi stoen, mee dat klängt vläicht e bëssen ze vill pessimistes, well ech hunn awer eng Hoffnung an déi Hoffnung ass follgend: Et ass en Deputéierten, dee gesot huet - ech mengen, et war den Här Kartheiser -: „Fir dat doten an de Grëff ze kréien, gëtt et nëmmen zwou Méiglechkeeten: entweder d’Depensen erfzesetzen oder d’Recetten eropzesetzen“. Eh bien, ech gleewe drun, dass et eng drëtt gëtt - natierlech sinn dat zwou Methoden, déi och ginn -, mee déi drëtt Method ass déi, déi d’Regierung gewielt huet, an dat ass déi, d’Investissementer héichzehalen, well wann een d’Investissementer héichhält, da gëtt d’Economie méi produktiv, da verdéngen d’Entreprise erëm méi Suen, da gi méi Emploie geschaaft an da gëtt et méi Recetten. Dat ass dat, op wat mir tabléeien.

Ech mengen och, dass et eng Probabilitéit gëtt, dass dat antrëfft, speziell, well déi heite Kris eng extern Kris ass, anescht wéi d’Finanzkris vun 2008, déi en fait dräi, véier Joer gedauert huet, sinn ech mer ganz bewosst, an ech hunn Hoffnung - méi wéi Hoffnung! Et gëtt Daten, Donnéeën, déi eis weisen, dass, wann de Virus bis net méi present ass oder bal net méi present ass, dank dem Impfstoff, dass da vläicht oder ganz warscheinlech d’Economie erëm normal fonctionéiert. An da geet dat vill méi séier wéi no enger Finanzkris, wou d’Banke schwaach waren an d’Entreprise jorelaang gelidden hunn.

Dofir, mir sinn elo nach an enger Phase d’incertitude, mir tabléeien op héich Investissementer, op eng Remontée vun eiser Wirtschaftskraaft, op eng besser Produktivitéit vun eisen Entrepreneuren, déi erëm Benefisse generéiert, Aarbechtsplaze schafft, an doduerch aus dëser schwéierer Situation erauszekommen.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Finanzminister Pierre Gramegna. Da géif fir d’Regierung d’Madamm Inneministesch Taina Bofferding de Relais iwwerhuelen. Madamm Bofferding, Dir hutt d’Wuert.

■ **Mme Taina Bofferding, Ministre de l’Intérieur.**- Gutt, Kolleginnen, Kollegen, gläich hutt Der et gepackt, mee ech géif awer gären op e puer Punkte reagéieren, déi ech net esou ka stoe loosse. An et goufe jo e puer Froe gestalt, op déi ech awer wëll reagéieren.

Ech fänken u mam Deel vun de Gemeengefinanzen, notamment mam Deel, dee mech als Inneministesch betrëfft: d’Dotatioun. Virewech wëll ech soen, Här Wolter: Dir hutt d’Ausso gemaach, dass d’Gemengen zu deene gréisste Verléierer vun dëser Kris wäerten zielen. Ech muss soen, dass ech déi Aschätzung absolutt net deelen.

Ech mengen, wou mer eis alleguerten eens sinn, ass, dass dës Pandemie sécherlech en Impakt op d’Finanze vun de Gemengen huet. Mir hunn en Abroch vun de Steuerrecetten, d’TVA, an natierlech huet dat en Impakt! Et ass awer esou, dass d’Gemeenge weiderhin handlungsfäeg bleiwen. Si wäerten a kënnen och net faillite goen. Ech mengen, dat ass awer e ganz weesentleche Punkt, deen een net därëf vergiessen!

Dat soen ech haut ...

(*Interruption*)

O, Dir kënn laachen, ech fannen dat awer ganz gutt, well am Géigesaz zum Ausland kënnen d’Gemeenge faillite goen (veuillez lire: well am Géigesaz zum Ausland kënnen hei d’Gemengen net faillite goen), Madamm Hansen!

(*Interruption*)

An ech si frou, dass mer esou e System hunn, wou dat eigentlech net méiglech ass, an deen hale mer héich.

(*Interruptions*)

Mir hunn am Interieur eng Aart Monitoring agefouert, wou mer ganz genau eeben déi finanziell Situation vun de Gemengen iwwer esou eng Aart Dashboard-Ampelsystem kucken a kucken, wéi d’Situation vun de Gemengen ass, notamment d’Verschuldung, ob se do an engem gréngen, orangen oder rouden Beräich sinn. An do ass haut keng Gemeng am rouden Beräich! Dat wëll ech awer emol eng Kéier ganz éierlech soen!

Virdrun ass dat Wuert „faktebaséiert“ ëfters gefall, dat gefält mer ganz gutt. Mee da kommt, mir sinn emol faktebaséiert! D’Situation vun de Gemengen ass net esou katastrophal, wéi se ëmmer duergestallt gëtt. Mir geet et bestëmmt net dorëms, fir elo hei eppes schéinzerieden. Mir geet et awer dorëms, wa mer eis doriwwer ënnerhalen an déi Diskussioun gäre wëlle féieren, dass mer awer wierklech kucken, wéi dann d’Situation an de Gemengen ass. An dat ass net esou katastrophal, wéi dat emol vun deem engen oder aneren duergestallt gëtt, esou, wéi wann d’Gemengen déi zwee Enner net méi géife beieneekréien an eeben net méi hir Rechnunge kéinte bezuelen. D’Previsiounen sinn net optimal, dat ass richtege, mee se sinn nach laang net esou katastrophal!

Här Wolter, Dir hutt virdrun eng Rëtsch vu Punkten opgezielt, déi d’Gemeengefinanze betreffen. Ee ganz weesentleche Punkt hutt Der awer vergiessen, dat ass d’Gemeengefinanzreform, d’Gemeengefinanzreform, déi awer alljoers praktesch plus/minus 90 Milliounen méi an de Secteur pompelt! Dat ass awer och e ganz weesentleche Punkt, well d’Gemengen haten eng gutt Ausgangsbasis! Praktesch alleguerten d’Gemengen hunn dovunner kënnen profitéieren, hu kënnen gewonnen an dat huet ee jo och an de Budgete gesinn. Ech mengen, dass mer dat net dierfe vergiessen!

An da kucke mer eis och nach déi dräi lescht Joren, oder op d’mannst déi zwee lescht Budgetsjoren, vun de Gemengen un: 2018 hunn d’Gemengen 209 Milliounen méi kritt, wéi hinnen am Ufank ënner Budgetcirculaire matgedeelt ginn ass. 2019, an dat war jo e Rekordjoer, och an den absolutten Zuelen, hunn d’Gemengen 208 Milliounen méi kritt. Dat ass och normal, dass d’Gemeenge méi kréien. Dat ass esou mam System, eebe mat der Reform vun de Gemeengefinanzen, agefouert ginn, well et eeben e konjunkturalstege System ass, dat heescht, wann d’Konjunktur dréit, wann et dem Land gutt geet, da komme méi Recetten eran an dovunner kënnen och d’Gemeenge profitéieren. Ergo, wann natierlech manner Recetten erakommen, da fält dee Moment och manner fir d’Gemengen eraus. Dat berout, wéi gesot, op deem politesche Choix, deen 2016, 2017 eebe mat der Reform vun dem Gemeengegesetz geholl ginn ass.

Ech hu vun Ufank un d’Gemengen iwwert d’Situation informéiert, fir dass se, insofern een an dësen Zäiten eng Planungssécherheet kann hunn ... Ech hunn ëmmer op Transparenz gespilt, well et eebe wichteg war, an et ass jo och normal, wann ee gréisser Projete wëll plangen, dass een ongeféier weess, wou d’Rees higeet. An ech hunn och vun Ufank u gesot, dass d’Regierung keng Gemeng wäert am Ree stoe loosse.

Dofir hu mir am Interieur, besser gesot, d’Direktioun vun de Gemeengefinanzen huet sech aneschters gestallt: Déi hunn elo esou eng Aart Finanzberodung etabléiert, waren och schon op enger ganzer Rëtsch Gemengen - och Gemengen, wou d’Vertrieeder heibanne sinn - a maachen dat och weider. An dat ass wierklech eng ganz gutt Saach, well et eeben hëllef, engersäits bei eis am Interieur nach méi en Abléck an d’Gemengen ze kréien, a well si sech och ganz genau mat de Gemeengenauctoritéiten dohinnersetzen a kucken: Wat sinn dann déi verschiddenen Optionen? Selbstverständlech hält d’Direktioun keng politesch Choixen, dat steet nach ëmmer de Gemengen zou, mee et gëtt eebe gekuckt: Wat sinn dann déi Optionen, déi eng Gemeng kann huelen, fir eeben de Budget herno nach an den Equiliber ze bréngen, sief dat, ob se wëllt op Reserven zréckgräifen, ob et Sënn mécht, do en Emprunt ze huelen, d’Ligne de préfinancement, d’Ligne de trésorerie eropzesetzen, well et gëtt och Optionen, déi si vläicht net ëmmer ganz populär, dat mag sinn, mee et sinn awer déi klasesch Instrumenter, op déi een eebe bei enger Kris kann zréckgräifen.

An, dat wëll ech awer och nach eng Kéier erwänen, d’Direktioun vun de Gemeengefinanzen huet och déi 102 Gemeenge kontaktéiert, huet proaktiv Kontakt mat de Gemengen opgeholl, fir ze froen, ob se eeben esou eng Finanzberodung brauchen an ob mer hinne soss kënnen hëllef. Genau sou verstinn ech och de Rôle vun dem Interieur, eeben un der Säit vun de Gemengen, fir hinnen ze hëllef, do, wou et néideg ass. An ech kann lech och hei nach eng Kéier garantéieren, dass keng Gemeng do d’Hänn iwwert dem Kapp zesummegeschloen huet a gesot huet: „Mir wëssen net, wou mer hei erauskommen, d’Situation ass katastrophal!“

Dann hu mer nach Subside fir d’Gemengen ugepasst, notamment wat den Équipement collectif be-

trëfft. Et ass net nëmme bei de Schoulen, wou de Subsid eropgaangen ass - an och do ass en net nëmme vu 35 % op 40 % eropgaangen -, och d’Plafongen hu mer adaptéiert. Mir hunn de Subsid nach méi generéis ausgeriicht an och beim Équipement collectif sinn alleguerten d’Subsiden ëm 5 % eropgaangen. Nei Projeten hu mer och mat erageholl, wéi zum Beispill d’Shared Spaces - grousst Thema an de Gemengen -, d’Stadentwécklung, och esou Projete wäerten an Zukunft vum Interieur mat subventionéiert ginn.

Ee Wuert nach zu de Reserven, well virdrun och esou ugedeit ginn ass, wéi wann d’Gemeenge keng Reserven hätten oder sech do eeben deemools no der Kris keng Reserven ugeluecht hätten. Bon, mir gesinn awer, dass d’Gemeenge Reserven hunn! A si hu mëttlerweil dräimol méi Reserven, wéi dat nach 2008 bei der Kris war. An ech menge grad, dass d’Gemengen do aus där Kris geléiert hunn, wéi wichteg et eeben ass, herno op Reserven zréckgräifen ze kënnen, a si hunn dat eeben och gemaach.

Emprunt: Do hunn ech heiansdo d’Gefill, wann ech deem engen oder deem aneren nolauscheren, dat wär esou en „Teufelswerk“, wann ee Sue léine geet. Ben, och viru Covidzäite hu Gemengen Emprunte gemaach fir gréisser Projeten an ech mengen, och dat huet de Gemengen ëmmer gehollef. Do muss ee kucken, ob et an deem Kontext sënnvoll ass, fir eeben esou gréisser Projete kënnen ze finanzéieren. Mee och d’Gesamtverschuldung am Gemengesec-teur ass elo net iwwerdrifwen héich. Au contraire, déi ass nach iwwerschaubar. An duerfir kucke mer jo och weider, fir d’Gemengen iwwert d’Finanzberodung ze ënnerstëtzen, fir dass dat och esou bleift.

De Verglach, dass elo ganz vill Leit ënnert d’Äerm gegräff kritt hätten ausser d’Gemengen, respektiv dee Verglach, deen ech och ëfters héieren: „Firwat kréien d’Betriber, firwat kréien net d’Gemengen?“, ben, ech mengen dass een dee Verglach guer net esou ka maachen. De Staat huet hei en Emprunt geholl, fir Aarbechtsplazen ofzesécheren, fir eeben ze kucken, dass d’Betriber nach genuch Liquiditéit hunn an dass se, sou wäit et méiglech ass, net an d’Faillite kommen. An och hei nach eng Kéier: D’Gemeenge sinn net an där selwechter Situation! Ech mengen, mir sinn eis awer eens, dass elo eng Gemeng kee private Betrib ass!

Da war d’Fro gestalt ginn zum Remboursement respektiv fir d’Annuitéite vun den Emprunten aussetzen. Effektiv war deemools déi Fro an der Kommissioun opkomm an ech hunn dat nogekuckt, dofir kann ech lech haut och, Här Wolter, eng Äntwert ginn.

Et ass elo esou, dass ech als Inneministesch net d’Recht hunn, d’Annuitéiten aussetzen. Wat ech awer ka maachen, ass, wann elo eng Gemeng an eng Bank de Kontrakt erëm nei verhandelen, da kann ech deen autoriséieren - oder eventuell och net. Do kann een iwwerleeën, ob dat effektiv kéint eng Pist sinn. Den Avantage ass sécherlech, dass d’Gemeenge kuerzfristeg dovunner kënnen profitéieren, well se dann eeben Zäit gewonnen, bis d’Situation sech erëm verbessert huet. Den Nodeel kann natierlech sinn, dass d’Schold sech doduerch eventuell vergréissert, respektiv, dass een d’Schold op déi nächst Generatiounen ofdréckt.

Hei ass ze iwwerleeën, am plaz, dass een dat aussetze geet, ob een net soll kucken, dass een den Delai vun den Annuitéite vläicht dee Moment ka strecken, fir dass déi da manner héich ausfallen. Dat kéint eventuell eng Pist sinn an dat wëll ech elo nach weider kucken, fir dat da vläicht herno de Gemengen proposéieren ze kënnen.

Grondsteuer: Fir d’Grondsteuer brauche mer dräi Saachen. Dat eent ass en neie Berechnungsmodus an do sinn ech frou, vum Spriecher vun der CSV ze héieren, dass Dir och der Meinung sidd, dass ee fir d’Bewäertung vun engem Terrain d’Baupotenzial soll kucken, also dat, wat mam Terrain méiglech ass. Dofir brauche mer d’PAGen, well déi nun emol ausweisen, wat mat engem Terrain ka geschéien respektiv net ka geschéien.

An hei wëll ech och nach eng Kéier drop hiweisen, dass ech den Delai vun der Refonte vun de PAGen no 16 Joer eeben net verlängert hunn, grad och an där Optik, well mer déi nei PAGE sou dréngend brauchen, zemools an digitaler Form, an duerfir war dat fir mech och e Grond, fir den Delai vun der Refonte, fir do eeben net nach eng Kéier drunzegoen.

An dann den drëtte Punkt ass: Mir brauchen natierlech eng gesetzlech Basis, mir mussen d’Gesetz och nach schreiwen, dat mer dann zesummen an der Regierung maachen.

De Reproche, Här Roth, dass Der elo net vu mir wëllt héieren, dass ech einfach soen: „Mir schaffen drun“ - ben, dach, mir schaffen drun!

Mir mussen dru schaffen, well soss komme mer jo net virun! A virun allem, wou mer am Moment domadder beschäftegt sinn, dat ass, déi informatesch Toolen auszeschaffen, well dat hu mer haut net. Et geet jo drëms, fir d’PAGen an d’Kadasteren openeenzeleeën, an dofir brauche mer déi informatesch Programmer.

Do si schon Ausschreiwungen; mir sinn do scho relativ wäit, fir eeben ze kucken, dass mer dat opgebaut kréien. An da musse mer kucken, ob déi Berechnungsformel, wéi mer eis se virstellen, ob dat och herno esou d’Strooss hält. Dofir musse mer alleguerten déi Simulatiounen do maachen. Wéi gesot, mir schaffen do intensiv un deenen technesche Léisungen, fir dat kënnen virunzedriewen.

Mir maachen nämlech net gären einfach eng Reform vun der Grondsteuer - wa schon, da schon -, mir wëllen och e ganz neie System opsetzen, och fir d’Gemengen, wëllen dat digitaliséieren, fir dass dat automatesch all Joer d’Donnéeë fir d’Gemengen erausspäizt, fir dass een net herno erëm x Leit muss beschäftegen, fir dat do eenzel auszerechnen. Mir wëllen einfach de System vereinfachen an ech mengen, dat ass jo och sécherlech am Interesse vun de Gemengen.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **Mme Taina Bofferding, Ministre de l’Intérieur.**- D’Entwécklung huet elo ugefaangen, dat brauch Zäit - ech hunn net op alles Afloss, dat muss ee sech dann och heiansdo als Ministesch agestoen. Trotzdeem, eise Plang zielt nach ëmmer. Mir schaffen dorunner an et dauert eeben déi Zäit, déi et dauert.

Ech wëll awer nach eng Kéier soen: Et huet elo 80 Joer gedauert, fir dass mer elo emol sou wäit sinn. An deenen zwee Joer, mengen ech, hunn ech awer scho méi ëmgesat wéi munchereen an enger ganzer Legislaturperiod. Wichteg ass, dass mer eis hei eens ginn.

(*Interruptions*)

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **Mme Taina Bofferding, Ministre de l’Intérieur.**- Dir kënn laachen! Dir kënn laachen, Madamm Hetto, ...

(*Interruption*)

... ech wëll lech just soen, dass de Programm amgaangen ass, geschriwwen ze ginn. Sou wäit ware mer nach ni!

(*Interruptions diverses*)

Also, Dir musst lech awer eens ginn! Dir reprochéiert mer, ech géif näischt maachen, an da maachen ech, dann ass et och net gutt!

(*Hilarité*)

■ **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Nee, nee, nee! Nee, Madamm Minister, nee, Dir hutt gesot, Dir hätt an zwee Joer méi gemaach wéi déi aner Legislaturperioden zesummen, dat hunn ech awer elo e bësse vill fonnt!

■ **M. Gusty Graas (DP).**- ... den Här Halsdorf.

■ **Mme Taina Bofferding, Ministre de l’Intérieur.**- Jo, ech muss soen, ech hu kee Plang am Tirang fonnt, ech hu vergeebens gesicht! Et wär jo flott gewiescht, wann ee vu menge Vir-Vir-Vir-Virgänger eppes gemaach hätt, ...

(*Interruptions*)

... mee do war näischt ...

■ **M. Marc Spautz (CSV).**- Hat den Här Kersch lech näischt leie gelooss?

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- D’Madamm Inneministesch huet d’Wuert!

(*Interruptions diverses*)

■ **M. Marc Spautz (CSV).**- Den Här Kersch hat näischt leie gelooss. Aha!

■ **Une voix.**- ... den Här Kersch.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Wannechgelift!

(*Brouhaha général et coups de cloche de la présidence*)

Wannechgelift, e bësse méi Serenitéit fir d’Debaten!

■ **Mme Taina Bofferding, Ministre de l’Intérieur.**- En anert Liblingstheema vun der CSV, d’Virkaftsrecht, do wëll ech just nach eng Kéier soen: Och wann Der dat honnertmol widderhuet, d’Virkaftsrecht ass am Moment net esou problematesch duerch eng Decisioun vu mir. Ech hunn iwwer Circulaire d’Gemengen iwwert dat Urteel informéiert, well wann ech dat net gemaach hätt, da wäert Der och rose mat mer gewiescht. Et geet jo dorëms, dass d’Gemengen hei déi juristesch Sécherheet hunn, an ech hunn hei responsabel gehandelt. A fir mer ëmmer erëm do wëllen ze ënnerstellen, dass ech elo de Gemeenge géif d’Virkaftsrecht ewechhuelen, fannen ech awer wierklech bëleg!

(*Exclamations*)

Wann ...

(*Brouhaha et coups de cloche de la présidence*)

Dat ass eng bëleg Attack, jo!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- D’Madamm Ministesch huet d’Wuert a soss keen!

(*Brouhaha*)



■ **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*.- Gutt!

(*Brouhaha*)

D'Stad Lëtzebuerg ass an deem Aarbechtsgrupp vertrauden an ech kucken dohannen de Schäfte vun der Stad Lëtzebuerg, da weess en och, dass muer souguer nach eng Kéierdeen Aarbechtsgrupp zesummekënnt, an da weess en och, dass déi elo ganz gutt Sitzungen haten, dass nach e puer Knackpunkten ze kläre sinn, notamment d'Kompetenz Schafferot/Gemengerot, grousst Thema. Do si mer amgaangen, also respektiv solle si am Grupp elo nach weiderschaffen.

An da kucken ech déi aner Säit mäi Kolleeg, de Logementsminister, a wann de Grupp esou weiderschafft, da wäerte si kënnen hir Konklusiounen zéien an da kënnen mer hoffentlech och Ufank d'nächst Joer zesummekommen, fir déi Reflexiounen opzehuelen, an dann hoffen ech, dass mer déi Reform vum Virkafsrecht kréien. Well do si mer eis alleguerten eens! Mee mir ëmmer ze ënnerstellen, ech hätt elo d'Virkafsrecht schwierig gemaach, wéi gesot, do ginn ech lech net Recht!

Dann, nach e leschte Punkt hat ech opgeschriwwen - ech kréie meng Schrëft net gelies .... CGDIS! Yes, CGDIS, dat ass richtig! De System berout op 50/50-Opdeelung Staat/Gemengen. An et ass och richtig, dass et d'Gemenge méi kascht wéi an der Vergaangenheet - verschidde Gemengen och méi, well hei de Solidaritéitsprinzip zielt, dat ass deemools och esou festgehalé ginn, wéi de CGDIS geschaf gouf, fir dass déi méi breet Schëlleren eeben och méi mussen bezuelen.

Dass elo muss méi bezuelt ginn, läit jo awer och dorunner, dass mer eeben de CGDIS kreéiert hunn. Mer hunn awer elo d'Rettungswiesen esou vill ausgebaut, et ass esou performant an d'Gemenge kréie jo och e Service derfir, mussen sech ëm Verschiddenes net méi esou këmmen, well et eeben zentraliséiert ass. An ech mengen, mir sinn eis jo awer alleguerten eens, dass eebe grad d'Schafe vun engem nationale Gremium vum CGDIS als Etablissement public wichteg war, fir eeben esou kënnen d'Rettungswiesen ze garantéieren respektiv de Leit, déi an Nout sinn, kënnen ze hëllefen.

Voilà, dat zu menge Punkten, déi ech nach eng Kéier wollt opzielen. Ech wäert sécherlech elo nach - elo kommen ech zréck op den éischte Punkt - d'Gemengefinanze weiderhin am A behalen. D'Budgete komme sou lues a lues eran an och déi éischt Tendenz gesi mer, dass se duerchaus net esou katastrophal sinn. Och ech hunn déi Zeitungartikelen mat ganz vill Interessé gelies, awer net nëmmen ënnen den Deel vun de Chifferen, mee ech hunn och e bëssen d'Debatte verfollegt. Wéi gesot, ech mengen, mir mussen vigilant bleiwen, mir sollen awer net den Däiwel un d'Mauer molen, dat bréngt der Debatt näischt a virun allem gëtt dat der Situatioun vun de Gemengen net gerecht.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools der Madamm Inneministesch Taina Bofferding. Da Parole après ministre fir den Här Michel Wolter.

■ **M. Michel Wolter** (CSV).- Här President, ech hu Parole après ministre gefrot fir d'éischt, fir mech awer nach e bësse mam Här Gramegna ze ënnerhalen. Den Här Gramegna seet an engem éischte Saz: „Et ware keng Reserven do 2008“, am zweete Saz: „Dir hutt geléint.“ Dat eent huet näischt mat deem aneren ze dinn, wann een an enger Kris ass! A wann ee Suen huet, da kann een déi ausginn, a fir de Complement geet ee léinen.

Dir hutt gesot, 5,9 Milliounen (veuillez lire: 5,9 Milliarde) wären deemools geléint ginn, an dat, wat Der net gesot hutt, Här Gramegna, dat ass: Wou sinn déi Suen higaangen? An dat misst Dir eigentlech wëssen, well vum 13. Mee 2009 u waart Dir Member am Conseil d'administration vun der Banque Générale. An ech soen lech elo, wou déi Suen higaange sinn, well Dir hat vergiess, dat elo virdrun hei op der Tribün ze soen: Déi sinn net an de Konsum gaangen, déi sinn net iergendwou verschleiert ginn! 3 Milliarden Euro si vum Lëtzeburger Staat, mam Accord vun der ganzer Chamber, an d'Dexia BIL an an d'Fortis gaangen, jo, als Invest, als Invest, fir déi Banken ze retten, déi, wa se déi Suen net kritt hätten, plus déi 4,5 Milliarden, ...

(*Brouhaha*)

... déi de Lëtzeburger Staat nach als Garantie hannerlooss huet - och hei vun der Chamber of-geseent! -, ... Wann de Lëtzeburger Staat also net gewéilt gewiescht wär, bis zu 7,5 Milliarden Euro op den Dësch ze leeën, fir d'Banken ze retten, da wäre se 2008, 2009 futtigaangen!

(*Brouhaha*)

An dat ass awer eng komplett aner Geschicht - pardon, fir lech et ze soen -, wéi wann Der heihinner kommt an da sot Der, Dir hätt 5,9 Milliarde Scholde gemaach, an Dir sot a kenger Sekonn, wat mat deene Sue geschitt ass!

(*Brouhaha*)

Ech hunn net gesot, dass Dir se zur Fënster erausgehet!

Den Här Gramegna huet ...

(*Brouhaha et coups de cloche de la présidence*)

... e Verglach gemaach tëschen enger Verscholdung, déi eng Verscholdung war, déi e Retour krut an e Verkafspräis, deen Dag, wou verkaf gëtt, wou een also, à la fin du jour, muss kucken, wéi vill Suen deemools geléint gi sinn, an iwwer 10, 11, 12, 15 Joer, jee nodeem, wéini d'Parte verkaf ginn, de Retour ass. Et ass en Invest gewiescht an d'Zukunft vum Lëtzeburger Land, deen deemools net nëmme gemaach ginn ass, mee zur Hallschent vum Montant, ëm deen et gaangen ass. An ech hätt mer erwaart, ...

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Michel Wolter** (CSV).- ... dass e Mann, deen derbäi war, wann e seet, e wär derbäi gewiescht, dass en dat och a senger Stellungnam hei gesot hätt.

An da kommen ech zur Madamm Bofferding, well genau dat passéiert ass, wat ech gemengt hunn, wat géif passéieren: D'Madamm Bofferding ass fundamental dervun iwwerzeegt, dass d'Gemengen net zu de Verlëierer an dëser Kris gehéieren. A si huet et, nodeem se et elo e puermol an der Kommissioun gesot huet, dankenswäerterweis och elo hei um Pult vun der Chamber gesot, fir dass mer se an dräi Méint, sechs Méint, an engem Joer domadder konfrontéieren, wat hir Meenung war am Hierscht vum Joer 2020, wéi et drëm gaangen ass, fir unzefänken, de Gemengen ze hëllefen.

Ech hu jo a kengem Moment gesot, dass d'Gemenge géife faillite goen! Ech hu gesot, d'Gemenge kréichen ëmmer méi Schwierigkeiten, fir hir Programmer duerchzezéien, a se hunn zwee Choixen: Entweder se ginn an d'Verschëldung oder se halen op ze investéieren. D'Regierung hätt gären, dass mer investéieren, also mussen mer an d'Verschëldung goen.

An ech huelen zur Kenntnis, Madamm Bofferding, dass nodeem, wat Dir hei gesot hutt, mir géife jo handlungsfäeg bleiwen als Gemengesector a mir kéinten net faillite goen, wat ech d'ailleurs net gesot hunn, dass d'Gemenge kéinte faillite goen, ech hu just gesot: Wann d'Gemeng lechternach am Ordinär nach 1 Millioun Euro Excedent huet a se muss 20 Milliounen léine goen, fir d'Projeten ze realiséieren, dann huet se 1 Millioun am Ordinär manner dat nächst Joer, well dann ass de Remboursement vun der Schold an dann huet se keen Excedent méi, dann huet se keen Excedent a wa se keen Excedent méi huet, hält se op ze investéieren, dann ass dat de Schluss, deen nach investéiert gëtt, ... Et ass dat, wat ech wëll soen! A kengem Moment hunn ech gesot, d'Gemenge géife faillite goen!

Mee ech soen lech, an dat seet d'Gesetz: D'Gesetz huet eng Rei vu Limiten, wéi s de dech kanns verschëlden a wat eng aner Limit ass, wat de Remboursement ass am Ordinär vun den Zënsen respektiv de Remboursement vum Kapital, deen s de muss maachen. Mee wa keen Excedent méi do ass - an ech géif lech awer wierklech bidden, d'Situatioun eng Kéier seriö ze analyséieren! -, wa keen Excedent méi do ass, wann d'Gemeng Suessem nach 4,4 Milliounen Excedent huet - ech weess net, wat d'Gemeng Suessem d'Joer investéiert, 25, 30 Milliounen wäerte se investéieren, dat ass eng grouss Gemeng -, ma da kënt Der dach net dovun ausgoen, dass ee mat 4,4 Milliounen Excedent am Ordinär an deenen nächsten dräi, véier Joer seng Politik nach gescheit ... - ausser, ausser, Madamm Minister, et verschëlt ee sech op eng Aart a Weis, dass een duerno keen Excedent méi am Ordinär huet, also keen Investissement méi ka maachen! Dorobber wëll ech lech, wollt ech lech eigentlech opmierksam maachen!

An ech gesinn, dass Der dat einfach net ... Dir wëllt dat net ... Also entweder Dir verstitt et net oder Dir wëllt et net verstoen! Ech hunn d'Impressioun, dass Der et wierklech net verstitt, nodeem mer elo véier- oder fënnemol driwwer diskutéiert hunn, dass Der fundamental net verstitt, ëm wat et eigentlech geet a wat d'Situatioun ass!

An ech soen lech, dass, wann d'Situatioun nach dräi Joer esou weidergeet, ... et ass jo dorëms, wou et mer geet! Et geet mer dach nullement ëm d'Budgete vun 2021! D'Gemengen empruntéieren, anerer setzen hir Reserven zréck, brauche se op. Et geet mer ëm d'Budgeten 2022, 2023, et geet mer ëm d'Exekutioun vu Programmer, déi mer amgaange sinn ze maachen, déi op dräi, véier Joer mussen finanzéiert ginn!

Wann ech mat 21 Milliounen eng Schoul bauen, Madamm, da sinn dat fir déi nächst véier Joer jee-weils 5 Milliounen a mengem Budget. Wann ech a mengem Budget awer nëmmen nach 6 Milliounen Excedent hunn an ech muss all Joer 5 Milliounen fir eng Schoul op den Dësch leeën, während véier Joer, dann hunn ech kee Su méi, fir iergend eppes aneschtens ze maachen. Dir hätt awer nach gär, dass ech soss Saache maachen als Gemeng, Dir

hätt gären, dass ech Maisons-relais bauen, Dir hätt gären, dass ech Musekschoule bauen, Dir hätt gären, dass mer all méiglech aner Saache maachen! An ech soen lech: Stellt eis d'Suen zur Verfügung à terme!

An ech si gäre bereet, an enger Opération Open Book doriwwer ze diskutéieren - Open Book! Mee ech hunn d'Impressioun, dass dat mat lech net geet! Da mussen mer kucken, dass mer een aneren derbäikréien, fir doriwwer ze diskutéieren. An ech soen lech, dass wann näischt geschitt ... - an Dir sidd fundamental der Meenung, dass näischt soll geschéien! Dir huet 420 Milliounen aus engem Secteur eraus an Dir gitt quasi keng Kompensatioun, well 5 %, déi Der do fiéremment ëmmer mat eropbréngt vun Augmentatioun vun den Investissements publics, dat ass net emol eng Drëps op de waarme Steen, ëm deen et geet.

An ech muss lech ganz éierlech soen - a sidd mer net béis -: Ech brauch keng Finanzberodung aus dem Interieur! Ech weess, wéi et a mengem Budget ass! Ech ka selwer e Pluriannuell opsetzen! An et si ganz vill Gemengen, déi dat kënnen. Et si ganz vill Buergermeeschteren, ganz vill Schäfte, déi à même sinn ze wëssen, wéi d'Situatioun vun hirer Gemeng ass. An ech si frou, dass Dir dat ubitt. Mee et ass net dat, wat ech brauch! Dat, wat de Gemengesector brauch, dat ass eng aktiv Ënnerstëtzung vun dëser Regierung, fir duerch eng Kris ze kommen!

(*Interruption*)

Ass dat da sou schwéier ze kap..., ze verstoen?

(*Interruption par M. Guy Arendt*)

Soss komme mer op d'nächst Joer! Jo, entschëllegt, mee ech muss awer ganz éierlech soen, Guy, ...

(*Interruption par M. Guy Arendt*)

... wann ech esou Äntwerten, wann een esou Äntwerte kritt op e seriöe Sujet, eng Verneinung eigentlech, en fin de compte, vum Problem: „D'Gemenge sinn net d'Verlëierer!“, „D'Gemenge bleiwen handlungsfäeg!“ ... Ech soen lech: Wann d'Kris esou weidergeet, sinn d'Gemengen an zwee, dräi Joer net méi handlungsfäeg, mee och nach déif verschëlt! An ech fuerderen lech nach eng Kéier op, wierklech nach eng Kéier op: Iwwerleet lech gutt, wat Der mat dem zweeten Deel vum Lëtzeburger Staat maacht!

Dir sidd elo rose mat mir? Ech plädéieren eigentlech fir lech, well et gëtt nämlech net déi rout, déi blo, déi schwaarz, déi gréng Gemeng, et gëtt just déi Gemengen, déi an den nächste Jore ganz schwéier müssen investéieren. Kuckt lech d'Investitionsprogrammer vun de Gemengen un, Madamm! Kuckt lech un, wat an deenen nächste Jore muss investéiert ginn! An dat mussen mer stemmen! A mat 4 Milliounen Euro Excedent - mat 6 Milliounen Euro, a mengem Fall, deen dann op 5 oder 4 erofgeet ... Wat ass zu Diddeleng nach Rescht? Zu Diddeleng si 7,3 Milliounen am Excedent am Ordinär Rescht. Domat méchs de dach keng Politik!

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Wolter. An ech ginn d'Wuert direkt zréck un den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

■ **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Jo, Här President, et ass absolut net meng Gewunnecht, hei zréckzekommen, mee also hei erlieue mer awer Saachen, déi sinn net novollzéibar!

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Ech hunn hei den Här Wolter zitéiert, deen hei op dëser Tribün zwou Saache gesot huet: „2008 hate mer Reserven“ - en huet elo net méi driwwer geschwat -, ...

(*Interruption*)

... „mir hate Reserven a mir hunn näischt geléint“, dat huet e gesot! A wat hunn ech gesot? „Ech froe mech, wou déi Reserve waren, ...

(*Interruption*)

... an Dir hutt missen 2,7 Milliarde léine goen.“ An da kënt den Här Wolter hei soen, ech hätt eppes ganz Schlëmme gemaach an eppes ganz Schlëmme gesot! Ech hunn d'Wourecht gesot, sou wéi se ass! A fir dat dann ze verdréien, ech hätt soi-disant eppes verdréit ... Ech hu guer näischt verdréit!

Dir hutt eppes gesot, wat faktuell falsch ass! An da muss een dat riichtbéien! Da muss een dat akzeptéieren! Mee dann ass et net, fir dann op mech ze weisen, wéi wann ech do hätt missen dreemen, wat mat deene Sue gemaach ginn ass!

(*Brouhaha*)

An, also, ...

(*Brouhaha*)

... ech insistéieren drop, dass verifiéiert gëtt, wat den Här Wolter gesot huet! An ech hätt gär, dass hei kloer gesot gëtt, dass festgehalé gëtt, dass dat, wat den Här Wolter déi éischt Kéier gesot huet, net richtig ass!

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Merci!

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Gramegna. Da Parole après ministre fir den Här Gilles Roth.

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Jo, den Här Gramegna reegt sech hei op, well en d'Wourecht eigentlech net wëllt héieren, an dat ass déi, ...

■ **Une voix**.- O!

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- ... dass an enger Bank, wou hie selwer Administrateur war, ...

(*Brouhaha*)

... iwwer e Weekend ...

(*Brouhaha*)

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Wannechgelift, e bësse méi roueg!

(*Coups de cloche de la présidence*)

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Et ass net op dëser Säit, Här President!

(*Brouhaha*)

Ech hat eigentlech elo net méi wëllen intervenéieren, ech wëll lech just soen, dass den Här Wolter net Onrecht huet. Jo! Soll ech lech soen, firwat? Well 2007 deen Exercice war, wou de Lëtzeburger Staat dee gréissten Iwwerschoss am Zentralstaat hat! Also ware wierklech Reserven do! An déi Kollegen, déi mat an der Regierung waren - do sëtzt een dervun, et setzen der eng Rei dervun do -, déi kënnen lech dat bestätegen.

An Dir als Finanzminister, Här Gramegna, Dir misst dat da jo och wëssen! An da fannen ech et awer e bëssen onverfrueren, dass, wann Der wësst, dass hei Emprunte gemaach gi si mat deem speziellen Objet - iwwregens mat dem ganze Konsens vun der Chamber deemools -, well iwwer engem Weekend huet missen e grouse Kraaftakt gemaach ginn, dass de Jean-Claude Juncker an de Luc Frieden, dass déi gehandelt hunn, fir dass, ier d'Bourse méindes erëm géifen opgoen, eng Stabiliséierung fir déi ehemoleg Fortis ... - dofir! Well soss wier d'Fortis hei zu Lëtzebuerg mat der Banque Générale ratsch d'Baach erofgaangen! An Dir wësst ganz genee, wann dat geschitt wier, da wieren Honnerten, Honnerte vun Handwerksbetriber, déi hir Préten do haben, ...

(*Brouhaha*)

... Dausende vu Leit, déi do geschafft hunn, dann hätten déi den Dag drop keng Aarbecht méi gehat! An ech mengen, déi DP-Vertrieder vun deemools - sief dat den Här Goerens, sief dat den Här Grethen -, déi hate vill méi Responsabilitéitsgefill, well ouni dat wier déi Bank do faillite gaangen! Dat ass d'Geschicht, déi ee muss soen!

(*Brouhaha*)

A wann Der hei soe kommt, ...

(*Interruption par M. Max Hahn*)

Ma dat huet domadder ze dinn, Här Hahn, ...

(*Brouhaha*)

Här Hahn, dat huet domadder ze dinn, ...

(*Brouhaha et coups de cloche de la présidence*)

... dass keng Préten gemaach goufen, ...

■ **M. Max Hahn** (DP).- Haut ginn d'Sue gebraucht, ...

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Roth huet d'Wuert!

■ **M. Max Hahn** (DP).- ... fir de Betriber ze hëllefen, an deemools, fir de Banken ze hëllefen! Wou ass do den ...?

(*Brouhaha général*)

Et huet jo keen dat doten a Fro gestallt!

(*Brouhaha*)

Et huet guer keen dat a Fro gestallt!

(*Coups de cloche de la présidence*)

Et ass just a Fro gestallt ginn: ...

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Sou, elo huet den Här Roth d'Wuert!

■ **M. Max Hahn** (DP).- ... Ass en Emprunt gemaach ginn oder net? An et ass ee gemaach ginn! Et huet keen a Fro gestallt, datt ee gemaach ginn ass, Här Roth.

(*Coups de cloche de la présidence*)

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Här Hahn, et ass awer e sensibelen Ënnerscheid. Wann ech en Emprunt maachen an ech kréien domadder Parten an enger Gesellschaft - a wann ech mech gutt erënneren, huet Lëtzebuerg nach ëmmer déi Parten - ...

■ **Une voix**.- Richtig!

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Genau!

(*Brouhaha*)

Also ass eng Contrevaaleur do!



■ **M. Max Hahn** (DP).- Ass dann hei keng Contreva-leur do, wa mer eise Betriber hëllefén, fir datt se net faillite ginn?

(Brouhaha)

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Majo, dat ass en Invest! Verstitt Der dat dann net?! Dir hutt ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Jo, bon, Dir kënnt ...

■ **M. Marc Goergen** (Piraten).- Här Bauler, kënnt Der Äre Leit erklären, wéi dat fonctionéiert, wann-echgelift?

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Jo.

(Hilarité)

Da stellen ech lech, Här Hahn, d'Fro: Stëmmt et, dass en Emprunt obligataire gemaach gouf, fir eng Participatioun an der deemoleger Fortis ze huelen? Firwat ass déi gemaach ginn: Fir där Fortis déi Finanzstabilitéit ze ginn, dass déi och duerno nach kéint fonctionéieren an dass se, zesumme mat dem belsche Staat a mat dem hollännesche Staat, déi och Participatioun haten, eng kontrolléiert Ofwécklung konnt hunn. Dat ass dat, wat geschitt ass. Dat heescht, am Kloertext huet den ...

Dir kënnt elo de Kapp rëselen!

■ **M. Max Hahn** (DP).- Nee, nee.

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Am Kloertext huet de Staat - iwwregens am Konsens, ech mengen, et war eng unanime Decisioun an der Chamber - ...

■ **M. Max Hahn** (DP).- Dat stellt jo guer keen a Fro! Dat huet dach kee Mënsch, heibannen a Fro gestallt!

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Mee et war eng Contre-va-leur do!

■ **M. Max Hahn** (DP).- Kee Mënsch!

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Lauschttert emol! Et war eng Contreva-leur do. An ech hunn a menger Ried virdru schonns gesot, dass Der eppes gemaach hutt - a wann Der dat contestéiert, dann hätt ech gären, dass Der opstitt an dass Der et sot -, dass nämlech am Covidgesetz am Abrëll eng Dispositioun aus dem Kontabilitéitsgesetz erausgeholl gouf, nämlech fir déi ze maachen, dass kéint Schold opgeholl ginn, ouni dass mussen an der Konterpartie Investissementer sinn. Stëmmt dat? Jo oder neen?

■ **M. Max Hahn** (DP).- Dat stëmmt!

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Genau. Da sidd Der frou, dass dat deem ... Stëmmt dat, dass d'Cour des comptes an hirem schréfftleche wéi och an hirem mëndlechen Avis, dee se an der Finanzkommis-sioun ginn huet, kloer ënnerstrach huet, dass fir d'éischt zënter 2000 Scholde gemaach ginn, fir net Investissementer ze finanzéieren, mee Scholden, fir d'Depense-couranteë vun dem Staat.

Här Hahn, Dir wësst dat jo, ass dat „jo“ oder „neen“?

■ **M. André Bauler** (DP).- Dat ass eng ganz aner Vuel!

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Nee, dat ass eppes ganz anescht! Wann Der Scholde maacht - Dir sidd jo Ekonomiesproff -, fir Är Depense-couranteën als Stot ze finanzéieren oder fir d'Depense-couranteë vun engem Betrib ze finanzéieren, wësst Der, wat dann ass? Dann hutt Der keng Sue méi an dann hutt Der en Ébranlement de crédit. An da sidd Der fäerdeg an da sidd Der faillite.

■ **M. André Bauler** (DP).- Här Roth, ech hu vum Scénario de crise geschwat.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Roth.

■ **M. Max Hahn** (DP).- Dat ass jo ganz anescht.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- D'Wuert geet zréck un den Här Finanzminister.

(Brouhaha)

■ **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Ech wëll just signaléieren, dass am Joer 2008 den 8. Februar de Staat en Emprunt vun 200 Milliounen gemaach huet, den 2. Oktober en anere vun 200 Mil-liounen an en anere vun 300 Milliounen. Dat sinn emol 700 Milliounen, déi geléint gi sinn. An dann um Schluss vum Joer sinn 2 Milliarden Emprunt obligataire gemaach ginn. Dat ass dat, wat 2008 geschitt ass. Méi hunn ech zum Sujet net ze soen.

(Interruption)

■ **M. Max Hahn** (DP).- Très bien!

■ **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- A vu dass den Här Wolter sech vläicht onglécklech ausgedréckt huet ..., mee hien huet gesot: „2008 hate mir Reserven.“ Mee si hunn awer misse schonn am Februar 200 Milliounen léine goen. Firwat, weess ech net. Ech wëll dat just riichtstellen. Dat schéngt net ganz richtig gewiescht ze sinn, wat en eis gesot huet. Do sinn 200 Milliounen Emprunt gemaach ginn, dann nach eng Kéier 200 an nach eng Kéier 300 an um Schluss vum Joer 2 Milliarden. Also, dat war faktuell anescht wéi dat, wat den Här Wolter gesot huet.

■ **Une voix**.- Voilà!

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Finanz-minister. Ech mengen, domadder si mer zum Schluss vun der Diskussioun komm.

■ **Plusieurs voix**.- Nee!

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- O, nach Parole après ministre fir den Här Laurent Mosar. Entschël-legt, well deem hat scho virdru gefrot.

■ **M. Laurent Mosar** (CSV).- Also, Här President, ech hat elo laang Gedold.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Dat ass richtig, Här Mosar. Pardon!

■ **M. Laurent Mosar** (CSV).- Et muss ee vill Gedold hunn. Ech wollt eigentlech och haut guer net méi inter-venéieren, mee ech sinn awer elo e bëssen inter-pelléiert ginn duerch d'Madamm Inneministes-ch. Ech hunn nämlech fonnt, dass mer eigentlech haut eng gutt Diskussioun haten, eng roueg Diskussioun, wou op eng korrekt Aart a Weis mateneen disku-téiert ginn ass. Wat ech awer allerdéngs net kann akzeptéieren, dat ass déi Aart a Weis, wéi d'Madamm Inneministes-ch hei op d'Froen, berech-tegt Froen, vun de Kolleegen an och vu mir geänt-wert huet. An erlaabt mer do awer e puer Remarken ze maachen, Madamm Inneministes-ch.

Ech wëll ufänken, andeem ech nach eng Kéier soen: Ee vun den Haaptdiskussiounspunkten ass an dee-ne ganze Budgetsdebatten de Logement. Do si mer eis alleguerten eens! Wann ech elo kucken, wéi wichteg datt d'Roll vun de Gemengen ass am Loge-ment, da muss ech awer och e bësse kucken: Wat sinn d'Instrumenter, déi eng Gemeng zur Verfügung huet, fir um Immobiliemaart iwwerhaupt ze interve-néieren? An dat sinn der dräi, Madamm Inneminis-tesch.

Dat éischt, dat ass d'Spekulationssteuer, iwwert déi hei vu ganz ville Leit geschwat ginn ass. Wat awer net gesot ginn ass, dat ass, dass mer e Gesetz hu vun 2008, an deem eng Base légale dran ass, déi net duergeet, fir datt d'Gemenge kënnen eng Speku-lationssteuer aféieren. An duerfir, mengen ech, ass den Här Kox jo och amgaangen, déi ze reforméie-ren. Dat ass awer eng Feststellung, déi een awer eng Kéier emol misst klipp a kloer soen! Sait 2008 an och sait dës Regierung, déi 2013 ugetrueden ass, ass näischt geschitt, fir eng anstänneg Base légale hei ze kréien, déi de Gemengen et géif erla-ben, eng Spekulationssteuer anzeféieren!

(Interruption)

Deen zweete Punkt: d'Grundsteuer. Ech hu ganz vill héieren, Madamm Inneministes-ch, mee dat doten ass eigentlech e Konsens scho seit Joren, dass soll déi Grundsteuer reforméiert ginn. Schon Äre Vir-gänger, den Här Kersch, war domadder amgaangen. Dir hat elo siwe Joer Zäit - siwe Joer Zäit! -, ...

(Interruptions diverses)

... Dir Hären, fir ...

(Interruptions diverses)

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Wannechgelift! Den Här Mosar huet d'Wuert. Jidderee kann duerno nach d'Wuert froen, mee de Moment huet den Här Mosar d'Wuert.

■ **M. Laurent Mosar** (CSV).- Merci, Här President.

Do si vun lech elo dräi Konditiounen hei opgezielt ginn: De Berechnungsmodus. Den Här Roth huet dat wonnerbar beschriwwen. Mir si mat lech d'accord. Et ass net komplizéiert, fir dat an e Projet de loi eranzesetzen.

Dat Zweet: informatesch Programmer. Mat allem Respekt: Dat kann awer keng Joren daueren, bis mir informatesch Programmer hunn. An Dir kënnt scho roueg e Projet de loi op den Instanzewee set-zen, ier mir déi informatesch Programmer derfir hunn.

Well - kommt, mir maachen eis näischt vir! -, dee Projet wäert jo net innerhalb vun dräi Méint ausdis-kutéiert ginn. Dat gëtt jo e Projet, wou warschein-lech ganz laang Consultatioune kommen, wou ganz vill Avice kommen. Duerfir fannen ech, mir kënnen direkt domadder ufänken.

An dat Argument vun de PAGE loossen ech net gël-len! Dir kënnt ouni Problem dee Projet de loi op den Instanzewee setzen. An ech muss lech soen: Ech héieren elo seit Joren, och vun de Kolleegen am Stater Gemengerot, déi Ärer Partei ugehéieren, déi eis permanent en décke Kapp maache vu Grund-steier. Mir kënnen awer am Moment näischt ma-chen, Dir hutt et selwer erkläert, well mer eng Va-leur unitaire hunn, déi net méi aktuell ass. Mir kën-nen also näischt maachen.

Mir kënnen och keng Spekulationssteuer am Mo-ment aféieren, well mer net déi gesetzlech Basis hunn! Duerfir wëll ech hei nach eng Kéier en ...

■ **M. Claude Haagen** (LSAP).- Dir kënnt awer d'Aug-mentatioun vum B6 maachen.

■ **Une voix**.- Dat maacht Der net.

(Interruptions par M. Claude Haagen)

■ **M. Laurent Mosar** (CSV).- Majo ech hunn ... Ma ech erklären lech dat. Ma Här Haagen, ...

■ **M. Claude Haagen** (LSAP).- Ja?

■ **M. Laurent Mosar** (CSV).- ... am Géigesaz zu lech, ... Ech mengen, bei lech ass et ëm siwen Ter-rainen oder siwe Propriétaire gaangen. An der Stad Lëtzebuerg geet et ëm 230 Terrainen.

(Interruption par M. Claude Haagen)

A contrairement zu deem, wat Dir mengt, sinn dat e lauter kleng Propriétaires. Wa mir dat do gemaach hätten, wat Dir proposéiert oder wat Dir zu Dikrech gemaach hutt, dann hätte mir verschiddene Leit hir Grondsteuer op 30.000, 35.000 Euro d'Joer ge-huewe fir e klengen Terrain, deem d'Leit hanner hi-rem Haus hunn! Wien hätte mer do getraff? Déi kleng Leit, déi just en Terrain hunn! Net déi grouss Spekulant! Duerfir huet d'Stad Lëtzebuerg déi De-cisioun och net geholl.

(Interruptions diverses)

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Wannechgelift!

■ **M. Laurent Mosar** (CSV).- Dir maacht dat zu Dikrech. Mir maachen dat an der Stad net, ...

(Interruption par M. Claude Haagen)

... well mir net wëllen en total ongerechte System aféieren!

Drëtzens, Här Engel ...

■ **M. Claude Haagen** (LSAP).- Wou mengt Der dann, dass Der d'Spekulationssteuer aféiert? Bei deene klenge Leit?!

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Här Haagen, wannechgelift, den Här Mosar huet d'Wuert!

■ **M. Claude Haagen** (LSAP).- Hie soll Saache soen, déi stëmmen!

■ **M. Laurent Mosar** (CSV).- Här President, ech weess net, firwat datt déi Nervositéit besonnesch bei der Lëtzeburger Sozialistescher Aarbechter-partei ass. Ech mengen, hei ass ëmmer: Déi, déi jäischen, dat sinn déi, déi sech warscheinlech getraff fillen.

(Exclamations)

(Hilarité)

■ **Une voix**.- Dofir jäizt Dir ëmmer a ganz laang a ganz oft!

■ **M. Georges Engel** (LSAP).- Elo has de den Här Roth awer schéi getraff!

(Hilarité)

■ **M. Laurent Mosar** (CSV).- Den Här Roth huet dat extreem gutt hei ... Et wär heiansdo besser, Här Engel, ...

(Interruptions diverses)

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Wannechgelift!

■ **M. Laurent Mosar** (CSV).- Här Engel, et wär heiansdo besser, Dir géift dem Här Roth emol no-lauschteren. Dir kéint nawell ganz vill beim Här Roth léieren.

Ech kommen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, awer bei d'Virkaftsrecht, well do kommen ech awer elo net aus dem Staunen eraus. Also, Madamm Inne-ministes-ch, et ass net mäi Liblingstheema. Ech ka mer vill méi passionant Sujete virstelle wéi d'Vir-kafsrecht.

Ech stelle just eppes fest, an do gëllt dat selwecht wéi dat, wat mäi ganz gudd Kolleg Michel Wolter gesot huet: Ech hunn d'Impressioun, wat dat Vir-kafsrecht ubelaangt: Entweder Dir verstitt et net oder Dir wëllt et net verstoen!

(Interruptions)

Loosst mech dat elo nach eng Kéier erklären! An ech hoffen, dass Der et da verstitt.

Et geet hei a sech ëm zwee Urteeler. An Dir schwätzt ëmmer nëmme vun engem Urteel! Et geet ëm een Urteel, dat an enger Affär prononcéiert ginn ass den 21. Januar vun dësem Joer, an enger Affär géint de Fonds du logement. An deem Urteel geet et haauptsächlech drëm, wien d'Decisioun hält, fir en Droit de préemption ze exercéieren. Ass dat de Schäfferot? Ass dat de Gemengerot? Do ass am Moment e Groupe de travail amgaangen ze schaf-fen, déi gutt virukommen an déi mer och solle schaffe loossen.

## Le saviez-vous ?

### HUIS CLOS

Les séances de la Chambre sont publiques, sauf décision contraire émanant de la majorité des membres du Parlement. Dans ce cas la Chambre siège à huis clos et la séance est tenue en secret.

Et ass awer an der Tëschenzäit, Madamm Minister, vun deem schwätzt Der net, en zweet Urteel komm an enger Affär, déi d'Gemeng Suessem ..., an ech schwätzen hei ënnert dem Contrôle vun der aktuel-ler Buergermeeschtesch a vum fréiere Buerger-meeschter. Géint déi Affär, Madamm Inneminis-tesch, ass Appell gemaach ginn.

■ **Une voix**.- Jo.

■ **M. Laurent Mosar** (CSV).- Elo weess all Jurist aus dem éischte Joer, dass eréischt eng Jurispru-denz entsteet, wann et en definitiiv rechtskräftegt Urteel gëtt. En Urteel aus éischter Instanz, wou Ap-pell gemaach ginn ass, ass kee rechtskräftegt Ur-teel! Erlaabt mer, lech dat nach eng Kéier ze soen.

Dir hutt awer Är Circulaire dorobber baséiert, fir elo ze froen, dass d'Gemengen net méi, wéi dat bis elo ëmmer de Fall war, just hu misse soen, dass se géi-fen en Terrain kafen, fir entweeder soziale Wun-nengsbau ze maachen oder fir öffentlech Gebai-er drop opzeriichten, mee Dir fuerdert an Ärer Circu-laire, dass d'Gemengen e Projet détaillé verséieren.

Mir hunn lech elo Dossieren eraginn als Stad Lëtze-buerg, wou Der eis dat dote gefrot hutt. Bis elo hu mer nach keng Äntwert vun lech! Ech soen lech just dat heiten: Dir hätt sollen ofwaarden, bis an der Af-fär vun de Kolleegen vun der Gemeng Suessem en definitiven Arrêt komm wier! A wann an deem Arrêt dat steet, wat Dir mengt, wat vläicht drasteet, hätt Der mat Recht kënnen esou eng Circulaire eraus-ginn. Do si mer awer net!

Wat hutt Dir elo fäerdegbruecht? Dir hutt fäerdeg-bruecht, dass d'Gemengen - entre autres och déi Ge-meng, wou ech am Schäfferot sinn - am Moment iwwerhaupt kee Virkaftsrecht quasiment kënnen ausüben. An do, wou mer et gemaach hunn, si mer blockéiert. Dat ass net nëmme e risege Schued fir d'Stad Lëtzebuerg a fir d'Gemengen, mee et ass och e risege Schued fir déi Leit, déi zum Beispill an der Affär, vun där ech geschwat hunn, am Moment net virukommen, well den Dossier bei lech am Inte-rieur blockéiert ass.

Duerfir nach eng Kéier, Madamm Minister: Iwwer-leet lech wierklech, ob dat do am Sënn ass, dass Dir lech op eng éischt Instanz baséiert fir eng Circu-laire ministérielle, well wann Der dat maacht, ginn Honnerte vun Urteeler, déi all Joers kommen, zum Beispill en matière d'aménagement oder en matière d'autorisation de construire, ... Gitt lech dach net op eng eenzeg baséieren, fir doraus eng Prinzip-piendecisioun ze huelen! Dat geet net! An dofir géif ech lech wierklech hei nach eng Kéier soen: Wannechgelift ...

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Här Mosar, ech wëll lech drop opmierksam maachen, dass beim Pa-role après ministre den Temps de parole op fënnf Minutte limitéiert ass.

■ **M. Laurent Mosar** (CSV).- Jo. Ech wëll der Ma-damm Minister, well dat jo anscheinend net esou einfach ass ...

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Ech wollt lech dat schéin a fein an Erënnerung ruffen.

■ **M. Laurent Mosar** (CSV).- ... ze verstoen, dat elo nach eng Kéier am Detail erklären.

Ech géif just erwaarden, Madamm Inneministes-ch, an dat gëllt souwuel fir dat, wat den Här Wolter, fir dat, wat den Här Roth, wéi fir dat, wat ech gesot hunn: Ech hunn och schonn a menger politescher Karriär vill Inneministeren erlieft, vu verschiddene Parteien, an ech muss soen, en Inneminister, deem ass fir mech do, fir d'Gemengen ze ënnerstëtzen.

(Interruptions)

Fir d'Gemengen ze ënnerstëtzen! Deen ass net do, fir de Gemengen och nach Steng an de Wee ze leeën, mee fir d'Steng aus dem Wee erauszuhelen.

An ech géif mer wierklech wënschen, dass Dir, Madamm Inneministes-ch, an déi Regierung och erëm géift op déi dote Praxis zréckkommen.

Merci.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Mosar. An da freet den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo d'Wuert.

■ **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Merci, Här President. Ech wollt just eng perséinlech Erfahrung a Saache Grondsteuer hei mat de Kolleegen deelen.

Tëschent 1999 an 2004 war ech e klengen Duerf-buergermeeschter an do souz ech zesumme mat engem Inneminister, deem d'Grondsteuer wierklech wollt reforméieren a sech immens Méi ginn huet, fir déi Grondsteuer ze reforméieren. Duerno war dee Minister net méi an der Regierung. Dat war sâi Choix an ech wëll em och do kee Reproche ma-chen.

Duerno souz ech zéng Joer an enger Regierung mat engem aneren Inneminister. Deen Inneminister wollt och eng Reform vun der Grondsteuer ma-chen. An ech wëll ëm och net ënnerstellen, dass e sech net Méi ginn huet, fir déi Grondsteuer ze refor-méieren.



Elo hu mer eng relativ nei Inneministesch an ech wollt lech just drëm bieden, där neier Inneministesch déi selwecht Chance ze ginn, fir déi Reform vun der Grondsteier an enger participativer Approche ze maachen, déi mer zesummen alleguer wëlles haten an déi mer bis elo net fäerdegbruecht hunn.

Also, wannechgelift, kommt, mer pake mat un a mer huele jiddweree seng Part vu Responsabilitéit an deem schwéieren Dossier, deen een net einfach esou kann erofzauberen!

Merci villmools.

■ **Une voix.**- Gutt. Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Ech mengen, d'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

### 3. Ordre du jour

Ech géif d'Chamber froen, ob mer mar de Moie kënnen um 8.30 Auer ufänken. Ech wëll dat fir d'éischt soen, well ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Jo, wéinst men-ger och um 8.45 Auer.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- ... verschidde Leit verschidde Schwieregkeeten hunn.

(*Hilarité*)

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Kënne mer nach e bëssen handeln?

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ass d'Chamber domadder d'accord?

(*Assentiment*)

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Här President, kënne mer nach e bëssen handeln?

(*Hilarité*)

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Baum freet nach d'Wuert.

### 4. 7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 [...]

#### 7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)

*Discussion générale (suite)*

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Nee, entschëllegt, ech maachen et ganz kuerz, Här President. Dir hat mech virdrun, mengen ech, iwwersinn. Ech verzeien lech dat.

De ganzen Dag hu mer, wéi den Här Mosar richtegerweis gesot huet, e gudden Debat gefouert, dee vläicht elo zum Schluss e bëssen derapéiert ass.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- A nee! Nee, nee!

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Nee, nee, nee, net zum Schluss derapéiert ass!

(*Hilarité*)

(*Coups de cloche de la présidence*)

Ech wëll fir meng Partei eppes awer ganz kloer soen un d'Adress vun de Kollege vun der CSV. 2009, wéi déi Banken hu misse gerett ginn, dunn huet d'ganzt Parlament dat matgestëmmt, och d'Demokratesch Partei. An dozou sti mer och haut nach. A wann déi 5,9 Millioun (veuillez lire: 5,9 Mil-

liarde) geléint gi sinn, dann hu mer jo déi 5,9 Millioun (veuillez lire: 5,9 Milliarde) gebraucht, esou wéi den Här Wolter eis et gesot huet, fir déi Banken ze retten a fir déi Betriber ze retten. Hunn ech dat richtig verstanen, Här Wolter?

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Jo.

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Oder nee, et war den Här Roth.

Sou! Wat maache mer haut? Mir sinn haut an enger ganz anerer Kris. Mir sinn an enger sanitärer Kris, wou Leit krank ginn, wou Leit stierwen a wou mer am Fréijoer an engem Lockdown waren, wou d'Betriber net konnte schaffen, wou d'Leit hu missen doheem bleiwen.

An déi Suen, déi mer agesat hunn, an déi Suen, déi mer elo nach asetzen, an déi Suen, déi mer vläicht och nach d'nächst Joer brauchen, woufir ginn déi gebraucht? Ma déi gi ganz genau fir dat gebraucht, wat d'Fraktiounschefin vun der CSV de Moie gesot huet: fir d'Investissementer héichzehalen! Firwat? Wa mer eng Austeritéitspolitik maachen, d'Investissementer eroffueren, dann hu mer vläicht de Budget am Equilibre, mee eis Betriber hu keng Aarbecht, d'Leit hu keng Aarbecht, mir falen an de Chômage a mir kréie keng Recetten am Staat.

D'Madamm Hansen huet ganz richtig gesot, mir missten d'Kafkraaft héichhalen - 100 % richtig! -, mir missten d'Leit stäerken an d'Betriber stäerken. An dat ass dat, wat mir maachen hei!

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP).**- A wa mer d'nächst Joer musse Sue léine goen, da gi mer Sue léinen! Wësst Der, zu wivill dass mer léinen? Zu negativen Zënse hu mer geléint!

Mir hunn annerhallef Milliarde geléint a mir kréien 22 Millioun geschenkt. Also, wannechgelift, ...

(*Interruptions*)

... et ass keen heibannen, ...

■ **Une voix.**- Dat ass en Invest!

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Ech mengen, et ass keen heibannen, deen ni a sengem Liewe Sue geléint huet. Kommt, mir halen op ze maachen, wéi wann dat - et huet ee gesot - en Däiweleswierk wär! Mir hu Sue geléint fir d'Leit hei am Land, fir d'Betriber hei am Land, fir d'Ekonomie hei am Land, fir d'Kafkraaft. A wa mer nach eng Kéier Sue musse léine goen, da maache mer dat!

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Dat ass op alle Fall déi Politik, déi mir wëlle weiderféieren. A wann ech héieren, wat Der de Moie gesot hutt als CSV, ma da maacht Der jo gäre genau dat selwecht mat eis!

(*Brouhaha*)

A kommt, mir bleiwe wéinstens op enger Linn!

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Baum. Ech mengen, d'Diskussioun si fir haut domadder ofgeschloss.

Wéi gesot komme mer da mar de Moien um 8.30 Auer zesummen an da fänke mer u mam Projet de loi iwwert de Kont vum Joer 2019. Duerno wäerte mer iwwert de Budget ofstëmmen an duerno wäerte mer dann iwwert d'Motiounen diskutéieren an iwwert déi ofstëmmen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(*La séance publique est levée à 20.51 heures.*)



## Sommaire

### 1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

### 2. 7676 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2019

- Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire : Mme Octavie Modert (dépôt de la motion 1)
- Discussion générale : M. André Bauler - Mme Cécile Hemmen - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement
- Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Vote sur la motion 1 (adoptée)

### 3. 7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 et modifiant :

- 1° la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines ;
- 2° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
- 3° la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;
- 4° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances ;
- 5° la loi modifiée du 1<sup>er</sup> février 1939 sur l'impôt dans l'intérêt du service d'incendie ;
- 6° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession ;
- 7° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
- 8° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
- 9° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
- 10° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;
- 11° la loi modifiée du 14 mai 1997 relative à la participation à des institutions financières internationales ;
- 12° la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;
- 13° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant
  - a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;
  - b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;
  - c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
- 14° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;
- 15° la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;
- 16° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;

17° la loi du 19 décembre 2008 portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement, portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux, modifiant : la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc., la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep, la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement ;

18° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

19° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

20° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

21° la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours ;

22° la loi modifiée du 23 décembre 2016

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;

23° la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;

24° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;

25° la loi du 15 décembre 2020 relative au climat

et portant abrogation de la loi modifiée du 22 décembre 1993 ayant pour objet la relance de l'investissement dans l'intérêt du développement économique

7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi 7666 et dispense du second vote constitutionnel
- Vote sur l'ensemble du projet de loi 7667 et dispense du second vote constitutionnel
- Motion 1 : M. Fernand Kartheiser - M. Georges Engel - Mme Martine Hansen
- Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)
- Vote sur la motion 2 (rejetée)
- Motion 3 : M. Laurent Mosar (intervention de M. Georges Engel) - M. David Wagner - M. Sven Clement (intervention de M. Laurent Mosar) - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Fernand Kartheiser - M. Laurent Mosar

- Vote sur la motion 3 (rejetée)
- Motion 4 : M. Marc Baum - Mme Martine Hansen - M. Mars Di Bartolomeo - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
- Vote sur la motion 4 (rejetée)
- Motion 5 : Mme Martine Hansen
- Vote sur la motion 5 (rejetée)
- Motion 6 : M. Marc Lies - M. David Wagner - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Marc Baum)
- Vote sur la motion 6 (rejetée)
- Motion 7 : M. Marc Spautz - M. Fernand Kartheiser - M. Max Hahn
- Vote sur la motion 7 (rejetée)
- Motion 8 : M. Gilles Roth - M. Sven Clement - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. David Wagner - M. Fernand Kartheiser - M. Michel Wolter
- Vote sur la motion 8 (rejetée)
- Motion 9 : M. Fernand Kartheiser - M. Gilles Roth - M. David Wagner - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Gilles Roth - M. David Wagner
- Vote sur la motion 9 (rejetée)
- Motion 10 : M. Laurent Mosar - M. David Wagner - M. Fernand Kartheiser
- Vote sur la motion 10 (rejetée)
- Motion 11 : M. Fernand Kartheiser - Mme Martine Hansen - M. Marc Baum (intervention de M. David Wagner)
- Vote sur la motion 11 (rejetée)
- Motion 12 : M. Marc Spautz (intervention de M. Max Hahn) - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner
- Vote sur la motion 12 (rejetée)
- Motion 13 : M. Sven Clement - M. David Wagner - M. Gilles Roth - M. Fernand Kartheiser - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Sven Clement
- Vote sur le renvoi de la motion 13 en commission (adopté)
- Motion 14 : M. Gilles Baum - M. Gilles Roth
- Vote sur la motion 14 (adoptée)
- Motion 15 : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
- Vote sur la motion 15 (adoptée)
- Motion 16 : M. Laurent Mosar (intervention de M. Georges Engel) - M. François Benoy - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Georges Engel - M. Laurent Mosar - M. Michel Wolter (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Gusti Graas) - Mme Lydie Polfer - M. Gilles Baum (interventions de M. Michel Wolter, Mme Martine Hansen, Mme Lydie Polfer et M. David Wagner) - M. Marc Baum - M. Fernand Kartheiser
- Vote sur la motion 16 (rejetée)

### 4. 7395 - Projet de loi relative à la mise en œuvre de mesures restrictives en matière financière

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
- Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Dan Biancalana - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement
- Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel